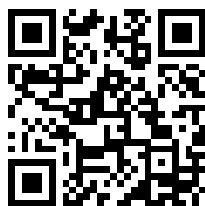

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





112, no. 1, 3-4

vol. 42, no 1,3,4

37 ~~37~~ 1042

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS

DE LA SARTHE
FONDÉE EN 1764

XLII
LXXII^e II^e SÉRIE — TOME XXXIV
TOME DE LA COLLECTION

ANNÉES 1909 et 1910 — 1^{er} FASCICULE



LE MANS
IMPRIMERIE MONNOYER

1909

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS

DE LA SARTHE

Boulevard René-Levasseur, 13, au 2^e étage.

CONDITIONS D'ABONNEMENT ET DE SOUSCRIPTION

Le *Bulletin* paraît par tomes, renfermant chacun les Mémoires de deux années, la liste des membres et le compte rendu de leurs travaux.

Chaque tome est publié par fascicules, en nombre indéterminé, contenant, outre les mémoires publiés *in extenso*, une analyse des procès-verbaux des séances.

Le prix de l'abonnement annuel est de 5 fr., payables à l'avance.

La souscription doit être faite, au plus tard, pendant les mois de janvier et de février de chaque année.

La cession des volumes entiers est seule autorisée, celle des livraisons séparées est interdite.

S'adresser, *franco*, soit pour avoir les volumes complets, soit pour souscrire et retirer les livraisons dues aux abonnés, à M. CH. MONNOYER, place des Jacobins, au Mans.

MM. les membres titulaires et associés sont priés de remettre à M. le Trésorier le montant de leur cotisation annuelle, au commencement de chaque année, avant la fin de février ; passé ce délai, M. le Trésorier fera toucher la cotisation à leur domicile.

NOTA. — La Bibliothèque est ouverte aux Sociétaires deux fois par semaine, le Dimanche et le Mercredi, de 9 heures à midi.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS
DE LA SARTHE

SOCIÉTÉ DES ARTS

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS
DE LA SARTHE

II^e SÉRIE — TOME XXXIV

XLII^e TOME DE LA COLLECTION

1909 et 1910



LE MANS

IMPRIMERIE MONNOYER, 12, PLACE DES JACOBINS

1909

THE
JOURNAL OF THE

ROYAL

ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
AND THE
ETHNOLOGICAL SOCIETY OF GREAT BRITAIN AND IRELAND

FOR THE YEAR 1901

1902

LONDON: PUBLISHED BY THE SOCIETY

10, BEDFORD SQUARE, W.C.

PRINTED BY THE SOCIETY

THE
JOURNAL OF THE
ROYAL
ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
AND THE
ETHNOLOGICAL SOCIETY OF GREAT BRITAIN AND IRELAND

FOR THE YEAR 1901

1902

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Bureau pour 1909 et 1910.

<i>Président</i>	MM. GENTIL $\odot$ I.
<i>Vice-présidents</i> ...	LECLERE $\ast$, PLU.
<i>Secrétaires</i>	DÉAN LAPORTE, $\odot$, $\ast$, DELAUNAY, DESCHAMPS LA RIVIÈRE.
<i>Trésorier</i>	GANDOIN.
<i>Archiviste</i>	GUÉRIN $\odot$ I.
<i>Archiviste adjoint.</i>	REBUT $\odot$.

Commission de Rédaction.

MM. les MEMBRES du Bureau, l'INSPECTEUR d'Académie,
GUY, LÉVEILLÉ $\odot$, SURMONT $\ast$, TRIGER $\ast$.

Commission des Finances.

MM. CÔME $\odot$, $\ast$, MORANCÉ $\odot$ I, ROULLEAU $\ast$, SÉGUIN $\ast$, $\odot$ I,
SINGER $\ast$, YZEUX.

Membres d'honneur.

- M. le GÉNÉRAL commandant en chef le 4^e Corps d'armée.
- M. le PRÉFET de la Sarthe.
- M^{re} l'ÉVÊQUE du Mans.
- M. le RECTEUR de l'Académie de Caen.
- M. le PRÉSIDENT du Conseil général de la Sarthe.
- M. le MAIRE de la ville du Mans.
- M. l'INSPECTEUR d'Académie résidant au Mans.

Membres titulaires.

Date de la réception. MM.

- 7 juill. 1871. SURMONT (Armand), ✕, avocat, rue de la Motte, 2.
- 19 janv. 1872. DE BROUSSILLON, (le comte), ✕, O, rue de Tascher, 13, au Mans, et rue de Bellechasse, 17, Paris.
- 6 déc. 1872. D'ELBENNE (le vicomte Samuel), O, ✕✕, au château de Couléon, en La Chapelle-Saint-Remy.
- 24 janv. 1873. D'ANGÉLY-SÉRILLAC, anc. conseiller général, au château de Sérillac, à Doucelles.
- 25 avril 1873. DE GRANDVAL (Georges), maire de Trangé, rue du Cirque, 2.
- 3 déc. 1873. GENTIL (Ambroise), O I, professeur du Lycée en retraite, rue de Flore, 86. — *Président de la Société.*
- 4 avril 1878. BESNARD, O, conseiller municipal, vice-président de la Société communale de secours mutuels du Mans, rue Hoche, 16.
- DEMONTCUIT, O, professeur du Lycée en retraite, à la Vendelée (Manche).
- GUERRIER, ancien inspecteur des Forêts, rue Robert-Garnier, 6.
- MAICHE (Louis), ✕, O I, ingénieur, rue Péreire, 3, à Saint-Germain en-Laye, (Seine-et-Oise).
- 4 juin 1878. HÉDIN, ✕, ✕, O, ingénieur, à Montreuil-le-Chétif.

Date de la réception. MM.

- 4 juin 1878. TRIGER (Robert), ✕, président de la Société historique du Maine, correspondant de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, aux Talvasières, route de Laval, près Le Mans.
- 17 février 1881. CARRÉ, propriétaire, avenue de Paris, 87.
- 18 mai 1881. FONTAINE, sous-ingénieur des Ponts et Chaussées, rue Lenoir, 35.
- 29 déc. 1881. BEAUGÉ, propriétaire, à Écommoy.
- 15 février 1882. GUY, propriétaire, rue Sainte-Croix, 10.
- 30 nov. 1882. ROUSSET, ☉ I, directeur de l'École pratique de commerce et d'industrie du Mans.
- GUÉRIN, ☉ I, conservateur de la Bibliothèque de la ville du Mans, rue Jeanne-d'Arc, 7.
- 2 mai 1883. SÉGUIN, ✕, ☉ I, directeur de la Compagnie du gaz, rue des Plantes, 11.
- 31 janv. 1884. DESCHAMPS LA RIVIÈRE (Robert), avocat, rue Pierre-Belon, 47.
- 1^{er} juillet 1885. ROQUET, instituteur à Laigné-en-Belin.
- 3 fév. 1886. ROZE, ☉, receveur principal des Postes en retraite, rue Chanzy, 71.
- 3 mars 1886. LECLERE, ✕, ingénieur en chef des mines, rue des Fontaines, 1.
- DE LA BOUILLERIE (le baron), au château de la Bouillerie, à Crosnières.
- 7 avril 1886. SINGER (Adolphe), ✕, directeur honoraire de la Société d'assurance mutuelle mobilière, rue Chanzy, 37.
- 14 avril 1886. CÔME, ☉, ✕, médecin vétérinaire, rue du Père-Mersenne, 14.

Date de la réception. MM.

- 4 avril 1888. DUPONT, , propriétaire, rue du Rempart, 9.
- 10 oct. 1888. LÉVEILLÉ (M^{er}), , , secrétaire perpétuel de l'Académie internationale de géographie botanique, rue de Flore, 78.
- 2 juillet 1890. YZEUX, propriétaire, rue d'Hauteville, 8.
- 8 oct. 1890. GALPIN (Gaston), député de la Sarthe, conseiller général, maire d'Assé-le-Boisne, rue de la Boétie, 64, Paris, et rue Richembourg, 30, au Mans.
- 8 oct. 1890. MORDRET (Ernest), docteur-médecin, avenue de Paris, 58.
- 11 fév. 1891. LE CERCLE DE L'UNION, place de l'Étoile.
- 4 avril 1892. BOLLÉE (Léon), , , ingénieur, avenue de Paris, 107.
- 14 juin 1893. LAMOUREUX (l'abbé), curé de Etival-lez-Le Mans.
- 18 juillet 1894. GAULLIER, sculpteur, rue de Flore, 112.
- 16 janvier 1895. EDELINE (Abel), propriétaire, à Ecommoy.
- DAGUET, , économe de l'Asile de la Sarthe, rue Etoc-Demazy, 2.
- 8 avril 1895. REBUT, , prf. au Lycée, rue des Chalets, 15.
- 9 oct. 1895. DÉAN-LAPORTE, , , négociant, adjoint au maire du Mans, rue du Bourg-Belé, 46.
- 11 déc. 1895. ROULLEAU, , conservateur des Forêts, en retraite, rue Champgarreau, 20.
- 13 janv. 1897. POIX, docteur-médecin, rue Chanzy, 36.
- 8 fév. 1898. PLU, docteur-médecin, rue Auvray, 20.
- 12 avril 1899. GUITTON, docteur-médecin à Saint-Calais.
- 10 mai 1899. MONNOYER (Charles), imprimeur, place des Jacobins, 12.

Date de la réception. MM.

- 14 juin 1899. CHENON (le chanoine), rue Voltaire, 23.
- 1 juillet 1900. CHARBONNEAU, phar., place Saint-Vincent.
- 3 oct. 1900. MORANCÉ, (Joseph),  I, architecte hon. de la Ville du Mans, Président de la Société d'Horticulture, rue des Fontaines, 32.
- GANDON, directeur du Comptoir d'Escompte de la Sarthe, rue Saint-Dominique, 13.
- 6 février 1901. LEGROS, , doc.-méd., rue du Cirque, 14.
- 20 juill. 1904. LEMOINE, méd.-vét., rue Auvray, 28.
- 9 nov. 1904. FLEURY (Gabriel), , imp^r-édit^r, à Mamers.
- LEFEUVRE,  I, artiste peintre décorateur, conseiller municipal, rue Jacob, 1.
- 8 janv. 1905. D'AILLIÈRES (Louis), conseiller général au château d'Aillières, près Mamers.
- BRIÈRE, C *, directeur du syndicat des agriculteurs, rue du Gué-de-Maulny, 30.
- GASSELIN, O *, lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, maire de St-Jean-des-Echelles, au château de Courtangis, par Lamnay. et rue de Paris, 13.
- GOUSSU (Paul), nég., pl. de la République, 30.
- DE LINIÈRE (Raoul), rue de Tascher, 23.
- DE LORIÈRE (Edouard), maire d'Asnières, au chât. de Moulin-Vieux, par Avoise et rue Victor-Hugo, 20 (Ass. du 15 janv. 1902).
- 8 janv. 1905. MOULIÈRE, avocat, rue Montauban, 7.
- 29 janv. 1905. DELAGENIÈRE, *, doct^r-méd., rue Erpell, 15.
- 10 déc. 1905. GASNOS (Xavier), docteur en droit, rue de l'Herberie, 1.

Date de la réception. MM.

- 14 janv. 1906. LE COMTE, ✱, ancien conseiller général, maire de Montigny.
- 11 mars 1906. DELAUNAY, d^r-méd., rue de la Préfecture, 14.
- 13 mai 1906. BELLANGER, ingénieur des mines, rue Victor-Hugo, 44.
- 8 juill. 1906. AUGUY, doct^r-méd., maire de St-Denis-d'Orques.
- 9 déc. 1906. DE L'ECLUSE, O ✱, professeur départemental d'agriculture, avenue Rubillard, 30.
- 27 janv. 1907. CHARDON (Charles), propriétaire, à Marolles-les-Braults.
- ERARD (Denis), prop., rue des Maillets, 36.
- 9 juin 1907. AVICE, propriétaire, au château de La Forèterie, près d'Allonnes.
- CHAUSSON, pharmacien, rue Prémartine.
- 10 nov. 1907 GOUSSU (Georges), propriétaire, rue Gastelier, 58.
- 8 déc. 1907 LASNE, O I, professeur honoraire, rue des Maillets, 72.
- LAVOPIÈRE, O I, inspecteur honoraire de l'enseignement primaire, rue Prémartine, 159.
- 12 janv. 1908 LABICHE, O ✱, O I, colonel d'artillerie en retraite, rue des Fontaines, 80.
- NOUTON, O ✱, colonel d'artillerie en retraite, rue de l'Etoile, 19.
- 26 janv. 1908 MABYRE, conseiller municipal, avenue de l'Abattoir, 67.
- 9 fév. 1908 CALENDINI (l'abbé Paul), curé de Saint-Mars-d'Outillé, président de la Société d'Histoire, Lettres, Sciences et Arts de la Flèche.

Date de la réception. MM.

- 8 mars 1908 CANDÉ, docteur-médecin au Lude.
- 14 juin 1908 DE SAINT-DENIS, libraire, rue St-Jacques, 1.
- 27 sept. 1908 AVICE, pharmacien, rue Gougeard, 23.
- BERTHAULT (Edouard), notaire, rue Saint-Charles (associé du 4 avril 1878).
- LE BIHAN (Albert), directeur d'assurances, rue de Flore, 15.
- GOUSSAULT, ✱, chef de division des chemins de fer de l'Ouest-Etat, av. de Paris, 86.
- 8 nov. 1908 THIBAUDIN, juge au tribunal civil, boulevard Négrier, 18.
- 13 déc. 1908 CHAROY, notaire, rue Gougeard, 15.
- PURNOT, juge au tribunal civil, rue Sainte-Marie, 5.
- SINGER (Gustave), ☉, directeur de la Société d'assurances mutuelles mobilières, rue des Fontaines, 69.
- 10 janv. 1909 THÉTIER, administrateur des ardoisières de Renazé, rue Joinville, 2.
- BUISSON, directeur de la pharmacie Dallier, carrefour de la Sirène.
- 31 Janv. 1909 MITON, ☉ I, contrôleur de la caisse d'épargne, boulevard Levasseur, 13.
- 25 avril 1909. MARCHADIER, ☉, ✱, directeur du laboratoire de surveillance des eaux du Mans, à l'Épau.
- 16 mai 1909. MAINGAIT, herboriste de 1^{re} classe, rue Nationale, 96.
- MORANCÉ (Emile), ingénieur-chimiste, avenue de Paris, 90.

Membres associés.

- | Date de la réception. | MM. |
|-----------------------|---|
| 4 avril 1878. | CHELOT (Émile), rue Monge, 82, Paris. |
| — | POIVET,  , ancien professeur à l'École normale, rue des Maillets, 52. |
| 7 nov. 1878. | LEGUÉ (Léon), propriétaire, carrefour de l'Ormeau, à Mondoubleau (Loir-et-Cher). |
| — | REICHERT, O  ,  ,  , intendant militaire, avenue de Paris, 54. |
| 8 juill. 1880. | LAUNAY, instituteur à Cré-sur-Loir. |
| 5 mai 1886. | MONGUILLON, instituteur à la Ferté-Bernard. |
| 6 oct. 1891. | ROMMÉ (Édouard), à Sougé-le-Ganelon. |
| 12 juin 1895. | LETACQ (l'abbé), aumônier des Petites-Sœurs des pauvres, rue du Mans, 151 bis, à Alençon (Orne). |
| 2 oct. 1895. | COILLIOT, professeur, rue Crochardière, 28. |
| 11 déc. 1895. | ALEXANDRE, juge de paix à Mondoubleau (Loir-et-Cher). |
| 11 avril 1900. | DENIS, expert - géomètre, à Marolles-les-Braults. |
| 13 déc. 1901. | DE MONTESSON (le vicomte Charles),  , chef de bataillon retraité des mobiles du Mans, au château de Montauban, par Neuville-s-Sarthe (Tit. du 17 avril 1874). |
| 11 mars 1903. | MUSÉE-BIBLIOTHÈQUE HEURTELoup-CHEVALIER, à Château-du-Loir. |
| 7 oct. 1906. | DUPAS,  , vétérinaire au 28 ^e dragons, à Sedan (Ardennes). |
| — | BLIN (Constant), rue Montbarbet, 10. |
| 14 juin 1908. | LEROY, instituteur, à Marolles-les-Braults. |

MIGRATIONS D'UNE BIBLIOTHÈQUE

NOTES POUR SERVIR A L'HISTOIRE

De la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe

Par M. GENTIL, membre titulaire.

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, pour répondre à de pressantes sollicitations, l'autorité royale prit l'importante décision de créer un certain nombre de Sociétés d'agriculture.

L'une des premières fut celle de la Généralité de Tours, établie par un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 24 février 1764, avec trois bureaux : Tours, Angers et Le Mans (1). Chacun d'eux, composé de vingt membres titulaires, pouvait s'adjoindre des associés, qui furent au nombre de soixante pour la province du Maine, dont les titulaires étaient :

L'abbé *Belin de Bérû*, chanoine et archidiacre de l'Eglise du Mans.

L'abbé *Bucquet*, chanoine et archidiacre de l'Eglise du Mans.

L'abbé de la *Briffe-Ponsan*, chanoine.

Le R. P. *Hébert*, prieur de l'abbaye de Beaulieu (2).

Dom *Guillou*, cellérier et ancien procureur de l'abbaye de Saint-Vincent.

Le P. *Parizis*, lazariste, procureur du séminaire de Coëffort.

Le comte de *Maille de la Tour-Landry*, à Entrames.

De *Fontenay*, chevalier de Saint-Louis, à Montreuil-le-Henry.

De la *Goupillière*, chevalier de Saint-Louis (3).

(1) Bibliothèque de la Société, n° 4140 (318-1).

(2) Elu le 10 mai, en remplacement de Dom *Joly*, prieur de l'abbaye de l'Epau, nommé par le Conseil d'Etat, mais non acceptant.

(3) Elu le 21 avril, en remplacement de M. de *Neuvy*, décédé avant la première réunion.

Le marquis de *Courceriers*, au château des Bordeaux, à Amné.
Le comte de *Vanssay*, chevalier de Saint-Louis, au château de
Chêne-de-Cœur, en Saint-Pavace.

Samson de Lorchère, lieutenant général au Présidial.

Neveu de Rouillon, lieutenant criminel au Présidial.

De *Blanchardou*, ancien maître particulier des Eaux et Forêts.

Leprince d'Amigné, conseiller au Présidial.

Fanau de la Touche, ingénieur des Ponts et Chaussées.

Prud'homme de la Boussinière, bourgeois.

Desportes de Linière, maître de forges.

De *Courteille*, négociant.

Véron du Verger, négociant.

Le Bureau du Mans se réunit pour la première fois, le mardi 14 avril 1761, Grande-Rue, 97, en l'hôtel de M. de Lorchère, lieutenant-général au Présidial et maire perpétuel de la ville, à qui M. l'Escalopier, intendant de la Généralité de Tours, avait écrit le 3 avril :

« En attendant qu'il ait été pourvu par le Conseil sur le lieu où doivent se tenir les assemblées, il faudra que vous ayez agréable de leur donner chez vous un endroit propre à cet usage, comme je le fais moi-même à Tours (1) ».

M. de Lorchère fut élu Directeur. Comme ses successeurs, il ne devait conserver son mandat que pendant une année. Le Secrétaire perpétuel, nommé par le roi, était Véron du Verger, alors âgé de 66 ans, qui remplit ces fonctions, avec une admirable exactitude, jusqu'à sa mort en 1780.

En l'absence de M. de Lorchère, pendant ses séjours à la campagne, les assemblées se tenaient chez l'un ou l'autre de ses collègues, en particulier MM. Belin et Bucquet.

Bientôt fatigué de cette vie quelque peu nomade, le 7 décembre 1761, le Bureau rédige un mémoire, « pour représenter au Ministre la nécessité de pourvoir à un logement pour tenir les réunions de la Société », réclamant en même temps les ressources pécuniaires indispensables pour le chauffage et les frais du secrétariat.

(1) Procès-verbaux, séance du 14 avril 1761.

A défaut de domicile particulièrement à son usage et craignant d'incommoder M. de Lorchère, « vu l'état de sa santé », le Bureau décide, le 20 avril 1762, que « la prochaine séance se tiendra à l'Hôtel de Ville, conformément à l'offre qu'en ont bien voulu faire MM. les officiers de Ville, à la prière de M. l'Intendant ». En conséquence, le 27 avril suivant, la Société recevait l'hospitalité dans la petite maison, située place du Gué-de-Maulny (aujourd'hui place Hallai), prise en location par les échevins pendant les reconstructions qu'on faisait à l'ancien palais des comtes du Maine (1).

Mais, la salle servant aux réunions n'était pas toujours libre et le Bureau d'agriculture se trouvait encore assez souvent obligé de chercher un refuge chez quelques-uns de ses membres, MM. Bucquet, de Rouillon, de la Goupillière ou Belin.

Enfin, le 5 mars 1765 « pour la première fois, la Société s'est assemblée dans la nouvelle salle qui lui avait été destinée dans l'enceinte du palais », au 2^e étage, au-dessus du secrétariat de la mairie actuelle. Elle en eut la paisible jouissance jusqu'à la Révolution et y tint ses réunions le mardi de chaque semaine, sauf pendant les vacances, avec une régularité parfaite, que vint seul troubler un événement douloureux.

On lit en effet au procès-verbal de la séance du 30 janvier 1781 :

« M. le Directeur (2) a observé que la mort de M. Véron, Secrétaire perpétuel, avait suspendu pendant quelque temps (3) les opérations de la Société, que les papiers nécessaires, notamment le plumitif et le registre courant, étant détenus sous l'inventaire de la succession, ce retardement aurait été cause que Messieurs n'auraient pas été convoqués pour la séance de rentrée au jour ordinaire, qui est le 1^{er} mardi d'après la Saint-Martin. Il a ajouté que ces papiers lui avaient été remis exactement par MM. les héritiers de mon dit sieur du Verger, ainsi que le ca-

(1) Cf. Robert Triger, *l'Hôtel de Ville du Mans*, p. 39.

(2) M. Rottier de Moncé, chanoine de l'Eglise collégiale de Saint-Pierre-la-Cour.

(3) Depuis le 8 août 1780.

chet de la Société et les clefs des archives, pourquoi ils en demeurèrent déchargés ».

Ce fait met en lumière toute l'importance des fonctions du Secrétaire perpétuel, qui était l'âme de la Société, et le choix de son successeur prouve qu'elle s'en rendait parfaitement compte. En effet, dans cette même séance on nomme pour le remplacer M. de Moncé qui, sur les instances de ses collègues, donne sa démission de Directeur pour accepter le titre de Secrétaire.

Il en exerça la charge jusqu'au 20 novembre 1787, date à laquelle il dut la résilier, en raison de ses nombreuses occupations par ailleurs, et fut remplacé par M. Nioche de Tournay, inspecteur général des manufactures, qui devait continuer avec le même soin que ses prédécesseurs la rédaction des procès-verbaux des délibérations de la Société, dont nous possédons sept gros registres.

Le septième se termine par le procès-verbal de la séance du 23 décembre 1788. Il devait en exister un huitième, car il est certain que la Société continua à s'assembler pendant les années qui suivirent. Nous en avons la preuve par la correspondance de Necker avec le Bureau d'agriculture du Mans, en 1789, que notre savant collègue, M. Robert Triger, a publiée dans le tome 32^e de nos Bulletins. Au surplus, nous trouvons dans *l'Almanach du département de la Sarthe* (1), pour l'année 1793, imprimé vers la fin de 1792, la liste des membres de la Société, avec l'indication de leur domicile, et c'est seulement pendant la tourmente de 1793 qu'ils furent dispersés.

Le huitième registre des délibérations a donc disparu et nous avons à déplorer sa perte, qui doit nous priver de documents d'un réel intérêt pour l'histoire de cette époque. Toutefois, il est vraisemblable que, si la Société continua d'exister, au moins virtuellement, les événements qui suivirent la convocation des Etats-Généraux ne pouvaient manquer de la détourner de ses

(1) C'est l'ancien *Almanach du Maine*, dont le titre fut changé en 1791.

occupations ordinaires qui, pendant les dernières années, perdirent sans doute de leur régularité.

En outre de ses registres des délibérations et de nombreuses pièces manuscrites, la Société possédait une bibliothèque assez importante, dont les livres sont encore pour la plupart sur nos rayons. Parmi eux se trouvent :

Le *Recueil des délibérations et mémoires de la Société royale de la Généralité de Tours pour l'année 1761*, qui doit être le premier livre entré dans cette collection ;

La *Gazette de l'Agriculture*, dont la lecture occupait « Messieurs », en attendant l'ouverture des séances ;

Le *Journal de l'Agriculture et du Commerce*, dont le premier volume porte, au bas de la page de titre, la mention manuscrite : « Société d'agriculture, Bureau du Mans » ;

Le *Traité du Chanvre*, par Marcandier, 1758, avec la même mention ;

L'*Agronomie ou les principes de l'Agriculture réduits en pratique*, dont le tome I, daté de 1761, porte la signature de Véron du Verger ;

L'*Art de s'enrichir promptement par l'Agriculture*, 1763, avec la signature de Livré ;

Et d'autres, étrangers aux questions agricoles, parmi lesquels un exemplaire de *Pline*, gros in-folio donné par M. de Foisi. Le premier catalogue, que nous conservons dans nos archives, rédigé par Véron du Verger en 1767, comprenait déjà 71 numéros.

En 1793, le tout fut confisqué et mis au dépôt central. Ce fut la première migration.

Cependant, les pouvoirs publics ne tardèrent pas à comprendre l'utilité de grouper les hommes d'étude et, le 5 germinal an II (25 mars 1794), le Conseil général de la Commune du Mans nommait les citoyens Chaubry, ingénieur en chef, Deshoureux, ingénieur en second, Ruillé l'ainé, Clairsigny, Chesneau, Mortier-Duparc, pour composer la *Commission des Arts*, « qui

doit proposer les plans des divers établissements, tant utiles qu'agréables, qui doivent avoir lieu dans la commune » (1).

Cette Commission se réunit le 23 germinal suivant (11 avril 1794) à l'Hôtel de Ville, « au lieu indiqué par le citoyen Juteau, agent national de la commune », chargé de l'installer. Chesneau-Desportes fut élu président à l'unanimité (2).

De son côté le Directoire du district créait, au mois d'août de la même année, une *Commission bibliographique et du musée* et, peu de temps après, en avril 1795, un *Bureau consultatif de commerce et d'agriculture* (3).

Mais, bientôt une lettre des administrateurs du département, en date du 5 vendémiaire an IV (27 septembre 1795), provoqua la réunion de ces différentes commissions en une seule société, chargée d'étudier les questions « relatives à l'agriculture, aux arts, aux fabriques, au commerce, à l'industrie et à d'autres branches d'économie politique », transmises par le Comité de Salut public (4).

Un arrêté du 19 vendémiaire an IV (11 octobre 1795) lui donnait le titre de *Bureau central de correspondance des Arts* (5) qui, quatre ans plus tard, le 28 ventôse an VII (18 mars 1799) devait être remplacé par celui de *Société libre des Arts* (6).

Plus prévoyante que le Conseil d'Etat en 1761, l'Administration centrale prenait soin de pourvoir aux dépenses :

« Pour achat de bois, chandelle et autres menus frais de bureau, il sera provisoirement délivré aux dites Commissions réunies un mandat de deux mille livres, qui sera payé, sur l'acquit de leurs président et secrétaire, par le receveur du district du Mans, sur le fond des dépenses imprévues comprises dans les dépenses variables du département » (7).

(1) Procès-verbaux, séance du 23 germinal an II.

(2) Procès-verbaux, *ibid.*

(3) Bulletin de la Société, tome I, p. 5.

(4) Procès-verbaux, séance du 10 vendémiaire an IV.

(5) Archives de la Société.

(6) Archives de la Société, collection des règlements.

(7) Archives de la Société.

C'était assurément généreux. Reste à savoir si le receveur versait la somme en bonnes espèces sonnantes et trébuchantes ou en assignats.

Le 12 vendémiaire an IV (4 octobre 1795) avait eu lieu la première séance à laquelle étaient présents : Leprince d'Ardenay, Véron, Rajon, Tournay, Desportes-Gagnemont, du Comité de commerce et d'agriculture; Doigny, Bordier, Ledru, Renouard, La Houssaye, de la Commission du musée et bibliothèque; Chaubry, Deshourmeaux, Mortier-Duparc, Leprince-Clairsigny, Maulny, Chesneau, du Comité des arts, auxquels étaient adjoints plusieurs citoyens notables: Livré, de Feumusson, Tascher, Dumesnil-d'Hauteville et Vaultier.

Deux d'entre eux, Leprince d'Ardenay et Livré, avaient été Directeurs, trois autres, de Feumusson, Maulny, Véron, membres associés du Bureau d'Agriculture (1), dont le secrétaire perpétuel, Nioche de Tournay, le devenait également de la Société nouvelle (2), qui ne faisait en réalité que continuer l'ancienne avec des attributions plus étendues.

Aussi, dès le 26 frimaire suivant (17 décembre 1795), elle en demandait l'héritage aux administrateurs du département :

« Citoyens, le Bureau central vous expose que tous les registres, mémoires et papiers du cy-devant Bureau d'agriculture ont été déposés à la bibliothèque. C'est une source abondante dans laquelle il pourrait puiser bien des connaissances utiles au travail important dont il est chargé et qu'il serait très utile à cet effet que le dépôt en fut fait au Bureau central. Par ces considérations, Citoyens, vous rendrez un service essentiel à la chose publique en autorisant la Commission bibliographique de remettre au dit Bureau, tous les registres, mémoires et papiers, relatifs à l'agriculture, sous le récépissé que donneront le président et le secrétaire » (3).

L'Administration centrale s'empresse d'acquiescer à cette demande (4) et c'est ainsi que revinrent à la mairie, où se tenait

(1) *Almanach du département de la Sarthe pour 1793*, p. 60 et 61.

(2) Procès-verbaux, séance du 5 brumaire an IV.

(3) Procès-verbaux, séance du 26 frimaire an IV.

(4) Procès-verbaux, séance du 17 nivôse an IV.

le Bureau central des arts, en janvier 1796, les archives et la bibliothèque de notre Société. C'était la deuxième migration.

Deux ans après, elle s'augmentait par le don que lui fit un arrêté de l'Administration centrale, en date du 9 ventôse an VI (27 février 1798) d'une partie des livres confisqués aux anciens couvents, qui lui furent remis par les soins de Renouard.

Nous possédons un manuscrit catalogué comme suit :

« 4162. — Catalogue des livres formant la bibliothèque de la Société libre des Arts établie au Mans, remis par le citoyen Renouard, bibliothécaire de la bibliothèque nationale du département de la Sarthe, le 29 messidor an VII. Manuscrit pet. in-fol. de 51 feuilles, renfermant environ 963 n^{os} » (1).

Ce libellé est inexact. Le véritable titre du n^o 4162 est :

« Etat des livres qui forment la bibliothèque de la Société des Arts remis par le citoyen Renouard, bibliothécaire de la bibliothèque nationale du département de la Sarthe, d'après l'autorisation de l'Administration centrale du même département, desquels livres a été donné reçu au citoyen Renouard par les président, secrétaire et archiviste de la Société, le 29 messidor an 7 et jours suivants ».

Comme on le voit, il ne s'agit pas du catalogue de notre bibliothèque, telle qu'elle était à la date du 29 messidor an VII (17 juillet 1799), mais simplement de l'état des livres remis par Renouard et c'est à tort que notre regretté collègue, Louis Brière, a écrit dans sa notice sur les archives et la bibliothèque de notre Société, p. 19 :

« Le premier qui entreprend ce travail (de dresser un inventaire de nos livres) est Renouard. Son catalogue, resté manuscrit, se compose de 51 feuilles in-fol. renfermant 963 numéros et fut présenté à la Société dans sa séance du 29 messidor an VII ».

D'abord, il n'en est aucunement fait mention au procès-verbal de la dite séance, non plus qu'à ceux des séances qui précèdent ou qui suivent. Ensuite, Renouard n'a pas rédigé le catalogue de

(1) Cf. *Catalogue de la bibliothèque de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, p. 380.

notre bibliothèque, ce qui du reste eut été la tâche de notre archiviste, Négrier de la Crochardière et non la sienne. Mais, *il a remis des livres*, dont il a fait signer un *état* par les président, secrétaire et archiviste de la Société, pour décharge.

Ce que nous possédons, sous le n° 4162, n'est qu'une copie de cet état, ne comprenant d'ailleurs que 579 numéros et non pas 963, chiffre erroné, dont voici l'explication :

Immédiatement après l'*état* en question est transcrit un *Rapport* sur la bibliothèque de la Société, fait par Ledru à la séance du 8 novembre 1808, avec un *supplément* comprenant 108 numéros. Puis, vient une *suite* au *supplément*, du n° 109 au n° 384 inclus, lequel n° 384 est indiqué comme étant entré le 14 septembre 1847, bien après la mort de Renouard et de Ledru.

Si l'on additionne ce chiffre 384 avec celui de l'*état* qui précède, on trouve en effet 963, comme l'indique Brière. Mais, il ne s'agit plus du prétendu catalogue de Renouard qui, n'étant pas archiviste de la Société, n'avait pas eu d'ailleurs à s'en occuper.

Nous avons dit que le manuscrit catalogué sous le n° 4162 n'est qu'une copie de l'état des livres remis par Renouard. Mais, l'original est aussi dans nos archives. Son titre exact est : « *Etat des livres que le citoïen Renouard, bibliothécaire de la bibliothèque nationale du département de la Sarthe, a remis à la Société libre des Arts du Mans, d'après l'autorisation de l'administration centrale du même département* » (1).

C'est effectivement un cahier de 51 pages (et non 51 feuilles) portant 584 numéros (au lieu des 579 de la copie), qui comprennent 1792 volumes.

Mais, ce serait une erreur de croire que Renouard en était l'auteur. Dans son rapport du 8 novembre 1808, Ledru nous

(1) L'administration centrale avait écrit à la Société des Arts, le 17 floréal an VII (6 mai 1799) : « Nous croirons avoir rempli un devoir en vous autorisant (*sic*) à faire dans le dépôt central des livres du département le choix de ceux qui, étant doubles, pourraient vous être nécessaires ». — Archives de la Société.

renseigne exactement à ce sujet : « M. Renouard, dit-il, fit transporter dans une salle, que nous devons au zèle obligeant de la municipalité, tous les livres qu'il destinait à la Société des Arts. MM. Chesneau-Desportes, président, N. de Tournay, secrétaire et Négrier de la Crochardière, archiviste, en dressèrent le catalogue sur un registre de 50 pages et y apposèrent leur signature ».

Ce document, où se trouvent énumérés pêle-mêle les ouvrages le plus disparates, sans le moindre classement méthodique, est d'ailleurs écrit tout entier de la main de Négrier de la Crochardière, de même que la copie portant le n° 4162. La liste des ouvrages est immédiatement suivie du récépissé que voici :

« Nous soussignés, président, secrétaire général et archiviste de la Société libre des Arts, reconnaissons que le citoyen Renouard, bibliothécaire de la bibliothèque nationale du département de la Sarthe, nous a, d'après l'autorisation de l'administration centrale du même département, remis les livres portés en l'état ci dessus, formant ensemble la quantité de dix sept cent quatre vingt douze volumes, pour être déposés au lieu des séances de la dite Société des Arts et y former une bibliothèque, comme aussi nous reconnaissons que le dit citoyen Renouard, autorisé comme dit est, nous a également remis neuf corps de bibliothèque en forme de dressoirs, lesquels ont été pris à la ci-devant bibliothèque de Saint-Vincent et sont construits en bois de sapin, fors les montans qui sont en chesne (1). Au Mans, le vingt-neuf messidor, an 7 de la République française ». Signé : CHESNEAU, NIOCHE DE TOURNAY, NÉGRIER DE LA CROCHARDIÈRE.

La libéralité de l'administration centrale ne se bornait donc pas au don des livres, elle fournissait encore les dressoirs et même en faisait payer les frais d'installation par le ministre de l'intérieur, comme l'établit la lettre suivante :

« Paris, le 12 germinal an 8 de la République française, une et indivisible. Le Ministre de l'intérieur aux membres com-

(1) Le 23 prairial an VII (13 juin 1799), l'administration centrale avait écrit à Renouard : « Nous vous prévenons, citoyen, que nous venons d'autoriser la Société des Arts du Mans à envoyer un commissaire vers vous pour faire choix et dresser inventaire des tablettes dont ils ont besoin pour placer les livres au lieu de leurs séances, s'il en existe qui soient inutiles aux nouvelles distributions de la bibliothèque ». — Archives de la Société.

posant la Société libre des Arts, séante au Mans. J'ai fait mettre à votre disposition, citoyens, la somme de quatre vingt quatre francs soixante-dix centimes, destinée à rembourser le citoyen Négrier de pareille somme qu'il a avancée pour les frais d'établissement d'une bibliothèque à l'usage de la Société que vous composez ». — Signé : Lucien BONAPARTE.

Les montants en chêne, dont parle le récépissé ci-dessus, forment en grande partie l'ossature de notre bibliothèque actuelle, où se trouvent encore bon nombre des étagères en sapin provenant de Saint-Vincent, dont plusieurs, il est vrai, sont quelque peu vermoulues.

Vers la fin de cette même année 1799, notre bibliothèque fut, paraît-il, mise au pillage. Dans son rapport du 8 novembre 1808, Ledru dit que les rebelles, ayant envahi la ville du Mans, le 15 octobre 1799, nous enlevèrent 42 ouvrages clairement énoncés au catalogue. Plusieurs de ceux qu'il indique, par exemple les œuvres de Rabelais et celles de Scarron, nous manquent en effet. Mais d'autres, tels que les Mémoires des comtes du Maine, par Trouillard, et les Coutumes du Maine, de Bodreau, sont encore en place et, par conséquent, n'avaient pas été dérobés, à moins qu'ils ne soient rentrés depuis.

Dans ce même rapport, Ledru signale les inconvénients que présente le dépôt des livres dans une salle distincte de celle des séances :

« Vous me permettrez, Messieurs, de vous énoncer une idée sur le meilleur moyen d'utiliser cette collection précieuse.

« Tant qu'elle restera séparée du lieu de vos séances et pour ainsi dire mise sous les scellés, vous n'en retirerez que de bien faibles avantages. Car, du moment que votre bibliothécaire en aura pris la clef, comment voulez-vous que les sociétaires puissent la consulter dans l'intervalle qui s'écoule d'une séance à l'autre.

« Les membres du Bureau de bienfaisance tiennent leurs séances dans cet appartement et s'y servent des mêmes objets qui sont à notre usage. Je pense qu'il serait plus convenable

que chaque Société ait son cabinet distinct. Le Bureau de charité peut, sans en être aucunement gêné, occuper le local où sont maintenant déposés nos livres. L'appartement où nous siégeons, rendu à sa première destination, servira uniquement à la Société des Arts » (1).

Adoptant les conclusions de Ledru,

« La Société décide de prendre les moyens convenables pour faire transporter, avec l'autorisation de M. le Maire (2), notre digne collègue, la bibliothèque dans la salle même où elle tient ses séances ordinaires, après avoir invité MM. du Bureau de bienfaisance à se réunir dans celle où sont maintenant nos livres » (3).

Notre bibliothèque fut donc transportée au 2^e étage de l'Hôtel de Ville, au-dessus de la salle actuelle du Conseil, où elle devait demeurer pendant 70 ans. Ce fut la troisième migration.

Devenue *Société royale des Arts*, par autorisation en date du 21 décembre 1814 (4), la Société changeait encore de nom en 1825, pour prendre celui de *Société d'Agriculture, Sciences et Arts*, comme le constate le procès-verbal de la séance du 28 juin 1825 :

« M. le Président a communiqué une lettre de M. le Préfet, en date du 18 courant, qui annonce que, par décision du 26 mai dernier, S. Exc. le ministre de l'intérieur autorise la Société à prendre le titre de Société d'Agriculture, Sciences et Arts ».

La même année, sa bibliothèque s'enrichissait d'une collection précieuse que Ledru, décédé le 11 juillet 1825, avait léguée par testament (5), celle des *Almanachs du Maine* et des *Annuaire de la Sarthe*, qu'il possédait et que depuis nous a libéralement continuée la Maison Monnoyer.

C'est aussi pendant le premier quart du XIX^e siècle que fut constituée l'intéressante collection de portraits, dont notre

(1) Bibliothèque de la Société, n° 4163 (984 bis). — Le rapport de Ledru est transcrit à la suite de l'état dont il est question ci-dessus.

(2) Négrier de la Crochardière.

(3) Procès-verbaux, séance du 8 novembre 1808.

(4) Archives de la Société, lettre du préfet datée du 30 décembre 1814.

(5) Cf. Rebut, *André-Pierre Ledru*, in *Palmarès du Lycée*, 1905, p. 16.

honoré collègue, Henri Chardon, a publié l'*Histoire et critique* dans le 40^e volume de nos Bulletins (1).

En 1829 survient une réclamation du maire, Bouteiller de Châteaufort, faite à l'instigation de Richelet, bibliothécaire de la ville, présentée à la séance du 22 décembre :

« M. le Président communique une lettre de M. le Préfet, en date du 18 courant, transmissive d'une autre de M. le Maire de cette ville, datée du 9, ayant pour objet la réintégration dans la bibliothèque publique d'un grand nombre de livres, dont le catalogue est joint à la lettre du maire, que celui-ci prétend avoir été distraits de cette bibliothèque pour former celle de la Société des Arts, ce qui serait l'œuvre de Renouard » (2).

Après un examen approfondi, qui prit trois longues séances, la Société répondait que Renouard n'avait pas remis de son propre mouvement les livres dont il s'agissait, et qu'il n'avait été que l'exécuteur d'un arrêté de l'administration centrale du 9 ventôse an VI. Ces livres d'ailleurs ne pouvaient être réclamés à titre de restitution, n'ayant pas été distraits de la bibliothèque publique qui n'existait pas et n'était même pas projetée à cette époque. La Société en était légitimement appropriée, tant en vertu de la concession de l'autorité qui avait le droit d'en disposer que par une possession plus que trentenaire. Toutefois, considérant qu'en la gratifiant des livres en question l'administration centrale n'avait entendu lui accorder que des doubles exemplaires, la Société consentait à remettre ceux qu'elle possédait qui manqueraient à la bibliothèque publique, demandant en compensation les doubles que celle-ci pouvait avoir.

(1) Voici la liste de ces portraits : Auvray, Barbeau-Dubourg, Belin de Bérû, Belin de la Fuye, Pierre Belon, Charles Blondeau, Julien Bodreau, Jean Boissnard, Antoine Bondonnet, Jean Bondonnet, Chesneau-Desportes, Chouët de la Gandie, Claude Chappe, Cureau de la Chambre, Thomas Dalibard, Nicolas Denisot, Fréart de Chambray, Robert Garnier, La Mothe le Vayer, Bernard Lamy, Antoine Le Corvaisier de Courteille, Louis de Malicottes, Louis Maulny, Marin Mersenne, Louis Morin, Germain Pilon, David Rivault, Trouillard de Montterré, de la Vergne de Tressan, Véron de Forbonnais, Véron du Verger.

(2) Les lettres en question et le catalogue y annexé sont dans nos archives.

Il semble donc que la bibliothèque municipale obtenait satisfaction. Mais, il y a loin de la coupe aux lèvres. Treize ans après rien n'était fait et, par lettre du 28 avril 1843, le maire du Mans, Trouvé-Chauvel, se plaignait que la décision prise le 19 janvier 1830, ne fut pas encore exécutée.

Consultée par son président sur le parti qu'il convenait de prendre en cette occurrence, la Société nomme une commission pour étudier la question et préparer une réponse. Le 20 juin suivant, M. Landel, chargé du rapport, se bornait à déclarer qu'il n'était pas prêt. Oncques depuis il n'en fut parlé. Du moins les procès-verbaux sont muets à cet égard, et la phrase suivante d'un rapport de l'abbé Voisin, dont nous parlerons tout à l'heure, donne à penser que la Société garda ses livres : « Lorsqu'à diverses reprises, on vous a demandé des ouvrages imprimés qui manquaient à la bibliothèque publique, vous n'avez rien accordé » (1).

Brière (Op. cit., p. 12) dit que la compagnie prit en 1833 le titre de Société d'Agriculture, Sciences et Arts *de la Sarthe*, en même temps qu'elle commençait à publier un bulletin périodique. C'est en effet de 1833 que date le premier volume de nos Bulletins, mais avec le titre de « Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts *du Mans* » (2). En 1839 seulement, par l'article 1^{er} du règlement délibéré le 9 juillet, elle prit le titre définitif qu'elle porte aujourd'hui (3).

Elle était toujours sous l'autorité du Ministre de l'intérieur, ce qui permit au préfet Ménard d'intervenir 7 ans après pour dépouiller nos archives d'une partie importante de leurs richesses. Voici le fait, d'après le procès-verbal de la séance du 4 août 1846 :

« M. le Préfet demande que les chartes et autres pièces manuscrites provenant d'établissements religieux supprimés et déposées actuellement dans la bibliothèque de la Société, soient

(1) Bulletin de la Société, t. VII, p. 286.

(2) La collection comprend aujourd'hui 41 volumes, avec la table générale, par ordre de matières, pour les 40 premiers.

(3) Bulletin de la Société, t. IV, p. 1.

transférées aux archives publiques du département. Il est décidé que la délibération à ce sujet sera mise à l'ordre du jour de la séance suivante. »

Ne voulant prendre aucune désision sans être parfaitement éclairée sur ses droits, le 25 août la Société invite la commission qui s'occupe du catalogue à rechercher l'origine de la possession des pièces réclamées par le préfet. Elle prit cinq mois pour cette recherche, sans aboutir à rien de précis au sujet de l'entrée de ces documents dans notre bibliothèque.

« Ces manuscrits, dit le rapport, n'ont point été donnés à la Société par les administrateurs du dépôt central, de qui nous tenons une partie de nos ouvrages imprimés. Nous avons de fortes raisons de croire que ces titres nous ont été légués par quelques-uns de nos collègues et de toute manière nous les possédons à bon droit » (1).

Néanmoins, la Société conclut à leur dépôt dans les archives départementales, où ils seraient plus facilement consultés.

L'intéressant rapport de l'abbé Voisin, imprimé dans le tome VII de notre Bulletin, fait connaître qu'il y avait 385 pièces, placées sans ordre dans trois cartons. Les établissements religieux qu'elles concernent sont les abbayes de Beaulieu, de Saint-Vincent, de la Couture, du Pré, de l'Epau, de Champagne, le prieuré de Grammont, le chapitre de Saint-Pierre-la-Cour, plusieurs églises du diocèse et enfin la Prévôté du Mans, toutes antérieures au xvi^e siècle et la plupart datant du xiii^e.

MM. Leprince et Voisin furent chargés d'en opérer la remise. Mais, ils ne se pressèrent pas et le transfert ne fut accompli qu'après plus de deux ans, comme en témoigne le reçu de l'archiviste Bilard, dont voici le texte :

« Je soussigné, reconnais que M. Leprince, bibliothécaire de la Société des Arts du Mans, m'a fait la remise de diverses chartes anciennes ou titres sur parchemin destinés à être déposés aux archives départementales. Ces pièces sont au nombre de 94. Au Mans, le 14 août 1849. » — Signé : Ed. BILARD, archiviste départemental (2).

(1) Bulletin de la Société, tome VII, p. 287.

(2) Archives de la Société.

Quelques mois avant s'était produite une importante innovation dans les usages de la Compagnie. Jusqu'alors elle se réunissait, chaque quinzaine, à la lueur pâlotte de quelques bougies, dans l'appartement plutôt exigu qu'occupait sa bibliothèque. Le 25 novembre 1848, une délibération du Conseil municipal vint l'autoriser à tenir ses séances dans la salle même du Conseil, splendidement éclairée par huit becs de gaz (1).

Eblouie sans doute par ce brusque passage à la grande lumière et se pénétrant d'une profonde estime de soi-même, la Société prend bientôt les allures d'une Académie, où ne peuvent entrer que difficilement de rares privilégiés. Le règlement du 3 juin 1856 limite à 50 le nombre des membres titulaires, dont le domicile doit être au Mans ou dans un rayon de trois kilomètres. Ils ne sont admis que sur le rapport favorable d'une commission sur leur passé littéraire ou scientifique et tous sont obligés de présenter chaque année un travail, dont toutefois le sujet est facultatif.

Ces exigences ne pouvaient qu'entraver le recrutement. On ne tarda pas à s'en apercevoir. Aussi le règlement du 8 janvier 1869 supprime l'obligation du travail annuel. Par ailleurs, il étend le domicile des membres titulaires à tout le département de la Sarthe, sans en limiter le nombre. Le président, élu pour deux ans, ne peut être réélu qu'après une nouvelle période. Mais, le secrétaire général, nommé pour cinq ans, est indéfiniment rééligible (2).

C'était confier à ce dernier la direction effective. On revenait au système du secrétaire perpétuel de l'ancien Bureau d'agriculture et de la Société libre des arts. En un mot, on reconnaissait que la continuité de vues est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement d'une société.

On a dit que les peuples heureux n'ont pas d'histoire. La nôtre n'a pas été toujours une suite de félicités. Nous arrivons

(1) Archives de la Société : lettres de la Mairie.

(2) Archives de la Société, collection des règlements.

à une époque critique, marquée par des difficultés qui provinrent en partie de la création en 1871 de deux commissions permanentes, l'une d'agriculture, l'autre d'archéologie.

C'était une faute. Ces commissions, avec président, vice-président et secrétaire, fonctionnant en quelque sorte à côté de la Société, devaient fatalement se trouver conduites au schisme un jour ou l'autre.

La première défection fut celle de la commission d'archéologie, qui devenait en 1875 *Société historique et archéologique du Maine* (1). Deux ans après (2) la commission d'agriculture se transformait en *Société des agriculteurs de la Sarthe* (3).

A la même époque surgissait un autre sujet d'inquiétudes. La municipalité, se trouvant à l'étroit, se préoccupait d'agrandir ses bureaux et, le 28 décembre 1877, nous étions officieusement avisés que, selon toutes probabilités, la Société serait obligée, dans un délai assez rapproché, d'abandonner le local qu'elle occupait (4).

La situation se compliquait à ce point que personne ne voulait plus de la présidence (5).

En présence de ces difficultés, le Bureau imagine une solution aussi radicale qu'imprévue. Le 18 janvier 1878, le vice-président Clouet, faisant fonctions de président par intérim, « donne lecture de propositions de fusion avec la Société archéologique du Maine présentées par la majorité du Bureau ».

Ne pouvant en accepter les conditions, qui comprenaient entre autres l'exclusion des travaux scientifiques, après une longue et vive discussion, la Société nommait une commission de cinq membres, chargée d'étudier les questions relatives à son

(1) Procès-verbaux, séance du 19 novembre 1875.

(2) Procès-verbaux, séance du 23 novembre 1877.

(3) Les circonstances, d'ordre économique, qui préludèrent à cette dernière séparation, sont résumées dans les Extraits des procès-verbaux des séances, imprimés dans nos Bulletins, t. XXIV, p. 95 et 97, et t. XXV, p. 136.

(4) Procès-verbaux des séances, 28 décembre 1877.

(5) Procès-verbaux, séance du 12 janvier 1877.

organisation et d'élaborer un projet qui la ferait vivre, au lieu de celui du Bureau qui la faisait mourir.

Ce projet se traduisit par un nouveau règlement, voté le 8 mars (1), qui simplifiait les formalités de l'admission des membres titulaires et associés en la confiant au Bureau. En outre, les fonctions de secrétaire général étaient supprimées et dès lors la direction réelle incombait au président, nommé pour deux ans, mais toujours rééligible.

Le 4 avril suivant, le Bureau provisoire, nommé pour achever la période biennale en cours, prononçait l'admission de 76 nouveaux membres (2), appartenant à la Société des Sciences naturelles, récemment fondée en réponse à l'ostracisme dont elles avaient été menacées et qui, n'ayant plus désormais sa raison d'être, renonçait à son autonomie (3). C'était pour notre vénérable centenaire un regain de jeunesse, présageant une nouvelle période d'activité.

Mais, entre temps, était survenue la mise en demeure de quitter la mairie (4), avec promesse d'une subvention annuelle de 500 fr. allouée par le Conseil municipal, à titre d'indemnité de logement (5).

Il fallait donc chercher un asile pour notre bibliothèque. On le trouva place de la République, 30. Le déménagement se fit en juin-juillet 1878 et la première séance dans le nouveau local eut lieu le vendredi 19 juillet (6). C'était la quatrième migration.

Sauf une légère alerte en 1904, causée par la tentative de ce que son auteur appelait « une révolution de palais », qui n'eut pas de succès, la Société devait passer, dans cette hospitalière

(1) Archives de la Société, collection des règlements. Voir aussi le rapport de M. Bédorez, Bibliothèque de la Société n° 4204 (873-26).

(2) Archives de la Société, procès-verbaux des séances du Bureau.

(3) Société des Sciences naturelles, séance du 26 mars 1878.

(4) Procès-verbaux, séance du 1^{er} mars 1878.

(5) Conseil municipal, séance du 12 février 1878.

(6) Archives de la Société, collection des ordres du jour.

maison, trente années d'une vie calme et paisible, féconde en travaux littéraires et scientifiques, parmi lesquels ceux qui concernent l'histoire naturelle de notre département tiennent une place importante.

Dans cet intervalle, plus de 2,000 volumes, provenant d'achats ou d'hommages et surtout de l'échange de nos publications avec celles des sociétés correspondantes, ont augmenté notre bibliothèque (1), qui s'est encore accrue par le don généreux que nous fit en 1895, le docteur Ambroise Mordret, notre vice-président, d'environ 700 volumes, ce qui porte à plus de 15,000 ceux que nous possédons.

D'autre part, l'obligeante intervention de notre distingué et dévoué collègue, M. Léon Legué, nous a fait hériter en 1903 de l'important herbier du docteur Henri Rendu, comprenant plus de 4,000 espèces françaises (phanérogames et cryptogames vasculaires), représentées par environ 9,000 pages, en 60 cartons (2).

La place commençait à manquer pour loger convenablement toutes ces richesses, un peu confusément entassées dans différentes salles manquant du confort moderne.

C'est alors que la Municipalité, dont notre honorable secrétaire, M. Déan-Laporte, fait partie comme adjoint, eut la bonne inspiration de nous venir en aide et de nous donner un logement, au lieu d'une subvention.

Le 26 mars 1908, le Maire du Mans écrivait au Président de la Société :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par délibération du 24 courant, le Conseil municipal m'a autorisé à signer le bail du local qui sera mis par la Ville, à partir du 1^{er} novembre 1908, à la disposition de la Société d'Agriculture,

(1) Nous devons à Louis Brière, la publication du catalogue, portant état au 1^{er} juillet 1877, qui fut terminée en 1881.

(2) Procès-verbaux, séance du 11 février 1903.

Sciences et Arts, au 2^e étage des nouveaux bâtiments de la Caisse d'épargne ». — Signé : le Maire, Tironneau (1).

Le déménagement et l'installation devant prendre nécessairement plusieurs semaines, en y mettant toute l'activité possible, le maire, M. Legué, par lettre du 9 juillet, voulut bien nous autoriser à les effectuer dès le milieu du mois d'août.

Le transport de la bibliothèque, dont c'était la cinquième migration, commencé le 17 août 1908, fut terminé le 19 septembre et la première séance, dans la nouvelle grande salle, eut lieu le Dimanche 11 octobre suivant.

L'appartement est assez spacieux pour suffire pendant cinquante ans aux apports qui se font chaque année. Si donc, une sixième migration devenait nécessaire dans un demi-siècle, nous laisserons à nos petits-fils ou petits-neveux le soin de s'en occuper.

(1) Archives de la Société, lettres de la Mairie.

Amb. GENTIL.



L'OBSTÉTRIQUE DANS LE MAINE

ET DANS

LE DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Aux XVIII^e et XIX^e siècles

Les cours provinciaux et départementaux d'Obstétrique ⁽¹⁾

Par le D^r Paul DELAUNAY, membre titulaire

CHAPITRE PREMIER

Les débuts de René Levasseur et le Bureau d'Agriculture du Mans. — La mission de Mme du Coudray et les cours d'obstétrique dans le Maine au XVIII^e siècle.

I. — § 1. Les débuts de R. Levasseur. — Ses propositions au Bureau d'Agriculture au sujet d'un cours de sages-femmes (1771). — Pourparlers avec les chirurgiens du Mans. — Plan de Levasseur. — Intervention du Bureau d'Agriculture auprès du ministère. — Son échec.

§ 2. Goutard reprend le programme de Levasseur. — Les cours de la communauté des chirurgiens du Mans (1773). — Goutard nommé démonstrateur royal (1774). — Son insuccès.

(1) Nous désignons en note par *D. B. A.* les délibérations du Bureau d'Agriculture du Mans, dont les registres sont conservés dans les archives de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe. — Par *A. S.* les Archives départementales de la Sarthe. — Par *A. H. M.* les Archives des Hospices du Mans. — Par *D. B. H. V.* les délibérations du Bureau de l'Hôtel de Ville du Mans (Arch. Sarthe). — Par *A. I. L.* les Archives départementales d'Indre-et-Loire. — Par *A. M. A.* les Archives municipales d'Angers. — Par *A. N.* les Archives nationales. — Par *A. A. P.* les Archives de l'Assistance publique à Paris. — Par *A. M. G.* les Archives du Ministère de la Guerre.

- § 3. La mission de Mme Le Boursier du Coudray. — Elle est mandée par l'Intendant de Touraine. — Organisation laborieuse du cours des sages-femmes au Mans. — Opposition de Goutard ; intervention du Bureau d'Agriculture. — Ouverture des leçons (13 décembre 1777). — Examens terminaux ; diplômes et faveurs. — Mesures contre les empiriques (1778). — Cours pour les chirurgiens démonstrateurs du Maine (mai 1778). — Frais du cours. — Départ de Mme du Coudray.
- § 4. Mme du Coudray à Angers.
- § 5. Mme du Coudray à Tours.
- § 6. Manuels à l'usage des élèves sages-femmes. — Ouvrage de Chevreul. — Un manuscrit de Levasseur. — Ses mésaventures. — Un peu de réclame. — Levasseur et les avariés.
- III. — Organisation des cours d'accouchements dans le Maine et les régions limitrophes.
- § 7. Goutard sollicite une place de chirurgien-démonstrateur. Son échec. — Nomination des démonstrateurs ; arrêt du Conseil d'État (7 mai 1779). — Chevreul promu inspecteur général (5 juillet 1779). — Ajournement des cours au Mans, à Laval. — Cours de Château-Gontier, de Sillé-le-Guillaume. — Prétentions particularistes à La Flèche. — Décadence et extinction des cours provinciaux (1783). — Persistance de l'empirisme.
- § 8. Maintien des leçons de Goutard. — Sa mort.

1

§ 1. — Le mardi 26 février 1771, le Bureau d'Agriculture du Mans étant assemblé au lieu ordinaire de ses séances, M. Véron du Verger, Secrétaire perpétuel, donna lecture d'une lettre du S^r René Levasseur « Elève de l'Ecole de chirurgie de Paris », « jeune homme dont les mœurs et les talents sont connus par plusieurs de MM. les membres et associez (1) ».

René Levasseur, qui ne comptait alors que 24 ans, venait de rentrer dans sa ville natale, après avoir étudié la chirurgie aux Écoles de Saint-Côme à Paris. Jadis élève, au Mans, des Pères de l'Oratoire, chassé de leur maison dès la troisième, pour indiscipline, il avait mis à son apprentissage professionnel un zèle plus souple et une volonté plus docile. Ses préférences le portaient vers les études obstétricales : il suivit, aux Ecoles, le cours de l'accoucheur Péan (1768). Attaché pendant quatre ans

(1) D. B. A., Reg. 3, f^o 535-537.

à l'Hôpital général de Paris, tant à la Salpêtrière qu'à Bicêtre, il y fut successivement élève de Faguer l'ainé, son compatriote, et de Martin, chirurgiens principaux (1). A Bicêtre, il s'initia sous Faguer le jeune (2) alors gagnant-maitrise, au traitement des

(1) Gagnant-maitrise.

(2) Pierre Faguer l'ainé, né au Mans en 1733, fit ses études au Collège de l'Oratoire de cette ville, dont il fut plusieurs fois lauréat (1748, 1750, 1751) et conquit la maîtrise-ès-arts. Ayant acquis quelques notions de chirurgie auprès du chirurgien de l'hôpital du Mans, Faguer gagna Paris et entra comme élève à la Salpêtrière le 1^{er} décembre 1752. Il échoua au concours pour une place de gagnant-maitrise en 1757, mais réussit au concours de 1763, et se vit investi du titre de chirurgien principal de la Salpêtrière. Ce stage lui mérita la maîtrise, selon l'usage. Le 1^{er} juillet 1769, il soutint aux Ecoles de chirurgie de Paris, sous la présidence d'A. Louis, sa thèse pour la maîtrise : *De methodi Hawkinsianæ in calculosorum sectione præstantia* (Paris, A. Le Prieur, 1769, 40 pp. in-4^e et 1 pl. h. t.). Cette thèse fut dédiée au duc de Villeroy dont Louis lui avait procuré la faveur. Entre temps, Faguer s'était fait recevoir maître devant la communauté des chirurgiens du Mans. En 1770, nous le trouvons encore à Paris, rue de Seine-Saint-Victor ; mais à partir de 1771, il est tantôt à Paris, Hôtel de Villeroy rue de Bourbon, tantôt à Châlons-sur-Marne en qualité de chirurgien-major aux gardes du corps, compagnie de Villeroy. En 1777 et 1778, il prit ses grades en médecine devant la Faculté de Reims, qui lui conféra le bonnet doctoral le 18 avril 1778. La thèse de licence qu'il y soutint en 1778 sous la présidence de Le Camus est dédiée au duc de Villeroy et porte ses armes (*An rabies imminens præcavert an præsens sanari possit ? Aff.*) Faguer est mort à Paris le 27 août 1787, membre de l'Académie de chirurgie. Il a laissé, outre ses thèses, deux obs. de hernie étranglée, dans un mém. de Goursaud sur la différence des causes de l'étranglement dans les hernies, in Mém. de l'Acad. Roy. de chirurgie, Paris 1819, T. IV, p. 296-297, et quelques expériences entreprises à l'instigation de Louis sur les effets de l'insufflation rectale de fumée de tabac dans l'étranglement herniaire. Faguer possédait une riche bibliothèque et une belle collection d'instruments de chirurgie.

René Alexandre Faguer-Desperrières, frère cadet du précédent, né au Mans, d'abord destiné au commerce, suivit l'exemple de son aîné. Reçu maître-ès-arts à Paris, il entra comme élève en chirurgie à l'Hôpital général (Salpêtrière) en 1765, et comme gagnant-maitrise à Bicêtre le 1^{er} mars 1773 ; il en sortit le 1^{er} mars 1781, et passa comme chirurgien principal à l'Hospice des Vénériens de Vaugirard, créé en 1780 par le Lieutenant de police Lenoir, avec Colombier et Doublet comme médecins. Le 29 juillet 1782, Faguer soutint aux Ecoles de chirurgie sa thèse pour la maîtrise (*De lue venerea in recens natis* (Paris, Michel Lambert, 1782, 28 pp. in-4^e) sous la présidence de son frère ; cette thèse est dédiée à Lenoir, et à ses armes. R. A. Faguer avait également pris le titre de maître en chirurgie devant la Communauté des chirurgiens du Mans. Il mourut le 4 janvier 1783, « en peu d'heures, suffoqué par une esquinancie gangreneuse », à l'âge de 45 ans. L'éloge des frères Faguer a été prononcé par Louis à l'Académie de chirurgie (Voy. *Eloges lus dans les séances publiques de l'Acad. Roy. de Chir.* par A. Louis, publ. par Dubois d'Amiens, Paris 1859, in-8^e, p. 374-377).

vénériens. A la Salpêtrière, il s'appliqua, sous l'impulsion de Martin, à l'étude des accouchements ; il y fit, aux élèves en chirurgie, un cours de tocologie avec manœuvres sur le mannequin, et s'en tira à son éloge si nous en croyons l'attestation que lui délivra son maître le 23 mars 1771. Enfin, pendant neuf mois, il fut, avant Baudelocque, le prévôt de Solayrès de Renhac dont la science obstétricale déplora la mort prématurée. Sans doute l'assistant suppléa-t-il plus d'une fois le professeur : Solayrès fut souvent éloigné de sa chaire par les progrès de la phtisie pulmonaire et laryngée à laquelle il devait succomber(1) avant même d'avoir pu soutenir sa thèse d'agrégation au Collège de Saint-Côme. Levasseur fut-il supplanté par Baudelocque auprès de Solayrès ? Il semble avoir gardé au Picard quelque rancune (2).

Démuni d'argent, Levasseur renonça à conquérir à grands frais ses grades dans la capitale, et revint au Mans, non sans quelque embarras pour le choix de sa résidence. Il rêvait, faute de mieux d'une installation économique de chirurgien de campagne, à la Ferté-Bernard. Il eût préféré le Mans, mais il fallait se faire agréger à beaux deniers comptants au collège des chirurgiens manceaux : or, l'auteur de ses jours, Gabriel Levasseur, tailleur d'habits (3), n'avait sans doute point acquis dans le commerce des culottes une générosité ou une fortune suffisantes pour y faire face. C'est alors que le jeune homme s'avisa de proposer au Bureau d'Agriculture du Mans de fonder, de concert avec MM. les Officiers

(1) Le 3 avril 1772.

(2) Voy. sa *Dissertation sur la symphysectomie*.

(3) D'après l'abbé Esnault (*Mém. de R. P. Nepveu de la Manouillère*, Le Mans, 1877, in-8°, T. 1, p. 14, note) et M. Chardon (*Les députés de la Sarthe à la Convention*, *Bull. Soc. Agr. Sc. Arts*, 1869, p. 31), il n'y a aucun lien de parenté entre le conventionnel et la famille Le Vasseur qui fournit, aux xviii^e et xix^e siècles, toute une lignée de médecins et d'apothicaires : René Le Vasseur fut, au xviii^e siècle, maître apothicaire du Roi en son artillerie à Paris. Jean Le Vasseur, mentionné en 1672, exerça la médecine au Mans, paroisse du Crucifix. Son fils Charles mort en 1722, son petit-fils Charles, mort en 1759, continuèrent la tradition et furent également médecins au Mans.

municipaux, une « Ecolle publique et gratuite pour enseigner la théorie et la pratique des accouchemens à l'avantage de l'humanité et de la population, principalement pour les sages-femmes des campagnes où l'ineptie et l'ignorance autant que l'imprudence causent des malheurs trop fréquens ». Il se flattait, ajoutait-il, « d'estre en état d'instruire des sages-femmes et par attachement à sa patrie il désir[ait] s'y fixer par préférence à tout autre lieu ». Ajoutons que la récompense de cet attachement eût singulièrement allégé ses embarras de débutant.

La compagnie, dit le procès-verbal, parût « goûter l'importance d'un pareil établissement, et se flattant qu'il doit estre acuiilly par les bons citoyens, elle pouroit en se réunissant aux autres compagnies, obtenir cette grâce dans un temps où le gouvernement paroît s'occuper très sérieusement de cette partie puisqu'il a chargé M. Rollin médecin du Roy, dans l'année dernière, de faire un traité des accouchemens à portée des sages-femmes uniquement pour leur instruction (1). Mais la Société considérant que la théorie seule vis-à-vis des femmes de campagne et d'autres, n'est pas suffisante et peut même devenir plus dangereuse quand elle n'est pas soutenue de la pratique, il a été délibéré qu'elle emploiera ses bons offices pour engager les citoyens à seconder ses efforts auprès du Ministre, protecteur de cette partie et de la population, pour le supplier de protéger un si louable et si utile projet de l'Ecole pratique et gratuite proposé par le Sr Vasseur ; que cependant elle croyoit une première démarche nécessaire à faire par le Sr Vasseur auprès du

(1) *Instructions succinctes sur les accouchemens* en faveur des sages-femmes des provinces, faites par ordre du ministère, par M. Raulin, Paris, in-12, 1769 et 1780. — Dès le 27 mars 1770 (D. B. A. Reg. III, f° 345) le Bureau d'Agriculture du Mans avait reçu communication, de la part de M. Verrier, secrétaire perpétuel, d'une délibération du Bureau d'Agriculture de Tours du 1^{er} mars 1770, prêchant la propagande du livre de Raulin et sa distribution, par les pouvoirs publics et les curés, aux chirurgiens et accoucheuses des campagnes. La Société observa que cette dépense était une des plus utiles que le gouvernement pût entreprendre pour la conservation de l'humanité.

corps de la chirurgie de cette ville dans la forme ordinaire et M. le Secrétaire perpétuel ayant bien voulu se charger de l'accompagner chez M. leur Lieutenant, il l'engagera au nom de la Société de prier la compagnie de traiter le S^r Vasseur le plus favorablement possible du côté de l'interrest pour ensuite en faire le rapport à la compagnie à huitaine et présenter les certificats du S^r Vasseur ».

MM. de Saint Côme firent probablement à M. l'abbé Pichon, secrétaire, qui remplaça Véron du Verger un accueil très réservé, observant qu'il convenait avant tout que le postulant se fit recevoir maître selon les rites ordinaires. Car M. l'abbé Pichon fut chargé par ses cosociétaires, le 5 mars 1774, de suivre cette affaire afin de « ménager au possible un arrangement entre les parties (1). » Elle demeura dès lors au programme, et la Société se tint soigneusement au courant des institutions analogues qui commençaient à fleurir un peu partout. Le 24 avril 1770 (2), elle apprend l'existence d'une école de sages-femmes, à Vattenburg (?) Le 7 mai 1774, c'est l'établissement à Weimar d'une école d'accoucheuses où les élèves sont gratuitement entretenues aux frais du gouvernement, école « comme ce Bureau en propose une pour cette ville (3) ». Le 5 mai 1772, on annonce

(1) D. B. A. Reg. 3, f° 541.

(2) D. B. A. Reg. 3, f° 355. — Wittenberg ? (dont l'Université a été réunie en 1815 à celle de Halle).

(3) D. B. A. Reg. 4, f° 12, 7 mai 1771. Information prématurée et en tout cas inexacte. Il n'y a eu d'école de ce genre qu'à Iéna. Un document du 24 mai 1774 prévoit bien la création de l'établissement, mais ce n'est que le 31 novembre 1778 que la Direction de la Police de Weimar, la Faculté de médecine d'Iéna entendue, en règle l'organisation ; et une circulaire du 2 décembre 1778 ordonne de percevoir une taxe de 1 groschen sur chaque personne admise à la communion, en faveur de l'école des sages-femmes. Cette école fut établie, dit Wiedeburg « par S. A. le duc de Weimar sur la proposition de son médecin ordinaire, conseiller secret Huteland, de Weimar, et de M. le Conseiller et médecin ordinaire Loder [Justus Christian Loder, professeur d'anatomie, de chirurgie et d'obstétrique]. Elle est sous la direction de M. le Conseiller Loder directeur et de M. le conseiller Starke sous-directeur [Johann Christian Starck]. Et depuis la complète installation de la deuxième institution en avril 1779, 169 femmes y sont accouchées; dans la première 167 sages-femmes ont été instruites. On doit placer dans l'établissement obstétrical non seule-

l'institution à Arras, par les Etats d'Artois, d'un enseignement analogue pour 6 boursières de 18 à 25 ans, avec 4 places supplémentaires pour le cours de Lille (1). Enfin, le 23 mars 1773, ces Messieurs renouvellent leurs vœux à l'annonce de l'ouverture, en Lorraine, d'un cours de sages-femmes sous l'impulsion de l'intendant Calonne (2); et ces vœux étaient aussi nécessaires qu'impuissants.

Le Vasseur s'était présenté de nouveau devant MM. les Sociétaires, en la séance du 3 décembre 1774, avec un plan plus étendu, qui fut pris en considération, « étant maintenant entré dans le corps de chirurgie de cette ville et sur le point de terminer ses études (3). » Au préalable, le Secrétaire se chargea d'en conférer avec MM. les médecins et apothicaires; MM. Vétillard du Ribert, docteur en médecine et Livré, apothicaire, membres associés, furent chargés dans la séance du 10 décembre de dresser un rapport sur cette affaire. Ils s'en acquittèrent consciencieusement, et lecture en fut donnée à l'assemblée de la Société le 14 janvier 1772 (4).

Frappé des « malheurs qui suivent partout l'ignorance des sages-femmes », Levasseur proposait de créer dans la ville du Mans une « Ecole Royale gratuite pour l'instruction des sages-femmes » sous la protection et la surveillance de MM. les Officiers municipaux, représentés par un directeur choisi pour six ans,

ment les filles-mères du lieu, mais encore toutes celles du cercle d'Iéna et du pays de Weimar. » (J. E. B. Wiedeburg, *Beschreibung der Stadt Jena*, Iéna, 1785, in-8°, p. 622. Communication de M. le Dr Pfeiffer de Weimar, due à l'obligeance de M. le Dr Wickersheimer). — La circulaire ordonnant aux filles-mères d'aller accoucher à cette école, sous peine de s'y voir amenées de force et punies, est du 4 avril 1779. Dans les premiers mois de la grossesse, les femmes habitant au dehors recevaient 6 groschen par semaine pour se laisser examiner. Les vénériennes et contagieuses étaient soignées à domicile (Ed. Martin, *Die Gebäranstalt und die geburtshülflichen Kliniken der Universität Jena*, Jena, Frommann, 1848, in-8°. Commun. du Dr Wickersheimer.)

(1) D. B. A. Reg. 4, f° 212.

(2) D. B. A. Reg. 4, f° 426.

(3) D. B. A. Reg. 4, f° 104-105, 3 décembre 1771.

(4) D. B. A. Reg. 4, 3 décembre, 1771, f° 104. — 10 décembre 1771, f° 116. — 14 janvier 1772, f° 134-135.

en assemblée générale, dans leurs rangs ou parmi les notables. Le professeur, membre de la Communauté des chirurgiens du lieu, serait choisi par MM. de l'Hôtel de ville, pensionnaire de la ville, taillé d'office, et exempt de charges. Il donnerait pendant cinq mois consécutifs quatre leçons hebdomadaires de deux heures chacune, avec démonstrations sur deux cadavres féminins, aidé dans cette tâche par un élève en chirurgie faisant fonctions de prévôt ; les corps seraient fournis par l'Hôtel-Dieu sur requête du directeur de l'Ecole.

Les élèves, âgées de vingt ans au moins, et sachant déjà lire et écrire, seraient immatriculées au greffe de la ville sur présentation d'un certificat de bonne vie et mœurs, ainsi qu'au greffe du lieutenant du premier chirurgien du Roi en la Communauté des chirurgiens du Mans.

« Lorsque, continue Levasseur, le professeur sera appelé pour accoucher quelque pauvre femme, il mènera avec luy une ou deux des Elèves alternativement affin de les instruire dans la pratique ». — A la fin de chaque cours il y aura un examen théorique et pratique, subi, en présence du directeur et de deux officiers municipaux, par devant le chirurgien professeur, deux délégués du Collège des médecins, le lieutenant, le prévôt et un maître de la Communauté des chirurgiens, chaque interrogateur disposant d'une demi-heure, et les chirurgiens de la ville, invités, ayant droit de suffrage.

Un prix — un ouvrage d'obstétrique aux armes de la ville, offert par M. l'intendant — et un accessit seraient décernés aux deux meilleures élèves.

« Toutes les femmes qui auront été instruites à l'école du Mans et à qui il aura été délivré un certificat signé de M. le Directeur, du Professeur et des Examineurs auront droit de pratiquer les accouchemens dans la province sans que les Communautés des chirurgiens dans le département desquelles elles seroient établies puissent en empêcher et exiger aucun droit. Pour exciter l'émulation entend S. M., que les femmes qui auront remporté le

prix auront seules le droit de pratiquer dans les villes où il y a Communauté à moins qu'elles ne le veulent pas. Celles qui auront eu un accessit pourront s'établir dans les villes où il n'y a point de Communauté ; les autres pratiqueront dans les bourgs et vilages. »

Pour réprimer l'exercice illégal, il serait interdit à toute femme n'ayant pas obtenu le dit certificat de pratiquer les accouchements dans la province, à peine de 300 livres d'amende, exception faite toutefois pour les accoucheuses reçues dans les formes anciennes par devant les Communautés de chirurgiens ; celles-ci pouvant d'ailleurs continuer à recevoir à l'avenir des sages-femmes selon les statuts de 1730, mais à charge de s'y conformer strictement et d'exiger des postulantes un certificat d'apprentissage de deux ans auprès d'un maître en chirurgie.

Enfin, pour tenir les sages-femmes sorties de l'Ecole sous une sorte de tutelle scientifique, et fournir à leurs clientes plus de garanties, on leur imposerait la tenue d'un relevé de tous les accouchements pratiqués par elle, avec les détails utiles, relevé communiqué tous les trois mois au professeur, afin qu'il les puisse « avertir des fautes qu'elles auraient pu faire ; et, en cas de négligence de leur part ou sur des plaintes portées contre elles et bien et dument prouvées, elles seraient, sur les représentations faites par le directeur, interdites par une sentence des juges de la ville du Mans » (1).

Le Bureau, ayant ouï attentivement le rapport de ses commissaires, et le plan présenté par Levasseur, décida de le faire aboutir, tant à cause des « fréquents malheurs qui résultent de l'impéritie des sages-femmes de tout le plat pays » que « pour le bien et l'accroissement de l'agriculture en général, laquelle manque de bras dans beaucoup de cantons ». C'est pourquoi la

(1) Ce *Projet* entièrement écrit de la main de Levasseur, et signé par lui, se trouve, ainsi que la correspondance relative à cette affaire, dans les Archives de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, Carton : *Sciences médicales*.

compagnie fut d'avis de solliciter à cet effet M. Bertin, M. de la Martinière, chirurgien de S. M., le comte de Mellet, gouverneur de la province, sans compter ceux que Levasseur proposait de faire agir ou dont il invoquait le témoignage : M. Parent, premier commis de M. Bertin, M. l'intendant, MM. de l'Hôtel de ville, M. Raulin, médecin de S. M., M. Louis, secrétaire perpétuel et M. Houstet directeur de l'Académie royale de chirurgie ; enfin ses anciens maîtres : les deux Faguer, Martin, et Solayrès.

M. Véron du Verger, secrétaire perpétuel, fut chargé de transmettre le tout à M. l'abbé Pichon, chantre de la Sainte Chapelle de cette ville, et secrétaire aux correspondances de la Société. L'abbé se trouvant alors à Paris fut prié d'intercéder pour l'heureuse issue de cette affaire.

Il faut croire que M. Bertin, ministre et secrétaire d'Etat au département de l'Agriculture, n'était pas souvent dans ses bureaux. M. l'abbé Pichon ayant fait antichambre à maintes reprises, et sans succès, prit le parti de l'aller voir en Cour, et put enfin le joindre le 6 avril 1772. M. l'abbé Pichon fut éloquent, abondant, et pressant ; il lui démontra avec chaleur la nécessité d'un établissement si avantageux, que les talents et le patriotisme de M. Levasseur ne sauraient manquer de conduire à sa perfection. Le ministre montra une bienveillance évasive ; il gémit sur le déficit, dit qu'au reste les chirurgiens avaient depuis longtemps le droit de former des sages-femmes, que l'exercice illégal par les matrones des campagnes devait être réprimé par la police aux termes des lois existantes et finalement déclara ne pouvoir grand chose en cette occurrence. Il conseilla au postulant d'aller voir plutôt M. le duc de la Vrillière, et même le frère Côme dont le crédit avait souvent « fait réussir de pareilles entreprises ».

M. l'abbé Pichon quitta le ministre sans effusion, et écrivit immédiatement à ses mandataires manceaux pour les tenir au

courant de ses démarches : « Quand on voit toutes choses si peu d'accord, dit-il tristement, on se sent furieusement attiédi et je conçois que les âmes ordinaires renoncent sans peine à se tourmenter pour avancer les progrès du bien public ».

Mais M. l'abbé Pichon n'entendait point être une âme ordinaire et s'entêta. Put-il joindre le duc de la Vrillière? Vit-il le frère Côme? Je ne sais. Mais il est probable qu'il tenta quelque chose auprès du premier chirurgien du Roi, Germain Pichault de la Martinière; et ce fut même un pas de clerc. Le premier chirurgien avait trop lutté dans son existence pour la conquête et le maintien des droits et prérogatives de la chirurgie, pour goûter une institution qui échappait, en fait, à sa juridiction. Et il envoya le 10 mars 1772, de Versailles, cette lettre peu encourageante à M. Véron du Verger :

Monsieur,

« L'établissement d'une Ecole destinée à l'instruction des sages-femmes ne peut avoir lieu dans la forme que le présente le sieur Levasseur. Ce ne peut être que dans le sein même de la Communauté des Maitres en chirurgie du Mans et sous son inspection que cette Ecole peut subsister, parce que ce n'est qu'au corps des chirurgiens, et aux membres qui le composent, auxquels appartient conformément aux Règlements le droit d'enseigner publiquement quelque partie que ce soit de cet art important.

Le projet proposé par le S^r Levasseur contredit trop formellement les dispositions reçues sur ces sortes d'objets pour qu'il soit possible de le faire adopter » (1).

Ainsi s'évanouirent, dès le début de sa carrière, les espérances et les rêves pédagogiques du chirurgien Levasseur. Cependant, il demeura au Mans, végétant dans de médiocres logis, place Saint-Pierre (1772), puis aux Petits Fossés (1773), puis cul-de-sac de la Grand'Rue. Il était réduit à la maigre clientèle des débutants et aux ressources apportées par sa femme, Marie Reine Lafosse, fille du fermier général du prieuré de Pont-de-

(1) Arch. de la Soc. d'Agr. Sc. et Arts, Carton : *Sciences médicales*.

Gennes, qu'il venait d'épouser le 11 février 1772. Il ne fut reçu maître en chirurgie que le 27 mars 1773.

§ 2. — Il y avait alors dans la ville du Mans un chirurgien non moins entreprenant, et plus habile à l'intrigue : c'était Julien-Mathurin Goutard, maître ès arts et en chirurgie, lieutenant du premier chirurgien du Roi en la communauté des chirurgiens manceaux. Julien-Mathurin avait trouvé l'idée de son confrère excellente, tant pour la province que pour lui-même. C'est pourquoi laissant Levasseur méditer le *Sic vos non vobis*, il la reprit pour son propre compte, mais avec les formes et l'estampille officielle qui devaient lever les hésitations de M. de la Martinière.

Goutard manifestait depuis longtemps un zèle méritoire pour le bien public et pour le sien propre. Une quinzaine d'années auparavant, étant prévôt de sa communauté, il s'était trouvé compromis avec ses confrères Pierre de Villiers et Jacquin de la Barre, dans une affaire de chantage contre un aspirant chirurgien, Maurice Renault. Il s'agissait d'en tirer la forte somme pour son admission à la maîtrise. M. d'Arcy, lieutenant-général de police, reçut une plainte et M. de la Martinière avisé, adressa au lieutenant-général civil Samson de Lorchère une lettre fort dure pour la corporation mancelle (1) ce qui ne l'empêcha pas, d'ailleurs, d'accepter ledit Goutard pour lieutenant, en 1769, après la disparition du précédent titulaire Marigné.

Pour se faire pardonner sans doute, Goutard appliqua ses talents aux progrès de l'art obstétrical ; le 4 octobre 1767, il prit part à une intervention dont le principal mérite semble d'ailleurs revenir à son ancien, Thibault-Desbois : une gastrotomie ou opération césarienne, pour rupture utérine, et à laquelle par rare fortune, la femme survécut. Ce beau succès, obtenu contre

(1) Arch. de la Sarthe, fonds municipal, 516. — L. a. de la Martinière à de Lorchère, 11 décembre, 1756.

l'avis des bons auteurs, fit du cas de Thibault, Goutard et Devilliers une observation longtemps classique (1).

Goutard prit une part plus personnelle à une autre cause : l'instruction des sages-femmes, cause pressante, si l'on pense qu'en 1765, la ville ne possédait qu'une accoucheuse légalement reçue par les chirurgiens manceaux, Mme Rousseau, des Rues basses.

Dès 1766, Goutard se mit en devoir d'inculquer à la femme Dutertre les principes de l'art obstétrical, et pour en assurer la perfection, il la fit envoyer comme apprentisse, aux frais de la ville, à l'Office des accouchées de l'Hôtel-Dieu de Paris (2). Elle y demeura trois mois, et il en coûta 300 liv. (3); après quoi, l'ingrate se déplût au Mans, et alla exercer sa profession dans un autre endroit !

Sans se décourager de cette fugue, Goutard songea à former d'autres élèves; il fit venir à ses frais, de la capitale, un mannequin ou *phantôme*, pour éduquer quelques femmes. En pré-

(1) Il s'agissait d'une rachitique de 25 ans, 3-pare. Les deux premiers enfants amenés morts, par le moyen de la version podalique. Au troisième, rupture prématurée de la poche des eaux, présentation du sommet, puis subite rupture de l'utérus et fuite du fœtus en position transversale, la tête à gauche. Thibault appelé envoya chercher les médecins de la malade, MM. Lehoux père et fils, et ses collègues Goutard et de Villiers; il incisa la paroi, trouva l'enfant mort avec 2 circulaires du cordon autour du cou, le placenta décollé pendant au bout, retira le tout, vida le sang épanché, fit 3 points de suture, pansa avec un plumasseau imbibé de vin chaud et d'huile rosat. L'opération avait duré 4 minutes. Le lendemain, il y eut une hernie par la plaie : l'intestin fut réduit, l'épiploon lié et réséqué. La cicatrisation commença au 9^e jour, la malade se leva le 30^e et guérit parfaitement. — Thibault peut se donner le plaisir de réfuter l'opinion du grand Moriceau qui n'admettait la césarienne que *post mortem*; — Cf. *Opération gastrolomique faite avec succès peu après la rupture de la matrice au terme de l'accouchement*, par le Sr Thibault-Desbois, maître en chirurgie au Mans, in *Journal de médecine, chirurgie, pharmacie*, T. XXVIII, mai 1768, pp. 448-459. — Un résumé en est donné in *Almanach ou Calendrier du Maine* p. l'année bissextile 1768, Le Mans, Ch. Monnoyer, p. 57. — Citation en est encore faite par Gardien, *Traité complet d'accouchements...* Paris 1816, in 8^e, t. III, p. 99.

(2) En 1766, selon Cauvin : Je ne trouve pas mention de son passage dans les Délibérations du Bureau de l'Hôtel-Dieu de Paris.

(3) Cauvin (*Extr. des Reg. de l'Hôtel de Ville du Mans*, Le Mans, 1833, in-16, p. 177), dit 240 l. Il s'agit de la femme Letertre qui habitait en 1767, rue Saint-Flaceau. Elle ne demeura au Mans que six ans.

sence de si grands desseins, la Communauté des chirurgiens du Mans, ayant décidé le 23 mai 1772, d'ouvrir un cours gratuit d'accouchements, l'en nomma démonstrateur et lui adjoignit, comme substituts, en cas de maladie, Desbois et Sallien. Quant à Levasseur, il dut se contenter de voir son projet obtenir par emprunt, une fortune si éclatante.

Goutard s'empessa de donner à cette institution la publicité désirable et fit insérer l'*Avis* suivant dans les *Affiches* du Mans.

Comme la vie des Femmes enceintes et de leurs enfans dépend de l'habileté ou de l'ignorance des Sages-Femmes, le sieur Goutard, Lieutenant de M. le Premier, Chirurgien du Roi, instruit de ce principe qu'un Chirurgien est comptable au Public de tous ses momens; que toutes ses actions, toutes ses études doivent avoir son avantage pour objet, a cru ne pouvoir mieux le remplir qu'en se proposant de faire un cours d'accouchement *gratis* en faveur des femmes de cette province qui auraient du goût pour cette profession aussi honnête qu'utile.

Il s'appliquera surtout à donner à ses élèves les lumières nécessaires pour connaître : 1° si une femme est grosse ou si elle ne l'est pas. 2° Si l'accouchement est proche ou éloigné. 3° S'il est aisé ou difficile. 4° Si l'enfant est bien ou mal situé. 5° Si les douleurs que ressent la femme sont celles du travail ou si elles sont nuisibles à l'accouchement. 6° Ce qu'elles doivent faire dans les accouchemens naturels. 7° Comment elles doivent se comporter dans ceux qui sont laborieux et difficiles. On exige de celles qui désireront se faire instruire qu'elles aient au moins 20 ans; qu'elles présentent leur extrait de Baptême et un certificat de vie et mœurs signé de leur Curé. Le cours commencera le 4 novembre 1772 et ne finira qu'en février 1773. On a cru devoir l'annoncer six mois avant pour donner à MM. les Curés et aux habitants de leur paroisse le temps de trouver des sujets convenables et leur faciliter les moyens de se procurer l'avantage inappréciable d'une sage-femme instruite » (1).

La déclaration royale du 12 avril 1772, bientôt transmise à nos Mancaux, allait leur permettre de faire œuvre plus ample

(1) *Annonces, affiches et avis divers pour la ville du Mans et pour la province*, n° 22, du 1^{er} juin 1772, p. 88.

d'enseignement ; car les leçons régulièrement données et suivies dans les Communautés de chirurgiens dispenseraient à l'avenir les candidats à la maîtrise de l'avalissante sujétion de l'ancien brevet d'apprentissage (1).

Les maîtres en chirurgie assemblés pour en délibérer à l'appel du lieutenant le 25 novembre 1772 décidèrent l'ouverture d'une série de cours annuels ; Goutard choisit les accouchements et les principes de la chirurgie, avec Sallien comme substitut ; Desbois prit la pathologie, Levasseur la thérapeutique et l'anatomie, Faribault l'ostéologie et les maladies des os, Sallien le cours d'opérations. Copie de cette délibération fut transmise au premier chirurgien du Roi, et Faribault en compagnie de Goutard, alla demander à MM. de la ville un local oratoire convenable ; les leçons devaient commencer six mois après l'installation (2).

Il ne semble pas que celles d'obstétrique aient souffert ce délai. En tout cas, elles reprirent régulièrement les années suivantes (3) comme il appert de cette annonce pour 1773 :

« M. Goutard commencera le 25 novembre un cours gratuit d'accouchement en faveur des femmes de campagne qui désireront prendre la profession de sage-femme. Le Ministre et M. l'Intendant auquel il a rendu compte de ses travaux de l'année dernière et des sujets qu'il a formés, voyent avec satisfaction cet établissement aussi avantageux à la Société que fa-

(1) *Décl. du Roi concernant les Etudes et les Exercices des Elèves en chirurgie*. Versailles, 12 avril 1772 (Paris, Impr. Royale, 1772, 6 pp., in-4°).

(2) Les chirurgiens attendirent sans doute longtemps le local municipal : car Faribault et Levasseur prirent le parti de commencer dès le 1^{er} octobre 1773, dans l'amphithéâtre de leur communauté, près Saint-Benoit, la série des cours, qui devaient se prolonger jusqu'au 1 septembre 1774 (*Annonces, affiches et avis divers p. la ville du Mans*, 19 juillet 1773, p. 113-116).

(3) Goutard prit soin d'en faire annonce dans les périodiques médicaux. On lit dans la *Gazette de santé* de J. J. Gardane, du 22 décembre 1774, p. 317.

Du Mans, le 12 décembre.

« M. Goutard, maître en chirurgie de cette ville, doit commencer incessamment un cours sur les accouchements, qui durera environ trois mois dans lequel il se propose de joindre la démonstration au précepte. Il conduira ses Ecoliers chez les pauvres femmes qui seront prêtes d'accoucher et, c'est par cette expérience continuelle qu'il espère faire des Elèves capables de soutenir sa réputation et de répondre à la confiance publique ».

vorable à la population. En effet, combien de femmes périssent ou languissent dans les douleurs de l'enfantement parce qu'elles sont privées du secours d'une sage-femme dans ces momens critiques, combien de celles qui ont les secours d'une sage-femme qui n'est ignorante que parce que l'instruction lui a manqué, sont, ainsi que leurs enfans, les tristes victimes de l'ignorance ? (1).

Tant de zèle allait trouver sa récompense : un brevet du 10 mars 1774 fut décerné à Goutard par S. M., à la présentation de son premier chirurgien, le nommant professeur et démonstrateur royal des accouchemens, pour « iceux démontrer et enseigner gratuitement par chaque année tant aux élèves en chirurgie qu'aux sages-femmes, dans la salle commune des Maîtres en chirurgie ». Et Goutard, tout heureux d'afficher ses titres, annonça son futur cours pour le 3 janvier 1775, insistant pour que les seigneurs des paroisses, curés, décimateurs, procureurs-syndics et magistrats employassent leur autorité « pour obliger les femmes ignorantes à se faire instruire avant que d'exercer un art d'où dépend le sort de l'espèce humaine », en faisant, si elles ne le peuvent, les légers frais de cette instruction. Il annonce que son cours durera environ trois mois, « que les sages-femmes conduiront les élèves chez les pauvres femmes qui, pendant ledit temps seront dans le cas d'accoucher et leur feront connaître sur les sujets à quels signes on reconnaît qu'une femme est en travail et quelle est la manœuvre qu'une sage-femme doit tenir pendant et après le travail ». Enfin, il promet, afin d'exciter leur émulation, de solliciter des privilèges pour celles qui suivront cet enseignement et qui exerceront dans les campagnes (2).

La parole du conférencier n'avait sans doute pas le don de convaincre les foules : très entiché de sa science et de sa personne, affectant d'employer des termes techniques, incompréhén-

(1) *Annonces, affiches et avis divers*, n° 37, 13 septembre 1773, p. 142.

(2) *Affiches du Mans*, 7 novembre et 5 décembre 1774.

sibles au vulgaire, il avait, dit le subdélégué de la Boussinière, une « méthode trop compliquée et trop relevée d'enseigner pour des personnes grossières et bornées » (1). Il fut, ou peu s'en faut, la *vox clamans in deserto* : en six ans, de 1772 à 1778, il forma tout juste quatre élèves sages-femmes, chacune en trois cours de quatre mois (2). Et c'était à désespérer de la vulgarisation obstétricale dans le Maine, lorsque la venue de Mme du Coudray vint provoquer dans l'opinion le revirement le plus inattendu.

II

§ 3. — Sous l'ancien régime, les plaintes relatives au défaut de sages-femmes instruites étaient unanimes dans les provinces. Sauf dans les grandes villes et les cités universitaires, où l'on trouvait des accoucheuses légalement reçues, après apprentissage, l'obstétrique était aux mains de matrones empiriques, dénuées de toute instruction, qui commettaient, par ignorance, les pires méfaits ou invoquaient au besoin le secours non moins meurtrier de hongreurs, rebouteurs ou bergers. Les règlements des Communautés de chirurgiens sur l'apprentissage et la réception des sages-femmes, les statuts de 1730 sur l'enseignement et l'exercice de la chirurgie, demeuraient lettre morte, faute de sujets ou d'organisation. Il n'y avait alors que de très rares centres où les aspirantes pussent approfondir leur art : depuis

(1) Goutard est l'auteur d'un *Exercice sur l'Art des accouchemens*, Le Mans, 1775, 6 p., in-4°, signalé par Desportes (*Bibliographie du Maine*, p. 318) et que nous n'avons pu retrouver.

(2) Ce furent : 1° Mme Dubout, qui exerça à Alençon ; 2° Mme Gagé qui se fit recevoir s. f. pour la ville du Mans par devant la Communauté des chirurgiens de Tours, le 19 octobre 1775 ; les examinateurs, Barbier, lieutenant et Bobierre, greffier, félicitèrent Goutard de la science de son élève ; 3° Mme Rousseau-Levannier ; 4° Mme Gaignon-Le Roy, qui « s'est adonnée particulièrement aux maladies du sexe » si j'en crois une annonce des *Affiches* du Maine du 2 juillet 1781. — Les exercices auxquels Goutard les avait soumises, sous la surveillance de M. le Subdélégué, furent couronnés par un triomphant examen public, présidé par Prudhomme de la Boussinière, en présence de MM. de la ville et des magistrats. (A. I. L. (C. 355).

1630, ou environ, trois ou quatre apprentisses étaient instruites par trimestre à l'Hôtel-Dieu de Paris. Dès 1728, à Strasbourg, J.-J. Fried formait des sages-femmes pour l'Alsace, dans une des meilleures institutions obstétricales que la France ait connues au XVIII^e siècle ; car les cours inaugurés en 1745 à la Faculté de médecine de Paris, et ceux fondés en 1748 aux Ecoles de chirurgie de Paris par le testament de La Peyronie furent trop exclusivement théoriques, et purement locaux. Tout, ou presque tout était à faire en province lorsque survint le grand mouvement philanthropique de la fin du règne de Louis XV, et de l'époque de Louis XVI.

Le branle fut donné par une maîtresse sage-femme reçue à Paris, établie d'abord dans la capitale pendant treize ans, la dame Angélique Marguerite Le Boursier du Coudray. Un grand seigneur philanthrope, M. de Tiers, ému de la grande mortalité des femmes et des enfants de son pays, l'ayant appelée en Auvergne, elle se mit en devoir d'instruire les matrones par ses discours et par des démonstrations sur de grossiers mannequins. Elle réussit assez bien pour attirer l'attention de l'intendant d'Auvergne, La Michodière, qui la chargea de dégrossir des sages-femmes illettrées, en quelques leçons dont le roi fit les frais. Le Nain, intendant du Bourbonnais, la manda à Moulins, avec un succès grandissant. Récompensée par un brevet royal du 19 octobre 1759, confirmé par un nouveau brevet du 18 août 1767, pensionnée par S. M., recommandée par les contrôleurs généraux, patronnée, réclamée par plusieurs intendants, elle parcourut sa province d'Auvergne, puis tout le royaume, donnant dans les villes principales des leçons pour l'instruction des sages-femmes et des élèves en chirurgie, ou la formation des futurs démonstrateurs à l'aide d'un mannequin de son invention. « Sa Majesté l'a nommée, disait le brevet de 1767, pour enseigner l'Art des accouchemens dans toute l'étendue de son royaume, lui permet à cet effet de tenir des cours publics et particuliers sur tout ce qui y a rapport », lui accorde

pendant ce temps 8.000 livres de pension annuelle, et lui promet, pour sa vieillesse, une retraite de 3.000 livres.

Elle avait ainsi visité Clermont, Moulins, Limoges, puis Poitiers (1764-65), Niort (1765), les Sables-d'Olonne (1765), Rochefort (1766), Bourges (1768), Agen (1769), Grenoble (1772), Besançon, Châlons (1772-73), Verdun (1773), Neufchâteau (1773), Amiens, Lille (1774), Caen (1775), Rennes (1775-76), Nantes (1776), et partout avec applaudissement. L'intendant de Rouen, Thiroux de Crosne l'avait alors chargée de faire deux cours à Evreux aux sages-femmes de sa province, et un autre, de quinze jours, aux chirurgiens de la généralité de Rouen (1777), quand M. du Cluzel, intendant de Touraine, pensa, lui aussi, à profiter de son voisinage pour la mander sur son territoire (1).

M. l'Intendant de Touraine était un administrateur économe et prudent ; il voulut se renseigner au préalable, et reçut sans doute de Moulins des avis défavorables, car Mme du Coudray lui écrivit le 3 mars 1777 pour affirmer le beau succès qu'elle avait eu en Bourbonnais et lui adresser en même temps quelques mémoires à sa louange, imprimés sur ce sujet (2), avec un exemplaire de son brevet. En tout cas, du Cluzel entendit d'autres cloches, et d'autres sons : le 14 mars 1777, Rouillé d'Orfeuil, son collègue de la Champagne, lui recommanda chaleureusement la du Coudray, entrant dans les plus grands détails sur la manière dont il avait organisé ses cours à Châlons. Thiroux de Crosne, le frère Côme lui-même, qui décidément était un homme puissant, écrivant à du Cluzel en faveur de la sage-femme, ne furent pas moins élogieux et prodigues de renseignements ; en sorte que l'intendant n'hésita plus. Il décréta

(1) Voy. sur toute cette affaire A. I. L. C. 355.

(2) *Lettre d'un Citoyen amateur du bien public à M. ... pour servir de défense à la mission de la dame du Coudray qui forme des sages-femmes par tout le Royaume, de la part du Roi, attaquée dans un écrit public, etc.* [Paris], s. d.] Impr. Simon, 22 p., in-8°. — *Mémoire sur les cours publics d'accouchements faits à Moulins par Madame Du Coudray*, Nantes, Impr. Vatar, 20 juill. 1776, 8 pp. in-4°.

que les cours auraient lieu au Mans, à Angers et à Tours, et commença immédiatement les arrangements préliminaires. Des circulaires en date du 31 octobre furent adressées à tous les curés de la province pour battre le rappel des postulantes et annoncer l'ouverture des leçons au Mans pour le 13 décembre 1777.

Le bruit en parvint jusqu'à Bertin qui écrivit de Versailles le 24 juin 1777 à son subordonné, pour le féliciter de cette décision. M. du Cluzel, pour son compte, ne s'en félicitait plus du tout devant les tracasseries qu'il en retirait : il avait longuement médité, ruminé, élaboré et perfectionné le plan des cours de sages-femmes, rédigé et envoyé ses instructions : et voilà qu'un beau jour Mme du Coudray lui écrivait que mieux vaudrait peut-être ne faire qu'un cours pour former des chirurgiens démonstrateurs, qui s'appliqueraient à leur tour à éduquer les sages-femmes : « On éviteroit par là, disait-elle, de faire venir aux cours de Mme du Coudray une quantité de femmes souvent imbéciles et sans aptitude, qui ne retireront aucun fruit de ses leçons et qui ne laisseront que le regret des dépenses inutiles qu'on aura fait pour elles » (1).

M. du Cluzel, se fâcha tout net et maintint ses décisions (2). La bonne dame lui avait donné suffisamment d'embarras pour se prêter à ce qu'on attendait d'elle. Encore n'était-il pas au bout de ses peines. Madame du Coudray voyageait à ses frais ; mais, une fois sur place, on devait la loger, défrayer, entretenir, et la bonne dame avait ses exigences ; il lui fallait un « train assés important » et une « maison montée de la cave au grenier ; » il lui fallait une salle assez grande pour faire son cours, mais assez rapprochée de son domicile pour épargner des efforts à son âge et à sa corpulence ; il lui fallait être sous le même

(1) Mme du Coudray à du Cluzel, 14 octobre 1777. (A. I. L. C 356).

(2) La lettre de du Cluzel annonçant l'arrivée de la du Coudray fut lue par Curcau, lieutenant de maire, à MM. de l'Hôtel de ville le 8 novembre 1777. (D. B. H. V. f° 127).

toit que sa suite — cinq personnes — dont ses neveu et nièce, le ménage Coutanceau, qui jouaient à ses côtés le rôle de répétiteurs et de suppléants. En novembre 1777, le subdélégué Prudhomme de la Boussinière, membre associé du Bureau d'agriculture, échangeait à ce sujet force lettres avec son collègue d'Evreux, et suait sang et eau à trouver dans le Mans un gîte pour Mme du Coudray. Et l'un des bureaucrates de Tours écrivait, à bout de forces, ces lignes mélancoliques : « Il seroit sûrement plus facile de caserner une compagnie de cavalerie que de faire le logement de Madame du Coudray et de ses élèves » (1).

On y parvint cependant : le corps des marchands manceaux consentit à céder gratuitement, pour les leçons, la salle ordinaire de ses assemblées. Le bureau de l'Hôtel de ville, d'accord avec le subdélégué, fit annoncer l'événement au prône dominical de toutes les paroisses ; et pour éviter aux habitants, à l'arrivée des élèves, la charge du casernement, ou du logis forcé, pria les personnes désireuses de fournir un gîte à ces demoiselles, de s'inscrire chez M. de la Boussinière. Le receveur de l'Hôtel de ville leur paierait 3 sols par jour (6 liv. pour deux mois) pour un lit de deux places, et 2 s. 6 d. par jour (4 liv. 10 s. pour deux mois) pour un lit à une place (2). D'ailleurs on décida, pour économiser locaux et matelas, d'en coucher autant que possible deux ensemble, ce qui serait encore assez bon pour des femmes habituées à dormir sur la paille (3).

Enfin les élèves devaient toucher 12 liv. par mois pour leur subsistance, aux frais publics.

Toutes ces nouvelles plongèrent Julien-Mathurin Goutard dans le désespoir : la dame du Coudray allait évidemment marcher sur ses brisées. Il commença par en dire beaucoup de mal. Il

(1) A. I. L., C 355.

(2) D. B. H. V., 28 novembre 1777, n° 129-130.

(3) Genty à La Boussinière, 29 novembre 1777. A. I. L., C 355. — Les reg. de l'H. de V. du Mans disent que la ville paya les frais de logement sur les revenus patrimoniaux. D'après les Etats de compte de l'Intendance, il semble que ces frais furent définitivement soldés par le Trésor public.

cria plus haut encore quand, au lieu de l'oratrice attendue, et retenue dans la capitale par quelques affaires imprévues, arrivèrent le chirurgien-major et Mme Coutanceau, qui avaient pris les devants. Et comme ces intrus manifestaient l'intention subversive de commencer le cours à la date fixée, et de pérorer sur le territoire de la Communauté des chirurgiens du Mans, M. Goutard, lieutenant, courut faire face au neveu et demanda le verbe haut, à suivre son enseignement, « d'une façon à annoncer qu'il n'y viendrait que pour faire des questions qui tendroient à interrompre ses instructions et à troubler la confiance des élèves. » Coutanceau brisa là, répondant « qu'il ne croyait pas que cela convint à sa mission et au fruit qu'on en doit retirer ». Et Goutard de protester qu'en l'absence de Mme du Coudray, c'est à lui, démonstrateur royal, qu'il appartenait de faire la suppléance. Coutanceau dut aller s'expliquer devant le sub-délégué, avec deux représentants du corps des chirurgiens. Mais il produisit un brevet royal de 1774, attribuant à sa femme, nièce de Mme du Coudray, la survivance de la tante ; il exhiba, pour son compte, des certificats et attestations des capacités par lui déployées dans les villes où il avait enseigné avec elle, et une lettre du duc d'Aiguillon, ci-devant ministre de la guerre, marquant qu'en considération de ses bons services S. M. lui permettait de porter l'uniforme de chirurgien-major (1). Devant ces témoignages, M. de la Boussinière ne put qu'engager les gens de Saint-Côme à le laisser vaquer à sa mission.

De leur côté, MM. du Bureau d'Agriculture s'étaient émus de l'arrivée du ménage Coutanceau, et de la prétention qu'on lui

(1) L'habit des chirurgiens-majors des armées est de drap gris mêlé vulgairement appelé gris d'épine, la doublure est de couleur assortie ; les parements sont de drap rouge ; la patte de la poche est en long garnie de trois boutons. La veste et la culotte sont de drap rouge. Les habits et vestes sont bordés d'un galon d'or guilloché large de 8 lignes, et il est ajouté un second galon de la largeur de 16 lignes aux parements et aux poches seulement ; les boutons sont de métal jaune, de dessin guilloché. (Réglement du 2 septembre 1773.)

prêtait d'échapper au contrôle des gens de l'art (1). M. Livré, médecin, se proposa comme ambassadeur le 16 décembre 1777, à l'effet de « savoir de ces artistes leurs dispositions à cet égard et d'en faire part à la compagnie. » M. Livré trouva M. Coutanceau fort accueillant, « très disposé à recevoir dans ses séances, les personnes de l'art comme spectateurs et auditeurs, » et déclarant « qu'ils lui feroient même plaisir. » En conséquence il assista à la leçon du 23 décembre au matin ; les instructions qu'il entendit lui parurent « conformes aux règles de l'art » et les réponses des élèves « très convenablement » faites et de nature à promettre quelque « avantage pour la population des campagnes. » M. Vétillard, lui aussi, rencontra chez M. Coutanceau les dispositions les plus conciliantes à conférer avec les gens compétents, « pourvu que ce ne fût pas pendant le cours de ses instructions, qui sont de nature à n'être pas interrompues. » Vétillard promit de faire ses efforts pour assister à quelques-unes. Les élèves, si rares au cours de M. Goutard, affluaient par centaines pour entendre Mme du Coudray, et leur foule débordante plongeait M. le subdélégué dans les plus cruels embarras.

« Le 13 et le 14, dit-il à l'intendant, il arriva une si grande quantité d'élèves à la fois pour avoir des logements, que je fus obligé d'avoir recours aux cavaliers, afin d'établir un certain ordre et faciliter l'expédition des logements. Le lendemain 15, le nombre augmenta. Comme il étoit bien au delà de ce qu'on pouvait en admettre, je pris le parti de renvoyer les élèves des paroisses les plus voisines, et jusqu'à 5 ou 6 lieues pour faire place aux plus éloignées, à cause des frais de voyage. On fit même parmi celles-là des réformes tant à cause de l'âge, que par la délicatesse de tempérament ou défaut de la main. Ce triage dura toute la journée du 15 et une partie du 16.

Le sieur Coutanceau prioit qu'on n'en conservât tout au plus cent, et par la nécessité des circonstances, il s'est vu forcé d'en recevoir cent trente-cinq qu'il m'assure n'avoir jamais fait. Comme depuis la clôture du Cours, il s'en présente encore de très éloignées

(1) D. B. A. Reg. 6, f° 206-207.

qui sont sans secours, je me suis cru obligé de leur en procurer, ainsi que j'avois fait précédemment, vis-à-vis des plus misérables renvoyées. J'ai usé avec le plus grand ménagement de ces graces dont je vous enverrai un état quand il cessera de se présenter.

Je vois monseigneur par le relevé que je viens de faire de celles qui n'ont pu être admises qu'il y en a 110, sans compter celles pour lesquelles les curés m'écrivent tous les jours, en m'assurant qu'ils ne viennent que de recevoir votre lettre. Je suis persuadé qu'en raison de l'utilité d'un pareil établissement le nombre eut été beaucoup plus grand si vos lettres eussent été plutôt distribuées, ce qui vous prouve la nécessité d'accorder un second cours. Ce n'a été que sous cette promesse que j'ai pu un peu calmer les cris de celles qu'on renvoyoit. J'espère Monseigneur que vous voudrez bien continuer pour les paroisses qui ont répondu à votre invitation, les mêmes avantages qu'on a accordé à leur préjudice, aux paroisses éloignées.

Je prie donc de faire connaître vos intentions à cet égard, afin que je puisse répondre d'une manière satisfaisante aux différentes lettres qui m'ont été adressées pour l'admission des sujets et que je n'ai pu me dispenser de refuser. Je calmerai du moins par l'espérance des mêmes avantages la sensation désagréable qu'a occasionné un déplacement infructueux de cette multitude de personnes.

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect,

Monseigneur

Votre très humble et très obéissant serviteur,

[Signé]

PRUDHOMME DE LA BOUSSINIÈRE (1).

Cependant Mme du Coudray, avisée des tribulations de ses neveu et nièce, laissait ses affaires en suspens et quittait Paris en toute hâte pour venir leur prêter main-forte. Elle arriva au Mans le 7 janvier 1778, commença sur le champ ses exercices pédagogiques et ne s'interrompit que le 15 février. L'officieux contrôle de la Société d'agriculture continua à s'exercer sur elle, par l'entremise de MM. Vétillard et Livré médecins ; M. Livré alla entendre ses instructions et en revint enthousiasmé : les élèves « les ont rendues, dit-il, avec autant de précision que les

(1) Arch. d'Indre-et-Loire C. 355. Communication de M. Boutineau.

maîtres de l'art, à la vérité sur des machines ou inventions si artistement faites, qu'elles peuvent à peu près suppléer à la pratique même. » (1) Il prodigua également l'éloge aux Coutanceau. — « J'ai raisonné, écrivait de son côté M. de la Boussinière, avec un des médecins députés de la Société d'Agriculture pour suivre cet exercice et s'assurer de la bonté des principes : il m'a rendu le meilleur témoignage, tant sur la clarté de l'enseignement, que sur l'intelligence à le rendre sensible par les manœuvres. » D'ailleurs, M. le subdélégué entendit s'en assurer par lui-même :

« J'ai dernièrement assisté à une démonstration de manœuvre où il falloit toute la dextérité et la réunion des principes discutés dans nombre de leçons précédentes. Le prix étoit une cocarde pour chacune de celles qui auroient réussi : Quarante et quelques le méritèrent ; le surplus des autres en eut tant de douleur que la séance devint une scène de pleurs et de gémissements qu'on ne pouvoit calmer ; c'est par nombre de pareils moyens qu'elle ranime leur activité. Ce qui m'a beaucoup intéressé encore ce sont les leçons de morale dont Mme du Coudray assaisonne les enseignements afin de leur inspirer des mœurs pures, du zèle et du désintéressement pour le soulagement des pauvres. Elle leur a même donné les jours derniers un exemple de piété, leur faisant dire une messe où elle communia à la tête de la plus grande partie de ses élèves » (2).

Cependant, il fallait s'occuper du deuxième cours ; mais les ressources étoient limitées, et M. l'Intendant dut restreindre ses générosités : il fut décidé que les élèves n'auraient plus droit qu'au logis, et que les 12 liv. nécessaires à leur subsistance leur seraient allouées par les seigneurs ou communautés de paroisse ou quelques personnes charitables. Une nouvelle circulaire fut répandue dans le Haut et le Bas-Maine, convoquant les nouvelles adhérentes, et aussi celles qu'on avait refusées au premier tour.

(1) D. B. A. Reg. 6. ^{re} 211.

(2) Prudhomme à l'intendant, 3 février 1778.

Au Mans, ce 14 janvier 1778.

Monsieur,

« Le grand nombre d'Elèves qui se sont présentées à la fois pour profiter des leçons de Madame Ducoudray, Maitresse Sage-Femme dont le Cours s'est ouvert le 15 du mois dernier, n'a pas permis de les admettre toutes *quoiqu'on en ait reçu 135*, ce qui est bien au-delà des cours ordinaires. Forcé de renvoyer le surplus, il m'a paru juste d'épargner aux plus éloignées les frais dispendieux d'un double déplacement; parce que, dans le cas d'un second cours les plus voisines seraient plus à portée d'en profiter. Sur le compte que j'en ai rendu à M. l'Intendant, il a été d'autant plus sensible à l'empressement que les Paroisses avaient montré dans cette circonstance qu'il ne peut pas continuer pour toutes les mêmes secours qu'il avait d'abord accordé; parce que, devant partager les mêmes grâces dans les autres Provinces de sa Généralité, il ne pourrait plus les y faire participer s'il les épuisait pour la seule Province du Maine: cependant, pour donner de nouvelles preuves de sa bonne volonté, il veut bien accorder un second Cours, à la charge que les Paroisses qui voudront y envoyer, fourniront à leurs Elèves les 12 liv. par mois qu'il avait d'abord accordé, tandis que de son côté il leur procurera le logement gratuit et continuera la dépense du séjour de Madame Ducoudray. Vous devez sentir, Monsieur, combien il en coûte à M. l'Intendant, d'être obligé de mettre des bornes à sa bienfaisance. La multitude des charges auxquelles il est tenu de faire face dans sa Généralité, lui en impose la nécessité. Il espère, ainsi que moi, que ce retranchement dans ses bienfaits ne ralentira pas votre zèle et qu'en raison de l'utilité d'un pareil établissement vous vous efforcerez à en faire jouir votre Paroisse, soit en procurant par vous-même, soit à l'aide de votre Seigneur ou même de vos Habitants, la subsistance convenable à l'Elève que vous enverrez à ce second Cours.

Comme il ne peut avoir lieu qu'autant qu'il se présentera des sujets en nombre suffisant pour le remplir, je vous prie, Monsieur, de me marquer sur le champ votre intention, devant rendre compte à M. l'Intendant de votre réponse affirmative ou négative, afin qu'il puisse prendre assez à tems les arrangemens en conséquence.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

PRUDHOMME DE LA BOUSSINIÈRE, subdélégué.

L'expérience, Monsieur, ayant fait connaître que les anciennes Sages-Femmes ne pouvoient que très difficilement détruire leurs mauvaises habitudes, il est bien essentiel pour le progrès de l'instruction, que les Elèves à envoyer n'aient pas quarante ans (1).

Les nouvelles restrictions entravèrent un peu le recrutement ; le curé de Ballon, pourvu de maigres revenus, déjà débordé d'aumônes, fit une quête infructueuse pour réunir les fonds nécessaires à l'envoi d'une élève ; le curé de Voutré, paroisse déjà grêlée en 1774, et encore éprouvée en 1777 par une mauvaise récolte, démuné de secours en l'absence du seigneur, vint également crier misère auprès du subdélégué qui en rétéra à l'Intendant : « Si vous consentiez, dit-il, à admettre les élèves de ces deux paroisses, je tirerois des Curés ce que je pourrais en leur annonçant que pour seconder leur bonne volonté j'intéresserai quelques âmes charitables pour fournir le surplus. Je crois qu'avec trois à quatre louis je ferois face aux besoins imprévus ».

Le deuxième cours ne commença que le 9 mars 1778. Mme du Coudray et les Coutanceau, fatigués de pérorer depuis le matin jusqu'à 8 heures du soir, avaient demandé une quinzaine de répit. On réunit 85 auditrices de la campagne, et 5 de la ville. Sur ce nombre, 7 avaient suivi le premier cours et désiraient se perfectionner encore. Elles servirent de répétitrices aux nouvelles. Un apprenti chirurgien, élève de Laroche, Lesage, y vint aussi. Le succès répondit aux efforts. La clôture eut lieu le 9 mai.

A cet enseignement il fallait une sanction. Devant le Bureau d'Agriculture, M. Livré l'apothicaire, considérant le nombre énorme des élèves et la brièveté des leçons, observa qu'en pareil cas le certificat du sieur Coutanceau ne constituait pas une garantie suffisante, que les femmes pourraient à grand tort en tirer

(1) Bibl. munic. du Mans, Catalogue : Maine 1477, n° 42, 2 pp. in plano.

quelque présomption, et qu'il conviendrait de leur faire subir un examen complémentaire « en présence de deux médecins et deux chirurgiens experts dans cet art » (1). De son côté, le Collège des médecins du Mans assemblé le 22 avril 1778, émit l'avis que pour donner un état légal aux élèves de la du Coudray on les fit interroger par elle à la fin du cours, par devant M. le Subdélégué, deux représentants du corps médical et deux du corps chirurgical : de la sorte, on éviterait « les difficultés et les frais que les réceptions ordinaires par les Maîtres Chirurgiens de chaque Communauté pourroient entraîner pour chacune de ces femmes ».

Un examen public, soutenu en présence du Subdélégué et du D^r Livré, termina donc chaque série de cours ; et des certificats signés de Mme du Coudray et visés par l'Intendant furent remis à chaque élève. Pour bien prouver que ce n'était pas là un vain simulacre, on y vit la paresse punie et la vertu récompensée. Jadis, en Bourbonnais, l'intendant Le Nain avait fondé trois prix pour les meilleures élèves de Mme du Coudray ; mais il y eut des scènes de jalousie. Mme du Coudray, pratique, conseilla à du Cluzel, pour éviter des récriminations, de consacrer cette somme à l'achat d'un exemplaire de son ouvrage pour chaque élève. Les lauréates en reçurent sans doute de plus riches, car la bonne dame ajoute : lorsque l'exemplaire « est donné par vous, Monsieur, on y ajoute les armes du Roy, ce qui fait que l'exemplaire coûte 6 liv. 10 s. » (2).

En outre de cet opuscule, du Cluzel avait promis aux plus méritantes, à l'exemple de Calonne pour les diplômées de Verdun (1773), et de Rouillé d'Orfeuil pour celles de Châlons (1772-73), l'exemption de la taille et de la corvée pour elles

(1) D. B. A. Reg. 6, 23 décembre 77, f^o 207-208.

(2) Mme du Coudray à du Cluzel, 14 janv. 1778. — La Bibliothèque de la Société d'Agriculture, Sc. et Arts de la Sarthe, possède un de ces exemplaires, dans le fonds Mordret.

et leur maris (1). Les candidates furent réparties, selon leur valeur, en 4 classes ; il s'en trouva, au premier cours, 30 dans la première et 50 dans la deuxième ; mais les 9 élèves de la dernière catégorie (celles de Bourgon, du Bourgneuf, de Brée, Andouillé, Avezé, Courcité, Hercé, La Bigottière et Couture) ne furent point jugées dignes des bontés et exemptions de M. l'Intendant. Ce fut aussi le cas de Marie Paneton, veuve Le Couturier. Elle en pleura amèrement, et de retour en son pays, alla trouver son haut et puissant voisin, M. de Barberé, Seigneur de la Bermondière en St-Julien-du-Terroux. M. de Barberé essuya les larmes de Marie Paneton, et fort du témoignage de toute la paroisse de Couterne et de St-Julien, écrivit à Mgr l'Intendant et à Madame du Coudray pour mettre sur le compte de la timidité l'échec de sa cliente, et redemander en sa faveur le brevet d'exemption perdu.

Ces mesures n'étaient pas suffisantes pour enrayer efficacement l'exercice illégal : déjà plusieurs postulantes avaient fait défaut au second cours parce que, dit Prudhomme de la Boussinière, « la difficulté d'empêcher les anciennes sages-femmes ignorantes de continuer les accouchemens dans les paroisses même où il y en a maintenant d'instruites décourage celles qui avoient la volonté de venir à l'enseignement. C'est pourquoi je reçois de fréquentes représentations de la part de MM. les curés et seigneurs ». Mais que faire contre les préjugés et la routine des paysannes, trop favorables aux matrones empiriques ? On proposait bien, à l'exemple de l'Intendant Le Peletier de Mortefontaine pour les sages-femmes du cours du Soissonnais, et de Blossac en Poitou, de conférer aux diplômées, dans leur paroisse, un monopole exclusif. Prudhomme demandait entre autres mesures coercitives applicables aux contrevenantes, une amende

(1) Promesse qui ne fut tenue que partiellement, et pour l'exemption de corvée seulement. Chevreul se plaint en 1780 de cette restriction, à cause de laquelle « il n'y a que des malheureuses qui veulent se prêter à se faire instruire ».

de 30 liv. Mais M. Thébaudin de la Rozelle, lieutenant particulier civil au Siège présidial du Mans, craignait que les élèves de Mme du Coudray ne profitassent du défaut de concurrence pour se faire payer bien cher, et délaisser les pauvres ; il voulait qu'on demandât, à ce propos, l'avis de la Faculté : et le Collège des médecins du Mans, assemblé le 22 avril 1778, opina qu'il y avait lieu de défendre l'exercice de l'obstétrique aux femmes n'ayant pas suivi le cours de la du Coudray.

Il fallait encore assurer la persistance de cet enseignement selon le vœu de la Société d'Agriculture (1) et perpétuer les effets du passage de Mme du Coudray par un continuel recrutement d'accoucheuses instruites. L'intendant prévint la nomination, dans les principales villes de la province, de démonstrateurs en l'art des accouchements, formés à l'école de Mme du Coudray et initiés au maniement de son *phantôme* ou mannequin. Il fut convenu, que les corps municipaux achèteraient un exemplaire de ce mannequin pour servir aux démonstrations, et délégueraient à leurs frais au Mans un représentant de leur communauté de chirurgiens, pour assister au cours que Mme du Coudray voulait bien leur consacrer spécialement, et dont l'ouverture était fixée au 12 mai 1778.

En femme avisée, Mme du Coudray avait prié l'Intendant de ne convoquer ces Messieurs qu'après la clôture du registre d'inscription des femmes pour le second cours, afin qu'ils ne fussent point tentés de les en détourner pour se les réserver ultérieurement ; d'autre part, elle l'engagea à éviter, dans les circulaires, le mot *leçons*, afin de ménager les susceptibilités des gens de Saint-Côme. Ces précautions oratoires ne suffirent pas, cependant, à désarmer leur méfiance, et le chirurgien Hubert, de Laval, disait à qui voulait l'entendre, qu'il avait manié jadis le mannequin de son maître Levret, et qu'il ne voyait pas la nécessité de faire vingt lieues pour aller contempler une machine

(1) D. B. A., Reg. 6, 14 juill. 1778, 13 janv. 1778.

analogue. Mais la ville lui ayant alloué ses frais de voyage et de séjour (qui montèrent à 89 liv. 6 sols), il consentit à se rendre au Mans, par pure complaisance.

La ville de Mayenne envoya le jeune Georget-Bretonnière, que recommandait, pour ses capacités et ses diplômes parisiens le médecin de l'Hôtel-Dieu. Ce ne fut pas d'ailleurs sans soulever les protestations des autres chirurgiens, ses aînés ; le maire Le Plat fut accusé de favoritisme, dans des lettres anonymes, qui furent dédaignées.

On vit encore débarquer au Mans Bourguine de l'Etang, de Sillé-le-Guillaume, Boucher chirurgien-inoculateur de l'Ecole militaire de La Flèche, Le Camus fils de Château-du-Loir (1), Loiseau de Mamers. L'occuliste Bisjeux chirurgien de l'Hôtel-Dieu de Mondoubleau (2), retenu par une clientèle alors grossie par la maladie de son confrère, arriva en retard, rappelé à l'ordre par un exprès du subdélégué, et dut repartir avant la fin. Enfin, la ville du Mans, désigna le 23 février 1778, Jean-François Laroche, chirurgien de l'Hôtel-Dieu, concurremment avec le Docteur Livré, médecin de cette maison (3).

Le cours ne put commencer que le 18 mai et fut clos le 30. MM. les chirurgiens en eurent pour leur peine ; les démonstrations prenaient les journées entières, à peine interrompues par les repas. Le subdélégué Prudhomme, avisé de leurs préventions, surveilla les séances de très près : « J'ai assisté fréquemment, dit-il à du Cluzel, aux différentes opérations parce que j'avois été prévenu que quelques-uns d'entre eux venoient avec un certain préjugé de connaissances supérieures à celles de Mme du Coudray sur le compte de laquelle partie du corps de chirurgie avoit cherché à élever des doutes par esprit de parti. Mais bientôt ils reconnurent leur erreur et rendirent justice à son expérience et à l'industrie de son invention pour rendre sensibles

(1) Fils du lieutenant du premier chirurgien à Château-du-Loir.

(2) Ou Bizieux.

(3) D. B. H. V. 23 février 1778, f° 135-136.

aux gens les plus grossiers les manœuvres délicates de l'art. L'élocution et l'adresse de son neveu les étonna. »

Enfin nos chirurgiens, ayant ainsi ravivé leurs souvenirs obstétricaux, allèrent retrouver leur gîte et leurs clients, tandis que les mannequins prenaient le chemin des villes auxquelles ils étaient destinés. Et le subdélégué se mit en devoir de régler toute la comptabilité de cette entreprise. Les frais atteignirent les chiffres suivants (1) :

Pour la subsistance des élèves.....	3.260 l.
Pour le logement des élèves.....	969 l. 4 s.
Pour le logement de Mme du Coudray et de sa suite.....	1.785 l. 16 s. 4 d.
(dont 36 l. 8 s. de « menues réparations pour la commodité de la Dame Ducoudray »)	
Pour 209 exemplaires de l' <i>Abrégé de l'Art des accouchemens</i> de Mme du Coudray.....	1.358 l. 10 s.
Pour 108 paires de pessaires distribuées aux élèves.....	124 l. 16 s.
Pour 8 machines, destinées aux villes, et 8 exemplaires de l' <i>Abrégé</i> de Mme du Coudray, distribués aux 8 chirurgiens démonstrateurs.....	2.652 l.
Pour frais extraordinaires, impression de circulaires, etc.....	14 l.
Gratification au Sr Coutanceau.....	600 l.
Frais de sacs payés au receveur des tailles du Mans.....	1 l. 8 s. 6 d.

Au total, le passage de la du Coudray au Mans revint à 10.765 l, 14 s. 10 d. Il est vrai que 7 villes, sur les 8 pourvues de démonstrateurs, y apportèrent pour les *machines* et livres fournis à ceux-ci, une contribution de 2.345 l. 10 s.; seule la ville de Château-du-Loir confessa que l'état précaire de ses finances (150 l. de revenu), ne lui permettait pas de trouver les 300 l.

(1) A. I. L., C. 356.

nécessaires à l'achat d'un mannequin, et limita ses débours aux frais de route de son chirurgien. Il fut convenu qu'on lui ferait cadeau du reste, mais en secret, pour éviter d'autres sollicitations. La ville du Mans fut la mieux partagée. Mme du Coudray lui fit cadeau d'une machine du type ordinaire pour les démonstrations courantes; mais elle eut soin de lui faire acheter, pour 500 l. au lieu de 300 l., un type de luxe, une superbe machine montée en soie, afin de servir de modèle à l'occasion et qui fut déposée à l'Hôtel de Ville, avec un exemplaire de son ouvrage (1).

Déduction faite de l'apport des municipalités (2.345 l. 10 s.), les frais furent soldés sur les fonds libres de la capitation, et la dépense fut approuvée par M. Necker à Versailles le 30 juillet 1778.

Après un séjour de 5 mois et 5 jours dans la ville du Mans, Mme du Coudray s'occupait de déménager. A son départ, Messieurs de l'Hôtel de ville lui offrirent une bourse en velours cramoisi, brodée aux armes de la cité, et contenant 50 jetons d'argent (2) générosité approuvée, d'une voix unanime, dans leur délibération du 4 juin 1778 (3).

« Messieurs convaincus des avantages que cette ville et la province vont retirer et retireront par la suite des instructions de laditte Dame Du Coudray témoins d'ailleurs du zelle qu'elle a montré pour l'avancement de ses Eleves, desireroient a l'exemple des autres villes ou elle a donné de semblables instructions luy temoigner toutte la satisfaction et la reconnoissance dont ils sont penetrés ainsi que leurs concitoyens. Mais la modicité des Revenus de cet hotel ne leur permettans pas d'en suivre les mouvements, ils ont été unanimement d'avis de luy faire presenter une Bourse de Jetons d'argent comme une legere preuve de leur gratitude.

CUREAU.

DAGUES.

PEAN DU CHES[N] AY.

POUSSET DE LAVOYE.

(1) D. B. H. V., 4 juin 1778, f° 143, et 12 septembre 1778, f° 152.

(2) Il en coûta à la ville 120 l. 14 s. 6 d. (D. B. H. V. 27 mars 1779, f° 177).

(3) D. B. H. V. 4 juin 1778.

§ 4. — Mme Le Boursier du Coudray, son neveu (1), ses malles et ses mannequins ayant pris la route d'Angers, y débarquèrent vers le 6 juin; et leur installation fut laborieuse. Le subdélégué y avait pris grand'peine, et fait courir sans succès, pendant plusieurs jours, les quatre gardes de la ville d'Angers en quête de maisons et appartements à louer. Enfin le logis découvert, arrêté, aménagé (2), la bonne dame s'avisa qu'il était trop éloigné de la grand'salle de l'Hôtel de Ville qu'on voulait affecter à ses leçons; et l'organisateur de donner au diable l'exigeante passagère, en remarquant, pour sa vengeance, que son objection était justifiée « vu son âge et sa taille ». Enfin M^e Martin, prêtre, principal du collège de Bueil, offrit une salle, aussi convenable et plus rapprochée, et le cours put être inauguré, le 15 juin (3).

140 femmes étaient arrivées à Angers, pour entendre la bonne parole obstétricale; on commença par en renvoyer une quinzaine, qui furent jugées trop vieilles; d'autres se découragèrent au cours des leçons; finalement, il en demeura 109, dont 3 du Maine, à savoir : Marie Lecoq, femme du chirurgien Lecoq, de Gorron; et Marie Monnier, veuve Tardif, de Beaulieu, qui, déjà initiées, désiraient se perfectionner par une nouvelle scolarité! Enfin 4 apprentis chirurgiens de l'Hôtel-Dieu d'Angers vinrent grossir l'assistance (4). Les leçons durèrent jusqu'au 15 août, et le Bureau d'agriculture du Mans fut averti de leur nouveau succès. Un curé du diocèse d'Angers, enthousiasmé, imagina, composa et écrivit un cérémonial de prestation de serment à l'usage des sages-femmes, devant leur pasteur, et le dédia à Mme du Coudray (5).

(1) Mme Coutanceau était partie prendre les eaux à Forges et ne rejoignit la caravane qu'au milieu de juillet.

(2) Chez un sieur Place, qui logea la du Coudray du 6 juin au 28 août.

(3) Voy. sur ce cours A. I. L., C 356.

(4) A. M. A. GG 360.

(5) A. I. L. C 357.

Le 24 août, Mme du Coudray recommença un cours de 15 jours à l'usage des chirurgiens-démonstrateurs (1). Ce furent Chevreul d'Angers, Drouault de Beaugé, Phelypeau de Saumur, Fol de Cholet, Guérif de Saint-Florent-le-Vieil, Legris de Saint-Denis-de-Candé. Hillerin de Pouancé, qui avait entendu Mme du Coudray douze ans en deçà, lors de son passage à Rochefort, demanda à rafraichir ses souvenirs. Et Le Vayer de Château-Gontier, arrivé avec des préventions, repartit avec admiration. Ces Messieurs furent logés gratuitement et touchèrent 80 l. pour leur déplacement, aux frais de leurs concitoyens.

Comme dans le Maine, les villes pourvues de démonstrateurs achetèrent la *machine*. Lecercler, maire de Château-Gontier, demanda à l'Intendant l'autorisation de faire, à cet effet, un virement de fonds de 300 l. sur les 400 l. attribuées aux travaux de charité. Le *mannequin* destiné à Angers fut déposé au greffe de l'Hôtel de Ville ; les autres furent expédiés à destination de Saumur, Beaugé et Château-Gontier.

Les frais du cours, machines comprises, s'élevèrent à 5.486 l. 11 s. 6 d. dont 1.200 l. furent soldées par les 4 villes qui achetèrent des machines, et le reste sur les fonds libres de la capitation. La ville d'Angers paya, pour Mme du Coudray, au sieur Place, son logeur, la somme de 83 l. pour charbon, bois et chandelle ; plus 390 l. de location de meubles, literie, draps, et vaisselle, dont « douze tasses à café » et « 8 pots de chambre » ! Et il fallut encore rembourser à M^e Martin 96 l. pour les dégâts commis dans sa salle par les auditrices (2).

§ 5. — Pendant ce temps, Mme du Coudray gagnait le lieu

(1) Cependant le logement de Mme du Coudray ne fut payé que jusqu'au 28. Son cours fut-il abrégé, ou commença-t-il plus tôt ?

(2) A. M. A., CC 37. — BB 128 f° 76. — Cf. Dr G. Mareau, *Quelques documents sur Michel Chevreul*, Archives médicales d'Angers, 20 avril 1902, pp 147-153.

de sa troisième étape : elle commença son cours à Tours le 15 novembre 1778, et le termina en février 1779 (1).

Il y eut également des répétitions pour les chirurgiens : Moreau fut désigné pour Tours, Viau pour Loches, Gilles de la Tourette pour Loudun, Challuau pour Chinon. Malvost, d'Amboise, trop occupé, demanda à n'y assister qu'à deux reprises, de trois jours chacune ; l'intendant refusa sèchement, et le praticien dut s'incliner.

Les dépenses du cours de Tours furent évaluées à 3845 liv 3 s. (2).

Enfin Mme du Coudray quitta la généralité de Tours, pour aller promener sous d'autres cieux sa science errante. Son passage avait valu aux trois provinces de Touraine, d'Anjou et du Maine, environ quatre cents sages-femmes, et l'espoir de nouvelles recrues grâce aux institutions dont elle avait posé les bases. Pour le Maine seulement, l'état des élèves qui suivirent régulièrement ses deux cours comprend 243 noms ; résultat insuffisant, sans doute, à considérer l'étendue du mal et la pénurie médicale des campagnes, mais bien remarquable en regard des efforts antérieurs, et qui témoigne, chez Mme du Coudray, d'une force de persuasion et d'une vocation d'éducatrice très remarquables (3).

§ 6. — La création des cours d'accouchement en diverses parties de la France, soit par Mme du Coudray, soit à son

(1) Voy. A. I. L. C 356.

(2) Pour plus de détails sur le cours de Tours, je renvoie le lecteur à la consciencieuse étude que M. le Dr L. Dubreuil-Chambardel va donner incessamment sur ce sujet dans la *Gazette médicale du Centre* (1909).

(3) « Le nombre d'environ 300 élèves dans celui de plus de 800 paroisses de la province n'a point paru étonnant à la Société puisqu'il s'en trouve peut-être plus de 1000 ignorantes qui se mêlent de cet art, lequel devient affaire réciproque de voisin à voisin, ce dont on éprouve journellement de grands malheurs. » (D. B. A. 18 janv. 1778).

Parmi les paroisses du Haut et du Bas Maine qui envoyèrent des élèves, je relève au hasard les noms suivants : Pontlieue, Yvré-l'Évêque, Ecom-

exemple, fit éclore une certaine quantité d'opuscules de vulgarisation obstétricale à l'usage des élèves sages-femmes. Le gouvernement en fit tirer à ses frais un bon nombre, qui furent donnés aux accoucheuses des campagnes. Plus d'un démonstrateur, subitement ému par l'amour de la gloire, sollicita du Pouvoir l'honneur d'être imprimé. Parmi les manuels les plus répandus, il faut citer le fameux *Catéchisme* de Baudelocque, qui fut édité à des milliers d'exemplaires ; le *Catéchisme sur l'Art des accouchemens* d'Augier Dufot de Soissons (Soissons, 1775) ; les *Instructions succinctes* de Raulin, et le *Précis de l'Art des accouchemens en faveur des sages-femmes*, rédigé par Chevreul d'Angers (Angers, Le Mans, Paris, 1782), qui fut distribué par ordre et aux frais de l'Etat dans la généralité de Tours (1). C'est probablement dans la même intention que René Levasseur du Mans rédigea un Manuel des accouchemens destiné aux élèves en chirurgie et aux sages-femmes. Ayant conquis l'assentiment de M. Lambert, l'imprimeur de la rue de la Harpe, il se fit inscrire le 6 juillet 1779 au Bureau de la Librairie pour obtenir l'indispensable visa du censeur royal. Cet examen fut confié à Louis, qui égara par malheur le précieux manuscrit et ne le retrouva qu'en 1781. Aussi l'œuvre de Levasseur ne connut jamais les honneurs de la publicité, ce dont Louis s'excusa tout poliment dans la lettre suivante :

A Paris, le 5 avril 1781.

J'ay enfin retrouvé, Monsieur, le manuscrit de votre composition sur le manuel des accouchemens. Il n'est pas étonnant que

moy, St-Calais, Bonnétable, Couture, Beaumont, Lombron, Vallon, Mamers, Parcé, Teloché, Courdemanche, Saint-Léonard-des-Bois, Fresnay, Sillé-le-Guillaume, Saint-Denis-d'Orques, Vaiges, Evron, Bourgon, Andouillé, Jublains, Aron, St-Baudelle, St-Fraimbault-de-Prières, St-Denis-de-Gastines, Bais, Brée, Trans, Pré-en-Pail, Javron, Gorron, Ernée, Hercé, La Bigottière, Le Bourgneuf, Grez-en-Bouère, Voutré, Hardanges, Contest, etc. (A. I. L. C. 355).

(1) En 1781, Chevreul insistait auprès de l'Intendant de Touraine sur la nécessité de distribuer un manuel à ses élèves, et proposait le sien, alors tout prêt pour l'impression. En 1783, on en avait déjà distribué 189 exemplaires au prix de 340 l. tous frais compris. Le manuel de Mme du Coudray était déjà jugé un peu arriéré.

s'étant trouvé dans les embarras d'un déménagement, il ait été mis avec trois voitures de papiers dans ceux de l'Académie; je ferai de votre ouvrage l'usage que vous m'indiquerez. Il est bon de vous prévenir que l'on a imprimé depuis que j'ai été chargé de l'examen de votre manuscrit deux ou trois traités sur les accouchemens et entre autres celui de M. de Leurye et tout récemment celui de M. Baudelocque en deux volumes in-8°. Peut-être trouverés vous à propos de voir surtout ce dernier ouvrage ou pour retravailler le vôtre ou peut-être pour le retirer car celui qui a une école ouverte et accréditée sur cette partie est sûr du débit de son livre et un libraire se chargera difficilement à faire les frais de l'impression du vôtre à moins qu'il ne soit transcendant ce qu'il est difficile de persuader, sur une matière si rebattue. Dans tout état de cause je crois que le délai vous aura rendu un plus important service que la précipitation dont vous auriez usée si votre manuscrit n'avoit pas été égarée. Je vous fais très sincèrement mes excuses de cet accident involontaire et n'en serai que plus disposé à vous être utile dans l'occasion et de vous prouver à quel point j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,
Louis (1).

Le manuscrit de Levasseur subit encore des fortunes bizarres et diverses, et finit par entrer à la Bibliothèque municipale du Mans où il est aujourd'hui. Il s'inspire entièrement des idées de Solayrès, et la complication méthodique des positions fœtales, dont un autre de ses disciples, Baudelocque, devait assurer l'adoption classique pendant près d'un demi-siècle, se retrouve là dans toute sa splendeur.

Levasseur n'énumère pas moins de 23 positions fœtales, subdivisées elles-mêmes en situations (par rapport aux repères pelviens) en temps (par rapport à l'engagement) et en cas particuliers, pour aboutir au total respectable de 180 situations. M. le Dr Hervé a fait récemment une étude assez détaillée de l'œuvre de Levasseur (2). Supérieure au petit *Catéchisme*

(1) Cette lettre autographe est insérée en tête du Manuscrit du *Manuel des accouchemens* de Le Vasseur (Bibl. municipale du Mans, Mss. n° 478.)

(2) Dr Paul Hervé, *René Levasseur chirurgien accoucheur du Mans, ancien conventionnel, 1747-1834*, Angers 1899, 40 pp. in-8°, portr. (Extr. des Arch. médicales d'Angers.)

publié par Baudelocque en 1775 en faveur des sages-femmes, elle est, par contre, de bien moindre importance que le grand ouvrage de ce dernier.

« Les sages-femmes de l'instruction desquelles on doit sérieusement s'occuper, dit Levasseur, trouveront dans ce traité tout ce qu'elles doivent savoir pour aider une femme en travail. Quant aux instrumens elles ne doivent point s'en servir, mais elles doivent connaître les cas où il convient de les employer, afin d'appeler à propos un chirurgien » (1).

Pour joindre l'exemple à la théorie, Levasseur conseillait de répéter les manœuvres sur un cadavre de femme éviscéré, dans le bassin de laquelle on introduisait un fœtus inclus dans une sorte de bourse ou matrice faite avec la peau du cadavre. Nous verrons ultérieurement comment il reprit et perfectionna plus tard ces essais.

La carrière de Levasseur, jusqu'ici, n'avait pas été fort heureuse : une regrettable éviction, un livre manqué, tel était le bilan de ses efforts pour faire œuvre d'enseignement et de vulgarisation. D'autre part, l'intransigeance de ses opinions anti-esclavagistes, — peut-être aussi un procès au sujet de la succession d'un parent (2) — le brouillèrent avec son oncle David de la Brosse, qui possédait de riches plantations à Saint-Domingue, et lui firent perdre sa part d'héritage ; cet appoint n'eût pas été inutile dans une situation pécuniaire plutôt gênée. Levasseur n'eut rien à attendre que de lui-même et de ses succès de praticien ; aussi ne fut-il pas toujours ennemi d'une douce réclame, et trouva-t-il parfois une hospitalité complaisante dans les colonnes des *Affiches du Mans*. Et la ville apprit un beau jour que le nez de Mlle de Courteille lui avait dû la restauration de son esthétique (3), et connut le « grand succès »

(1) Levasseur, mss, f. 4.

(2) Linus Lavier, *Le conventionnel René Levasseur*, Le Mans, 1876, in-12, p. 65-66.

(3) *Affiches du Mans*, 16 mai 1774.

d'une opération de cataracte par lui pratiquée sur un œil ignivome! (1).

La seule place officielle qui ait échoué à Levasseur sous l'ancien régime fut celle de vénéréologiste, qui lui fut attribuée par l'Intendant. En 1775, en effet, les *Affiches* donnèrent au public l'avis que voici :

Traitement populaire des maladies vénériennes fait par ordre du Gouvernement.

Le mal vénérien est une des principales causes de la dépopulation, le Gouvernement attentif à tout ce qui peut contribuer au bonheur des peuples a recherché les moyens d'arrêter les progrès de cette cruelle maladie, qui attaque indifféremment tous les états et tous les âges, porte des coups destructeurs jusques dans les générations futures. M. de Sartine dont le zèle pour le bien public est connu, a établi dans la Capitale des secours publics contre la maladie vénérienne. MM. les Intendants des Provinces, frappés des avantages que le public doit retirer de pareils établissemens les ont procuré à leurs Généralités. La ville du Mans en jouira sous la conduite de M. Le Vasseur cidevant chirurgien à l'Hôpital général de Paris, qui pendant quatre ans a suivi le traitement des maladies vénériennes à Bicêtre. Les remèdes seront *gratis* pour les pauvres et les enfans. Les Artisans et autres payeront simplement le prix des drogues et des bains lorsqu'ils seront nécessaires (on prendra les bains chez M. Le Vasseur). Dans le plus grand nombre de cas, les malades pourront vaquer à leurs affaires, obligés seulement d'observer un

(1) Voici cette étrange observation :

« M. Le Vasseur chirurgien de cette ville a fait le 10 du mois précédent l'opération de la cataracte au nommé Pierre Esnaux de la paroisse de Neuville, logé chez Mlle Le Duc. Hôtesse du Petit Dauphin. Dès que la section de la cornée transparente fut faite, le cristallin fut chassé par un cône lumineux assez sensible et qui fut également aperçu de M. Faribault son confrère. Pendant une heure le malade croyoit voir des étincelles de feu. La crainte de l'opération l'avoit mis dans un état de trouble et d'agitation considérable. Cet effet peut-il être rapporté à une autre cause qu'à l'électricité? M. Le Vasseur n'a rien vu de pareil chez un assez grand nombre de sujets à qui il a fait cette opération. Ce phénomène donna quelques inquiétudes sur les suites de l'opération, qui malgré cela a eu le plus grand succès (Aff. du Maine 15 mai 1780 p. 80, n° 20).

régime. L'avantage des plus importants qui doit résulter de cet établissement est de mettre fin à toutes les friponneries auxquelles la clandestinité du traitement a donné lieu. Il est étonnant de voir combien on rançonne des malades et surtout combien on opprime les malheureux. La classe de ces sangsues publiques n'est que trop nombreuse. On a peine à concevoir quelle est la quantité de ces gens sans aveu qui sans titre et sans connoissance s'ingèrent de traiter les maladies vénériennes, n'administrant le plus souvent que des remèdes dont ils ne connoissent ni la nature ni les propriétés ; ils font chaque jour de nouveaux essais sur les malheureuses victimes de leur avarice et de leur ignorance. Laissons à ces âmes de boue la sordide avidité d'arracher un honoraire dans des momens de douleurs ; abandonnons ces harpies qui craindroient de perdre leur proie à la honte et au mépris qui deviennent presque toujours leur récompense » (1).

La méthode thérapeutique adoptée par Levasseur était le traitement par les fumigations, préconisé par le Docteur Lalouette : « Le malade renfermé dans une boîte excepté la tête, reçoit pendant 12 à 15 minutes la vapeur d'une poudre mercurielle » (2).

Ainsi le Gouvernement, en sa sollicitude, étendait une main bienfaisante tant sur les avariés que sur les femmes en gésine, octroyant généreusement à ceux-là des fumées hydrargyriques, et à celles-ci l'assistance de sages-femmes instruites, formées par des démonstrateurs éloquents, dont nous allons étudier les efforts.

III

§ 7. — L'établissement du cours des sages-femmes dans la ville du Mans, n'alla point sans difficultés (3). Le chirurgien Goutard, qui avait commencé par chercher noise au ménage Coutanceau et à la du Coudray, et par en dire pis que pendre,

(1) *Annonces, affiches et avis divers pour la ville du Mans*, 13 mars 1773.

(2) *Affiches du Mans*, 10 juin 1776. — Cf. P. Delaunay, *Le monde médical parisien au XVIII^e siècle*. Paris, 1906, in-8. Chap. VII. *Les Cypridologistes*, pp. 247 et 248.

(3) *Voy. A. I L.*, C. 355-356-357.

se découvrit tout-à-coup à leur égard des trésors de bienveillance, Ce fut le jour où il entendit parler de la nomination des démonstrateurs qui devaient continuer leur œuvre dans la province ; et il se flatta de conquérir ces fonctions. Quand il fallut désigner un chirurgien pour assister au cours, MM. de l'Hôtel de ville hésitèrent longtemps entre le jeune Levasseur, dont on appréciait les talents, et son aîné Goutard qui avait sur lui l'avantage d'une plus longue carrière et de son titre de démonstrateur royal. Mais M. Goutard s'était fait des ennemis : il avait le verbe haut, et grande foi dans sa science : son indépendance, ses allures tranchantes vis-à-vis des médecins, son refus d'accepter ces messieurs en consultation, l'avaient brouillé avec la Faculté, qui le mit à son tour à l'index. On lui reprochait aussi la trop haute portée, partant le peu de succès de son cours d'obstétrique. Finalement, et faute de pouvoir s'entendre, les officiers municipaux ne prirent ni Goutard ni Levasseur : et ils élurent Jean-François Laroche, homme fort simple et modeste, chirurgien résidant de l'Hôtel Dieu : ce titre lui permettait d'y trouver plus facilement un local pour ses cours et pour les élèves sages-femmes ; des cadavres pour des démonstrations ; et en outre la collaboration du docteur Livré, médecin de la maison. Enfin on espérait que la charité publique en prendrait occasion pour fonder à l'Hôtel Dieu, une salle d'accouchées dont la création était fort souhaitable.

Goutard, évincé, faillit périr de male rage. Il sollicita et obtint de ses clientes reconnaissantes, par devant notaire, d'élogieuses attestations sur papier timbré, vantant les capacités dont il avait fait preuve à leur égard en qualité d'accoucheur. Il tailla sa bonne plume et rédigea un mémoire énumérant les services rendus par lui à l'enseignement obstétrical dans la ville du Mans. Enfin les curés de la ville, et des clientes satisfaites, délivrèrent des certificats non moins enthousiastes en faveur des sages-femmes formées par ses soins : les curés de la Couture, de Gourdain, de Saint-Pavin, du Pré, du Crucifix, louèrent la

femme Gaignon et la femme Le Vannier, et la femme Gagé, ci-devant élèves du S^r Goutard ; une lettre d'éloges arriva d'Alençon en faveur de la femme Dubout, établie en cette ville. Ainsi armé, Goutard écrivit à Amelot pour protester contre la délibération municipale qui dit-il, « porte atteinte à mon honneur, jette des soupçons sur ma réputation » (1). — « Ce qui met le comble, ajoutait-il, à la mortification du suppliant, c'est que l'on annonce même de la part du Gouvernement que le sieur de la Roche aura des appointemens, » pour ses élèves des privilèges et des secours, et il déclarait que six années d'enseignement public étaient un titre suffisant pour diriger les munificences du pouvoir vers sa poche, plutôt que vers celle de son voisin.

Amelot en référa à M. du Cluzel, qui s'adressa à son sub-délégué Prudhomme, lequel exposa les motifs qui avaient dicté le choix des magistrats de la cité. Et Laroche fut maintenu.

Cependant, il fallait régulariser la nomination et les fonctions des démonstrateurs établis dans la généralité de Tours après le passage de la du Coudray. Un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, en date du 7 mai 1779, vint proclamer officiellement l'existence de démonstrateurs « pourvus de commissions de M. l'Intendant », chargés de continuer les cours de la dame du Coudray « suivant la méthode et l'enseignement par elle employés ». Et défenses furent faites « aux Collèges de chirurgie et à tous autres d'en empêcher, ou autrement troubler lesdits démonstrateurs dans l'exercice de leurs fonctions » (2).

L'Intendant se chargea de régler les détails de cette organisation (3). Il demanda à Amelot, et obtint que les démonstrateurs fussent pris, en principe, non seulement parmi les chirur-

(1) Goutard à Amelot, 13 mai 1778.

(2) Voy. A. M. A. AA6, f. 222, et *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi portant qu'il sera établi en différentes villes et lieux de la Généralité de Tours des Démonstrateurs pourvus des commissions de M. l'Intendant pour tenir des cours d'instruction dans l'art des accouchemens pour les femmes de campagne*, 7 mai 1779.

(3) Voy. A. I. L. C. 358.

giens, mais encore parmi les médecins (1), chacun d'eux eut la charge d'un district, d'un certain nombre de paroisses, dont la répartition topographique fut soigneusement faite ; il devait donner chaque année un cours de deux mois, former au minimum 4 élèves sages-femmes ; celles-ci seraient seulement logées aux frais publics pendant la durée du cours, leur subsistance demeurant à la charge des seigneurs ou communautés de paroisse, ou des personnes charitables qui voudraient s'y intéresser. Des circulaires, adressées aux curés, devaient battre le rappel au moment propice. Les certificats délivrés aux postulantes seraient signés par le démonstrateur et l'inspecteur général, visés par l'intendance, et leur vaudraient pour la suite, les mêmes privilèges qu'aux élèves de la du Coudray.

On promit aux démonstrateurs une somme de 30 livres par élève et par an, et l'exemption de la corvée tant pour eux, que pour leur cheval et à leur choix pour un de leurs enfants ou de leurs domestiques.

Pour assurer l'exactitude et la bonne tenue des cours, l'Intendant nomma le 5 juillet 1779 Michel Chevreul, docteur en médecine de la Faculté de Reims et maître en chirurgie à Angers, inspecteur général des cours d'accouchement de la généralité de Tours. Necker s'était d'abord opposé à cette nomination pour des raisons budgétaires, qu'il retira par la suite : car l'inspecteur général devait toucher 1200 l., à charge de faire une tournée dans chaque province au moment des cours, d'interroger les élèves, de faire réparer les machines, et de tenir un état détaillé de ses observations. Et pour faciliter son contrôle, on décida que les cours des trois provinces auraient lieu non passimultanément, mais successivement : en Touraine, du 1^{er} mars au 30 avril ; dans

(1) « Un médecin reçu dans l'une des Facultés du Royaume est dans le cas d'exercer beaucoup mieux ces sortes de commissions que le commun des chirurgiens. » (L'intendant à Amelot, 8 juin 1779).

le Maine, du 1^{er} avril au 31 mai ; en Anjou, du 1^{er} mai au 30 juin. Et M. Chevreul fut certainement un homme occupé, étant chargé pour son propre compte du cours d'Angers : il y devait former annuellement 5 élèves. Il commença ses leçons l'année suivante en la maison de son oncle le chirurgien Gilles Chevreul, rue des Grandes Ecoles, et les continua jusqu'à la Révolution (1). Les démonstrations furent également inaugurées en 1780, à Tours, Richelieu, Loches, Chinon, Loudun, Saumur, Baugé, Cholet, Saint-Florent-le-Vieil, Mondoubleau, Château-du-Loir, Mayenne, Château-Gontier, La Flèche et Mamers (2).

Dans quelques autres localités, cependant pourvues de chaires, les cours n'eurent pas lieu. Au Mans surgirent des difficultés : il avait été convenu que le Docteur Livré et le chirurgien Laroche s'occuperaient conjointement de l'enseignement, le premier se chargeant plus spécialement de la médecine obstétricale, des soins à donner aux nouveau-nés et aux nourrices, le second de l'obstétrique proprement dite ; et Livré consentait à faire abandon à son collaborateur de la totalité des appointements. Au dernier moment, Laroche changea d'avis, demanda une commission personnelle à l'Intendant, fut refusé, se fâcha, déclara que la tutelle médicale lui pesait, que c'était là une marque de défiance, qu'il n'entendait pas prêter à rire à Goutard, et qu'il ne tenait point à cette charge, dans de pareilles conditions.

La place avait pourtant quelques privilèges : Monsieur, frère du Roi, qui n'était pas très généreux à l'égard de son apanage, avait daigné accorder, en son conseil, un brevet de démonstrateur aux deux chargés de cours ; brevet qui, d'ailleurs, ne lui coûtait rien. Ces honneurs ne suffirent pas à les concilier, il fallut que le subdélégué s'en mêlât et parvint, à force de diplomatie, à calmer l'irascible chirurgien et à maintenir un accord amiable. Chevreul dans son inspection de 1780, ne trouva per-

(1) Voy. *Ecole de médecine et de pharmacie d'Angers, Centenaire*, 1807-1907, Angers, 1907, in-4°, pp. 141 et sqq.

(2) Sur le fonctionnement de ces cours. Voy. A. I. L., C 357.

sonne. Laroche était allé calmer son ire à la campagne ; le cours ne débuta qu'en 1781, et encore en retard. Les élèves furent logées chez la dame Leprince, fripière, et l'intendant paya pour chacune d'elles 6 deniers par jour. Chevreul arrivé avant la fin, laissa aux deux collaborateurs les brevets en blanc, à leur jugement. L'examen n'eut lieu qu'après son départ, sous la présidence du subdélégué Prudhomme.

A Laval, le chirurgien Hubert faisait de la critique : il écrivait à l'Intendant pour lui faire part de diverses remarques et remontrances sur le mode d'organisation des cours, trouvait trop peu d'élèves, exposait la nécessité d'examiner et de surveiller les sages-femmes précédemment reçues par Mme du Coudray, etc., etc. L'intendant ayant négligé de répondre à ces observations, Hubert piqué, déclara à Chevreul qu'il n'avait pas cru devoir donner de leçons cette année là (1780). Il se fit rabrouer vertement par l'Intendant et forma, en 1781, 4 élèves qui furent jugées bien instruites (1).

A Château-Gontier en Anjou, Le Vayer déploya une louable activité, et mérita les meilleures notes. Il réunit en 1780 4 élèves nouvelles (dont une fit défection), et 4 anciennes, deux de Château-Gontier, une de Châtelain, une de Miré, toutes quatre déjà diplômées sous la du Coudray. Et il recruta toujours, en 1781 et 1782, les 4 élèves réglementaires.

A Sillé-le-Guillaume, le vieux Bourgine de l'Etang témoignait d'un grand zèle, sinon de capacités didactiques, et pérorait, en son logis, devant 4 élèves ; mais il profitait de l'occasion pour assaillir l'intendant de demandes de dégrèvements fiscaux dans des lettres où il n'omettait point les services par lui rendus à l'Assistance publique (2). Par malheur sa mémoire était moins fidèle quand il s'agissait d'obstétrique, et Chevreul, à son pas-

(1) La mauvaise volonté d'Hubert provenait en réalité de prétentions non satisfaites : au lieu d'exemption de corvée et de logement des gens de guerre, il aurait souhaité une exemption de *tarif*.

(2) Bourgine, l. du 15 juin 1780.

sage, dut lui rappeler quelques-uns des principes de cet art, et redresser quelques notions fausses chez son élève (1783) (1).

La mission de l'Inspecteur général n'allait pas sans difficultés : il avait quelque peine à s'imposer à l'hostilité des coteries locales : les lieutenants du premier chirurgien souffraient avec dépit qu'une autorité étrangère pût s'exercer à un titre quelconque sur un de leurs subordonnés, après leur avoir déjà ravi, en fait, leur juridiction sur les sages-femmes. D'autre part, les démonstrateurs avaient des ambitions particularistes et des velléités d'indépendance.

A La Flèche, Boucher était souvent en route, et principalement quand il apprenait l'arrivée de l'inspecteur. Chevreul, dans sa tournée de 1780, ne put mettre une seule fois la main sur ce démonstrateur fantôme ; il ne parvint même pas à pénétrer dans la salle des cours, dont Boucher avait eu soin d'emporter la clef. Enfin, après un cours de deux mois qui fut suivi non seulement par les aspirantes, mais encore par les médecins, chirurgiens, apothicaires, et bon nombre de curieux, Boucher pria la communauté des chirurgiens fléchois d'examiner ses élèves, sans souci de son supérieur hiérarchique. Sur les certificats transmis au subdélégué, la signature de l'inspecteur général était absente. Chevreul irrité de cette méconnaissance de ses droits, se plaignit à l'Intendant qui menaça Boucher d'une suppression d'appointements. Aussi, les années suivantes, Chevreul trouva le professeur à son poste et les cadres scolaires au complet.

Les cours se prolongèrent ainsi pendant deux ou trois années, avec une prospérité déclinante : en 1782, on compte au Mans 3 élèves, à Mamers 3, à Château-du-Loir 4, à La Flèche 4, à Laval 4, à Château-Gontier 4, à Tours 4, à Beaugé 4 ; mais Georget Bretonnière à Mayenne (2) et Bourguine à Sillé,

(1) Bourguine mourut vers 1789 ; sa maison et boutique, à Sillé, en la Grand'Rue furent mises en vente le 3 août 1789, chez Bachelier, notaire royal à Sillé.

(2) Il avait eu une élève en 1780, et 4 en 1781.

pas plus que Bisjeux à Mondoubleau, ne font de leçons, faute d'auditrices. En 1783, on a encore 4 élèves à Laval, 4 à La Flèche, 4 à Mamers, 4 à Saumur, 3 à Richelieu, 2 à Beaugé ; mais Moreau à Tours n'a plus qu'une élève, de même que Viau à Loches, et Bourguine à Sillé ; enfin à Mondoubleau, au Mans, à Mayenne, à Château-Gontier, à Loudun, le registre d'inscription reste tout blanc ; et les démonstrateurs de Château-du-Loir et du Mans espèrent avoir des aspirantes... l'année suivante.

Dès 1782, dans son rapport d'inspection, Chevreul se montre pessimiste. Il y a trop de démonstrateurs, pas assez de talent ou de ressources. La misère des paroisses, l'indifférence des curés, ou leur impuissance à réunir les frais de subsistance des élèves, la diminution croissante de ces dernières, devant la victorieuse concurrence des matrones, tarirent bientôt presque partout le recrutement des sages-femmes. Il ne semble pas que ces cours aient persisté dans le Maine après l'année 1783, et les campagnes retombèrent sous le joug désastreux de l'empirisme (1).

§ 8. Cependant, un professeur subsistait au Mans : et ce fut M. Goutard. Déçu dans ses espérances pédagogiques, il avait pris le parti de soutenir la concurrence et de continuer ses fonctions de démonstrateur royal, se bornant à faire demander, — sans succès — par son ami l'apothicaire Livré, au Bureau d'Agriculture, les mêmes privilèges pour ses auditrices que pour celles de la du Coudray (2). Il voulait aussi que ces dernières fussent contraintes, pour leur perfectionnement, de suivre ultérieurement un de ses propres cours (3), déclarant *urbi et orbi*,

(1) Le Roi ayant ordonné en 1786 une vaste enquête sur le corps médical et l'épidémiologie, Calonne pria l'Intendant de Tours de dresser un état des femmes pratiquant l'obstétrique, légalement ou illégalement, par subdélégations. Le nombre des empiriques est énorme. (Voy. A I L C 357).

(2) D. B. A. 23 décembre 1777, Reg. 6 f° 209.

(3) D. B. A. *ibid.*

dans *l'Almanach du Maine*, qu' « il n'est pas même vraisemblable que les sages-femmes de campagne qui ont fait un seul cours d'accouchement de deux mois sous feue Mme du Coudray, maîtresse sage-femme, (— Goutard était, semble-t-il, assez pressé de l'enterrer —) (1) ayent pu acquérir dans un si court espace de tems les connoissances nécessaires » (2). La disparition du cours rival de l'Hôtel-Dieu lui laissa bientôt le champ libre, et chaque année *l'Almanach du Maine* porta l'annonce de ses leçons à l'usage des sages-femmes et des étudiants en chirurgie. Notons seulement qu'en 1781, il ajouta à son programme l'étude et le traitement des suites de couches pathologiques.

Une nouvelle addition vint corser son enseignement de 1787 : il déclare qu'il « sera d'autant plus utile et instructif pour les élèves qu'à l'aide d'une machine représentant le corps d'une femme et d'un enfant artificiel flexible, dans toutes les parties, le Dr Goutard pourra leur faire voir toutes les attitudes et situations contre nature que l'enfant est susceptible de prendre dans le sein de sa mère » (3).

Le cours de 1787 fut probablement le dernier professé par Goutard. Il mourut vers cette époque, doyen de sa corporation ; ayant partagé sa longue carrière entre l'exercice de la chirurgie et le commerce des vins (4). Il ne semble pas avoir fait, dans sa longue carrière de démonstrateur, beaucoup de prosélytes ; en 1779, il n'y a que 3 sages-femmes au Mans dont 2, il est vrai, MMmes Le Vannier et Gaignon, sont ses élèves. En 1780, le nombre des sages-femmes mancelles passe à 5, mais il demeure stationnaire jusqu'en 1787. Ce n'est qu'en 1788 que la dame Thoré vient grossir, sur la liste des matrones, le groupe de

(1) En 1790, M^{me} du Coudray sollicitait de l'Assemblée constituante le maintien de sa pension, vu que le comité compétent exauça le 24 mars 1791.

(2) *Almanach ou Calendrier du Maine*, 1787.

(3) *Almanach ou Calendrier du Maine*, 1787, p. 110.

(4) Il annonce dans les *Affiches du Maine* du 31 mai 1773, d'excellents vins de Saint-Cyr en Touraine à 12 sols la pinte. Même annonce en 1783. — Le chirurgien Goutard avait-il des goûts artistiques ? Il figurait au nombre des actionnaires de la Salle de Spectacle du Mans (1773).

Mmes Gagé, Rousseau - Le Vannier, Gaignon, Avis et Alard. Encore cette dernière est-elle ancienne élève de Mme du Cou-dray.

Les leçons d'obstétrique de Goutard furent sans doute les dernières données dans le Maine avant la Révolution (1). Le-vasseur chercha bien à attirer l'attention sur sa personne en se proclamant dans les *Affiches du Maine*, le défenseur heureux et convaincu du forceps (2); mais, quelle que fût sa valeur, le brevet vacant de démonstrateur royal ne lui fut point transmis, seul, le nouveau régime put satisfaire, comme nous le verrons, ses légitimes ambitions.

D^r Paul DELAUNAY.

(1) L'annonce des cours disparaît de l'*Almanach du Maine* en 1788 et 1789.

(2) *Affiches*, 8 octobre 1787.

IMPRESSIONS POÉTIQUES

Par M. DAGUET, Membre titulaire.

LE VÉTÉRAN

(Vieille fable).

Hier, je rencontrai sur ma route un soldat
Bronzé par le soleil d'Afrique,
Seul, et l'air abattu ; je vis sur sa tunique
Briller, modeste en son éclat,
Ce signe respecté dont la présence indique
Un cœur brave et loyal qui servit bien l'Etat ;
Un héros des beaux faits chers à notre mémoire !
Pourquoi semblait-il triste, accablé de regrets ?
Lui qui, jadis, marchait joyeux à la victoire ;
Dont le cœur se grisa dans le sein du succès ;
Lui qui, des présents de la gloire
Savoura les divins attraits ;
Lui qui, simple mais grand, peut lever haut la tête ?
Pourquoi?... C'est qu'arrivé bien près de sa retraite,
L'esprit morne, le corps las, pauvre vieux grison,
Il sent que ce fatras n'était rien qu'un vain son,
Qu'il a poursuivi l'ombre et, dédaignant la proie,
Pris l'aride sentier d'où s'écarte la joie.
Il a cherché la gloire, il trouve le néant
Qui, pour l'ensevelir, est sous ses pas béant !
Pour la gloire il a fui sa paisible demeure ;
Il a quitté les champs où dorment ses aïeux,
Et le clocher natal aux carillons joyeux,

Et tant d'êtres chéris, qu'il regrette à cette heure.
Sa mère, dans les pleurs, un jour, il la laissa
Pour suivre follement une creuse chimère ;
A celle qu'il aimait d'un amour bien sincère,
Pour les dangers, il renonça.

Aujourd'hui, vétéran qui connut la victoire ;
Qui conquist dans le sang les palmes de la gloire ;
Qui fut de son pays le noble défenseur ;
Isolé, triste et las aux confins de son âge,
Il pleure son petit village
Et la compagne de son cœur.

La gloire est, bien souvent, l'opposé du bonheur.

1869.

SOUVENIR DES ALPES

J'ai vu les glaciers du *Mont-Blanc*
Sous le soleil étincelant ;
J'ai vu le lac bleu de Genève ;
J'ai vu la superbe *Jung-Frau*,
Cet incomparable joyau
De la Suisse, pays du rêve !

De Chamonix, Interlaken,
De Vernayaz, Lauterbrunnen,
Des pics, des gorges, des cascades,
J'ai vu, panorama mouvant,
L'aspect grandiose, émouvant,
Dans le cours de mes promenades.

Circulant par chemin de fer,
Passant sous des tunnels d'enfer,
Perché sur d'effrayantes cimes,
J'ai vu, spectacle merveilleux,
Rouler des torrents furieux
Sur les rocs, au fond des abîmes.

L'alpenstock en main, j'ai gravi
Jusqu'à des sommets d'où, ravi,
J'admirais la verte campagne ;
Sur la glace j'ai dû marcher,
Puis, pendu le long d'un rocher,
J'ai pu contourner la montagne.

J'ai navigué sur plus d'un lac
Aux flots d'azur... du *trümmelbach*
J'ai vu la chute formidable...
Devant cette trombe en fureur
On se sent pénétré d'horreur :
Ce gouffre a l'air d'un trou du diable !

Quel contraste avec ces vergers !
Avec ces chalets si légers
Qui s'étagent dans la verdure !
Avec ces prés où les troupeaux
S'en vont, agitant leurs grelots,
Chercher l'abondante pâture !

Que ces hameaux sont reposants,
Semés au bas des pics géants
Et des cascades furibondes !
En admirant ce frais décor,
Notre âme évoque l'âge d'or,
Les dieux, les nymphes vagabondes !...

Salut, beaux pays enchanteurs
Où, sur les lacs et les hauteurs,
L'on goûte une suprême extase !
Alpes, aux glaciers immortels,
On vous dresserait des autels
Tant votre grandeur vous écrase...

De mon séjour auprès de vous
Je garde un souvenir bien doux :
Jung-Frau, Mont-Blanc, que l'on encense,
Sommets qui menacent les cieux,
Vos noms acclamés, glorieux,
Illustrent la Suisse et la France !

24 septembre 1908.

AUX POÈTES BRETONS

(A. M. Louis TIERCELIN, auteur du *Parnasse breton*).

J'admire les beaux vers des chantres de l'Armor,
Ces glorieux enfants de la terre celtique,
Je comprends leur amour pour ce sol granitique,
Berceau du chêne altier, du genêt aux fleurs d'or.

Poètes, vous chantez les marins au cœur fort
Qui bravent les fureurs de l'Océan tragique,
Puis, rentrés au foyer, sur le biniou rustique,
Bercent leur âme en deuil de maint compagnon mort.

Votre recueil breton, c'est la Bretagne entière
Avec ses chants, ses pleurs, sa fervente prière,
Ses croyances d'antan, ses fidèles amours.

Ce culte du passé, cet orgueil de la race,
Près de vos vieux dolmens s'ils renaissent toujours,
Illuminent les vers de votre beau *Parnasse* !

27 septembre 1908.

MES SOIXANTE ANS

Ma muse, comme une marmotte,
Dort maintenant tous les hivers ;
J'hésite à composer des vers ;
Dans le brouillard mon esprit flotte.
Où sont mes rêves de printemps ?
Mes beaux espoirs aux ailes roses ?...
— Chassés par les soucis moroses :
Hélas ! j'arrive à soixante ans.

Sans être riche je m'apprête
A renoncer à mes travaux ;
Je voudrais goûter le repos
Dans une paisible retraite.
En profiterai-je longtemps ?
C'est le point noir qui me chagrine :
Promptement, sans doute, on décline
Lorsqu'on arrive à soixante ans.

C'est pourtant d'hier, il me semble,
L'époque où nous allions par deux,
Main dans la main, gais amoureux,
Tout émus de marcher ensemble.
Près de nos belles palpitants,
Notre plaisir était extrême ..
Qu'il fut court ce divin poème !
Hélas ! j'arrive à soixante ans.

Plus tard, quand dans le mariage
J'ai fixé mon cœur vagabond,
Je connus le bonheur profond
De l'époux et du père sage.
Aujourd'hui, celui que j'attends
C'est d'être enfin nommé *grand'père* :
Ce doux titre-là, je l'espère,
Couronnera mes soixante ans !

J'ai beau vieillir, je me rappelle
Que mon luth a souvent chanté
Pour la France et la liberté :
A leur culte je suis fidèle ;
Il était *sacré* de mon temps...
Hélas ! une engeance funeste
Veut l'abolir... mais je proteste,
Bien que j'arrive à soixante ans !

C'est vrai, ma muse encor frissonne
Aux noms de Patrie et d'Amour :
Il n'est pas mort le troubadour
Qui chez moi s'éveille et claironne !
Mes vers peuvent être hésitants :
S'ils n'ont plus l'éclat des fanfares
Ni la tendresse des guitares,
Pardon !... j'arrive à soixante ans !...

23 décembre 1908.

PRIÈRE A WILBUR WRIGHT

L'aviateur nous a quittés
Emmenant sa blanche nacelle...
Que ferons-nous de nos étés ?
Qu'un tel vide est chose cruelle !

— O grand Wilbur, homme-hirondelle,
Dont les exploits furent fêtés
Par tous les manœuvres transportés,
Reviens-nous vite à tire-d'aile !

Lorsque renaîtront les beaux jours,
Viens planer sur le camp d'Auvours !
En bourdonnant comme une abeille.

Et nous battons encor des mains,
En criant tous : Bravo ! merveille !

Gloire au vainqueur des airs, nouveau dieu des humains !

8 janvier 1909.

LE GÉNÉRAL
FRANÇOIS-ROCH LEDRU

BARON DES ESSARTS (1766-1844)

Par **M. REBUT**, membre titulaire

(suite)

LETTRES INÉDITES ET DOCUMENTS DIVERS

Observations soumises au général de Division Baraguey d'Hilliers, Inspecteur général d'Infanterie, par le chef de la 55^e demi-Brigade (1)

L'administration d'un corps est sans contredit la partie la plus essentielle et la plus difficile des devoirs d'un officier, et est en même temps l'objet le plus important pour le gouvernement ; c'est donc par elle que doivent commencer ces observations.

Comptabilité.

Le but de toutes les lois sur la comptabilité doit être de la rendre simple, précise et facile à vérifier. La marche suivie jusqu'à ce jour porte l'empreinte de l'irrésolution dans les opérations, dont le mode varie sans cesse.

La base de la comptabilité repose sur la tenue exactement

(1) Vers Brumaire an X. Ces *observations* permettront au lecteur d'apprécier les qualités d'organisateur de notre héros.

suivie des contrôles annuels, et sur les revues de solde qui se passaient tous les trois mois avant l'arrêté des Consuls du 13 brumaire dernier, qui prescrit maintenant de les passer tous les mois. Sans prétendre condamner une mesure que de puissants motifs ont sûrement fait adopter, plusieurs personnes ont cru qu'elle ne pouvait que difficilement atteindre le but que le gouvernement s'est, sans doute, proposé.

1° Quand on passait les revues par trimestre, ce n'était que quelques mois après leur confection qu'on pouvait obtenir des décomptes. Que peut-on espérer quand le travail se trouve triplé ? Il est de fait qu'il faut presque autant d'ouvrage pour le décompte d'un mois que pour celui de trois ; les opérations sont les mêmes.

2° Du côté de la vérification, il est difficile de croire qu'en multipliant les papiers dans les Bureaux du Comité vérificateur, et triplant également son ouvrage, on parvienne à en obtenir un résultat plus satisfaisant. Un Corps qui a à cœur de se bien administrer, désire la prompte vérification de ses décomptes ; elle est, envers le gouvernement, le garant de sa conduite et de ses opérations.

3° Ce dernier mode offre encore l'inconvénient de contrarier la netteté et la précision des comptes des corps, telle qu'elle est prescrite par la loi du 8 floréal an 8, en ce que les revues commençant du 15 au 30 de chaque mois, pour un Corps qui a des détachements, il est indubitable que pendant cet espace de temps, il arrivera des mutations, et qu'il en peut même survenir de très conséquentes soit en plus soit en moins. Le montant de la solde ne cadrera donc pas avec la revue. On en tient compte, il est vrai, en rapport ou en déduction, sur la suivante ; mais cette mesure est indéfinie, et l'apurement des comptes n'a plus cette précision qu'il est pourtant aussi intéressant que satisfaisant de maintenir.

On paraît craindre que les Corps n'abusent du laps de trois mois pour confondre, supprimer ou tronquer des mutations. Ne

pourrait-on pas exiger la reprise des mouvements comme le prescrit l'arrêté du 13 brumaire, et ne passer les revues que tous les deux mois échus ? Ce terme moyen éviterait aussi l'inconvénient de confondre les exercices, une revue passée ne renfermant que les mouvements des 15 aux 20 premiers jours de celui pour lequel elle est passée, et ceux des 15 derniers jours du précédent.

Quant à la rédaction des feuilles d'appel, suivant l'arrêté précité, il est certain que le grand nombre des capitaines, excellents militaires d'ailleurs, n'est pas capable de les remplir exactement.

Soldes.

Il peut se trouver quelques garnisons où la modicité des prix des denrées permet au soldat de faire, avec sa paye, un ordinaire sain et nourrissant. Mais Rouen, Le Havre, et généralement toutes les villes de la XV^e Division militaire, ne sont pas de ce nombre. Le prix exorbitant du pain qu'on emploie pour la soupe, et surtout celui de la viande, surpassent les moyens du soldat qui n'a pas la ressource des légumes. Ils sont peu communs, de médiocre qualité, et une nombreuse population, obligée d'en faire sa principale subsistance, en augmente considérablement la valeur. Il n'est peut-être pas inutile de dire qu'à Rouen une tête de bœuf coûte 45 à 50 sols, et qu'au Havre on la paye 3 francs. Le soldat est donc obligé de laisser tout son prêt à l'ordinaire, et il est rare qu'en prélevant les frais de blanchissage, il lui revienne quelques centimes au bout de ses cinq jours.

Linge et chaussures.

Les 0,05 par jour, destinés à former la masse de linge et chaussures de chaque homme, ne suffisent point à son entretien, en y apportant même la plus grande économie. Personne n'ignore que toutes les marchandises sont à un prix beaucoup plus élevé qu'avant la guerre. Le soldat n'a cependant que la même

somme pour s'entretenir ; il est d'ailleurs presque entièrement privé du service des travailleurs qui jadis était un objet très conséquent.

Les gardes et les postes s'étant multipliés outre mesure, même dans les villes de l'intérieur, les militaires n'ont pas plus de quatre nuits de repos. Celui qui fait le service d'un de ses camarades, n'en a donc que deux ; il ruine sa santé, détériore son habillement, et n'a plus le temps de s'instruire. D'un autre côté, les ouvriers sont en très petit nombre dans les corps ; les jeunes gens des villes ayant trouvé moyen de se soustraire aux loix sur le recrutement actuel, il n'est presque resté sous les drapeaux que la classe la plus pauvre des cultivateurs.

Ceux qui sont pénétrés des besoins du soldat et qui connaissent l'impossibilité où il est de s'entretenir, ne peuvent s'empêcher de témoigner le désir de voir le Gouvernement lui fournir, soit en nature, soit en argent, une partie des effets du petit équipement. Ce serait un acte de justice autant que de bienfaisance, et qui pourrait être modifié par la suite, en raison de la baisse des marchandises.

Chauffage.

En payant aux Corps les chauffages en argent, le Gouvernement a apporté une grande économie dans cette partie de l'administration, et il serait de son intérêt de l'étendre à d'autres objets qui sont encore entre les mains des fournisseurs. La somme allouée pour le chauffage pendant l'hiver pourrait être suffisante, si le nombre des corps de garde était moindre. Les petits postes, les plantons, qui coûtent presque autant qu'une grande garde, ruineront toujours cette masse, tant qu'un règlement ne mettra pas un terme à l'arbitraire des commandants d'armes, qui augmentent ou diminuent le service à leur gré.

50 cent. par homme et par mois pour le chauffage d'été ne pourront jamais fournir à la dépense des combustibles nécessaires à la cuisson des vivres, et de la lumière des Corps de

garde dans la XV^e Division. A Rouen, le bois de la plus mauvaise qualité vaut 36 fr. la corde, le bois de hêtre en vaut 70, et la chandelle coûte 0,80 c. la livre.

Masse d'entretien.

L'insuffisance de cette masse est assez prouvée. Comment croire en effet qu'avec la modique somme de 8 fr. par homme et par an, et la très faible ressource des hommes morts, désertés, etc., un Corps puisse suffire aux dépenses de confection d'habillement et achats des objets nécessaires, réparations d'ornement et d'équipement, frais de Bureau et d'Administration, et à l'équipement des hommes et des recrues ?

Ce dernier objet absorberait, et au-delà, la masse d'un Corps à 2 bataillons, qui recevrait dans l'année 300 à 400 recrues, ce qui devient très possible dans ce moment, par l'incomplet des cadres et le licenciement du 8^e de l'effectif. Si le Gouvernement refuse d'augmenter cette masse, il ne ferait rien de trop en faveur des Corps en leur accordant le prix des effets de petit équipement de chaque homme de recrue. Le mode de paiement le plus sûr à cet égard serait de l'allouer aux recrues arrivées d'une revue de solde à l'autre et *présentes*. Les Inspecteurs aux revues règleraient cet article avec une parfaite connaissance.

Recrutement.

Cet article, très délicat à traiter (*sic*), serait susceptible d'un grand développement, mais qui ne pourrait se faire sans choquer bien des opinions.

Beaucoup de personnes en place et à la tête des affaires regardent la conscription comme le moyen le plus juste et le plus certain de recruter l'armée. Il peut, il doit même paraître tel à ceux qui ne vivent que dans leurs cabinets, parce que les contraventions à la Loi, les injustices, les abus étant commis dans les communes par des parents et amis en faveur d'autres parents et amis, ne sont jamais dénoncés au Gouvernement. Pour bien

juger, il faut voir arriver au Corps des jeunes gens conduits par la gendarmerie; il faut surtout entendre leurs plaintes amères. « On nous arrache, disent-ils, du sein de nos familles, on nous force de servir, parce que notre pauvreté nous ôte les moyens de nous soustraire à la Loi, tandis que nos voisins qui sont riches et qui, comme nous, sont sujets à la conscription, insultent à notre misère en restant tranquillement dans leurs foyers ».

Il résulte de ce mécontentement que ces jeunes gens, dégoûtés du service, ne tardent pas à désertir et achèvent ainsi de ruiner la masse d'entretien d'un corps, en emportant les effets qu'ils ont reçus. Dira-t-on que les Loix y ont pourvu en condamnant le déserteur à l'amende et au remboursement des effets emportés? Mais personne n'ignore que cette mesure n'a encore réparé les pertes d'aucun corps, et que les jugements rendus contre les déserteurs sont tellement multipliés que dans la plupart des départements on n'en fait malheureusement aucun cas. Il y a plus : c'est que les condamnés vivent librement sous la protection des autorités civiles de leur commune, et disent hautement qu'à la paix générale une amnistie les libèrera entièrement d'inquiétude. On ne saurait nier que les conscrits ne se croient point liés par la loi qui les appelle au service, et que cette opinion est celle de toutes les autorités civiles. Le soldat qui abandonne ses drapeaux est donc certain de trouver chez lui la protection la plus condamnable. Ces vérités sont de fait et ne peuvent être contestées que par des personnes mal instruites.

La conscription est cependant très bonne en elle-même; mais, sans parler des nombreuses modifications qu'elle exige, on se contentera de dire un mot sur les enrôlements volontaires.

Cette mesure offre l'avantage de lier plus intimement le jeune homme qui s'engage, et de l'attacher à un état qu'il s'est librement choisi; elle le prive encore de l'appui des autorités de sa commune qui se croient intéressées à le maintenir à son poste dans la crainte d'être obligé de l'y remplacer.

Pourquoi ces enrôlements sont-ils devenus si rares ? C'est que deux choses sont absolument nécessaires pour les multiplier : 1° fixer la durée du service ; 2° provoquer cet enrôlement par l'appât d'une solde quelconque. — Un jeune citoyen, que la loi n'atteint pas encore, désire contracter un engagement, mais il est effrayé par l'incertitude de sa durée ; il est retenu par la crainte de se lier pendant un temps trop considérable. Serait-il injuste d'assurer à ce jeune homme qu'il ne restera que quatre ou six ans sous les drapeaux ?

Personne ne peut nier que l'appât d'une somme d'argent ne soit capable de déterminer beaucoup de jeunes gens, sans parler de nos principes que cette mesure ne saurait blesser. Examinons la sous le point de vue économique. Si le gouvernement voulait se faire rendre compte de ce que lui ont coûté les frais de conduite, de geôle, d'habillement et d'équipement d'une grande partie des conscrits, dont beaucoup avaient été habillés, équipés, arrêtés et conduits plusieurs fois et qui, en dernier résultat, sont désertés, il reconnaîtrait aisément que le trésor public eût moins souffert en enrôlant volontairement un pareil nombre d'hommes. Ce moyen, une fois adopté, on pourrait, comme jadis, ne laisser à la disposition de l'homme de recrue qu'une faible portion du prix de son enrôlement ; le reste serait consacré à ses besoins. Ce mode aurait encore l'avantage de retenir sous les drapeaux bon nombre d'anciens soldats qui profitent de leurs congés absolus.

Avant de finir cet article, il reste encore à faire une légère observation. Les lois sur l'enrôlement et la conscription n'exigent point, comme jadis, qu'un homme ait au moins 5 pieds 1 pouce pour entrer dans un corps militaire, de manière que, lorsque les autres armes ont prélevé leurs recrues, il reste à l'Infanterie un grand nombre de soldats mal tournés, trop faibles et trop petits pour pouvoir manœuvrer dans le rang. Qu'il soit permis de hasarder une idée à cet égard. La grande taille est non seulement inutile, mais encore nuisible pour le service des vaisseaux.

Ne pourrait-on pas destiner les petits hommes à la marine, et en former des corps particuliers pour la garde des colonies ? Ne les dispensons pas de servir, puisqu'ils sont aussi courageux que les autres, mais laissons sur le sol natal les hommes de belle taille, dont l'espèce diminue sensiblement.

Habillement.

Le gouvernement a le plus grand intérêt à changer l'uniforme actuel de l'Infanterie de ligne : des motifs d'économie, de discipline et de propreté réclament impérieusement cette mesure.

Le drap bleu est fort cher, à raison de sa couleur. Celle qui convient aux officiers est hors de prix ; celui qu'on emploie pour le soldat est presque toujours d'un mauvais teint. Qu'on jette un coup d'œil sur un bataillon habillé seulement depuis un mois, on sera surpris de ne pas voir deux habits qui aient conservé la même nuance : l'un sera devenu gris ou violet, l'autre tirera sur le verd (*sic*) ou le rouge. Sous les armes, le bleu est désavantageux ; le fantassin déjà trop petit est écrasé par cette couleur.

Du côté de la propreté, le drap bleu offre aussi de graves inconvénients : une fois malpropre, il ne peut être lavé ni détaché sans perdre son teint.

Considérons maintenant cet uniforme sous les divers rapports de discipline et d'esprit de corps. Plusieurs demi-brigades sont réunies dans une ville ; une seule est mal disciplinée. Ne sera-t-il pas fort désagréable pour celles qui se conduisent bien, que l'habillement, qui ne peut distinguer les cadres, confonde toute la garnison dans la mauvaise opinion et le mépris que lui inspirent les excès de quelques mauvais sujets ? L'officier pourra-t-il reconnaître, le soir ou à quelque distance, les soldats qui manquent à leur devoir ? Combien de fois n'est-il pas arrivé dans la dernière guerre que des fuyards arrêtés par ordre de généraux ont dit appartenir à tel corps, tandis qu'ils servaient dans un autre ? Ils n'auraient pu faire cette dangereuse réponse si l'habit de l'Infanterie n'eût pas été partout le même. Il y a mieux : la

crainte de déshonorer l'uniforme de son corps eût empêché plus d'un lâche de quitter son rang.

L'uniforme actuel fut créé pour la garde nationale ; rien n'empêche de le lui conserver. Mais il est très vrai de dire que le gouvernement fera plaisir à toute l'Infanterie en changeant le sien, et qu'il n'est pas un corps qui n'attende cette époque avec impatience.

On sait quelle est l'influence des modes et du goût sur l'esprit de la jeunesse française. L'uniforme dont il est question lui déplaît généralement, et c'est peut-être une des causes principales de sa répugnance à servir dans la première et la plus méritante des armes. Pourquoi tous les jeunes gens sont-ils si empressés à entrer parmi les chasseurs ou hussards ? C'est que l'uniforme de ces corps est élégant.

Armement.

Nos armes de jet étant excellentes, on se contentera de dire un mot sur la Bayonnette française.

Il est nécessaire de lui donner une forme plate et tranchante, dont les coups soient plus meurtriers, et de la rendre assez longue pour que le soldat puisse non seulement être à l'abri du coup de sabre du cavalier, mais encore l'attaquer avec avantage. Les Russes ont depuis longtemps senti l'importance de cette mesure et l'ont adoptée; les Autrichiens viennent de les imiter.

Veut-on un exemple récent de la supériorité de la bayonnette longue et tranchante sur celle dont se sert le Français ? A la bataille de la Trebbie, sous Plaisance, le 1^{er} messidor de l'an 7, le 55^e de ligne en vint aux mains avec un régiment russe composé en grande partie de grenadiers. L'acharnement fut tel que de part et d'autre il n'y eut pas un militaire qui n'eût à soutenir un combat corps à corps. La bayonnette russe faisait des blessures terribles, tandis que la française portait des coups plus contondants que meurtriers. Le soldat français sentit si

bien cette différence que, dès qu'un de ses adversaires tombait, il s'emparait de son arme et s'en servait pour continuer le combat. Cette présence d'esprit valut à la 55^e la gloire d'être victorieuse dans ce moment.

Un escadron du 5^e régiment de cavalerie, qui fondit alors sur les Russes pour achever la dispersion, éprouva encore combien cette bayonnette est redoutable. Il y perdit deux officiers et plus de quarante cavaliers, sans qu'il fût tiré un seul coup de fusil.

La manière actuelle de croiser la bayonnette est élégante, mais tellement vicieuse (*sic*) et dangereuse dans une action, que jamais nos soldats ne sont arrivés à s'y soumettre.

Il reste à parler de la coiffure, qui peut être considérée ici sous le rapport de l'armement.

Le chapeau en usage pour l'infanterie doit être supprimé pour plusieurs raisons. Il est ordinairement de très mauvaise qualité; il devient galeux et déformé avant d'avoir atteint la moitié de la durée prescrite; il coiffe irrégulièrement la troupe et lui est inutile dans une action. Le casque n'aurait aucun de ces défauts (*sic*); il produirait en troupe le coup d'œil le plus satisfaisant, et serait pour la tête une arme défensive bien précieuse.

Il est inutile de dire que le casque devrait réunir l'élégance à la solidité, et ne pas ressembler aux casquettes ridicules autant que mal faites de 1793, que tout le despotisme d'alors ne put parvenir à faire adopter pour l'Infanterie.

Grand Equipement.

L'expérience a démontré que la giberne, telle qu'elle est disposée maintenant, devient inutile dans un combat. Dans la chaleur de l'action, le soldat ne s'amuse pas à prendre sa cartouche derrière lui; il dispose toujours ses munitions plus à sa portée, en les enveloppant dans son mouchoir, ou les mettant dans les poches de sa veste, ce qui, faute de précautions, lui

cause souvent des accidents funestes. Il serait donc à propos de fixer la giberne par devant au moyen d'un ceinturon, ainsi que le pratiquent déjà plusieurs régiments étrangers. Pour cela, il ne serait point nécessaire de supprimer le baudrier, qui a si bonne grâce sous les armes ; il servirait à porter la bayonnette devenue plus pesante et plus longue, et qui, tenant lieu de sabre au fantassin, devrait plus rarement être mise au bout du fusil.

Porte-Drapeaux et Sapeurs.

Les porte-drapeaux étaient fort utiles. Cette place était une récompense accordée à d'anciens militaires. On les choisissait parmi les plus instruits parce qu'il est toujours important dans une manœuvre, et surtout dans la marche en bataille, que le pas du porte-drapeau soit aussi précis que régulier. Le drapeau d'un bataillon est maintenant confié à un sous-officier qui, obligé de quitter en ligne le rang que lui prescrit l'ordonnance, fait un vide dans sa compagnie.

Le Premier Consul, étant général en chef d'Italie, ordonna, en l'an V, la création, dans les corps à ses ordres, de quatre sapeurs par bataillon, avec rang et solde de caporaux de grenadiers. Ils sont supprimés par les derniers règlements. Tous les militaires conviennent cependant que les sapeurs, bien costumés, donnent la tournure la plus imposante et la plus martiale à une tête de colonne, et tous les chefs de corps désirent qu'on rétablisse avec une haute paye des hommes qui peuvent rendre les plus grands services, et, en temps de paix, sont utilement employés comme ordonnances.

On ne saurait mieux terminer ces observations qu'en émettant le vœu de voir paraître un code de lois et d'ordonnances militaires, dont on élaguerait celles que d'autres temps, d'autres principes ont rendues inutiles. Ce code bien rédigé faciliterait singulièrement l'instruction des jeunes officiers. Il serait surtout à propos d'y fixer d'une manière précise, mille petits détails de

discipline et de tenue sur lesquels on n'a pas encore prononcé, et de déterminer le rang que les différentes armes doivent occuper entre elles.

Le premier pas sera sans doute rendu à l'Infanterie de ligne. L'ancienneté de sa création, la gloire immortelle dont elle s'est couverte, et les services signalés qu'elle n'a cessé de rendre pendant tout le cours de la plus mémorable des guerres le lui assureront pour jamais.

1^{re} Division
du camp de Saint-Omer.

Au camp, le 4 Messidor, an XII de
la République Française.

*Le Colonel du 55^e régiment d'Infanterie de Ligne
à son oncle Lenoir.*

... Vous n'apprendrez, sans doute, pas sans quelque plaisir, que je viens d'être nommé au grade d'Officier dans la Légion d'Honneur.

Si vous n'étiez éloigné que de trente à quarante lieues, j'exigerais de votre amitié, mon cher oncle, que vous vinssiez me voir. Il n'exista jamais de plus beau camp, ni de plus belles troupes. Il n'est pas possible de jouir d'un spectacle plus noble et plus imposant.

Du même au même.

18 Thermidor, an XII.

Le 25 de ce mois, toute l'armée du camp de St-Omer, des détachements de celle de Montreuil, et des grenadiers des camps d'Arras et d'Amiens, en tout 60.000 hommes, se réuniront dans la plaine près de Boulogne, pour la grande cérémonie de la Légion d'Honneur. Sa Majesté y distribuera les nouvelles décorations. On fait pour cette fête des préparatifs immenses.

Le Mans, 23 Pluviose, an XII.

André Ledru à son frère.

Mon ami,

Nous avons appris, sans en être étonnés, que le gouvernement t'avait décoré d'un titre auquel tes longs services te donnaient, depuis longtemps, des droits. Cette nouvelle nous a été fort agréable, et, quoique la République n'admette plus que des distinctions personnelles, il n'en est pas moins flatteur, pour ta famille, d'appartenir à un brave, membre de la Légion d'Honneur.

Cette promotion a fait sensation dans notre cité, et, s'il faut en croire certains bruits, le préfet de la Sarthe, qui ne jouit pas encore de la qualité que tu viens d'obtenir, n'a pu se défendre (*sic*) d'un léger sentiment de jalousie.....

Au camp de Boulogne-sur-Mer, ce 20 Thermidor, an XIII.

De M. Leprou, beau-frère du colonel Ledru, à sa femme.

..... L'Empereur est arrivé à Boulogne le 15 du courant, au matin ; c'était précisément le jour où nous avions retenu nos places à la diligence. Nous allâmes sur le champ contremander notre départ et le reculer jusqu'au 20.

Le lendemain, 16, Sa Majesté a passé une revue générale des armées d'Ambleteuse, Vimereux et Boulogne. Dès 8 heures du matin, 60 régiments d'Infanterie, composant cent vingt mille hommes, étaient rangés en bataille sur le bord de la mer et occupaient une ligne de plus de trois lieues, depuis Boulogne jusqu'au delà d'Ambleteuse. Nous nous rendîmes de bonne heure en avant du camp, sur les hauteurs qui dominant la Manche. Là, nous jouîmes à l'aise du plus beau spectacle que nous ayons jamais vu. La mer était calme, le temps clair et fort beau ; nous voyons distinctement à l'horizon les côtes d'Angleterre, blanches et sablonneuses, à l'ouest de Douvres, et qui réfléchissaient les

rayons du soleil levant. Douze vaisseaux anglais restaient à l'ancre, à deux lieues de nous, au nord, et hors de la portée des batteries françaises. Leurs équipages ont pu entendre la musique, et voir le spectacle que Bonaparte leur donnait alors.

Du point où nous étions placés, notre vue plongeait sur l'armée rangée en bataille à nos pieds, depuis Boulogne, à gauche, jusqu'à une lieue au delà d'Ambleteuse, à droite. A 10 heures, l'Empereur, suivi d'une escorte nombreuse, a parcouru au galop le front des Bataillons; nous le vîmes passer à nos pieds. Parvenu à l'extrémité de l'aile droite, il ordonna un feu général de bataillon sur toute la ligne de l'armée, ce qui fit (à raison de 60 régiments) 120 décharges successives, chacune de 900 coups de fusil. Ces feux de bataillon furent remplacés par des feux de file, qui parcoururent deux fois le front de la ligne. Nous eûmes alors une image sensible de la guerre; c'était réellement un spectacle sublime. Chacun ne formait qu'un vœu, celui de voir une aussi formidable armée rangée en bataille de l'autre côté de la mer.

A 4 heures, l'Empereur donna l'ordre de retraite, parce que la marée montait alors, et, plus tard, aurait rendu le retour difficile.

Cette revue est une des plus belles qui aient eu lieu depuis longtemps. La plus part (*sic*) des militaires n'en ont point vu d'aussi nombreuse ni d'aussi brillante. En effet, elle se composait de 120 bataillons d'Infanterie, de 900 hommes chaque, de sept Maréchaux d'Empire, douze Généraux de Division, vingt-quatre Généraux de Brigade, soixante colonels et douze adjutants-généraux, sans compter les officiers supérieurs de la Marine et les Ministres. La cavalerie et l'artillerie n'en faisaient point partie.

En revenant au camp vers la baraque de ton frère (François-Roch), ton frère aîné (André-Pierre) s'occupait à *botaniser*, et moi à regarder la grande mer, lorsque nous aperçûmes de loin l'escorte de l'Empereur, qui remontait de la falaise sur les dunes.

Nous courûmes à sa rencontre, et nous arrivâmes assez à temps pour nous trouver sur son passage, à quatre pas de distance. Bonaparte précédait son escorte, tantôt au trop, tantôt au galop. Rien de plus simple que son costume : chapeau tricorne sans bordure, habit, veste et culotte de colonel, bottes à l'écuyère ; il montait un cheval arabe de la plus grande beauté ; il portait l'aigle d'or de Prusse et celui de la Légion d'Honneur.

Le même jour, à 5 heures du soir, nous revîmes encore l'Empereur, lorsqu'il partit du camp en voiture pour se rendre à son quartier-général de Pont-de-Brique, à une lieue de Boulogne.

Hier matin, Bonaparte a visité la flotte de Boulogne ; il est resté dans le port pendant quatre heures et a parcouru en détail toutes les chaloupes (*sic*), canonnières et autres bâtiments de guerre. Une foule immense se portait sur son passage et obstruait les quais. Nous courions, comme les enfants, après lui et nous l'avons vu très à notre aise.....

GRANDE ARMÉE.

Vienne, 19 Frimaire, an 14.

4^e CORPS.

1^{re} Division.

Le colonel du 55^e Régiment d'Infanterie de Ligne, Officier de la Légion d'Honneur, à son frère.

Je t'écris pour t'apprendre que je suis échappé sain et sauf aux dangers de la célèbre bataille d'Austerlitz, et que j'en ai été quitte pour la perte d'un cheval. Il serait trop long de te donner les détails de cette journée ; ils seront consignés dans les rapports du Ministre de la Guerre.

La Division du général Saint-Hilaire, dont je fais partie, formait tête de colonne et a commencé l'attaque. Tout ce qui s'est présenté devant elle a été culbutté (*sic*). J'étais sur la gauche avec mon régiment et le 2^e bataillon du 43^e, pour enlever une batterie de six pièces, défendue (*sic*) par deux régiments Russes. Dans un instant, mon général de brigade et mes trois chefs de bataillon ont été mis hors de combat. Je n'en ai pas moins chas-

sé les Russes et pris leur artillerie. L'ennemi, en fuyant, est allé se rallier à un corps d'armée d'environ 4000 hommes, occupant une hauteur avantageuse, avec huit pièces. J'ai marché sur lui sans hésiter, quoiqu'il fût deux fois plus nombreux que moi, en faisant faire des feux de bataillon. En avançant, j'ai emporté cette position aussi rapidement que la première. La plupart des canonniers ont été tués sur leurs pièces, et cette seconde artillerie est encore tombée au pouvoir de mon régiment ; mais ce deuxième avantage m'a coûté cher, puisqu'en moins de cinq minutes la mitraille et la mousqueterie m'ont fait perdre plus de 300 hommes. C'est là que mon cheval a été frappé. Je croyais qu'en arrivant sur la hauteur, ces Russes si terribles marcheraient sur moi avec la bayonnette ; mais ils gagnaient en désordre le village de Prazen (*sic*). Un feu roulant les abattait par centaines, et la terre était couverte de leurs morts. J'allais entrer dans le village et détruire entièrement cette colonne, lorsque les cuirassiers de la Garde-Impériale de Russie, se sont montrés pour me charger. Je n'ai eu que le temps de me former en colonne ; ils se sont arrêtés, et quoique mes voltigeurs allassent à cinquante pas pour leur tuer du monde, ils n'ont osé m'attaquer. C'est alors que le Maréchal Soult est arrivé avec la division Vandamme. J'ai reçu de lui les compliments les plus flatteurs. J'ai ensuite rejoint le général Saint-Hilaire pour forcer l'ennemi dans Sokolnitz. Vers 4 heures, après avoir obligé les Russes à se rendre ou à se jeter dans le marais de Menitz, l'Empereur est passé près de moi, m'a appelé par mon nom, m'a dit en souriant qu'il savait comment je m'étais comporté, et m'a raconté familièrement les détails de la charge que sa garde Impériale venait d'exécuter contre celle de Russie. Tu juges si je devais être satisfait.

La journée d'Austerlitz met le comble à la gloire de l'armée française. C'est le corps du Maréchal Soult qui a joué le plus beau rôle, et dans ce corps, c'est la Division Saint-Hilaire qui s'est le plus distinguée. Dans cette Division, les généraux Saint-

Hilaire, Thiébault et Varé ont été blessés. Le colonel Majir du 14^e a été tué; les colonels La Motte, Vivien et Poujet, légèrement blessés; deux chefs de bataillon tués, et les huit autres blessés gravement. Le général Morand et moi sommes les seuls qui n'ayons pas été touchés.

Mon régiment a perdu 354 hommes, dont 18 officiers. Le chef de bataillon Robié a eu le bras droit cassé près de l'épaule; le chef de bataillon Robillard a reçu un coup de feu à l'épaule et un autre au bras gauche.

Je viens d'arriver à Vienne, garnison de faveur, où j'espère goûter quelque repos. Je loge dans une belle auberge où la ville me paye une table de six couverts, deux domestiques, un carrosse et une entrée aux théâtres. Tu vois que je ne suis pas trop malheureux. Je t'écris à la hâte, je suis rendu de fatigue

GRANDE ARMÉE.

4^e CORPS.

Division Saint-Hilaire.

A Ips, en Autriche,

24 janvier 1806.

Le Colonel du 55^e régiment d'Infanterie de ligne, officier de la Légion d'honneur, à M. Lenoir, son oncle.

. . . Vous avez sans doute appris que mon régiment s'était distingué d'une manière particulière à la célèbre bataille d'Austerlitz, que partout il avait culbuté les Russes, pris 14 pièces de canon, plusieurs drapeaux, et qu'il avait mérité d'être glorieusement cité dans les rapports de l'armée.

J'ai eu, sur le champ de bataille, l'honneur de recevoir des compliments flatteurs de la part du Maréchal Soult et de l'Empereur lui-même. Sa Majesté, voulant récompenser ma conduite, vient de me nommer général de brigade, et, pour témoigner son estime au Régiment, elle a bien voulu lui accorder 23 croix de la Légion d'honneur et beaucoup d'avancements. Mon premier chef de bataillon est nommé colonel, deux capitaines sont promus au grade de chef de bataillon, etc.

Je suis persuadé, mon cher oncle, que ces détails vous feront

plaisir ; on aime à voir le bien-être et l'avancement de ses parents. Je compte être en France au mois d'avril. Ma santé a résisté jusqu'ici aux fatigues et aux privations de toute espèce, et je continue à me bien porter.

Du même à M^{me} Leproux, sa sœur.

A l'abbaye de Kremsmunster, 1^{er} février 1806.

... Leprou ne t'a point trompée en t'annonçant que j'étais général de Brigade. L'Empereur a bien voulu me conférer ce grade par décret du 3 Nivôse. C'est le troisième avancement que j'obtiens sur le champ de bataille. Mon successeur n'est point encore arrivé. Je reste provisoirement dans le corps d'armée du Maréchal Soult, et j'ignore absolument quelle sera la destination que me donnera Sa Majesté. Je désire aller à Paris au mois de mai, parce que, de là, je m'échapperai pour visiter les bords de la Sarthe et du Loir.

Il y a environ quinze jours que j'ai quitté Vienne. Je loge avec les généraux Saint-Hilaire et Morand, dans une riche abbaye de Bénédictins, où nous menons assez joyeuse vie.

Mon grade de général ne me donne point celui de commandant dans la Légion : l'Empereur n'accorde qu'une faveur à la fois ; à la première affaire sérieuse, j'espère obtenir cet honneur.

3^e DIVISION
1^{re} Brigade.

Au quartier général, à Tarerau (?)
Le 12 juillet 1806.

Ordre du jour.

Messieurs les officiers et sous-officiers de la 1^{re} Brigade doivent surveiller leurs cantonnements avec la plus scrupuleuse attention, pour maintenir la bonne harmonie entre les habitants et les militaires ; cette surveillance doit être d'autant plus active qu'il y a lieu de présumer que des malveillans (*sic*) cherchent à indisposer les habitants contre les Français et à les porter à l'insurrection. Si les militaires ont des sujets réels de mécontente-

ment contre des paysans, ils doivent porter leurs plaintes aux commandants des cantonnements, mais ne jamais, sous aucun prétexte, entamer de querelles avec les habitants, afin de déjouer les complots des agitateurs.

Les militaires doivent surtout s'abstenir avec le plus grand soin de passer au travers des champs cultivés et de cueillir aucune espèce de fruits, pour éviter tout murmure de la part des propriétaires.

Les appels doivent être faits bien exactement en présence des officiers.

Dans chaque chef-lieu de cantonnement, la retraite sera battue au coucher du soleil ; un quart d'heure après, la garde de police fera une patrouille et arrêtera tout sous-officier ou soldat qui se trouverait hors de son logement.

Messieurs les chefs de corps et de bataillon visiteront journellement les cantonnements, afin de s'assurer par eux-mêmes si le bon ordre y est maintenu ; ils ordonneront à Messieurs les capitaines de voir souvent les logements des militaires de leurs compagnies, et prendront toutes les mesures qu'ils croiront convenables pour que la tranquillité ne soit aucunement troublée.

Le présent ordre sera lu pendant deux jours de suite aux Compagnies assemblées.

Le général de Brigade.

LEDRU.

GRANDE ARMÉE.

4^e CORPS.

3^e Division.

Au quartier général à Wismar.

10 nov. 1806.

Le général Ledru à son frère.

Depuis notre entrée en campagne, nous avons marché si rapidement que je n'ai pas eu le temps de t'écrire. Maintenant qu'il n'existe plus d'armée Prussienne, et que l'Empereur nous accorde quelques jours de repos, j'en profite pour te donner de mes nouvelles.

La Brigade que je commande a eu quatre engagements avec l'ennemi : à Greussen, à Nordhaussen, à Magdebourg et Lubek. J'ai peu combattu à Iéna, quoique la Division ait marché vingt-six heures sans s'arrêter ; mais elle est encore arrivée assez à temps pour faire faire une manière de retraite aux Prussiens et leur prendre beaucoup de monde et contribuer au succès de cette journée célèbre.

La prise de vive force de la ville de Lubek, le 7 de ce mois, a été chaude et meurtrière, et le résultat en est très important. C'est un des plus beaux faits d'armes de la guerre actuelle.

Le général prussien de Blucher, commandant un Corps d'environ 30.000 hommes, dont huit à neuf mille de cavalerie, voulait gagner Stralsund, ou repasser l'Elbe et rentrer dans le Hanovre ; mais trop pressé par notre marche et perdant chaque jour cinq à six cents hommes de son arrière-garde, il s'est jeté dans Lubek et y a laissé 7.000 hommes de bonne infanterie, 40 pièces de canon, et un régiment de cavalerie, espérant nous retarder de quelques jours. La ville est entourée d'un rempart et d'un canal profond rempli d'eau. Pour y entrer, il fallait nécessairement rompre les portes sous une grêle de mitraille et de balles.

Le Maréchal Soult ayant décidé de rompre la porte qui conduit à Ratzebourg, son avant-garde, que je commande, a commencé l'attaque à 11 heures du matin. J'ai d'abord engagé une vive fusillade avec l'ennemi, dont on ne découvrait que la tête derrière les remparts, et que le canal mettait à l'abri de nos bayonnettes. Mais l'artillerie légère de ma Brigade ayant rompu une barrière qui défend le pont aboutissant à la porte, les chasseurs corses, du 1^{er} et du 26^e régiment s'y sont précipités, et, se glissant à droite et à gauche, entre le canal et les fortifications, ont grimpé sur le rempart en poussant de grands cris, sont tombés sur la ligne prussienne qui s'est déconcertée, ont tué beaucoup de monde, pris deux généraux, une centaine d'officiers, 1.500 soldats, 7 drapeaux, 12 pièces de canon, sont entrés dans la ville, ont fusillé tout ce qui a voulu résister et ont ouvert les

portes au Corps d'armée. Dans le même temps, l'avant-garde du Maréchal Bernadotte a forcé la porte du côté de Wismar, a tué ou pris tout ce qui la défendait, et en moins d'une heure, Lubek et les 7.000 Prussiens sont tombés en notre pouvoir.

La ville a souffert. Quel dommage que M. de Blucher, par une manœuvre mal entendue, ait sacrifié une cité si belle, si intéressante, et totalement étrangère à nos querelles !

Après un échec aussi considérable, M. de Blucher a perdu la tête et n'a plus songé qu'à se rendre. Le 8, à 9 heures du matin, il a capitulé, et dans l'après-midi, il a défilé devant l'armée française, avec 27 bataillons, 53 escadrons et 60 pièces de canon attelées, avec tout son parc d'artillerie. Les Prussiens ont ensuite déposé les armes, remis leurs drapeaux et étendards, et sont partis, sous escorte, pour Mayence, comme prisonniers de guerre.

Ce combat a fait beaucoup d'honneur à ma Brigade, et j'en ai reçu des félicitations. Je n'ai pas perdu beaucoup de monde, parce que l'attaque a été poussée si brusquement qu'après quelques volées de mitraille, j'étais trop près pour craindre le canon. Mais le colonel d'artillerie *Montcalvier*, officier de la plus grande distinction, a été tué près de moi, en disposant le canon qui a brisé la barrière ; il était mon ami, et sa mort m'a affligé.

Il ne reste plus aux Prussiens qu'un corps d'environ 15,000 hommes, en Silésie ; il ne tardera pas à être pris ou détruit. Ainsi s'est anéantie, dans une campagne de vingt-six jours, une puissance naguère si formidable, et qui faisait trembler toute l'Europe. Que n'existez-vous encore, Français qui fûtes battus à Rosbach, à Minden ! Vous goûteriez le plaisir d'une vengeance bien légitime, vous applaudiriez à nos triomphes !

Les officiers Prussiens paraissent humiliés et confondus ; ils sont naturellement fanfarons, ce qui leur avait valu, de la part des Autrichiens, le sobriquet de gascons du Nord. Mais ils ne font plus de rodomontades ; plusieurs des plus qualifiés m'ont abordé, la larme à l'œil, en déplorant leurs désastres.

Je ne te parle point des autres opérations de la Grande-Armée ; elles sont mieux connues en France qu'ici ; car nous ne recevons pas nos journaux, les courriers ne sachant où nous trouver. Je pense qu'après quelques jours de repos sur la Baltique, notre corps d'armée va se porter sur l'Oder, sur la ligne d'opération, et de là, vraisemblablement, en Pologne, où déjà nous avons 30,000 hommes. Il est digne de notre Empereur de relever une nation brave et généreuse, de lui donner un chef, et d'opposer, par là, une barrière aux incursions des Russes et des Cosaques.

Je désire voir Berlin, Postdam, et tous les lieux célèbres par le séjour du grand Frédéric. Combien sa cendre doit être irritée !

Je dois te dire, mon cher ami, que je me porte bien, et que, malgré toutes espèces de fatigues et de privations, ma santé n'a point été altérée. Pendant 20 jours, nous avons marché, depuis 4 et 5 heures du matin jusqu'à 10 et 11 heures du soir, sans autre nourriture que du pain bien noir, des pommes de terre et quelques morceaux de porc cuits à la hâte. Pendant tout ce temps nous n'avons pas quitté nos bottes, ni changé de linge, et notre barbe était longue d'un pouce et demi. Nos équipages ne pouvaient nous suivre. Messieurs les Prussiens n'étaient pas plus beaux que nous.

J'en ai été quitte pour une balle qui a percé mon habit, lorsque à 9 heures du soir, le 16 octobre, j'ai délogé de Greassen, avec mes chasseurs, M. de Kalkreutz qui voulait y coucher après avoir cherché inutilement à tromper le Maréchal Soult.

Ma brigade est composée de 4 bataillons d'Infanterie légère, d'une compagnie d'artillerie à cheval et d'une compagnie de sapeurs, en tout, 4,069 hommes. C'est la plus belle avant-garde de l'armée.

GRANDE ARMÉE.
4^e CORPS. — 3^e Division.

Au quartier général, à Eylau.
Le 10 février 1807.

Le général Ledru à son frère.

... Les cantonnements de la Grande-Armée sont levés depuis

quinze jours, les Russes ayant fait un grand mouvement offensif sur notre gauche. Pendant six jours de suite, le Corps du Maréchal Soult a eu de sérieux engagements, qu'il serait trop long de te faire connaître et dont tu verras les résultats dans le Moniteur. Je me contenterai de t'indiquer rapidement ceux où ma Brigade a joué un rôle important.

Le 6 de ce mois, l'arrière-garde russe fut jointe, à 3 heures après-midi, près de *Landsberg*, par le 4^e Corps, une partie de la cavalerie du grand-duc de Berg et quelques escadrons de la Garde-Impériale. Je fus aussitôt chargé par le Maréchal et par Sa Majesté elle-même, qui vint me parler, d'emporter un plateau deffendu par une longue ligne d'infanterie et 4 pièces de canon. Avant d'arriver à ce plateau, je devais déposter (*sic*) les tirailleurs russes de plusieurs bouquets de bois d'où ils incommodaient beaucoup notre cavalerie. Je fis mes dispositions et j'eus le bonheur de réussir; mais ce ne fut pas sans perdre beaucoup de monde, ayant affaire à un ennemi bien supérieur en forces. Deux fois, je dus céder le plateau; mais à la troisième attaque, j'en demeurai définitivement le maître, ainsi que des 4 pièces de canon et de 6 caissons, dont tous les canoniers et les chevaux furent tués. Je reçus et repoussai sept à huit charges de cavalerie. Les dragons russes s'abandonnèrent, une fois, avec tant de fureur, sur le 26^e régiment formé alors en colonne, que je me vis contraint de parer plusieurs coups de sabre, entre les deux bataillons où j'étais placé. Ceux qui me suivaient de si près furent tués à bout portant par la seconde compagnie de carabiniers. L'ennemi a laissé plus de 300 cavaliers et autant de fantassins sur mon petit champ de bataille. Mon infanterie fut la seule qui combattit ce jour-là, et eut de plus l'avantage de maltraiter par son feu, un très gros corps de cavalerie qui s'ébranlait pour charger nos cuirassiers. Mes deux aides de camp ont été blessés; M. Pindray (?) l'est dangereusement, M. *Bascar*, légèrement. Un cheval a été tué sous moi; cinq balles ont percé mon habit sans me toucher; mais deux coups de feu m'ont for-

tement contusionné la hanche et la cuisse. J'ai combattu sous les yeux de l'Empereur. Le grand duc de Berg et le Maréchal Soult m'ont témoigné leur satisfaction.

Le 7, au soir, ma Brigade, après avoir harcelé pendant tout le jour l'ennemi dans sa retraite, eut ordre de s'emparer de la ville d'*Eylau*. Un tiraillement assez meurtrier et une charge faite à propos me rendirent maître de cette place à 8 heures, et les Russes m'abandonnèrent deux pièces de canon. A peine l'ennemi était-il chassé, que l'Empereur y entra et fit préparer son logement. Pendant la nuit, la ligne russe avait ses feux à 300 pas des nôtres.

Le 8, à la pointe du jour, l'ennemi prit l'offensive et nous attaqua vigoureusement, mais ne put jamais pénétrer en ville, quoiqu'elle ne fût, dans ce moment, gardée que par la Division du général Legrand. Ma Brigade, embusquée dans un petit faubourg sur la droite, eut à soutenir toute la journée des feux de mousqueterie et de canon les plus violents que j'aie entendus de ma vie. Jamais, malgré tous leurs efforts, les colonnes russes ne purent déposter la Division Legrand.

L'Empereur vint deux fois au milieu de mestirailleurs. J'avais à ma droite la Division Saint-Hilaire, la cavalerie et le corps d'Augereau, à ma gauche quelques régiments d'infanterie et de cavalerie légère. L'ennemi déployait devant nous 70.000 à 80.000 hommes. Sur la fin de cette sanglante journée, l'armée russe a dû se retirer en désordre, laissant un immense champ de bataille jonché de ses cadavres, abandonnant 25 à 30 pièces de canon et 7.000 à 8.000 blessés. Vers les 3 heures, un boulet me rasa la poitrine et sa commotion me renversa sans connaissance; on me crut mort et on m'emporta à quelque distance. Je revins bientôt à moi, mais pendant sept à huit heures je demurai tout étourdi. Le devant de ma capote est brûlé comme si on y avait appliqué un fer chaud; ma poitrine et mon bras droit sont totalement équimosés (*sic*), mais sans aucun danger, et je me porte bien.

L'armée se concentre, et je crois qu'une grande bataille ne tardera pas à avoir lieu du côté de Königsberg.....

GRANDE ARMÉE.

4^e CORPS.

3^e Division.

Au quartier général à Königsberg.

Le 20 juin 1807.

Le général Ledru à son frère,

Je te marquais, dans ma dernière lettre (1), que l'armée russe nous avait laissés tranquillement faire le siège de Dantzig. A peine cette place importante était-elle en notre pouvoir, que l'ennemi s'est mis en mouvement et a attaqué la grande armée sur toute la ligne ; partout il a été reçu avec vigueur et n'a pu franchir le *passage*, quoique faible et souvent guéable. Le Maréchal Ney, qui faisait pointe à *Gutslad*, poussé par des forces triples, a été obligé de céder le terrain, mais sans éprouver d'échec. Dès le 6 juin, toute l'armée française était réunie et a pris l'offensive, le 7, au matin. Les Russes, poussés à leur tour, ont abandonné leurs camps, et toutes leurs forces se sont concentrées dans les fortes positions retranchées de *Heilsberg* (2). Le 10, au matin, le grand duc de Berg, avec un corps de 10.000 hommes de cavalerie soutenu par la Division du général Legrand, dont je fais partie, a fait une reconnaissance sur cette ville ; au bout de quelques heures, les escarmouches sont devenues un combat sérieux. L'ennemi a jeté beaucoup d'infanterie dans les ravins et sur la lisière des bois ; je l'en ai délogé avec mes chasseurs et mon artillerie légère. Le Maréchal Soult arrivant avec tout son corps d'armée, suivi par la garde et l'Empereur en personne, et Benningen renforçant considérablement sa ligne, le combat s'est changé en une bataille opiniâtre et meurtrière. Je ne t'en donnerai pas les détails, la fumée, la poussière et les accidents de terrain m'ayant empêché d'en voir l'ensemble. Obligé plusieurs fois de former le carré contre la cavalerie, j'ai

(1) Je n'ai pas trouvé cette lettre.

(2) Ou Heilsberg. Voy. p. 27.

eu le bonheur de n'être jamais entamé, et j'ai eu celui de recevoir au milieu de ma troupe le grand duc de Berg, le Maréchal Soult et leurs Etats-Majors dans un moment où notre cavalerie pliait devant un nombre trop supérieur ; ces généraux couraient le risque d'être pris. C'est dans cet instant que mon 26^e léger s'est particulièrement distingué, ne tirant qu'à propos et laissant approcher les hulans et cuirassiers russes jusqu'à dix pas de ses rangs, et cessant le feu, comme à l'exercice, aussitôt que je l'ordonnais. J'ai reçu, à ce sujet, de grands compliments. On se battait avec tant d'acharnement qu'à minuit le feu était encore très violent : il est bon de l'observer qu'ici nous n'avons presque pas de nuit ; à 11 heures on peut lire, et à 1 heure il fait jour. Le résultat de cette bataille a été de chasser l'ennemi d'une partie de ses positions sur la rive gauche de la *Alle* et de le rejeter sur la rive droite, en lui tuant une quantité énorme de monde et surtout d'officiers généraux et supérieurs, qui, pour rallier leur troupe, se sont exposés aux premiers coups. Ma Brigade seule a dans cette journée perdu près de 600 hommes. Le colonel du 26^e régiment et trois chefs de bataillon ont été blessés. J'en suis sorti sain et sauf ; mon cheval et mes habits n'ont pas même été touchés. Le colonel de mon ancien régiment (le 55^e) a été tué ; c'est le deuxième colonel que le corps perd depuis que je l'ai quitté, le premier ayant été frappé à Eylau. Le 11, nous avons séjourné sur le champ de bataille au milieu des cadavres. Tous les Corps d'armée se sont concentrés, et du point élevé où je me trouvais, on pouvait voir près de 200.000 hommes, en comptant les cavaliers russes qui n'étaient séparés de nous que par la rivière. Sur le soir, les Maréchaux Davoust et Mortier ont descendu la *Alle* pour menacer le flanc droit de l'ennemi, et dans la nuit, l'Empereur Alexandre a évacué ses formidables positions et ses camps retranchés de Heilsperg, en incendiant ses baraques.

Le 12, toute la grande Armée a suivi l'ennemi. Le Maréchal Soult s'est dirigé sur Eylau, et ce n'est pas sans émotion que

j'ai revu ce champ célèbre où reposent tant de braves. Chargés de côtoyer la Baltique et de combattre le corps prussien du Maréchal de Lestacq, nous avons appuyé à gauche et sommes venus, le 13, bivaquer en avant de *Kremsbourg*. Le 14, avant le jour, le 4^e Corps était en marche, et nous n'avons pas tardé à rencontrer les postes ennemis, qui se sont repliés devant ma Brigade d'avant-garde jusqu'à la vue de Koenigsberg, où le Maréchal Lestacq a voulu tenir ; mais sa ligne ayant été enfoncée dans un instant, il est rentré précipitamment dans la place, laissant 4 pièces de canon et environ trois bataillons en notre pouvoir.

La marche du Maréchal Soult avait été si rapide qu'un corps prussien de mille chevaux, six bataillons et huit pièces de canon, qui, la veille, s'était porté à sa rencontre, s'est trouvé coupé et est venu déboucher sur notre gauche, pour rentrer dans Koenigsberg au moment où la division Legrand en occupait les issues. La division Saint-Hilaire, renforcée de quelques bataillons et de ma compagnie d'artillerie légère, a marché sur ces Messieurs, et après une canonnade d'un demi quart d'heure, leur a prouvé qu'ils s'étaient levés trop tard en leur faisant mettre bas les armes. Ce spectacle m'a beaucoup réjoui et a fait rire le soldat.

La ville a été sommée de se rendre ; mais, étant à l'abri d'un coup de main, elle a refusé. J'ai alors reçu l'ordre d'emporter le faubourg de *Kremsbourg* et de tâter les fortifications avec mes chasseurs, ce que j'ai exécuté sans éprouver beaucoup de perte. Mes chasseurs corses, s'étant glissés le long d'une digue, sont arrivés jusque sous les palissades à l'autre extrémité du faubourg sans être aperçus, et ont coupé la retraite à 300 hommes du régiment de Rüchel, que j'ai fait prisonniers. Dans cet instant, mon bataillon corse, s'étant éparpillé pour tirer et donner moins de prise au boulet, a été chargé par un escadron de gardes du corps du roi de Prusse, qui, d'abord l'a un peu poussé, mais à 100 pas de là, j'ai arrêté cette cavalerie avec une seule compagnie de carabiniers ; mes tirailleurs sont alors sortis des allées

où ils s'étaient réfugiés et ont fusillé à droite et à gauche ; dans un instant, la grande rue du faubourg a été couverte de chevaux et de cavaliers, et, de cette belle troupe, il n'est pas rentré dix hommes en ville. Je suis retourné au camp au commencement de la nuit. Le lendemain, tout se disposait pour un assaut, où ma brigade d'avant-garde devait jouer le premier rôle, lorsque la nouvelle de la bataille de *Friedland* a forcé l'ennemi à évacuer précipitamment la ville en y laissant 7000 à 8000 blessés ou malades et des magasins immenses. Je pourrais te transmettre sur cette bataille quelques renseignements que le maréchal Savari, aide de camp de Sa Majesté, me donna hier en dînant chez lui, mais les Bulletins de l'armée t'en instruiront mieux. L'ennemi se retire vers la *Memel*, ou Niemen, et la Grande Armée est à ses trousses.

Brennsberg, le 23 octobre 1807 (1).

Monsieur l'ambassadeur de Russie, le lieutenant-général comte Tolstoï, accompagné du comte de Liéven, aide de camp de l'Empereur Alexandre, est passé ici avec une nombreuse suite, le 14 de ce mois, se rendant en poste à Paris, et m'a fait l'honneur de descendre chez moi. Je lui ai offert un très beau déjeuner, où le bon vin n'a pas été épargné. Une compagnie de carabiniers et une compagnie d'élite de chasseurs à cheval ont formé sa garde d'honneur. J'avais invité les colonels, chefs de bataillon et d'escadron de ma brigade. Une excellente musique a exécuté des airs et des marches charmantes pendant tout le temps que nous sommes restés à table. Son Excellence a été enchantée des honneurs que je lui ai fait (*sic*). C'est un bel homme, d'environ 45 ans. Il a fait les deux dernières campagnes, où il a toujours eu un commandement important, et il a eu un plaisir extrême à en parler avec des acteurs qui, comme moi, y avaient pris une part aussi active. Il commandait au célèbre

(1) Cette pièce est la copie d'une note sans signature, mais écrite évidemment par le général Ledru.

combat de Hoff, où ma belle jument normande fut frappée de quatre coups de feu, et il s'est trouvé que ce furent des hommes de ma brigade qui, deux jours après, à la bataille d'Eylau, lui tuèrent un cheval de 90 louis, lorsqu'il vint un peu trop près reconnaître un poste pour le faire enlever.

Ce rapprochement nous a fait rire. M. l'ambassadeur est remonté en voiture à 2 heures, en me disant les choses les plus obligeantes et les plus amicales.

Le général Ledru à son frère.

Dirschau, 20 avril 1808.

...Tu apprendras sans doute avec plaisir que l'Empereur vient de me donner en Westphalie un domaine qui vaut dix mille francs de revenu, exempt de toute charge et de tous frais. Dans le mois dernier, Sa Majesté a daigné me faire un cadeau de 25.000 francs. En obtenant permission, je pourrai vendre ma terre de Westphalie, à la charge d'en employer le fonds à l'achat d'un autre domaine en France.

Le repos dont j'ai joui pendant tout l'hiver sur les bords de la Vistule m'a entièrement rétabli des fatigues de la dernière campagne. Je n'ai plus qu'un désir, c'est celui de faire un voyage dans mon pays. J'ignore quand les circonstances me le permettront.

Le général Ledru à sa sœur.

Au camp de Môwe, 25 septembre 1808.

...J'ai quitté mes cantonnements le 1^{er} juillet pour venir camper sur le plateau de la petite ville de Môwe, en face de la Vistule. La Division s'y trouve réunie depuis cette époque. Notre camp est très beau, les étrangers viennent l'admirer. Nous avons célébré la fête de Sa Majesté l'Empereur avec la plus grande pompe. Un grand nombre d'officiers supérieurs prussiens avaient demandé la permission de venir voir la manœuvre.

Toutes les dames polonaises et prussiennes des environs s'y sont rendues, moins encore pour voir la troupe que pour figurer au bal, qui a été magnifique. J'ai eu table ouverte pendant trois jours.

Depuis une quinzaine de jours, un bruit vague annonçait que les deux plus grands souverains du monde devaient se réunir à Erfurt, pour une conférence ; nous n'ajoutions pas grande foi à ces nouvelles, lorsque, le 18 de ce mois, le général de division Legrand reçut un courrier extraordinaire qui lui annonçait officiellement l'arrivée de Sa Majesté l'Empereur Alexandre et de Son Altesse le grand-duc Constantin. Les dispositions furent prises sur le champ pour recevoir et rendre les honneurs à ces illustres voyageurs.

Le 19, à 4 heures du matin, je partis du camp avec le 26^e régiment et une batterie de six pièces de 8, pour me rendre à *Neuenbourg* (six lieues de distance). A peine y avais-je pris poste qu'un officier de hussards vint au galop m'annoncer l'arrivée du Grand-Duc. Un quart-d'heure après le Prince parut. Je le fis saluer par 21 coups de canon. Son Altesse Impériale fit arrêter sa voiture à 50 pas de ma droite et descendit ; je mis aussitôt pied à terre et j'allai La recevoir. Les tambours battaient au champ, la troupe avait l'arme présentée. Le Prince passa la revue du régiment. Je fis défiler, et exécuter quelques manœuvres d'armes et mouvements qui parurent lui faire beaucoup de plaisir. Je présentai le corps d'officiers, qui fut parfaitement accueilli. Le Grand-Duc daigna ensuite agréer mon diner, et nous nous rendîmes à mon logement.

Le repas fut très gai et assez bon, parce que j'avais eu la précaution de faire suivre mon caisson et mon cuisinier avec des provisions. Les officiers supérieurs et les capitaines de la garde d'honneur avaient eu la permission de se mettre à table avec nous. Nous parlâmes de nos campagnes d'Italie, de la bataille de la Trebbie, de celle d'Austerlitz, Eylau, Heilsberg, etc., où le Prince avait combattu contre nous. Il reconnut deux

officiers du 26^e pris à Austerlitz, auxquels il avait fait rendre la liberté. Pendant près de quatre heures qu'il s'arrêta dans mon logement, l'excellente musique du régiment ne cessa de jouer. Il était accompagné d'un jeune prince russe dont j'ai oublié le nom, officier général et son aide de camp. A 5 heures et demie, Son Altesse Impériale monta en voiture, m'y fit placer à côté d'elle et me permit de l'accompagner jusqu'au premier poste. En nous séparant, le Grand-Duc me serra affectueusement les mains et me dit à plusieurs reprises qu'il espérait bien que nous ne nous ferions plus la guerre. Ce prince a 29 ans, il est parfaitement bien fait et à peu près de ma taille. Il aurait une très jolie figure, si son nez un peu court ne la défigurait un peu.

Le 21, à 2 heures de l'après-midi, on m'annonça l'Empereur Alexandre. Je le fis saluer par une salve de 15 coups par pièce. Je mis pied à terre et j'allai recevoir Sa Majesté au moment où Elle descendait de voiture. L'empereur passa la revue de la troupe qui lui rendit les mêmes honneurs qu'à son frère. Il se récria plusieurs fois sur la beauté des hommes et la belle tenue du régiment. Je fis défiler. A deux pas en deçà de Sa Majesté, chaque peloton la salua en criant : Vive l'Empereur Alexandre ! et à chaque peloton, l'Empereur mettait la main à son chapeau pour rendre le salut. J'obtins ensuite la permission de lui présenter les officiers. Lorsque le demi-cercle fut formé. Sa Majesté jetant un coup d'œil sur moi et sur les officiers, nous dit : « Je suis charmé, Messieurs, d'avoir le plaisir de vous voir et de vous exprimer de vive voix combien je porte d'estime à l'armée française ».

L'Empereur, accompagné de son Grand Maréchal du Palais, daigna entrer dans mon logement et prendre quelques fruits, des biscuits et un verre de vin, ce qu'on juge ici et ce qui est en effet un honneur insigne. Dans la conversation, S. M. me dit entre autres choses que c'était sur le champ de bataille que les deux nations avaient appris à s'aimer et à s'estimer. On ne peut

se faire une idée du ton de bienveillance et d'aménité de l'Empereur envers moi. Sa Majesté a 30 ans, et 3 pieds 9 à 10 pouces de stature ; c'est un des plus beaux hommes que j'aie vus. Il n'est pas possible d'avoir une figure plus noble et plus intéressante. Les deux Princes sont blonds et ont les cheveux coupés ; ils ont les manières françaises et parlent très bien notre langue sans aucun accent. Ils avaient passé la Vistule près de *Marienwerder* et avaient d'abord été reçus par le Général de Division Legrand.

Puisse l'entrevue des deux augustes Empereurs accélérer la paix générale !

Le général Ledru à M. Leprou, son beau-frère.

Vienne, 14 mai 1809.

L'armée française est encore une fois maîtresse de la capitale de l'Empire autrichien. Messieurs les Viennois ont voulu arrêter notre marche, et notre Empereur a eu la générosité de ne pas les perdre, comme il le pouvait ; mais ils ont bientôt eu peur d'être brûlés et pillés, et hier, à midi, les portes ont été livrées à nos troupes ; nous occupons déjà les faubourgs, beaucoup plus considérables que la ville.

Il y avait, justement, un mois que je ne m'étais déshabillé ; aussi m'a-t-il paru tout extraordinaire de coucher la nuit dernière dans un bon lit. Je n'avais pas fait de campagne plus fatigante, particulièrement sous le rapport (*sic*) des marches. En quittant ses cantonnements, l'armée fit 22 lieues en 26 heures sans s'arrêter, pour aller surprendre l'ennemi dans sa position de Pfafenhofen. Le lendemain, elle fit 12 lieues, et le surlendemain 15, pour passer l'Iser à Landshaut avant le prince Charles. C'est ainsi que ce général a été déconcerté et son armée battue.

Le Corps du Maréchal Masséna a plus manœuvré que combattu en Bavière, où il n'a eu que des affaires d'avant-garde ; mais ses manœuvres ont amené les victoires d'Egmühl (*sic*) et de Ratis-

bonne, en divisant, en coupant l'ennemi, en lui prenant ses magasins, ses bagages, etc., etc.

Le passage de l'Inn à Schärding par la 1^{re} Division (Legrand), dont je commandais la 1^{re} Brigade, a réussi sans, presque, aucune perte. Les Autrichiens en pleine retraite n'ont osé défendre (*sic*) ni *Offerding*, ni Lintz ; mais ils ont tenté de nous arrêter au passage de la Traun, dans la position formidable d'*Ebersberg*, où ils avaient réuni 35.000 hommes et une nombreuse artillerie. Le 3 mai, vers midy, les grenadiers de la Division Claparède (corps d'Oudinot), faisant l'avant-garde, atteignirent l'arrière-garde ennemie au pont d'Ebersberg, la poussèrent, l'empêchèrent de couper ce pont et le passèrent avec la plus grande intrépidité en tuant ou jetant dans l'eau tout ce qui faisait résistance ; mais, parvenus dans la ville qui n'offre d'autre débouché qu'une rue longue et étroite et dont l'extrémité est défendue par un vieux château bâti sur une hauteur à pic, fusillés, mitraillés à droite et à gauche, ils s'arrêtèrent. L'ennemi reprit l'offensive, et allait les culbuter dans la Traun et s'emparer du pont qui est étroit et long de plus de 200 toises, lorsque j'arrivai avec ma Brigade. Le Maréchal était venu lui-même à ma rencontre pour hâter ma marche et m'avait expliqué en quelques mots ce que je devais faire.

Je passe le pont sous une grêle de balles et de boulets qui me tuent une centaine d'hommes. Le 18^e régiment de ligne a ordre de tourner la petite ville par un sentier à droite. Avec le 25^e d'Infanterie légère, je monte au château. Environ 1000 hommes du régiment de *Jordis* et de Croates remplissaient la cour, les galeries, les appartements et faisaient un feu terrible, sans aucun danger de leur part, par les fenêtres et les murs qu'ils avaient crénelés. Il fallait déboucher sous une voûte longue et étroite. La plupart (*sic*) des premiers braves qui se présentèrent furent abattus, les trois officiers et 56 carabiniers de la 1^{re} compagnie furent tués ou gravement blessés. Le passage fut forcé, les portes des escaliers et des chambres enfoncés à

coups de haches et de crosses, et tous les Autrichiens passés au fil de la bayonnette ou faits prisonniers. Je passe alors sous la deuxième voûte et je me développe dans la plaine.

Je n'avais encore que 3 bataillons, et l'ennemi me présentait, sur 5 lignes, à peu près 1500 hommes et plusieurs batteries. Deux charges de cavalerie font effort pour me culbuter : je les repousse ; le général Legrand me joint alors avec deux bataillons du 18^e et les chasseurs badois. Cependant les obus avaient incendié le château et la ville, au point qu'il était impossible de faire retraite et de recevoir du renfort ; l'artillerie et 1800 cuirassiers qui nous suivaient ne peuvent passer. Les Divisions Saint-Cyr, Taraud et Boudet, sont également arrêtées sur la rive gauche. Les Autrichiens, avec tant soit peu de résolution, devaient prendre toute ma brigade et ce qui restait des grenadiers *Claparède* ; mais notre audace les avait démoralisés au point que leurs officiers ne pouvaient les décider à prendre l'offensive.

Je n'étais qu'à trente pas de leur première ligne ; nos voltigeurs éparpillés tiraient à coup sûr dans leurs masses et y tuaient beaucoup de monde. Le 18^e marche en bataille et l'arme au bras pour soutenir ses tirailleurs ; un bataillon du 26^e et les chasseurs badois gagnent la lizière du bois pour tourner et déborder, et nous avons le plaisir de voir toute l'armée autrichienne marcher en grande hâte par sa droite pour gagner la chaussée d'Enns, que nous menaçions de lui couper. Sa retraite n'est bientôt plus qu'une déroute ; avec une batterie d'artillerie légère et une brigade de cavalerie, on pouvait lui prendre la moitié de son armée. La nuit a mis fin à cette action. Le 9^e de hussards est arrivé, mais il était trop tard. Cette journée coûte à l'ennemi plus de 4000 prisonniers, sans compter ses tués et ses blessés. De mon côté, j'ai perdu plus de 600 hommes hors de combat, parmi lesquels un chef de bataillon, 4 capitaines et une dizaine de très bons officiers. J'ai été couvert du sang de mes braves, qui tombaient près de moi et me roulaient autour des jambes, au passage de la première voûte du château, mais je

n'ai point été touché. Ma Brigade s'est acquis le plus grand honneur ; les généraux des autres Divisions m'ont félicité et embrassé.

Le 5 mai, l'Empereur a passé la revue de la Division et lui a dit des choses flatteuses. Il a accordé des décorations, des pensions, des domaines en Westphalie et des titres de noblesse. M. Marphy, mon aide de camp, a obtenu la croix de la Légion ; deux croix ont été données au bataillon de chasseurs badois.

Depuis cette époque, l'ennemi n'a osé tenir nulle part, et nous sommes arrivés presque sans coup férir sous les murs de Vienne. Je désire pouvoir m'y reposer quelques jours. La santé la plus robuste peut à peine tenir contre tant de fatigues et de privations, et cependant je commence à me casser ; toujours sous les drapeaux, jamais dans les Etats-majors, que j'ai dédaignés. J'ai fait la guerre d'une manière trop active pour mes forces.

(Adresse : à la 1^{re} Division du 4^e Corps de l'armée d'Allemagne).

Extrait du 5^e Bulletin.

« Le 3 (mai), le duc d'Istrie et le général Oudinot se dirigèrent sur Ebersberg et firent leur jonction avec le duc de Rivoli. Ils rencontrèrent en avant d'Ebersberg l'arrière-garde des Autrichiens. Les intrépides bataillons des tirailleurs du Pô et des tirailleurs corses poursuivaient l'ennemi qui passait le pont, culbutant dans la rivière les canons, les chariots, 800 à 900 hommes, et prirent dans la ville 8000 à 9000 hommes que l'ennemi y avait laissés pour la défense. Le général Claparède, dont les bataillons faisaient l'avant-garde, les suivait ; il déboucha à Ebersberg et trouva 30.000 Autrichiens occupant une superbe position. Le Maréchal duc d'Istrie passait le pont avec la cavalerie pour soutenir la Division, et le duc de Rivoli ordonnait d'appuyer son avant-garde par le Corps d'armée. Ces restes du Corps du prince Louis et du général

« Hisser étaient perdus sans ressource. Dans cette extrémité,
« l'ennemi avait mis le feu à la ville, qui est construite en bois.
« Le feu s'étendit en un instant partout ; le pont fut bientôt en-
« combré, et l'incendie gagna même jusqu'aux premières travées
« qu'on fut obligé de couper pour le conserver. Cavalerie, in-
« fanterie, rien ne put déboucher, et la Division Claparède,
« seule, et n'ayant que 4 pièces de canon, lutta pendant trois
« heures contre 30.000 ennemis. Cette action d'Ebersberg est
« un des plus beaux faits d'armes dont l'histoire puisse conser-
« ver le souvenir.

« L'ennemi, voyant que la Division Claparède était sans
« communications, avança trois fois sur elle, et fut toujours
« arrêté et reçu par les bayonnettes. Enfin, après un travail de
« trois heures, on parvint à détourner les flammes et à ouvrir
« un passage.

« Le général de Division, avec le 25^e d'Infanterie légère et le
« 18^e de ligne, se porta sur le château que l'ennemi avait fait
« occuper par 800 hommes. Les sappeurs (*sic*) enfoncent les
« portes, et l'incendie ayant gagné le château, tout ce qu'il ren-
« fermait y périt.

« Le général Legrand marcha ensuite au secours de la Divi-
« vision Claparède. Le général Durosnel, qui venait par la rive
« droite, avec un millier de chevaux, se joignit à lui, et l'ennemi
« fut obligé de se mettre en retraite en toute hâte. Au premier
« bruit de ces événements, l'Empereur avait marché lui-même
« par la rive droite avec les Divisions Nansouti et Molitor.

« L'ennemi, qui se retirait avec la plus grande rapidité, ar-
« riva la nuit à Enns, brûla le pont et continua sa fuite par la
« route de Vienne. Sa perte consiste en 12.000 hommes, dont
« 7.500 prisonniers, 4 pièces de canon et deux drapeaux.

« La Division Claparède, qui fait partie des grenadiers d'Ou-
« dinot, s'est couverte de gloire, etc., etc... »

Lettre du général Ledru, du 6 mai 1840 (1).

Messieurs,

Je lis dans votre biographie du général Claparède, publiée dans la... livraison de votre ouvrage, un passage contre lequel je suis intéressé à réclamer. L'auteur de la notice attribuée à la Division Claparède l'honneur de la prise du château d'Ebersberg, honneur que je revendique pour la Brigade que je commandais. Je vois que cet auteur se fonde sur un Bulletin de la grande Armée, qui, ayant été publié officiellement, peut avoir été accueilli comme un document authentique ; mais j'affirme et je suis en état de prouver par les témoignages les plus dignes de foi : 1° que les faits consignés dans le Bulletin sont inexactement rapportés en ce qui concerne la prise de vive force du château ; 2° que le Bulletin lui-même ne peut émaner d'une autorité compétente, car aucun rapport n'a été fait par le général Legrand, commandant la Division dont ma Brigade faisait partie.

La vérité sur cette affaire se trouve toute entière et sans altération dans les notes ci-jointes, dont vous pouvez faire usage dans la notice que vous vous proposez de me consacrer. Je recommande ces renseignements à votre impartialité.

(Cette protestation du général Ledru m'a semblé assez énergique pour dissiper tous les doutes. On peut la comparer avec le récit de cette affaire d'Ebersberg que l'on trouve dans le *Moniteur* du 8 mai 1844, et qui est tout à la louange de notre général) (2).

Le général Ledru à sa sœur.

Au Camp, sous Vienne, 27 mai 1809.

J'ai dernièrement écrit une lettre détaillée à Leprou. Depuis

(1) Je donne cette lettre telle que je la trouve dans le dossier ; elle ne contient pas d'autres indications que celles qu'on va lire.

(2) Cf. Thiers, *Le Consulat et l'Empire*, liv. XVII^e, intitulé WAGRAM ; et la lettre suivante.

cette époque, le corps d'armée du Danube, de réserve, a passé sur la rive gauche du fleuve, et a eu, dans les journées des 21 et 22, un engagement aussi meurtrier qu'opiniâtre avec l'ennemi six fois plus nombreux et muni d'une immense artillerie. Notre pont de bateaux ayant été rompu, notre artillerie n'a pu passer qu'en très petite quantité, et plusieurs corps d'armée que nous avions sur la rive droite ont été spectateurs du combat sans pouvoir venir y prendre part. L'ennemi a fait tous ses efforts pour nous forcer dans nos positions et n'a pu réussir à nous faire perdre un pouce de terre. Des colonnes de 7000 à 8000 hommes se lancèrent contre un seul régiment et ne l'entamèrent point. Jamais l'armée française n'a mieux prouvé sa supériorité d'audace, de manœuvre et d'énergie.

Ma Brigade a pendant deux jours combattu à la gauche de l'armée. C'était le point capital, celui par où les Autrichiens se sont constamment efforcés de pénétrer pour arriver à la petite branche du Danube sur laquelle était notre troisième pont. Le village d'Aspern, qui faisait en cet endroit le grand sujet de la querelle, n'est plus qu'un monceau de cendres encombrées de cadavres. Cinq fois j'en chassai l'ennemi, avec les 26^e et 18^e régiments. A la fin, les flammes n'ont permis à personne de l'occuper. Les deux colonels de ma Brigade sont gravement blessés ; mes meilleurs officiers ont été moissonnés, et pourtant notre perte n'est pas considérable. J'ai reçu deux contusions, mon cheval deux balles. Je me porte bien.

Nous sommes toujours en présence. Le Bulletin te donnera les détails. A propos du Bulletin, M. le Maréchal Masséna, duc de Rivoli, a témoigné son mécontentement sur l'infidélité de celui qui rend compte du combat d'Eb... (ersberg), où il semblait que son corps, c'est-à-dire ma seule Brigade, n'a fait que peu de chose, tandis que c'est elle qui a sauvé la Division Claparède, qui n'est point allée au delà du pont. C'est moi qui ai forcé le château et débouché dans la plaine avec cinq bataillons devant une armée. L'incendie n'a éclaté qu'après mon passage.

800 hommes ont été faits prisonniers dans le château ; ils n'ont point été brûlés ; les flammes n'ont atteint que les morts et les blessés. Les détails que j'ai donnés sont d'une exacte vérité.

Je m'ennuie depuis longtemps, ma chère amie, de te parler de guerre. Je vieillis et ma santé s'en va. Il me tarde de devenir le compagnon de ton mari et de rivaliser avec lui de jardinage, de planter. Tu me parles de châteaux auxquels je n'ai jamais songé. Je crois que ma valise me suffira, n'ayant besoin que de repos. Tu le sais, je n'ai jamais eu un instant de loisir et de tranquillité. Si l'honneur me le permettait, je me retirerais pour jouir un peu de l'existence et me livrer à mes goûts particuliers.

Le général Ledru à son frère.

Au camp, sous Vienne, 8 Juin 1809.

L'Empereur en passant dernièrement près de ma Brigade, m'aperçut, détourna son cheval, vint à moi et daigna me dire des choses extrêmement obligeantes, entre autres : « On m'a dit que vous étiez blessé, j'en étais fâché, je suis bien aise de vous voir bien portant ». Deux jours après, le prince vice-connétable m'écrivit que sa Majesté m'avait nommé Chevalier de l'ordre royal de la Couronne du Fer. Ainsi, je porte à présent deux décorations. Ma nouvelle croix est très jolie : c'est *un aigle tenant une couronne dans ses serres*. Le ruban est orange, liseré de vert. Si je trouve un bon graveur à Vienne, je ferai faire un nouveau cachet pour ajouter cet ornement à mes armes. Lorsque le grand chancelier m'aura fait passer mon titre, je te l'adresserai et tu en seras dépositaire.

M. le docteur Fion, qui a épousé une demoiselle de La Flèche, est venu me voir ; il a fait hier un mauvais diner dans ma baraque (*sic*). Nous avons cependant bu une bouteille de bon vin rouge de Hongrie à la santé de Mad. Fion et à la tienne. . .

Du même au même.

11 Juillet 1809.

Après la bataille d'Esling, où j'avais reçu une contusion à la poitrine, je fis l'arrière-garde pour entrer dans la grande isle du Danube et je ne passai le bras de ce fleuve que le 23 (juin) à 7 heures du matin, c'est-à-dire le dernier, et le pont fut rompu presque sous mes pieds. Lorsque l'Empereur a voulu recommencer les opérations offensives le 30 juin, c'est encore ma Brigade qui a eu l'honneur de passer le fleuve la première et de tirer le premier coup de fusil. Mais cet honneur m'a valu cette fois d'être emporté sur deux fusils par quatre carabiniers jusqu'à ce que je fusse un peu revenu à moi. Tout ce qui me fâche, c'est qu'une méchante affaire, où je n'ai pas eu 30 hommes touchés, m'ait privé de l'avantage de me battre aux journées célèbres des 5 et 6, dont le Bulletin t'a maintenant rendu compte.

Le général Ledru à son beau-frère.

Vienne, 24 Août 1809.

Le 15 Août, jour de la fête de l'Empereur, je me suis présenté au cercle de la Cour. C'était aussi le jour de ma naissance. Sa Majesté a daigné m'accueillir avec une distinction et une bienveillance extrêmement honorable, en s'informant de ma santé et des détails de ma blessure, et de ma convalescence.

Une foule immense remplissait les appartements du palais et présentait des pétitions. Je n'ai rien demandé pour moi ; mais, ce jour-là, l'Empereur a rendu un décret qui m'accorde un domaine de 10.000 livres de rentes. Son Altesse le prince viceconnétable vient de me l'annoncer officiellement. Tu peux juger de la surprise et du plaisir que cette nouvelle m'a causé. Je pense qu'elle te fera éprouver la même sensation, ainsi que ma bonne sœur ; aussi m'empressé-je de te l'apprendre.

Ouvrages offerts à la Bibliothèque en 1909.

Delaunay. — La Maternité de Paris.

Dupas. — Le vétérinaire militaire Constant-Pierre-Louis Chauvin (1825-1870). Sa correspondance de campagne.

Duval. — La Société royale d'agriculture de la Généralité d'Alençon.

Erard. — Souvenirs d'un Mobile de la Sarthe, 2^e édition.

Fleury. — Nouveaux portraits de la famille Denisot.

Grosse-Duperon. — Album de Mayenne.

— Documents sur la ville de Mayenne.

— Deux excursions au pays de Saulges.

— Excursion à la chapelle de la Vallée, près de Mayenne.

— La Madeleine, à Mayenne.

— La Triballe, à Mayenne.

— L'ancien Hôtel-Dieu de Mayenne.

— Le château d'Aron et ses grosses forges.

— Le couvent des Capucins, à Mayenne.

— Le duché de Mayenne.

— Le manoir de Torbechet.

— Le préau du château de Mayenne aux XVIII^e et XIX^e siècles.

— Les chapelleries de Mayenne avant la Révolution.

— Les usagers de la forêt de Mayenne.

— Noms des chefs de maison des paroisses de Mayenne à la veille de la Révolution.

— Souvenirs du vieux Mayenne.

— Ville et pays de Mayenne.

Grosse-Duperon et Gouvriou. — L'abbaye de Fontaine-Daniel.

— Cartulaire de l'abbaye cistercienne de Fontaine-Daniel.

Léveillé. — Carices et Filices Sachalinenses novæ.

— Decades plantarum novarum.

— Les thymys à odeur de citronnelle.

Monnoyer. — Annuaire administratif de la Sarthe pour 1909.

Société française d'Archéologie. — Congrès archéologique de France, 74^e session, tenue à Avallon en 1907.

La Société présente tous ses remerciements aux donateurs

TABLE DES MATIÈRES

DU 1^{er} FASCICULE (1909 et 1910)

	Pages
Liste des membres de la Société.....	5
Migrations d'une Bibliothèque, par M. GENTIL, membre titulaire.	13
L'Obstétrique dans le Maine et dans le département de la Sarthe aux XVIII ^e et XIX ^e siècles, par M. DELAUNAY, membre titulaire.	33
Impressions poétiques, par M. DAGUET, membre titulaire.....	83
Le général François-Roch Ledru, baron des Essarts, par M. RE- BUT, membre titulaire (<i>suite</i>),.....	89

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS
DE LA SARTHE
FONDÉE EN 1761

II^e SÉRIE — TOME XXXIV
LXII^e TOME DE LA COLLECTION

ANNÉES 1909 et 1910 — 3^e FASCICULE



LE MANS
IMPRIMERIE MONNOYER

1910

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS

DE LA SARTHE

Boulevard René-Levasseur, 13, au 2^e étage.

CONDITIONS D'ABONNEMENT ET DE SOUSCRIPTION

Le *Bulletin* paraît par tomes, renfermant chacun les Mémoires de deux années, la liste des membres et le compte rendu de leurs travaux.

Chaque tome est publié par fascicules, en nombre indéterminé, contenant, outre les mémoires publiés *in extenso*, une analyse des procès-verbaux des séances.

Le prix de l'abonnement annuel est de 5 fr., payables à l'avance.

La souscription doit être faite, au plus tard, pendant les mois de janvier et de février de chaque année.

La cession des volumes entiers est seule autorisée, celle des livraisons séparées est interdite.

S'adresser, *franco*, soit pour avoir les volumes complets, soit pour souscrire et retirer les livraisons dues aux abonnés, à M. CH. MONNOYER, place des Jacobins, au Mans.

MM. les membres titulaires et associés sont priés de remettre à M. le Trésorier le montant de leur cotisation annuelle, au commencement de chaque année, avant la fin de février ; passé ce délai, M. le Trésorier fera toucher la cotisation à leur domicile.

NOTA. — La Bibliothèque est ouverte aux Sociétaires deux fois par semaine, le Dimanche et le Mercredi, de 9 heures à midi.

NOTICE

SUR LE

MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DU MANS

Par **M. Joseph MORANCÉ**, membre titulaire.

La pensée de la création d'un Musée de *Monuments historiques* appartient toute entière à M. Drouet, ancien maître de forges, ancien conseiller général de la Sarthe, qui en a été le premier Directeur de 1847 à 1862.

Inspecteur divisionnaire, pour la Sarthe, de la Société française pour la conservation des monuments, dont M. de Caumont était le Directeur général, il profita de sa situation pour solliciter de celui-ci son appui moral et pécuniaire pour la fondation de ce musée.

Cet appui ne lui fit pas défaut et c'est sous ses auspices que M. Drouet s'empessa de former une commission composée, comme il le dit lui-même (Rapport à M. le Maire du Mans sur la fondation du musée, du 29 octobre 1851), « de gens d'art émérites et livrés aux études archéologiques. »

C'étaient MM. Cauvin, Etoc-Demazy, Richelet, Delarue, Hucher, Anjubault, Voisin et Drouet, que la commission choisit pour président.

Le 14 février 1844 cette commission se transporta auprès de M. le Maire Piédor pour lui exposer que les besoins de l'époque, « si avide de progrès artistiques », exigeaient la création au Mans d'un musée monumental historique, tel qu'il en existait déjà dans quantité d'autres villes.

La commission reçut un accueil favorable et, par une lettre du 21 décembre 1844, elle rappelle au Maire que, dans cette visite, il voulut bien lui faire espérer un local convenable pour réaliser son projet et indiqua même la grande salle située au 1^{er} étage de l'Hôtel-de-ville ; elle ajoute qu'elle est en mesure de commencer et qu'elle vient lui rappeler sa promesse, soit pour cette salle, soit pour tout autre local dont la ville pourrait disposer.

Le projet ne se réalisa pas à ce moment et la commission renouvela sa demande par une pétition au Maire, en date du 24 mars 1846.

Dans cette pétition elle fait d'abord l'historique rapide de ses premières démarches et expose que « la fâcheuse maladie de M. le Maire Piédor l'empêcha de ratifier devant le conseil municipal la promesse qu'il lui avait faite et qu'une autre destination ayant été donnée à la salle, le projet n'eût pas de suite. »

Elle ajoute que c'est guidée pas la même pensée et animée du même désir qu'elle se présente de nouveau pour solliciter du Maire, ainsi que du conseil municipal, l'érection de ce *Musée* et l'obtention de deux galeries voûtées existant sous la salle de spectacle et destinées primitivement à l'établissement d'un café.

Dans l'une de ces galeries se trouvent deux petits appartements de concierge, circonstance qui deviendrait bien utile à l'appropriation qu'elle a l'honneur de demander.

Il n'y a point, dit-elle, de dépenses de construction à faire pour doter la *Ville du Mans* d'un monument aussi important ; il s'agit uniquement d'accorder deux galeries sans emploi à une commission *toute dévouée aux intérêts comme à la splendeur* DE LA VILLE DU MANS, toute entraînée par le zèle le plus désintéressé pour la création de ce Musée.

M. le Maire soumet cette demande au conseil municipal dans sa séance du 28 mai 1846. Il en fait l'analyse en faisant observer que dans ce musée, comme le dit la commission, « viendraient se grouper les antiquités du vieux temps de la Sarthe, celles du moyen âge et des deux siècles derniers ; là nos artistes et nos

jeunes gens trouveraient quantité de beaux et bons modèles à suivre, tous nos concitoyens iraient déchiffrer l'histoire civile, privée, religieuse et militaire de notre pays, non moins célèbre qu'aucun autre et non moins digne d'être étudié et signalé. »

M. le Maire donne ensuite lecture du rapport dressé par M. l'architecte-voyer Lhommedé, en ce qui concerne le local demandé.

Il résulte de ce rapport que ce local, comprenant les galeries du soubassement de la salle de spectacle, qui avaient été louées pour y établir un café, convention qui n'a pu recevoir son exécution en raison de la situation de ces galeries, est en effet inutile en ce moment et ne produit aucun revenu ; qu'il peut être disposé à très peu de frais, pour remplir convenablement le but que les pétitionnaires se proposent et qu'une dépense de 300 francs serait suffisante pour l'appropriation à sa nouvelle destination.

Le Conseil *applaudit* aux vœux de la commission ; en effet le projet qu'elle a conçu répond aux besoins de l'époque et sa réalisation peut être éminemment utile sous le double rapport de la science archéologique en général et de l'art plastique en particulier.

Il autorise en conséquence M. le Maire à accorder le local demandé pour l'établissement d'un *Musée monumental historique au Mans* et à faire exécuter les travaux nécessaires pour l'approprier aux besoins de la société naissante, jusqu'à concurrence des 300 francs jugés suffisants.

Enfin le conseil vote des remerciements à la commission pour son zèle et les démarches laborieuses qu'elle a faites pour la création de cet établissement et compte sur le concours de tous ses membres pour aider à son développement.

Le *Conseil Général*, dans sa séance du 17 sept. 1846, alloua à la *Société pour la conservation des monuments historiques* une somme de 300 francs, à titre de subvention, pour la création d'un *Musée monumental* sous la salle de spectacle du Mans.

Des termes de cette délibération on est en droit de conclure

que non seulement le Conseil Général ne revendiquait en rien la propriété du nouveau musée, mais qu'il avait alloué sa subvention à la Société même de M. de Caumont.

Celui-ci, de son côté, dont l'influence a été si grande dans les questions de conservation des monuments antiques, favorisa dès le principe la création du Musée archéologique du Mans et accorda en 1846 une somme de 400 francs pour acquérir et transporter au Musée les statues tombales des vicomtes de Beaumont, provenant de l'ancienne abbaye d'Etival-en-Charnie (Sarthe), qui allaient être converties en moellons.

Dès le commencement de 1847 on prit les dispositions nécessaires pour approprier le local à sa nouvelle destination. M. Drouet en devint gratuitement le Directeur, trop heureux, comme il le dit dans une lettre à M. le maire du Mans du 9 novembre 1849, alors qu'il était déjà Directeur depuis près de 3 ans, « de faire quelque chose d'avantageux à notre pays, à notre ville du Mans ».

Dans son rapport au Conseil général pour l'année 1847 le Préfet *affirme* que les objets d'art *doivent rester la propriété du département* et propose de construire pour les abriter une annexe au musée de peinture, en utilisant une partie de la cour intérieure des cloîtres de la Préfecture.

Mais le Conseil général dans sa séance du 8 septembre 1847 repousse cette proposition et se borne à voter (Voir procès-verbal imprimé) « une somme de 500 francs à titre de subvention au musée communal (*sic*) des monuments historiques, soit pour achat de monuments, soit pour travaux divers dans les dispositions de ce musée ».

En 1848 la ville inscrit une nouvelle somme de 300 francs à son budget pour *l'Etablissement d'un musée monumental*.

Elle inscrit également 300 francs en 1849 à son *budget ordinaire* pour *l'Entretien* de ce musée : à partir de ce moment, un article a toujours été inscrit au budget ordinaire pour l'entretien du *Musée historique*.

Dès 1849 cette somme est portée à 350 francs pour permettre de donner 50 francs de gages à la concierge tout en conservant 300 francs pour l'entretien. Puis elle est élevée à 500 francs en 1855.

Ce crédit annuel de 500 francs reste le même jusqu'en 1860; mais, dans sa séance du 10 décembre 1860, le Conseil municipal approuve les conclusions suivantes de sa commission des finances : « Le musée historique est devenu un des établissements les plus intéressants de notre ville; sa fondation est le résultat des soins de l'honorable M. Drouet, son conservateur actuel. Votre commission a pensé qu'il y avait lieu d'accorder un traitement à M. Drouet et vous propose de le fixer à 300 francs. »

En conséquence le crédit de l'année 1861 est porté à 800 francs et M. Drouet, dont les fonctions avaient été gratuites depuis la fondation du Musée, c'est-à-dire pendant 14 ans, touche une modeste rétribution de 300 francs par an, dont il ne devait pas jouir longtemps, car il meurt au cours de 1862.

M. Drouet est remplacé, suivant arrêté de M. le Maire du Mans, en date du 22 novembre 1862, par M. Hucher père qui l'avait toujours assisté depuis l'origine et avait été nommé conservateur-adjoint, à la demande même de M. Drouet, par arrêté municipal du 5 août 1859.

M. Hucher père devait conserver ces fonctions de conservateur jusqu'à sa mort, arrivée le 12 mars 1889, c'est-à-dire pendant près de 27 ans.

Le crédit annuel de 800 fr. reste le même pendant 30 ans et ce n'est qu'en 1891 qu'il est porté à 825 fr., pour augmenter de 25 fr. les gages de la concierge.

M. Ferdinand Hucher, qui depuis son enfance partageait les travaux archéologiques de son père, est sur la proposition de celui-ci nommé conservateur-adjoint par arrêté municipal du 14 mars 1876.

C'est pour la première fois qu'on voit, dans ce document, le musée historique qualifié de *Musée archéologique de la Ville*

du Mans. Ultérieurement on ajoutera « et du département de la Sarthe », probablement parce que le musée, quoique absolument *municipal*, recueille dans ses collections les objets se rapportant à l'Archéologie et provenant des monuments ou établissements existant ou ayant existé dans le département de la Sarthe.

Le département, au reste, ne s'est jamais désintéressé du Musée et depuis sa fondation lui a accordé souvent des subventions qui, en dehors de celles de l'origine, ont varié de 80 à 150 francs, pour se fixer depuis plusieurs années à 250 francs par an.

Toutefois ces subventions ne sont pas inscrites d'une façon ferme au budget départemental, mais, en fin d'année, la commission départementale, sur la proposition de la commission des monuments historiques, accorde à la ville du Mans un secours ou subvention pour le musée d'Archéologie.

Au fur et à mesure que les collections du musée augmentent de nombre et de valeur, on se préoccupe de son installation défectueuse dans des galeries assez mal éclairées, trop exigües et exposées à tous les dangers d'incendie, dus au voisinage immédiat du théâtre, sous lequel elles sont situées.

Par une lettre du 7 décembre 1877, le conservateur fait observer que « c'est la plus mauvaise place qu'un musée puisse occuper, car les salles de spectacle sont malheureusement exposées à l'incendie et il serait urgent, maintenant que ce musée *renferme des valeurs considérables*, que la ville put lui donner un autre emplacement ».

Le 2 septembre 1883 le conservateur demande à la ville d'installer le musée dans l'ancienne maison dite « Le Grabatoire » Place du Château, que la Ville pourrait louer à cet effet.

La demande est soumise, avec avis favorable de l'administration, au conseil municipal qui, dans sa séance du 7 septembre 1883, en renvoie l'examen à une commission spéciale.

En présence des prétentions inadmissibles du propriétaire,

cette commission propose au conseil, dans sa séance du 24 septembre, d'abandonner le projet de bail ou d'acquisition.

Le conseil se range à cet avis, mais l'administration municipale fait observer « qu'il est bien entendu du reste, que ce projet de transfèrement n'est pas abandonné et que si l'administration trouve un autre local convenable elle fera d'autres propositions. »

Le 23 octobre 1883 M. le Préfet, dans une lettre adressée à M. le Maire, rappelle ce qui s'est passé au Conseil municipal, dans la séance du 24 septembre précédent, au sujet du déplacement du musée et il l'informe que « la commission instituée dans la Sarthe pour veiller à la conservation des monuments historiques s'est occupée également de cette affaire et, dans sa séance du 16 octobre, a émis le vœu que le conseil municipal trouve promptement à acquérir un immeuble convenable, pour mettre à l'abri de tout danger d'incendie les collections que renferme le musée Archéologique. »

M. le Préfet prie ensuite M. le Maire de vouloir bien donner connaissance de ce vœu au conseil municipal dans sa prochaine réunion.

Il y a lieu de remarquer, à propos de cette communication de M. le Préfet, que le département ne propose pas plus à la ville du Mans de lui venir en aide pour le déplacement de son musée que celle-ci n'a pensé à le lui demander, à propos de l'acquisition ou de la location du Grabatoire.

La commission de surveillance du musée, dans sa séance du 14 avril 1886, transmise à l'administration municipale le 24 juillet suivant, prie M. le Maire d'obtenir du conseil de faire rechercher un local plus convenable, sous tous les rapports, pour être affecté à l'installation des précieuses collections, logées trop à l'étroit, et qui ne tarderaient pas à être tellement entassées que les visiteurs ne pourraient plus les découvrir.

Dans la séance du conseil municipal du 16 mars 1887, M. le Maire communique au conseil une lettre de M. le Préfet l'avisant

que, par décision du 4 janvier 1881, le Ministre des Beaux-Arts a classé au nombre des monuments historiques la Crypte de l'ancienne église collégiale de Saint-Pierre, la maison d'Adam et d'Eve, la maison de la reine Blanche ou autrement dit de la Reine Bérengère, femme de Richard Cœur-de-Lion et invitant le conseil à examiner si la ville ne devrait pas se rendre acquéreur de ces maisons pour en assurer la conservation comme souvenir historique.

L'affaire est renvoyée à la commission des travaux. Dans la séance suivante du 25 mars 1887, M. le Maire qui avait demandé l'avis de la commission du musée sur la possibilité d'installer ce musée dans la maison de la Reine Bérengère, convenablement restaurée, communique au conseil municipal l'avis de la commission en date du 22 mars 1887.

Cette commission est unanime à reconnaître, après une visite détaillée des deux maisons, qu'il est impossible d'appropriier les locaux pour recevoir les précieuses collections du musée.

Le conseil ajourne alors sa décision à une prochaine séance.

On ne trouve pas trace de la décision prise, ni dans le procès-verbal de cette séance, ni dans ceux des séances ultérieures, mais il est certain qu'elle fût négative puisque la ville ne fit pas l'acquisition de la maison de la Reine Bérengère.

Cette maison et celles contiguës, qui étaient dans le plus grand état de délabrement, ont été achetées depuis par M. Adolphe Singher qui les a fait artistement réparer et y a installé d'intéressantes collections artistiques et archéologiques.

Le conseil municipal, toujours désireux de trouver un autre local pour l'installation du musée, entreprit de nouveaux pourparlers avec le propriétaire de l'hôtel du Grabatoire, qui s'engagea à le céder à la ville pour la somme de 30.000 francs.

Le Conseil dans sa séance du 29 avril 1887 renvoya l'étude du projet à la commission des travaux.

La commission du musée, consultée par M. le Maire, émet l'avis, dans sa séance du 11 juin 1887, que l'immeuble du Gra-

batoire, qu'elle vient de visiter, se prêterait dans une mesure très convenable, à une nouvelle installation du Musée et avec ces avantages que sa situation est des meilleures, très en vue et que la ville, en l'acquérant, s'adjoindrait une maison historique, dont le caractère architectural mérite d'être conservé.

Prévenue des pourpalers engagés, la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, dans sa séance du 18 mai 1887, transmise le 23 du même mois à M. le Maire, émet à l'unanimité des membres présents un vœu relatif au transfert du musée d'Archéologie dans l'hôtel du Grabatoire.

Néanmoins aucune suite ne fut donnée à l'affaire.

M. Hucher père, qui avait dirigé, avec tant d'autorité et de compétence, le musée Archéologique pendant de longues années, étant décédé le 22 mars 1889, son fils, M. Ferdinand Hucher, qui était conservateur adjoint depuis le 14 mars 1876, est nommé conservateur par un arrêté municipal du 30 juillet 1889, qui lui concéda l'indemnité annuelle de 300 francs, allouée depuis 1861 aux conservateurs.

Dans la séance du conseil municipal du 22 décembre 1890, à l'occasion de l'élévation du crédit annuel de 800 fr. à 825 fr. pour augmenter les gages de la concierge, un membre « insiste pour le déplacement du Musée. »

Ce déplacement toutefois ne devait encore être réalisé que treize ans plus tard.

Dans la séance du conseil municipal du 9 septembre 1901, M. Le Feuvre, artiste peintre au Mans, membre de la commission de surveillance du Musée Archéologique et conseiller municipal, dépose une proposition tendant au déplacement du Musée et à son installation à la Crypte de l'Ecole mutuelle, où il trouverait, disait-il, « un cadre gothique tout naturel. »

M. le Maire déclara que l'idée exposée par M. Le Feuvre paraissait excellente et proposa au conseil de faire évaluer la dépense que nécessiterait son application et, pour gagner du

temps, de décider que le devis est d'ores et déjà renvoyé à la commission des travaux.

Le conseil se rangea à cet avis et dès le 16 novembre 1901, sur l'avis conforme de sa commission des travaux, il approuva le devis dressé par l'architecte-voyer de la ville et vota le crédit nécessaire s'élevant à 7.000 fr. dont 5.000 fr. pour travaux d'appropriation et 2.000 fr. pour la dépose, le transfert, l'aménagement et la repose des statues, vitrines et collections d'objets de toute nature.

Le projet fut soumis dès le 30 novembre 1901 à l'approbation préfectorale, sans demande de subvention aucune par la ville, qui assumait ainsi la dépense entière du déplacement de son musée communal d'archéologie.

Le projet, qui comprenait des travaux à effectuer dans un immeuble classé au nombre des monuments historiques, puisque la Crypte, dite de l'Ecole mutuelle, était la Crypte de l'ancienne Eglise collégiale de Saint-Pierre-la-Cour, fut conformément à la loi du 30 mars 1887 soumis à l'approbation de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Ce ne fut qu'après des pourparlers assez longs avec M. Darcy, architecte en chef des Monuments historiques dans la Sarthe, délégué par le Ministre, que les travaux purent être entrepris définitivement, au mois d'avril 1902, à l'intérieur de la Crypte.

Entre temps la commission des Monuments historiques émit le vœu que le sol de la Crypte, qui avait été remblayé de 1^m25 environ vers 1830, époque où on y avait installé une salle d'asile, pour se trouver de plein pied avec la cour extérieure, fut ramené à son ancien niveau.

Cet abaissement devait avoir pour effet de dégager les bases des colonnes, fort bien conservées, comme une fouille l'avait fait reconnaître, et de restituer à la Crypte son ancienne hauteur, au grand bénéfice de ses proportions.

M. l'architecte-voyer consulté, expliqua, dans un rapport soumis au Conseil municipal, que pour racheter la différence de

niveau, on abaisserait de 0^m60 environ la cour au devant de la Crypte et on placerait quatre marches intérieures dans l'épaisseur du mur, pour descendre dans celle-ci.

Le volume de terre à enlever serait de 300 mètres cubes environ, qui pourraient être piochés et transportés dans la rue par les ouvriers des ateliers communaux.

Le transport aux décharges s'effectuerait ensuite par tombereau et occasionnerait une dépense de 450 francs qui pourrait être prélevée sur la somme à valoir du projet d'aménagement.

Le Conseil municipal, dans sa séance du 24 janvier 1902, autorisa le travail qui a eu pour heureux résultat de compléter le rétablissement dans son état primitif d'un monument historique très intéressant.

Cet abaissement a, en outre, fait retrouver le long du mur du chevet les fondations de l'ancien autel de la Crypte et remis au jour une élégante piscine à buvettes ménagée, au voisinage de l'autel, dans l'épaisseur du mur de droite et dont la partie supérieure mutilée apparaissait seule au-dessus du sol exhaussé.

La partie inférieure, à double cuvette, étant intacte et la partie supérieure ayant été restaurée par les soins de la commission des monuments historiques de la Sarthe, cette curieuse piscine est aujourd'hui visible en entier et rétablie dans son état primitif.

Tous les travaux de mise en état de la Crypte furent terminés à la fin de janvier 1903 et à la fin de juin le transfert du musée fut complètement effectué.

L'aménagement de toutes ses richesses artistiques dans la Crypte fait le plus grand honneur au Conservateur M. Ferdinand Hucher, tant pour la somme de travail qu'il lui a fallu fournir que pour le goût parfait dont il a fait preuve dans la disposition de tous les objets.

Malheureusement, comme il sortait à peine d'une longue maladie, le surmenage qu'il s'est imposé pour mener à bien cette œuvre importante, qui lui tenait tant à cœur, occasionna une grave rechute qui détermina sa mort le 19 juillet 1903.

Appelé, par arrêté de M. le Maire du 23 septembre 1903, à lui succéder comme conservateur du Musée, après avoir été son collaborateur dans l'œuvre du transfert, l'auteur de cette notice devait ce témoignage ému à la mémoire de son distingué prédécesseur.

Dans la séance du conseil municipal du 18 septembre 1903, M. le Maire fait connaître que les dépenses totales de mise en état de la Crypte et de ses abords et des aménagements du Musée se sont élevées à 7.800 fr. 69, en augmentation de 800 fr. 69 sur les prévisions.

Cette augmentation provient de différentes fournitures et transformations de vitrines, socles, etc., reconnues nécessaires au cours de l'aménagement, et de l'exécution de travaux non prévus au projet, pour l'abaissement du sol de la Crypte et de la cour d'accès.

Le Conseil vote le crédit supplémentaire de 800 fr. 69 pour solder l'augmentation de la dépense et M. le Maire fait connaître que le Musée sera ouvert au public, à partir du 1^{er} octobre 1903, tous les jours excepté le lundi, de midi à 4 heures.

Le conseil municipal, dans sa séance du 18 décembre 1903, décide que le crédit annuel de 825 francs, affecté au Musée Archéologique, sera porté, à partir de l'exercice 1904, à 1.025 francs afin de pouvoir élever de 100 fr. à 300 fr. les gages de la concierge, dont le travail est notablement augmenté.

Après tant de préoccupations et de recherches pour trouver un emplacement convenable pour son Musée Archéologique, et tant de dépenses pour son entretien et son aménagement (1), la ville du Mans a la légitime satisfaction de lui avoir trouvé le cadre le plus merveilleusement approprié et de voir son œuvre appréciée, comme il convient, par tous les Archéologues et les visiteurs de son Musée.

(1) Le montant total de ces dépenses, au 31 décembre 1908, s'élève à la somme de 53.700 fr. 69.

HISTOIRE

DES EPILOBES SARTHOIS

Par Mgr H. LÉVEILLÉ, membre titulaire.

Quand en 1877, très modeste débutant dans la botanique, nous nous attachions, nous ne savons par quel instinct, à l'étude des Epilobes, nous n'aurions osé espérer avoir un jour entre les mains tous les matériaux nécessaires pour éditer la monographie de ce genre qu'on a qualifié avec juste raison de très difficile.

Aujourd'hui nous avons vu et fait dessiner par M. GONZALVE DE CORDOUE, dont on pourra apprécier le talent par les dessins joints à ce travail, tous les Epilobes du globe. La monographie est en cours de publication ; les espèces européennes ont été publiées et nous avons pensé qu'il serait intéressant de dresser le bilan de nos Epilobes sarthois en empruntant à cette monographie les figures qui illustrent cette note.

Ce travail intéressera non seulement les botanistes et floristes de la Sarthe mais encore tous ceux dont les départements ne contiennent pas de hautes montagnes. Celles-ci renferment des espèces dont il ne peut être question ici : *Ep. trigonum* Schr., *E. alpinum* et ses nombreuses formes.

Notre département renferme 7 espèces représentées par 24 variétés ou formes notables. Disons de suite que nous ne mentionnerons pas dans ce travail les variations ou lusus suivants qui se retrouvent plus ou moins dans toutes les espèces :

Leucanthum à fleurs blanches.

Alternifolium à feuilles alternes.

Verticillatum à feuilles verticillées.

Putatum à tige et rameaux broutés.

Apricum à tiges ou feuilles rougeâtres, plantes des lieux ensoleillés.

Umbrosum à larges feuilles très vertes, plantes des lieux ombragés.

Quant aux espèces, nous en donnerons une diagnose succincte et distinctive, tâchant d'éliminer des caractères communs et sans importance qui ne feraient que grossir sans résultat les descriptions spécifiques.

La clef suivante permettra d'ailleurs de les distinguer aisément :

CLEF DES ESPÈCES.

1	{	Belles fleurs à pétales étalés; étamines penchées....	<i>E. spicatum.</i>
		Fleurs infundibuliformes; étamines dressées.....	2
2	{	Stigmate quadrifide.....	3
		Stigmate indivis.....	5
3	{	Feuilles caulinaires moyennes sessiles ou embrassantes.	4
		Toutes les feuilles plus ou moins pétiolées.....	<i>E. montanum.</i>
4	{	Fleurs petites; feuilles caulinaires sessiles à petites dents.....	<i>E. parviflorum.</i>
		Fleurs grandes; feuilles caulinaires amplexicaules; stolons souterrains épais.....	<i>E. hirsutum.</i>
5	{	Tiges cylindriques dépourvues de lignes; feuilles entières.....	<i>E. palustre.</i>
		Tiges anguleuses pourvues de lignes.....	6
6	{	Feuilles réticulées; les inférieures longuement pétiolées.....	<i>E. roseum.</i>
		Feuilles toutes sessiles ou courttement pétiolées....	<i>E. tetragonum.</i>

SCHIZOSTIGMATÉES.

Epilobium spicatum Lamk.

Linné avait appelé cette espèce *E. angustifolium*. Il y réunissait l'*Epilobe* à feuilles linéaires que Villars appela ultérieurement *Dodonæi* tandis que plus judicieusement, mais trop tard,

Haenke lui imposait la dénomination des *rosmarinifolium*. Lamarck jugea que l'on ne pouvait continuer à appeler Epilobe à feuilles étroites un Epilobe qui, outre qu'il a les feuilles plus larges que nombre d'autres espèces, était la forme à larges feuilles de l'espèce démembrée. Il le nomma *spicatum*, nom qui finira par prévaloir.

L'*E. spicatum* est reconnaissable à ses grandes et belles fleurs roses ou violettes, rarement blanches, à ses étamines penchées, à ses pétales entiers étalés, à ses feuilles dressées, dures et allongées, à sa tige simple et élancée.

Il se plaît dans les bois et les tranchées des chemins de fer.

Il mérite d'être compté au nombre des plantes ornementales. Ce bel Epilobe habite les localités suivantes : Forêt de Perseigne dans laquelle il est assez répandu ; Beaumont : tranchée du chemin de fer sur la gauche de la ligne d'Alençon ; Saint-Léonard-des-Bois : haie au bas du vieux four à chaux, sur la route de Saint-Paul ; Saint-Rémy-de-Sillé : à la Roche, tranchée du chemin de fer entre Sillé-le-Guillaume et Crissé ; Saint-Denis d'Orques : bois des Chartreux ; Loué : bois de Chagon ; Saint-Pierre-du-Lorouer : forêt de Bercé, entre l'allée des Pressenteries et le chemin du Follet ; Rahay : au bas et à l'extrémité sud du bois de Montjoie ; Saint-Jean de la Motte : Chausse-Paillière. En tout : 8 localités. Il n'a pas été revu au bois de Pannetière près le Mans, dans la coupe de Rouillon où le signalait Desportes.

Epilobium hirsutum L.

L'*E. hirsutum* L. comprenait jadis la forme que Schreber en a détachée plus tard sous le nom d'*E. parviflorum*. C'est le plus robuste de nos Epilobes sarthois et l'un des plus grands Epilobes du globe. Moins ornemental que l'*E. spicatum*, il ne dépare pas les parcs ou jardins où on l'introduit, mais ses stolons hypogés sont tellement envahissants qu'on a peine à s'en débarrasser.

L'*E. hirsutum* se distingue à sa villosité, à ses fleurs assez

grandes de couleur pourpre, à ses feuilles caulinaires embrassant la tige et à ses rejets épais et souterrains. Il ne saurait être confondu qu'avec l'*E. parviflorum*, dont les fleurs sont plus petites et dont les feuilles caulinaires ne sont jamais amplexicaules.

On le trouve au bord des rivières, des ruisseaux, ainsi que des étangs ou des mares. Par exception, on le rencontre dans des lieux secs ou dans des friches où ses graines, emportées par le vent, germent parfois et donnent alors la forme *nanum*, plante haute de 1-3 décimètres, à port d'*E. parviflorum* mais à fleurs d'*hirsutum*.

Nous n'avons pas observé dans la Sarthe les variétés *incanum* Lévl. et *lanatum* Lévl. de cette espèce, la première velue-blanchâtre, la seconde couverte d'un épais tomentum blanchâtre-cotonneux.

Par contre, on y trouve la var. *villosum* Haussk., plante longuement velue-glanduleuse et la var. *subglabrum* Koch représentée par des individus au vert feuillage.

L'*E. hirsutum* est assez commun dans la Sarthe.

***Epilobium parviflorum* Schreb.**

Nous avons à la suite de M. Rouy (Flore de France, tome VII) attribué à Reichard la paternité de la dénomination *parviflorum*, de même que, sur la foi du même auteur, nous avons écrit : *E. roseum* Roth. M. THELLUNG de Zürich a bien voulu nous écrire : « Il faut citer comme auteur des *E. obscurum*, *parviflorum* et *roseum* tout simplement Schreber ; car cet auteur a formé lui-même ces combinaisons dans le conspectus ajouté à son *Spicilegium* (1771) ».

L'*E. parviflorum* Schreb., auquel Lamarck avait donné le nom plus expressif de *molle*, se distingue du précédent par ses petites fleurs et ses feuilles non embrassantes. La mollesse de ses feuilles le différencie du *montanum* et son stigmate quadri-

fide la sépare nettement des espèces du second groupe à stigmate indivis.

Commun dans la Sarthe dans les lieux humides et spécialement au bord des eaux et des fossés *E. parviflorum* y présente les variétés suivantes :

Subglabrum Koch. — Plante presque glabre. AC.

Menthoides Boiss. (Haussk.). — Feuilles cendrées-blanchâtres, crépues-ridées. PC.

Pseudo-hybridum Lév. — Plante verte à feuilles inférieures très nettement pétiolées. R. — Foulletourte, Saint-Vincent-du-Lorouer !

Mollissimum Welw. — Cette variété rarissime, que nous connaissons du Portugal, a disparu de la localité de Saint-Rémy-du-Plain : le Raillon.

Forme *reptans* Lév. — Tige rampante et longuement radicante.

***Epilobium montanum* L.**

Espèce polymorphe, distincte des deux précédentes par la glabrescence relative mais suffisamment caractérisée de ses tiges et de ses feuilles beaucoup plus rigides, elle se distingue des espèces du second groupe par son stigmate quadrifide. Les fleurs sont généralement penchées avant l'épanouissement.

Commun dans la Sarthe dans les bois, les chemins, sur les talus, cet *Epilobe* y présente les races et variétés suivantes :

Var. *dubium* Lév. — Feuilles pétiolées, arrondies à la base mais jamais cordiformes. La var. *subcordatum* Haussk. à feuilles cordées à la base est à rechercher dans le département.

Var. *Gentilianum* Lév. — Feuilles pétiolées, également atténuées aux deux extrémités. R. — Forêts de Perseigne et de Bercé !

Race *lanceolatum* Seb. et Maur. — Fleurs d'abord blanches ou blanchâtres, nettement penchées avant l'anthèse ; des rameaux

à l'aisselle des feuilles; feuilles lancéolées, les radicales très nettement pétiolées. C.

Var. *macrocatomischum* Lévl. — Feuilles inférieures et radicales *très longuement* pétiolées. RR.

Forme *rigidum* Lévl. — Feuilles subcoriaces, très dentées, horizontales ou réfléchies. C.

Var. *tramitum* Lévl. — Feuilles petites. PC. Ne pas confondre cette variété avec la forme *putatum* du type.

Forma *ovatum* Lévl. Feuilles arrondies aux deux extrémités.

Race *collinum* Gmel. — Cette race n'existe pas dans la Sarthe où elle est peu vraisemblable. Si nous la figurons plus loin c'est pour mieux établir la distinction des formes affines : *tramitum* et *Gentilianum*. Le *collinum* est en effet au *montanum* ce qu'est le *tramitum* au *lanceolatum*. Le *tramitum* est une forme xérophile des plaines qui se plaît sur les talus comme le *collinum* est une forme xérophile qui affectionne les rochers des montagnes et des collines élevées.

L'*E. collinum* se distingue du *tramitum* et du *Gentilianum* par ses dents *très rapprochées* et très saillantes surtout chez les feuilles supérieures.

SYSTIGMATÉES.

***Epilobium roseum* Schreb.**

Tige munie de lignes saillantes; feuilles ovales, très nettement réticulées, les inférieures assez longuement pétiolées, souvent tachées de rose dans leur jeunesse; fleurs blanches ou légèrement rosées à stigmaté indivis.

Cette espèce très caractérisée, et chez laquelle je n'ai jamais remarqué de variations dans nos limites, y est peu commune.

On la rencontre au bord des ruisseaux et dans les lieux sourcoux, même dans la ville du Mans.

Elle est peu connue des botanistes et très souvent mêlée à l'*E. parviflorum* et à l'*E. tetragonum*.

***Epilobium tetragonum* L.**

Certes c'est bien avec l'*E. alpinum* la plus polymorphe de nos espèces françaises.

Tige pourvue de lignes saillantes; feuilles lancéolées sessiles ou très courtement pétiolées (ce en quoi elle se différencie du *roseum*); stigmate indivis; fleurs violacées, tels sont les caractères distinctifs de cette espèce.

Elle offre dans la Sarthe les races et variétés énumérées ci-dessous :

Var. *Parmentieri* Lév. — Tige *pleine* dressée, rigide; souche munie de stolons courts.

Race *Gilloti* Lév. (*E. obscurum* Schreb. ex parte). — Tige fistuleuse, compressible; feuilles huileuses translucides sur le sec.

Var. *Leveilleanum* Rouy et Camus. — Tige droite élancée; feuilles à peine denticulées. RR. Forêt de Perseigne : tourbières de la vallée d'Enfer !

Forme *virgatum* Lamark; Fries in Herb. norm. — Tige droite à stolons courts, mais compressible. PC. Ce caractère différencie cette forme du *Parmentieri*.

Le *Virgatum* de Vill. a la tige légèrement flexueuse et les dents sont à peine visibles. Ce dernier caractère le rapproche du *Leveilleanum* dont il n'est qu'une variation. Quant au *virgatum* Fr. in Summa veget. il a la tige arquée ascendante et nous paraît se rattacher tout simplement à la race *Gilloti*.

Var. *Lucidum* Lév. — Tige couchée, parfois rampante ou radicante à feuilles luisantes translucides. R. Forêt de Perseigne.

Forme *palustriforme* Lév. — Feuilles presque entières; rejets filiformes, mais à tige couchée.

Forme *obtusifolium* Lév. — Feuilles obtuses. R. Forêt de Perseigne.

Haussknecht, dans sa monographie, avait démembré le *tetragonum* linnéen en quatre espèces : *adnatum* Gris., *Lamyi* Sch., *obscurum* Schreb., *Tournefortii* Michal.

Nous avons repris la conception de Linné et réuni les quatre espèces en une seule. Faisant l'*adnatum* synonyme de *tetragonum*, nous avons conservé comme race le *Tournefortii* mais quant à l'*obscurum* véritablement composé de pièces et de morceaux nous l'avons supprimé pour le remplacer par le *Gilloti* beaucoup plus compréhensif, puisque d'une part il renferme les formes comprises dans l'ancien *obscurum*, très obscur, en effet et en outre les *Parmentieri* et *Leveilleanum* qui relevaient de l'*adnatum*.

Nous figurons l'*E. Lamyi*, race du *tetragonum* possible dans nos limites, reconnaissable à ses rosettes radicales latérales persistantes et à ses feuilles brièvement pétiolées.

Epilobium palustre L.

Rejets filiformes de la souche terminés par des bulbilles; feuilles entières; tige dépourvue de lignes; stigmaté indivis.

Cette espèce, la plus rare de nos espèces sarthoises, se différencie du *Leveilleanum* et du *lucidum* formes du *tetragonum* par l'absence de lignes sur la tige et par la présence de bulbilles à l'extrémité de ses stolons.

Son port dressé la sépare en outre du *lucidum*.

Elle croît dans les lieux marécageux.

Nous ne jugeons pas utile de distinguer des formes chez cette espèce en somme très homogène.

On rencontre cette rare espèce dans les localités suivantes : Saint-Mars-la-Bruyère, marécages au-dessous du Grand-Étang; Saint-Mars-d'Outillé, marécages près de l'étang de Pont-Bre-bis; Saint-Léonard-des-Bois; Forêt de Perseigne : Vallée d'Enfer; Saint-Calais: pré marécageux près de la Moncharrière.

Elle compte actuellement dans la Sarthe six localités.

Nous l'avons vainement cherchée au bois de Pourie à l'Epaui,

mais nous avons eu la très vive satisfaction de la découvrir en compagnie de M. JEAN MONZIÈS à Trangé dans le pâtis des Terres, au sud de la route de Laval, que notre jeune confrère nous a fait connaître.

HYBRIDES.

Nous ne saurions passer sous silence les hybrides dans un genre dont les espèces sont si variables et s'hybrident si facilement.

Sur les 88 combinaisons jusqu'ici connues entre les *Épilobes* d'Europe, 34 sont possibles dans la Sarthe ce qui donne ample matière aux futures recherches.

Nous admettons que l'hybride ressemble à l'espèce mère par son feuillage et ses organes végétatifs et au père par ses fleurs.

Nous admettons deux hybrides entre deux espèces par exemple : *E. montanum* $\times$ *E. roseum* et *E. roseum* $\times$ *montanum*. Ces hybrides se distinguent aisément les uns des autres et forment ainsi deux groupes, car une même combinaison ne donne presque jamais des produits semblables; tellement est variable l'influence des parents.

Quant à la classification nous suivons pour le classement en herbier la classification admise qui applique aux hybrides la nomenclature binaire en faisant précéder le nom du signe $\times$. Mais pour la dénomination orale nous préférons la nôtre qui tout de suite indique à quel hybride on a affaire.

C'est ainsi que pour reprendre l'exemple ci-dessus nous aurons en herbier :

$\times$ *E. heterocale* Borbas (*E. montanum* $\times$ *E. roseum*).
Mais parlerons-nous du même hybride, nous servant de la désinence *oides* nous dirons :

E. montanum roseoides.

Nous savons immédiatement que nous avons sous les yeux un *L. montanum* hybridé par un *roseum*.

Au moyen des préfixes *super* et *sub* nous préciserons l'influence dominante des parents, en prenant naturellement le mot *sub* dans son acception de « sous » et non de « presque » usité souvent dans les descriptions.

On a jusqu'à présent signalé dans la Sarthe les combinaisons suivantes :

E. MONTANUM PARVIFLOROIDES (*montanum* $\times$ *parviflorum* Haussk = *E. limosum* Schur). — Forêt de Perseigne.

E. PARVIFLORUM GILLOTIoidES (*parviflorum* $\times$ *Gilloti* Lév. = *E. Dorflerianum* Lév.). — Forêt de Perseigne.

E. ROSEUM PARVIFLOROIDES (*roseum* $\times$ *parviflorum* Rouy et Camus = *E. opacum* Peterm.) — Livet.

E. PARVIFLORUM ROSEOIDES (*parviflorum* $\times$ *roseum* Haussk = *E. persicinum* Rchb.) — Le Mans : jardin des Plantes.

Nous nous proposons de publier un jour un travail d'ensemble sur les *Epilobes* hybrides de France auxquels nous n'avons jusqu'à ce jour prêté qu'une faible attention et dont nous recommandons l'étude. Il faudra renoncer toutefois à dessiner ces formes, si inconstantes et si variables qu'il faudrait représenter chaque pied pour donner une idée de l'extrême mobilité de leur physionomie.



Fig. 1. — Epilobium spicatum Lamk.

(Sommité 1/2 grandeur).



Fig. 2. — Epilobium hirsutum L.

(2/3 de grandeur).



Fig. 3. — *Epilobium parviflorum* Schreb.
(1/2 grandeur).



Fig. 4. — Epilobium montanum L.

(2/3 de grandeur).



Fig. 5. — Epilobium montanum L.

Var. *DUBIUM* Lévl.

($\frac{2}{3}$ de grandeur).



Fig. 6. — Epilobium montanum L.

Var. *GENTILIANUM* Lévl.

($\frac{3}{4}$ de grandeur).



Fig. 7. — Epilobium montanum L.

Race **lanceolatum** Seb. et Maur.

($\frac{3}{4}$ de grandeur).



Fig. 8. — Epilobium montanum L.

Race **lanceolatum** Seb. et Maur.

(2/3 de grandeur).



Fig. 9. — Epilobium montanum L.

Race *lanceolatum* Seb. et Maur.

Var. *macrocatomischum* Lévl.

(2/3 de grandeur).



Fig. 10. — Epilobium montanum L.

Race *lanceolatum* Seb. et Maur.

Forme *rigidum* Lévl.

($\frac{3}{4}$ de grandeur).



Fig. 11. — Epilobium montanum L.

Race lanceolatum Seb. et Maur.

Var. TRAMITUM Lév.

(2/3 de grandeur).



Fig. 12. — Epilobium montanum L.
Race *collinum* Gmel.
(2/3 de grandeur).



Fig. 13. — Epilobium roseum Schreb.

(2/3 de grandeur).



Fig. 14. — Epilobium tetragonum L.

(2/3 de grandeur).



Fig. 15. — Epilobium tetragonum L.

(2/3 de grandeur).



Fig. 16. — Epilobium tetragonum L.

Var. *PARMENTIERI* Lévl.

(1/2 grandeur).



Fig. 17. — Epilobium tetragonum L.

Race *Gilloti* Lévl.

(Grandeur naturelle).



Fig. 18. — Epilobium tetragonum L.

Var. LEVEILLEANUM Rouy et Camus.

(1/2 grandeur).



Fig. 19. — Epilobium tetragonum L.

Race **Gilloti** Lévl.

F. virgatum Vill. *F. virgatum* Lamk. Fr. herb. norm.

(1/2 grandeur).



Fig. 20. — Epilobium tetragonum L.

Race **Gilloti** Lév.

F. virgatum Vill. *F. virgatum* Fr. Summa Veget.

(1/2 grandeur).



Fig. 21. — Epilobium tetragonum L.

Race **Gilloti** Lévl.

Var. **LUCIDUM** Lévl.

($\frac{2}{3}$ de grandeur).



Fig. 22. — Epilobium tetragonum L.

Race *Gilloti* Lévl.

Var. *LUCIDUM* Lévl.

F. palustriforme Lévl.

(3/4 de grandeur).



Fig. 23. — Epilobium tetragonum L.

Race **Gilloti** Lév.

Var. **lucidum** Lév.

F. obtusifolium Lév.

(3/4 de grandeur).



Fig. 24. — Epilobium tetragonum L.

Race **Lamyi** Schultz,

($\frac{3}{4}$ de grandeur).



Fig. 25. — *Epilobium palustre* L.

(1/2 grandeur).



Fig. 26. — Epilobium
(Grandeur

palustre L.
naturelle).

DE LA

PRÉFILTRATION DES EAUX DE RIVIÈRE

DESTINÉES A LA CONSOMMATION PUBLIQUE

Par M. MARCHADIER, Membre titulaire

On donne le nom de *préfiltration* à l'opération ou à l'ensemble des opérations que l'on peut faire subir à l'eau, avant sa filtration, soit dans le but de faciliter cette dernière, soit dans le but de ménager les appareils filtrants, soit dans ces deux buts à la fois.

Ces opérations peuvent être de trois ordres : physiques ; physiques-chimiques ; physiques-biologiques. Nous les passerons successivement en revue, en nous réservant de traiter sommairement les préfiltrations physique et physique-chimique pour nous étendre davantage sur la préfiltration physique-biologique, qui, en outre qu'elle est moins bien connue, offre un intérêt local et d'actualité. On sait, en effet, que c'est ce genre de préfiltration qui a été adopté par la ville du Mans dans son service d'eau.

Opérations d'ordre physique. Les opérations d'ordre physique reposent toutes sur cette loi fondamentale de la pesanteur en vertu de laquelle les corps sont attirés vers la terre. Dans le cas qui nous occupe, ces corps sont les impuretés que l'eau reçoit et entraîne dans son passage à travers certaines couches du sol, ou dans sa course à la surface des terres. Seul, le mouvement des molécules liquides permet à ces impuretés de se maintenir

en suspension. On conçoit donc que, si à un moment donné, ce mouvement vient à être interrompu ou même seulement ralenti, il y aura chute et dépôt, en totalité ou en partie, de ces éléments étrangers. C'est ce qui se trouve réalisé dans les appareils dits *décanteurs*. Suivant que l'on a envisagé et que l'on provoque l'arrêt complet ou le ralentissement du mouvement de l'eau, on se trouve en présence de deux sortes de ces appareils :

Les décanteurs à milieu stagnant et les décanteurs à milieu circulant.

Les décanteurs à milieu stagnant sont de grands bassins, de forme quelconque, mais généralement très profonds, dans lesquels on emmagasine une forte quantité d'eau, destinée à y demeurer au repos jusqu'à limpidité parfaite. On peut citer comme types de ces décanteurs les réservoirs de Londres-Est (Angleterre) qui peuvent recevoir 5.541.600 m³. d'eau, représentant 26 jours de consommation et ceux de Kobé (Japon) d'une contenance de 1.828.155 m³., offrant une réserve d'eau pour 140 jours.

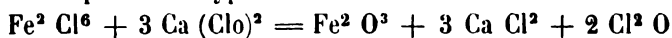
Les décanteurs à milieu circulant sont représentés par une infinité de canaux à chicanes où le courant d'eau, déjà ralenti par une pente insensible, vient se briser sur des parois nombreuses le long desquelles il dépose la plus grande partie de ses impuretés. La Ville de Paris a fait établir ce genre de décanteurs à Saint-Maur pour la préfiltration des eaux de la Marne qu'elle utilise parfois dans sa consommation pendant les fortes chaleurs de l'été.

Opérations physiques-chimiques. Dans les opérations physiques-chimiques, on a tenu compte à la fois des effets de la gravité et des réactions chimiques susceptibles de les provoquer au gré de la volonté de l'opérateur. On sait, par exemple, qu'en présence du carbonate de chaux qui se trouve dans toutes les eaux naturelles, le sulfate d'alumine se décompose en donnant du sulfate de chaux qui reste dissous et de l'*alumine*. Or, cette dernière substance est toujours en voie de combinaison ; elle

va donc s'unir avec empressement aux matières organiques voisines et former ainsi un précipité floconneux qui englobera une proportion notable des particules solides et finalement se déposera.

Un résultat analogue peut être obtenu en agitant l'eau à améliorer en présence de débris de fer et d'un courant d'air. Au cours de cette opération, qui a lieu généralement dans de vastes cylindres rotatifs mûs mécaniquement, il se forme un précipité d'*hydrate ferrique*, de consistance gélatineuse, qui entraîne avec lui les matières flottantes au milieu desquelles il s'est constitué.

Dans le même ordre d'idées, on peut encore faire appel à un troisième procédé qui consiste à traiter les eaux par le produit de la réaction qui s'établit lorsqu'on met en présence une solution ferrique et un hypochlorite :



Il se forme ainsi deux composés oxygénés, l'un du fer, l'autre du chlore, jouant le premier, le rôle de *coagulant*, le second, celui de *microbicide*.

A la suite du concours ouvert en 1907 par la Ville de Paris, en vue de rechercher et d'expérimenter les systèmes d'épuration des eaux potables, ce dernier a été primé.

Opérations physiques-biologiques. — Les opérations physiques-biologiques relèvent d'un mécanisme plus compliqué. Comme leurs concurrentes, elles utilisent les effets de la pesanteur, mais elles font appel, en outre, au travail des végétaux inférieurs, à l'aide des infiniment petits.

On peut constater, en effet, qu'il se produit dans la préfiltration physique-biologique, deux actions parallèles, fort complexes, mais bien distinctes : l'une, caractérisée par des phénomènes de *rétenion* ; l'autre par des phénomènes de *minéralisation*. Mais, pour bien comprendre ces actions, il est utile, au préalable, de connaître la composition des milieux au sein desquels elles prennent naissance. Il nous faut donc parler, tout

d'abord, des *préfiltres* et des *dégrossisseurs*, *submergés* ou *mi-submergés*, appareils dans lesquels on réalise à l'heure actuelle la préfiltration physique-biologique.

Les préfiltres ne diffèrent du filtre à sable submergé que par destination. Ce sont d'immenses réservoirs, le plus souvent à double fond, qui peuvent, suivant les besoins, atteindre et dépasser 1000 m². de surface. Ces réservoirs sont des monolithes de ciment armé, et, tandis que leur deuxième fond, ou fond véritable, est ainsi parfaitement étanche, leur premier fond, ou fond factice, est généralement représenté par des dalles en béton maigre, poreux, supportant la petite couche de sable qui constitue l'âme de l'appareil.

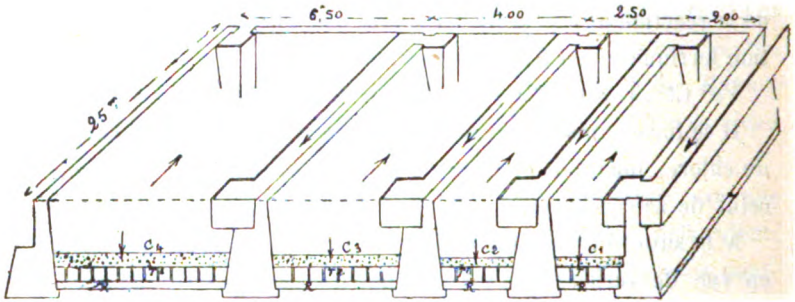


FIG. 1. — SÉRIE D'APPAREILS DÉGROSSISSEURS A QUATRE ÉLÉMENTS, POUVANT DÉBITER 5000 MÈTRES CUBES D'EAU PAR 24 HEURES.

R. radier.

T, T₁, T₂, T₃, tôles supportant les couches de cailloux et perforées d'orifices ovales de 0^m003 × 0^m015 permettant le passage de l'eau.

C₁, couche de 0^m25 d'épaisseur, constituée par des cailloux de 0^m03 à 0^m04 de diamètre.

C₂, — 0^m25 — — — 0^m02 à 0^m025 —

C₃, — 0^m30 — — — 0^m01 à 0^m015 —

C₄, — 0^m35 — — — 0^m004 à 0^m006 —

Les flèches indiquent le trajet suivi par l'eau.

Si l'on suppose un préfiltre divisé, dans le sens de sa largeur, en plusieurs compartiments, garnis de cailloux de plus en plus fins et disposés de manière que l'eau, qui passe d'un compartiment dans l'autre, arrive dans le suivant de plus en plus clarifiée et épurée, on aura, non plus un préfiltre, mais un système de dégrossisseurs : C'est le système en usage dans le ser-

vice d'eau du Mans. Il existe dans ce service quatre séries de ces appareils. Chaque série se compose de quatre éléments (voir fig. 1) et chaque élément est constitué par un bassin rectangulaire, cimenté, muni d'un double fond, l'un représenté par le radier du bassin, l'autre par une tôle perforée. C'est sur ce dernier fond métallique rigide que repose la couche de cailloux. Comme il a été dit plus haut, la dimension des cailloux et par suite celle de leurs interstices diminue du premier au quatrième élément, et c'est par ce dernier élément que l'eau termine sa course dans le dégrossisseur.

Si les divers calibres de gravier au lieu d'être répartis en plusieurs compartiments sont disposés dans un bassin unique, de telle sorte que la dimension des grains augmente de la surface à la base, on aura un autre système de dégrossisseurs qui est celui employé à Zurich (Suisse). Mais dans ce dernier, comme dans le précédent, comme dans le préfiltre, le mécanisme de filtration reste le même.

Dans tous ces appareils, en effet, l'eau à préfiltrer, amenée lentement, abandonne sur la couche de gravier qu'elle est obligée de traverser, tout ce qui ne peut se frayer une voie à travers les interstices. C'est ainsi que la plupart des matériaux en suspension s'arrêtent, qu'une certaine quantité de vase se dépose créant le champ où l'activité microbienne va opérer, sous nos yeux, les transformations les plus importantes.

On peut dire « sous nos yeux » car si ces êtres infimes que sont les microbes ne peuvent être rendus visibles que par des grossissements énormes, ils produisent, en revanche, des réactions que l'analyse nous révèle et nous permet de suivre presque pas à pas. Dans le cas qui nous occupe, nous assistons aux transformations successives de l'azote albuminoïde en azote ammoniacal, de ce dernier en azote nitreux et en azote nitrique, en somme, à la genèse d'un milieu nouveau. Ce milieu est à peine formé que nous y voyons apparaître presque subitement des diatomées, des algues vertes qui avec cet ammoniac, ces

nitrites, ces nitrates, que les microbes ont préparés, constitueront une partie de leurs tissus.

Mais, ce n'est pas tout. A mesure, en effet, que les réactions dont nous venons de parler s'opèrent, et à leur faveur, les planctules grandissent. Certaines s'étalent, s'élèvent ; leurs filaments s'entrecroisent, s'enchevêtrent ; un réseau étroit se forme et, dans ses mailles, les micro-organismes en mouvement viennent nombreux s'agglutiner, se fixer. De telle sorte que l'eau débarrassée de sa vase, d'une grande partie de sa matière organique soluble, abandonne encore beaucoup de ses microbes et s'échappe à la fois plus claire et plus pure.

Ainsi conduisent à ce résultat final si intéressant pour nous les deux actions que nous venons de décrire :

D'une part, cette action purement physique de rétention que nous expliquerons par *l'étroitesse des interstices et des pores* des matériaux employés, par *l'exiguité des mailles* de la membrane filtrante, par la *grande facilité de dépôt* qu'offrent aux matières flottantes la multitude des facettes de dégrossissage, enfin, par le *processus d'attractions moléculaires* qui groupent les micro-organismes et qui les fixent.

D'autre part, l'action biologique que nous expliquerons par la propriété que possèdent les algues vertes de décomposer l'acide carbonique des eaux pour en libérer un *oxygène* indispensable à la vie des aérobies, et, réciproquement, par la propriété que possèdent les microorganismes de rendre assimilables, en les *minéralisant*, les matériaux indispensables à la vie des algues.

Les appareils, préfiltres et dégrossisseurs, dont nous venons de parler sont dits *submergés* parce qu'ils restent recouverts par l'eau pendant la durée de leur fonctionnement. Pour être complet, il nous faut parler d'un système de dégrossisseurs *mi-submergés*, adoptés récemment par la ville de Chartres, et qui doivent fonctionner surtout par oxydation bactérienne.

Ces dégrossisseurs sont constitués par des cuves à coke munies de cloisons en chicanes et fonctionnent toujours par séries de

deux de la façon suivante : pendant un certain temps, on fait passer le courant d'eau à préfiltrer à travers le lit poreux d'un élément du couple. Puis ce courant est interrompu et dirigé sur le deuxième élément tandis que le premier est complètement vidé. L'air extérieur pénètre alors dans cet élément vide, garnit tous les pores de la matière filtrante et apporte ainsi aux aérobiees arrêtés l'oxygène qu'ils emploieront à brûler la matière organique contenue dans l'eau. En somme, c'est le lit bactérien appliqué à la préfiltration des eaux potables et c'est là, il faut le reconnaître, un système bien séduisant, car il se présente avec l'avantage de pouvoir se plier à chaque saison à toutes les variations de régime des eaux qu'il peut recevoir : une crue vient-elle à se produire, par conséquent, la matière organique augmente-t-elle ? Une ventilation plus fréquente, une simple prolongation de la durée d'exposition à l'air permettront de délivrer une eau dégrossie avec la même teneur en matière organique qu'en temps normal.

En somme, ces appareils au lieu d'être comme les autres dégrossisseurs à la merci des crues, semblent soumis à la volonté du chimiste qui les dirige. Or, on comprend combien il est facile à ce dernier d'établir : d'une part, l'échelle des teneurs en matière organique de son eau à toutes saisons ; d'autre part, l'échelle des durées d'exposition à l'air correspondantes.

Mais, si ces appareils ont le pouvoir de priver l'eau en tout temps d'une partie notable et constante de sa matière organique *inerte*, ils ne peuvent agir de même à l'égard de la matière organique *vivante* (représentée surtout par les germes bactériens) qu'à la condition que le milieu poreux, qui abrite ces germes à prolifération rapide et intense, en soit purgé dans une large mesure par des lavages fréquents.

Or, ces dégrossisseurs ne sont pas installés en vue de ces nettoyages. En outre, la grande vitesse à laquelle on y fait passer l'eau paraît peu compatible avec le principe des « lits de contact » qu'on a voulu appliquer. Enfin, le choix du coke comme subs-

tance poreuse n'est pas aussi heureux qu'on l'avait souhaité. Le coke, en effet, est une matière à *pores fermés*, par conséquent peu perméable à l'eau dans laquelle il flotte et par conséquent aussi peu apte à remplir le rôle qu'on lui impose. Mais, ce sont là des inconvénients auxquels on peut remédier. Les dégrossisseurs mi-submergés sont des appareils susceptibles d'amélioration et nous souhaitons, dans l'intérêt supérieur de l'hygiène publique, que les critiques que nous pouvons formuler aujourd'hui deviennent à l'avenir impossibles.

Mis en présence de tant de procédés de préfiltration, l'hygiéniste fixera peut être difficilement son choix, surtout, si ce dernier, comme il arrive souvent, se trouve encore subordonné à des questions d'espace et de crédits disponibles. En dehors de ces influences, il peut être assuré qu'il trouvera dans *l'étude de la nature et du régime* des eaux qu'il s'agit d'épurer, *un guide presque toujours infallible*.

NOTE SUR UN NANDOU

Mort accidentellement au Jardin d'Horticulture

Par M. LEMOINE, membre titulaire.

La collection zoologique du Jardin d'horticulture, composée en partie d'animaux exotiques, constitue, au point de vue pathologie, les éléments d'une mine féconde en ressources pour le chercheur. Depuis dix ans que nous essayons de contribuer à la conservation de son existence au moyen d'une thérapeutique trop souvent illusoire, à notre très grand regret, et par suite — empressons-nous d'ajouter — de circonstances absolument indépendantes de notre volonté, nous avons eu l'occasion de passer en revue, surtout sur le cadavre, en dehors de quelques accidents et de quelques maladies franches, la plupart des affections microbiennes ou parasitaires connues, telles que la tuberculose, la diphtérie, la coccidiose, l'aspergillose, l'actinomyose, les diverses helminthiases (syngamose, cysticercose, etc.), et dont les agents infectieux ou contagieux s'attaquent non-seulement à l'individu, mais encore au nombre.

Le cas de l'oiseau, sujet de la présente note, nous a paru intéressant sous plusieurs rapports.

Le Nandou, *Rhea americana* Mœhring, imposant animal, d'une originalité incontestable, que nous avons étudié par ailleurs (1), mais non d'après nature, puisque, moins privilégié qu'aujourd'hui, nous ne possédions pas alors l'avantage de

(1) *Bulletin de la Société d'Horticulture de la Sarthe*, 1907. t. XV, p. 87.

l'avoir sous les yeux, représente en France une rareté, tout au moins dans les jardins publics, car on se le procure assez difficilement. Il fut introduit au Mans au printemps de l'année 1908 par deux généreux donateurs de l'Uruguay, M. et M^{me} de la Villéon, qui en adressèrent successivement à l'Administration de la Société d'horticulture trois jeunes, d'environ quatre mois, déjà apprivoisés. Encore appelé autruche d'Amérique, autruche des pays froids, c'est le plus grand oiseau du Nouveau monde; haut de 1^m65, il offre l'aspect général d'un robuste échassier, au corps ovoïde, à livrée cendré brunâtre, sans plumes flottantes, sans ailes ni queue apparentes. Notre climat semble bien lui convenir; les Nandous ne redoutent pas l'hiver et délaissent en tous temps les abris construits à leur intention. Pleine liberté leur est accordée le jour au milieu des promeneurs, dont ils recherchent volontiers la compagnie, rôle auquel les avaient préparés leur éducation première. Parfois ils deviennent comiques : n'a-t-on pas vu l'un d'eux retirer délicatement un gâteau de la bouche d'un enfant ?

Mais pourquoi le principe de la sociabilité s'est-il accru chez eux à l'excès favorisant le germe d'un fâcheux instinct de kleptomanie qui les pousse, la curiosité aidant, à convoiter et s'approprier du bout de leur bec inquisiteur, jusqu'entre les mains des propriétaires confus, les objets les plus étranges, boulets, balles, mouchoirs, gants, etc. ? Ce sont là fantaisies folles que chèrement, malgré la tolérance réputée proverbiale de leur estomac, ils paient quelquefois de la vie.

Un Nandou âgé de dix mois, importé en avril 1909, resta souffrant à la suite de la récente mue et ne s'en remit pas. Tristesse, inappétence, vomissements, firent craindre une obstruction intestinale. L'oiseau se soumit docilement à un traitement approprié, mais ce n'est guère, hélas ! que lors d'une affection très grave qu'on peut espérer vaincre les résistances de la majorité des hôtes du jardin, et en cas de résignation, le pronostic s'an-

nonce fatal. Notre malade ne fit pas exception à la règle : après quelques jours d'un état dolent caractérisé par l'attitude debout, immobile, le cou affaissé, allongé en arrière au ras du dos, caché au milieu des plumes, d'où l'on voyait seulement émerger la tête et les yeux, souvent fermés, il fut trouvé mort un matin, accusé de l'ingestion d'un gant.

A l'autopsie, notre attention fut retenue tout d'abord par la forme du sternum particulière à la sous-classe des *Ratites*, de *ratis*, radeau. Cet os dépourvu de carène, de bréchet, à pourtour arrondi, se rétrécissant progressivement d'avant en arrière, mesurant 25 centimètres de long sur 8 de large, à face supérieure très concave dans sa moitié antérieure, correspondait en un point saillant de sa convexité à une callosité de la peau, sur laquelle repose normalement le poids du corps dans la station couchée : privé aussi des deux clavicules composant fourchette, il s'articulait de chaque côté avec un court coracoïde supportant l'omoplate.

La réduction de cet appareil et de la charpente osseuse des ailes explique comment le Nandou s'est vu refuser toute aptitude à l'aviation ; en revanche, ses fémurs aérifères, tout comme ceux des grands voiliers, se montrent, quoique massifs, organisés pour la course la plus rapide.

En ce qui concerne le tube digestif, il est curieux de remarquer le contraste entre la longueur des mandibules du bec qui atteignent 15 centimètres et les dimensions de la langue (3 centimètres de long sur 3 de large), figurant assez bien le contour d'un fer à cheval dont la concavité postérieure coïnciderait avec l'ouverture gutturale. L'œsophage, long de 60 centimètres, présentait un renflement allongé, à 25 centimètres de la bouche, pour se terminer par le ventricule succenturié, à membrane glandulaire mince, flanqué à sa droite d'une rate discoïde de 20 centimètres de tour, et communiquant avec un gésier charnu, épais d'un demi-centimètre, le tout rempli de débris d'herbe et de liquides huileux, ainsi que l'était l'intestin lui-même jusque vers

le milieu de son trajet, à 30 centimètres de l'origine de deux cœcums d'une longueur démesurée (1 m.), à 65 centimètres du cloaque. A ce niveau le canal, fortement distendu, accusait la présence d'un corps étranger sphérique, un jouet d'enfant, une balle en caoutchouc plein, de 13 centimètres de circonférence, cause de l'occlusion intestinale ayant occasionné la mort par toxi-infection, par auto-intoxication.

L'obstruction des diverses portions du tube digestif paraît plutôt fréquente chez les oiseaux « au long bec emmanché d'un long cou » : nous en avons déjà relevé deux exemples, l'un de nature œsophagienne l'autre de nature stomacale, chez des cigognes. Les pensionnaires du jardin se trouvent malheureusement trop exposés par les conditions spéciales de leur existence à de semblables accidents, sans qu'on puisse proposer aucune solution vraiment pratique pour remédier aux désagréments de cette situation.

La seconde partie de notre observation se rapporte à la présence de parasites dont l'un nous apparut, dès le début des opérations, égaré au milieu du tissu conjonctif intermusculaire de l'aîne gauche. C'était un némathelminthe vivant, un ver rond et blanc, de 50 centimètres de long sur 1 millimètre et demi de diamètre, uniforme dans toute son étendue, à extrémité antérieure mousse, à extrémité postérieure terminée par une pointe recourbée en crochet vers la face ventrale. J'en découvris bientôt un certain nombre d'une longueur moyenne de 40 centimètres que je retirai de la profondeur des interstices de l'aîne et de l'aisselle, alors que d'autres gisaient libres et enroulés, les tissus environnants n'ayant subi aucune altération manifeste. Après en avoir extrait méthodiquement un autre complètement étalé au travers de la trame cellulaire superficielle de la région costale, je sectionnai les muscles de la partie inférieure du thorax et de l'abdomen, et en rencontrai de nouveaux entre les côtes et les couches sus-jacentes comme logés à l'intérieur d'un décolle-

ment, à paroi interne recouverte d'un exsudat fibrineux mi-ron-geâtre et jaunâtre formant un revêtement peu épais, mou, sans épanchement liquide dans la cavité. Mêmes caractères furent constatés en dedans du péricarde, à la surface du cœur, entre lesquels résidait une colonie de parasites beaucoup plus courts et plus effilés, les uns pelotonnés, les autres allongés. Lésions plus accentuées dans les divers replis cloisonnant la capacité du réservoir thoracique, dont les compartiments renfermant les vers étaient intérieurement doublés d'une néoformation membraneuse teintée d'un mélange de jaune sale et de verdâtre, rappelant comme coloris l'aspect, propre aux moisissures, de l'aspergillose des sacs aériens — que nous avons observée chez le canard — ou encore celui de l'inflammation sèche d'une séreuse ayant contracté des adhérences avec les viscères.

Ces parasites, recueillis au total d'une soixantaine, nous n'avions pas le loisir de les déterminer d'une façon précise par nos moyens personnels; aussi, en attendant de connaître l'opinion de l'éminent helminthologiste, professeur Railliet, d'Alfort, consulté sur ce point, fûmes-nous réduits à des suppositions. Les caractères macroscopiques du ver et certaines apparences de ressemblance nous décidèrent en définitive à nous prononcer pour la Filaire de Médine, le Ver de Guinée ou Dragonneau, d'où le nom de Dracontiasse, maladie plutôt spéciale à l'homme et consistant dans l'apparition sous-cutanée de tumeurs saillantes parfois très douloureuses, siégeant surtout aux jambes et aux pieds, mais aussi à la tête, au cou, au tronc, aux mains et même dans les régions plus profondes. L'affection, originaire de l'Ancien continent, ayant été transportée dans l'Amérique du Sud par les nègres à l'époque de la traite et signalée chez le chien, le cheval et le bœuf, il nous semblait naturel qu'on pût la rencontrer chez le Nandou. Nous n'ignorions pas toutefois que le nombre de filaires trouvé sur le même individu a varié entre un et cinq, jamais plus.

On sait, grâce aux recherches du voyageur russe Fedschenko,

que celles-ci pénètrent dans l'intestin de l'homme et des animaux par l'intermédiaire des boissons non filtrées, sous la forme d'embryons contenus dans le corps de tout petits crustacés d'eau douce appartenant au genre Cyclope ; on admet également qu'elles traverseraient la paroi intestinale après maturité sexuelle et se logeraient dans les organes, pour atteindre le terme de leur croissance en un temps compris entre 8 mois et 2 ans, et finalement apparaître sous la peau.

Nos constatations nécropsiques confirmant en quelque sorte plusieurs phases de cette évolution, nous nous croyions déjà permis, en raison de l'âge du nandou, d'envisager l'éventualité des tumeurs caractéristiques, dans un délai plus ou moins proche, chez l'un et peut-être les deux survivants, que nous avions des raisons de ne pas juger indemnes.

Aujourd'hui, nous devons renoncer à l'hypothèse qui nous fut chère et nous incliner devant la réponse que vient de nous faire parvenir le professeur Railliet. Certes, nous approchions de la vérité ; il s'agit bien d'une filaire, mais tout simplement — avouons que nous y avons songé — de la filaire du Nandou, *Filaria rheæ* Owen, connue aussi sous le nom de *Filaria horrida* Diesing et sous celui de *Dicheilonema horridum* Diesing ; et comme ce parasite est de très grande taille (1), il a été découvert à maintes reprises soit dans les sacs aériens, soit dans les muscles ou sous la peau et même — chose plus surprenante — ... à l'intérieur d'un œuf.

(1) M. Railliet a eu entre les mains un exemplaire de 1^m30.

QUELQUES DOCUMENTS

RELATIFS A

L'ART VÉTÉRINAIRE

AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION

Par **M. Léon DUPAS**, Membre associé

Les Archives du département de la Sarthe sont fort riches en documents de tous ordres concernant la période révolutionnaire. Déjà plusieurs auteurs ont su en tirer un excellent et brillant parti. De mon côté, dans ma modeste sphère, j'ai eu l'occasion de recueillir au cours de mes longues recherches plusieurs pièces imprimées ou manuscrites qui apportent leur contribution à l'histoire locale et générale de la médecine vétérinaire en ces temps troublés. C'est dans la pensée qu'à ce titre elles peuvent présenter quelque intérêt que je me décide à les mettre aujourd'hui sous les yeux de la Société.

I. — La lutte contre les Epizooties

Les premières années de la Révolution furent marquées par de nombreuses épizooties qui ravagèrent le territoire de la République. Le gouvernement, pour lutter contre la morve, la peste bovine, le charbon, la péripneumonie, etc..., répandit dans les départements de nombreuses « Instructions » qu'il demandait le plus souvent à la plume très autorisée de CHABERT, directeur de l'Ecole d'Alfort, ou à celle de HUZARD, « membre du ci-devant

Conseil vétérinaire du département de la Guerre ». Ces écrits exposaient, par le menu, des mesures très rationnelles pour la plupart, propres à prévenir ou à enrayer les maladies contagieuses qu'elles visaient. On en trouve des exemplaires dans les Archives : elles ont trait soit à la *morve* (1), soit à la *péritrénionie* (2).

C'est surtout en l'an II (1793-1794), à la suite de la réquisition générale des chevaux et des revers des armées républicaines, que la première affection — qui existait, il est vrai, à l'état endémique dans le Maine depuis fort longtemps — sévit avec le plus d'intensité. L'épizootie morveuse s'étendit, par la contagion, à toutes les régions de la France. Le ministre de l'Intérieur, « après autorisation du Comité de Salut Public » (3), chargea de nombreux élèves des deux Ecoles vétérinaires de missions sanitaires dans les départements les plus contaminés ou les plus menacés.

Le département de la Sarthe n'échappa pas à la rigueur du fléau et il semble que ce soit le district de Fresnay (4) qui ait le plus préoccupé les pouvoirs publics.

Le 7 nivôse (27 décembre), le ministre écrit aux administrateurs de ce district :

(1) 1^o *Extrait de l'Instruction du Citoyen Chabert, Directeur général des Ecoles vétérinaires, sur les moyens de s'assurer de l'existence de la MORVE, et d'en prévenir les effets.* (Au Mans, de l'imprimerie nationale, chez MERRUAU, impr. du départ. de la Sarthe, rue de 4 Rouës. N^o 203.)

2^o *Extrait de la lettre du Citoyen HUZARD, Membre du ci-devant Conseil vétérinaire du département de la Guerre, au Citoyen Le Feuvre, commissaire-ordonnateur de la 17^e Division (20 Floréal, an II).*

(2) *Instruction sur la péripneumonie ou affection gangréneuse du poulmon dans les Bêtes à cornes*; par PHILIBERT CHABERT, Directeur des Ecoles vétérinaires. — Imprimée par ordre du Conseil exécutif provisoire. (A Paris, de l'Imprimerie nationale exécutive du Louvre. — An II^e de la République.)

(3) C. BIDAULT. — *La lutte contre les Epizooties avant et pendant la Révolution* (Revue générale de médecine vétérinaire. Toulouse, 1903, tome VI, p. 357.)

(4) On appelait *district* pendant la Révolution, « chacune des divisions principales d'un département : les districts furent créés en même temps que les départements; Bonaparte en diminua le nombre et leur donna le nom d'*arrondissement*. » (TROUSSER).

Paris, le 7 nivôse, l'an deuxième de la République une et indivisible.

*Le Ministre de l'Intérieur aux Citoyens Administrateurs
du District de Fresnay :*

La maladie connue sous le nom de la Morve s'étant manifestée dans quelques parties de la République, le Conseil exécutif provisoire a chargé le citoyen Chabert, directeur de l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, de rédiger une Instruction particulière sur les moyens d'arrêter l'effet de cette maladie contagieuse et d'en détruire les causes. Je m'empresse, en conséquence, de vous adresser ci-joint un exemplaire de cette Instruction.

Dans le cas où il se trouverait des chevaux attaqués de la Morve dans quelques communes de votre arrondissement, vous voudriez bien m'en informer sur le champ, pour que j'y fisse passer des Artistes Vétérinaires, si vous le jugez à propos ; mais en attendant, vous auriez l'attention d'y faire connaître l'Instruction dont il s'agit, et de veiller à ce que les précautions et le mode de traitement qu'elle prescrit y fussent provisoirement mis en usage avec la plus scrupuleuse exactitude.

Vous savez, Citoyens, combien les chevaux sont précieux, surtout pour le service de nos armées et pour les travaux de l'agriculture ; et si, sous ces rapports, ils intéressent la République entière, tout ce qui peut tendre à leur conservation doit exciter votre surveillance continuelle et votre sollicitude. Je vous recommande donc particulièrement l'objet de cette lettre, et j'espère que vous y donnerez toute votre attention (1).

Cinq mois plus tard, le 29 floréal (18 mai 1794), la circulaire suivante est adressée dans tous les départements :

COMMISSION
Des Transports Militaires,
Postes, Messageries
et Remontes.

—
CIRCULAIRE

Le GOUVERNEMENT Provisoire de la France
est Révolutionnaire jusqu'à la Paix.

Les Délais pour l'exécution des Loix et des
mesures du Salut Public sont fixes. La Vio-
lation des délais sera punie comme un atten-
tat à la Liberté.

LIBERTÉ,

ÉGALITÉ.

*Paris, le 29 Floréal, l'an deux de la
République Française une et indivisible.*

**LES MEMBRES COMPOSANT LA COMMISSION des Transports Militai-
res, Postes, Messageries et Remontes.**

Aux Membres composant les Départemens et Districts.

Nous vous adressons, Citoyens, des Exemplaires de l'Extrait

(1) Archives départementales. M. 119.

de la Lettre du Citoyen Huzard, Membre du ci-devant Conseil Vétérinaire du Département de la Guerre au citoyen Lefeuve, Commissaire-Ordonnateur de la 17^e Division.

Les sages réflexions consignées dans cet extrait, sur la maladie de la Morve dont les chevaux ou poulains sont attaqués où (*sic*) suspectés, sont de nature à mériter toute votre attention. En conséquence, nous vous prions d'en donner connoissance à toutes les Municipalités de votre arrondissement, pour qu'elles se conduisent d'après les moyens indiqués dans cette Lettre; vous voudrez bien nous en accuser la réception.

Salut et Fraternité

MOREAUX, LIÉVAIN, LEMERCIER, *Adjoint* (1).

Dans le but de favoriser la promptitude des secours dans les régions infectées par les épizooties, la « Commission d'Agriculture et des Arts » écrit à son tour le 30 thermidor (17 août 1794) :

*A Paris, le 30 thermidor, an 2^{ème}
de la République Française une et indivisible.*

LA COMMISSION D'AGRICULTURE ET DES ARTS

AUX CITOYENS ADMINISTRATEURS DU DISTRICT.

Nous voyons avec peine que les Epizooties se multiplient. Ce fléau prend sa source dans plusieurs circonstances dont les principales sont l'humidité de 1792, les chaleurs de cette année et les déplacements fatigans qu'ont éprouvés depuis la Guerre les bêtes à cornes et les chevaux. La Commission ne perd pas un instant à porter des secours en envoyant des artistes sur les points attaqués, aussi-tôt qu'elle a connoissance du mal; mais elle éprouve le désagrément d'être prévenue le plus souvent lorsque le mal a déjà fait des progrès qu'il eût été facile d'arrêter dans le moment même où la maladie s'est manifestée. Ces retards viennent de ce que les Districts, ignorant que la Commission d'Agriculture et des Arts *est spécialement chargée de la partie vétérinaire*, s'adressent ou à la Commission du Commerce ou à celle des Transports. Ces Commissaires font le renvoi; mais le temps se perd; la maladie empire et les secours deviennent difficiles. La Commission vous invite donc, au nom du bien public, à vous adresser directement à elle lorsqu'il se manifestera dans le territoire du District une Epizootie quelconque,

(1) *Archives départementales M. 119.*

soit sur les chevaux, soit sur les bêtes à laine ou à corne. Le secours étant demandé directement, arrivera presque aussi-tôt que la maladie, qui sera presque toujours forcée de céder à des soins administrés à temps.

Salut et Fraternité

Le Commissaire, *Signé* : J. BRUNET (1).

Les Archives contiennent encore cette pièce du 16 fructidor (2 septembre 1794), relative au même objet, et émanant aussi de la Commission d'Agriculture et des Arts :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ et FRATERNITÉ

*A Paris, le 16 fructidor, an 2^{me}
de la République Française, une et indivisible.*

La Commission d'Agriculture et des Arts,
Aux Citoyens Administrateurs de District.

Nous avons besoin, Citoyens, de connaître les noms et le domicile des Artistes Vétérinaires qui se trouvent dans votre arrondissement. Cette mesure est nécessaire pour que nous puissions répandre plus promptement et plus immédiatement dans les campagnes, par la voie de ces Citoyens, les Instructions que nous faisons rédiger pour la conservation des bestiaux, les préservatifs et le traitement de leurs maladies. Nous avons encore besoin de cette connoissance, afin de pouvoir indiquer plus promptement le domicile le plus proche de l'Artiste auquel un District peut avoir recours en cas d'Epizootie.

Satisfaites à notre demande sans le moindre délai ; nous sommes dans la saison où les Epizooties se manifestent le plus souvent ; une négligence, à cet égard, pourroit être très préjudiciable aux intérêts de la République et à ceux de vos administrés, et nous espérons que vous ne vous en rendrez point coupables.

Salut et Fraternité

Le Commissaire, *Signé* : J. BRUNET (2).

En marge de cette lettre, on lit : « *Répondu le 25 fructidor (11 septembre). Ecrit aux Municipalités* ».

(1) *Archives départementales*, M. 119.

(2) *Ibidem*.

En l'an V (1796-1797), « une recrudescence de la morve alarme un instant le gouvernement », « le département de la Sarthe et les départements voisins sont fort éprouvés par la cavalerie des révoltés (1) ». Les anciens règlements sur cette maladie redoutable furent remis en vigueur par le ministre de l'Intérieur Bénézech (9 fructidor-27 août).

II. — Sur le recrutement des Elèves des Ecoles Vétérinaires

Sous la première République, les départements, à l'instar des anciennes provinces, entretenaient dans les Ecoles Vétérinaires un certain nombre de jeunes gens.

A la fin de l'an II, le Gouvernement, très préoccupé, comme on vient de le voir, des épizooties et des besoins des campagnes toujours rongées par l'empirisme, jugea ce nombre généralement insuffisant. Il s'efforça alors de stimuler le zèle des administrateurs en vue du recrutement de nouveaux élèves, et décida que chaque district pourrait avoir désormais ses élèves particuliers.

Le département de la Sarthe était considéré en haut lieu comme un des plus intéressés dans la question en raison de sa grande population animale, ainsi que le montre la lettre suivante, du 24 août 1794, dont je respecte la forme :

BUREAU du
Bien public
n° 176.

*Mans, le 7 fructidor, an 2^{ème}
de la République Française, Une et Indivisible.*

LIBERTÉ ÉGALITÉ

Les Administrateurs du Département de la Sarthe
A ceux du District de Fresnay.

Vous avez dû recevoir, Citoyens, une lettre de la Commission d'Agriculture et des Arts en date du 25 thermidor (12 août)

(1) C. BIDAULT. *Loc. cit.*, p. 559.

relative à l'instruction dans l'Art vétérinaire d'un certain nombre d'élèves par district. Le département de la Sarthe n'a plus que deux pensionnaires à l'école d'Alfort et il n'en a jamais eu plus de trois. Ce nombre est bien inférieur à celui que nécessite le service public, dans un département tel que le nôtre où la nourriture du bétail fait une des principales Branches de l'Agriculture, on ne peut trop multiplier les Artistes vétérinaires, et il seroit bien à désirer qu'il y en eut au moins deux dans chaque district, nous vous invitons donc, citoyens, à choisir conformément à la lettre du Commissaire deux jeunes citoyens de l'âge de 17 à 18 ans, reconnus pour zélés patriotes, peu fortunés, laborieux et intelligens. Vous pouvez même ouvrir un concours si vous le jugez convenable la condition des élèves étant à leur plus grand avantage puisque leur instruction est aux frais de chaque district ; il nous semble qu'il ne sera pas difficile de faire tomber votre choix sur des citoyens bien capables d'en profiter et de se mettre en état de rendre des services importants à la chose publique.

Il conviendra si vous adoptés cette mesure, que vous preniez un arrêté qui détermine votre choix et par lequel vous sollicités la commission ou le comité qui lui correspond à vous accorder les fonds que nécessitera cet établissement ou à vous autoriser à les imposer suivant le mode qui sera déterminé, vous nous l'adresserés et nous l'appuyérons de notre avis.

Nous vous engageons à nous accuser la réception de cette lettre et à nous instruire des mesures que vous aurez prises (1).

Salut et fraternité

Signé: MONGASON

DEVIGNE.

En conséquence de cette missive pourtant pressante, les administrateurs du district de Fresnay n'envoyèrent que cinq semaines plus tard, le 10 vendémiaire (14 octobre), une circulaire conforme aux municipalités de leur ressort. Les Archives ont conservé les réponses de trois d'entre elles.

L'une émane de Fresnay même, 8 brumaire an III (29 octobre 1794) :

(1) *Archives départementales M. 119.*

Fresnay, le 8 Brumaire de l'an 3^{ème} de la République.

Les off. municipaux de Fresnay aux citoyens administrateurs du district d'idem.

Citoyens

Nous avons en conséquence de votre circulaire en date du dix vendémiaire fait choix d'un sujet pour Elève dans l'art vétérinaire. Le fils Le Monnier nous a paru très propre à ce genre d'étude, il est âgé de dix-sept ans et bien constitué; il nous a demandé si il seroit nécessité (*sic*) de faire des frais pour l'étude nous observant que sa famille ne pourroit les supporter, nous n'avons pu lui répondre sur cette question, il saura de vous les conditions (1).

Salut et fraternité.

Signé: MARTIN, (Illisible), LHERMITTE.

Une autre, dans le même genre, est datée de Beaumont-sur-Sarthe, 14 vendémiaire an III (5 octobre 1794).

Les officiers municipaux proposent à l'agrément des administrateurs du district le nommé François Galois, âgé de 19 ans, de « Mareché ».

La troisième enfin, du 17 vendémiaire (8 octobre), est d'une facture originale, et elle montre qu'à cette formidable époque on pouvait être d'excellents patriotes, voire même de parfaits « sans-culottes », et n'avoir que de très vagues soucis des règles de la syntaxe.

Cette curieuse épistole, dont je me reprocherais de déflorer le texte, est surmontée d'un bonnet phrygien grossièrement dessiné à la plume; la voici :

*Vivoin, chef-lieu de Canton, ce 17 vendémiaire l'an 3^{ème}
de la République une et indivisible.*

Le Maire et officiers municipaux de la commune de Vivoin aux citoyens administrateurs du district de Fresnay.

Citoyens, pas vostres lettres du 10 du présent mois, vous nous marque de vous présenté un sujet pour L'école vétérinaire de 17 à 18 ans nous vous présentons le citoyen François-Louis

(1) *Archives départementales, M. 119.*

Dupont âgé de dix-sept ans et nous nous trouvons pas de plus capable dans nostres commune que ce jeune citoyens qui est très suptible d'éducatons par la bonne anvie qui a de sinstruire nous certifioms son republiquanime n'ayant jamais montre qu'un vrai patriote et sachant lire et écrire nous vous prions de prendre en considération nostres demande (1).

POILPRÉ, *maire*

EMERY, *agent m^{at}*

Salut et fraternité.

ERMENAUULT, *off. m^{at}*

EPINAU, *off. m^{at}*

LE MARCHAND, *secrétaire.*

III. — Sur la production et l'élevage du Cheval dans la Sarthe.

Quoique relevant plus particulièrement de l'agriculture pure, cette question a néanmoins quelques rapports, au moins indirects, avec la science vétérinaire. Elle peut donc trouver sa place ici :

Déjà, dans ma *Notice* sur FRANÇOIS AUGIS, le premier vétérinaire du Maine (insérée au *Bulletin* de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts, en 1906), j'ai rappelé trois des articles de l'*Arrêté* de 1792, sur l'encouragement à l'élevage du cheval dans la Sarthe, et l'amélioration de la race.

Cet arrêté ainsi que celui du 21 germinal an XII (10 avril 1804) que j'ai retrouvé dans les *Affiches du Mans*, etc., contiennent des dispositions excellentes dont notre toute puissante administration des Haras pourrait encore tirer profit.

Voici ces deux documents :

1° — ARRÊTÉ DU DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE *Séance du 29 Mars 1792.*

Le Directoire s'étant fait représenter le Procès-Verbal du Conseil général du Département, portant que les fonds faits en 1791,

(1) *Archives départementales, M. 119.*

pour encourager les cultivateurs à élever de beaux chevaux, seroient répartis en gratifications pour 1792 ;

Considérant qu'il est très intéressant, tant pour le bien particulier de ce Département, que pour l'utilité générale de l'Empire (1), d'encourager les cultivateurs à élever et à nourrir de bonnes races de chevaux, et en améliorer l'espèce :

Où le Rapport et le Procureur-général-syndic,

Arrête ce qui suit :

ART. PREMIER. — Il y aura, pour cette année, trente chevaux ou étalons approuvés par le Département, dont les propriétaires recevront des gratifications, en raison de la beauté de ces Etalons, et du nombre de Poulins et Pouliches qu'ils auront faits.

II. — Chaque Propriétaire d'Etalon, qui prétendra à une gratification, sera obligé d'amener son cheval en la Ville du Mans, le mercredi dix-huit avril, pour passer en revue le dix-neuf, et être approuvé ou rejeté par le Directoire, sur le rapport des Inspecteurs et de deux Commissaires du Directoire qui seront nommés à cet effet.

III. — Afin de répandre l'encouragement dans chaque District, il ne pourra être approuvé moins de deux chevaux dans chaque District.

IV. — Tout propriétaire de cheval approuvé sera obligé, s'il veut recevoir les gratifications ci-dessus, de faire constater, tant par l'Inspecteur dans l'arrondissement duquel il se trouve, que par les Municipalités, le nombre de Poulins et Pouliches que son cheval aura faits.

V. — Pour constater la bonne tenue de ces chevaux, et leurs services, le Directoire commet les sieurs BRIANT, ci-devant garde-haras à Saint-Calais, et ARGIS, ci-devant garde-haras au Mans, auxquels il sera payé, à titre d'indemnité de leurs peines et voyages, la somme de trois cent livres (*sic*) chacun.

VI. — Ils seront tenus de faire deux tournées par an, de constater la bonne tenue des chevaux, leurs services, la quantité et la qualité de leurs productions, d'en dresser des États, de se trouver, lors des Revues, en la Ville du Mans, et d'en faire leur rapport au Directoire, pour, sur icelui, être accordé aux Propriétaires des chevaux, les gratifications justes et raisonnables.

VII. — Ils visiteront pareillement les Jumens nationales, qui

(1) Cette expression, dans un document du début de l'époque révolutionnaire, comme synonyme de *nation*, est au moins curieuse et digne d'être notée. Elle peut prêter pour les psychologues de l'Histoire, à maintes réflexions.

ont été données aux différens Cultivateurs de ce Département, et feront exécuter par ceux auxquels elles ont été confiées, les conditions portées dans leur soumission.

Le présent Arrêté sera imprimé, lu et publié par tout où besoin sera, et adressé, tant aux Directeurs de Districts et aux Municipalités, qu'aux Gardes-Etalons en exercice de 1792.

Fait au Mans, en Directoire, présens MM. MENARD, vice-président ; HARDOUIN, HAMON, BOUTROUE, FROGER-PLISSON, CHARLES LATOUCHE, DUFOUR et MORTIER, Procureur-général-Syndic, le vingt-neuf mars mil-sept-cent-quatre-vingt-douze.

MENARD, *Vice-Président*.

GOURDIN, *Secrétaire*.

(Au Mans, de l'Imprimerie de Picron, Imprimeur du Département de la Sarthe).

2^o ARRÊTÉ DU 21 GERMINAL AN XII (4).

Le Colonel, Préfet du département de la Sarthe, considérant que le Gouvernement vient de mettre à sa disposition deux des plus beaux Etalons qu'il possède au haras Dupin (*sic*), savoir l'*Elbène* et le *Facile* ;

Voulant régulariser leur service pour la monte de cette année et faciliter aux cultivateurs les moyens de profiter de ce bienfait présenté à l'Agriculture ;

Arrête :

ART. PREMIER. — Les deux étalons accordés par le gouvernement, seront placés, savoir : le *Facile*, chez le citoyen Vahenne, maire et cultivateur à Courcival, arrondissement de Mamers ; et l'*Elbène*, chez le citoyen Larivière, cultivateur à la Ferté-Bernard.

II. — La monte aura lieu au domicile des gardes sus-dénommés, et commencera le dimanche deux floréal, à Courcival, et le lundi trois floréal prochain à la Ferté-Bernard.

III. — Les citoyens qui voudront faire servir leurs jumens, seront tenus de les faire inspecter et inscrire, chez le citoyen Gratien Pollin Demauny, inspecteur des étalons de ce département, qui se rendra sur les lieux au jour indiqué. Si elles sont jugées avoir les qualités nécessaires, il leur sera délivré une carte

(1) In: *Affiches du Mans, Annonces, etc.. du département de la Sarthe* (n^o 42), du vendredi 30 germinal an douze de la R. F une et indiv. (page 167), sous le titre : *Avis aux cultivateurs et propriétaires de jumens poulinières*.

indicative du jour où les jumens pourront être présentées à la monte; cette carte fera mention du signalement de la jument, de ses qualités, et du service auquel elle paraît propre.

IV. — *Il ne sera reçu à la monte aucune jument ayant des tares héréditaires, et ayant moins de trois ans. L'artiste vétérinaire que l'inspecteur chargera de ce service, les examinera scrupuleusement, et s'assurera qu'elles n'ont ni boutons de gale, ni farcin* (1).

V. — Les étalons ne couvriront que tous les deux jours, de manière qu'il y ait un jour de service et un jour de repos.

VI. — Les jumens qui auront été couvertes, seront revues de dix jours en dix jours, jusqu'à trois fois, pour s'assurer si elles refusent le cheval, de façon que celles qui auront été servies le deux ou trois floréal, seront revues le douze ou treize même mois, et ainsi de suite.

VII. — Aucun citoyen ne présentera ses jumens à la monte, qu'il ne soit bien assuré au préalable qu'elles sont en chaleur.

VIII. — La monte commencera chaque jour indiqué par l'article II, par les jumens qui auront des poulains, et par celles qui seront trouvées de qualité supérieure.

IX. — Les jumens qui auront été servies, seront inscrites et signalées sur un registre à ce destiné avec le nom du cheval qui les aura couvertes, ainsi que le nom du propriétaire, l'artiste vétérinaire dictera ce signalement.

Il sera délivré une carte aux citoyens dont les jumens auront été servies, ainsi que cela se pratique ordinairement.

X. — Le service se fera moyennant une rétribution de six francs par jument, faite entre les mains du garde-étalon.

Fait en préfecture, au Mans, le 21 germinal an 12 de la République.

Signé : L. M. AUVRAY.

Par le Colonel, préfet : le secrétaire général de la préfecture :

Signé : RAST-DÉSARMANDS.

Pour expédition conforme, le secrétaire de la préfecture :

R. D.

(1) J'ai souligné avec intention ce remarquable article IV. On aimerait voir ses sages prescriptions mises en pratique par l'actuelle administration des Haras.

IV. — Les vétérinaires de la Sarthe (1).

Sous la Révolution, et jusqu'à l'Empire, c'est-à-dire de 1794 à 1804, six vétérinaires sortirent des Ecoles pour s'établir dans le département de la Sarthe. Ce sont :

1° *Laval*, diplômé du 17 octobre 1794, au Mans, rue des Minimes;

2° *Lemercier* dit *Lebois*, diplômé du 18 octobre 1792, à Beaumont-sur-Sarthe.

3° *Salmon*, diplômé du 30 thermidor an II (17 août 1794), à Sainte-Colombe.

4° *Homé*, diplômé du 15 vendémiaire an VI (19 octobre 1797), à Mamers;

5° *Bazile*, diplômé de messidor an VI (juin-juillet 1798), au Mans, rue Montoise, puis rue du Pont-Royal.

6° *Girard*, diplômé du 29 brumaire an X (20 octobre 1801), à Champagné.

(1) *Almanach du Département de la Sarthe pour 1815*, p. 202.

L'OBSTÉTRIQUE DANS LE MAINE

Aux XVIII^e et XIX^e siècles

(suite)

Par le D^r DELAUNAY, membre titulaire

CHAPITRE II

Les cours de sages-femmes dans la Sarthe pendant la Révolution. — René Levasseur et Jean Jélin.

- I. — Etat déplorable de l'enseignement obstétrical à la veille de la Révolution. — Les matrones et l'Eglise: le serment des sages-femmes. — Doléances des cahiers de 1789. — Plaintes aux Conseils de district.
- II. — Création d'un cours départemental gratuit d'accouchements (10 décembre 1791). Levasseur nommé professeur. Cours de 1792. — Levasseur élu député à la Convention.
- III. — Jélin remplace Levasseur. — L'invasion vendéenne. — Cours de l'an II et de l'an III. — Leur insuccès, leur interruption. — Les bains chinois du Professeur Jélin.
- IV. — Retour de Levasseur. — Il est nommé chirurgien des hospices (an VI) et démonstrateur d'obstétrique (17 floréal an VII). — Reprise des cours (an VII, an VIII). — Prise du Mans par les chouans (an VIII). — Levasseur récompensé par l'Institut National. — Il est destitué par Auvray au profit de Jélin. Suspension des cours (an IX). — Démêlés de Levasseur avec la Commission des hospices; il est remplacé par Legoux. — Il perd sa place de chirurgien des prisons. — Nomination de Coupvent-Desgravières.

I

Lorsqu'arriva l'année 1789, les cours faits par M^{me} du Courday dans la province du Maine n'étaient plus qu'un lointain souvenir. Les leçons données après son passage, dans les principales villes, par des démonstrateurs en l'art des accouchements, avaient trouvé peu d'auditrices, et rapidement périclité. Elles durent cesser, faute de recrutement, vers 1783-84. D'autre part, l'enseignement rival donné chez les chirurgiens du Mans par le démonstrateur royal Goutard n'avait point été relevé après la

disparition de ce professeur, vers 1788. En sorte qu'à la veille de la Révolution, les campagnes — sauf les paroisses encore pourvues d'anciennes élèves de la du Coudray — étaient trop souvent démunies de secours obstétricaux. L'empirisme continuait à sévir, devant l'impuissance ou l'indifférence regrettables des pouvoirs civils. L'autorité ecclésiastique, mieux avisée, avait pris ses garanties au point de vue religieux, imposant à toutes les accoucheuses diplômées ou non, son obligatoire et commune approbation, et laissant, faute de mieux, exercer les matrones, pourvu qu'elles eussent fait preuve devant le curé, d'initiation aux devoirs spirituels de l'état de sage-femme, et promis de renoncer, en cette matière, à toute pratique superstitieuse (1). Une entente avec le clergé ainsi armé, comme l'Intendant Jullien sut

(1) Les devoirs des pasteurs à cet égard sont expressément consignés dans le *Rituel du Diocèse du Mans* publié par l'autorité de Monseigneur Louis André de Grimaldi, des Princes de Monaco, Evêque du Mans, Paris, Impr. Michel Lambert et Le Mans, Monnoyer, 1775, in-4°. — Cet ouvrage donne même p. 129 la formule selon laquelle le curé devra mentionner sur son Registre la prestation de serment des sages-femmes.

« Il leur est défendu, dit le Rituel (p. 63), très expressément de s'ingérer dans la fonction d'assister les femmes dans leurs couches jusqu'à ce qu'elles aient été interrogées sur la Matière et la Forme du Baptême par les Curés ou les Vicaires. On n'admettra aucune femme pour exercer cet emploi si elle ne se présente avec les permissions ou approbations nécessaires des Médecins, Chirurgiens Jurés ou Officiers de Police qui attestent son habileté dans les fonctions de sage-femme ou si elle n'a pour elle le choix formel ou présumé des femmes de la paroisse. » Le Curé doit s'informer de sa vie, de ses mœurs, si elle fait profession de Religion catholique, si elle n'est point soupçonnée de superstition, si elle sait conférer le baptême, et, au besoin, l'instruit sur ce dernier point de ses devoirs. Il lui fait prêter sur l'Evangile le Serment inscrit au Rituel (p. 64):

Je, N. promets à Dieu le Créateur tout-puissant et à vous Monsieur de vivre et mourir en la Foi Catholique, Apostolique et Romaine, de m'acquitter avec le plus de fidélité et de diligence qu'il me sera possible de la charge que j'entreprends, d'assister les femmes dans leurs couches, de ne révéler jamais les secrets des familles ni des personnes que j'assisterai. J'apporterai tous mes soins pour empêcher qu'il n'arrive aucun accident à la mère ni à l'enfant; et si je vois quelque danger j'appellerai des médecins, des chirurgiens, ou des femmes expérimentées en cette fonction pour ne rien faire que par leurs avis et avec leurs secours.

Je promets que je n'userai point de superstition, soit par paroles, soit par signes, soit par quelque autre manière que ce soit et que j'empêcherai de tout mon pouvoir que l'on en use; que je ne ferai rien par vengeance ou par mauvaise affection; que je ne consentirai jamais à ce qui pourrait faire périr le fruit ou avancer l'accouchement par des voies extraordinaires ou

l'obtenir à Alençon, eût permis une lutte plus efficace contre l'exercice illégal. Le Maine fut moins favorisé, et les cahiers de 1789 sont remplis de protestations contre la détresse médicale des populations rurales (1). « Le peuple de la campagne meurt sans secours » dit le cahier de Connée; et l'on demande des médecins et chirurgiens des pauvres, (Connée, Saint-Denis-des-Coudrais, Epineu-le-Chevreuil, Vimarcé, Ruillé-en-(Champagne) ou, faute de mieux, et vu la rareté de ces praticiens, des sœurs de charité. (Joué-en-Charnie). A Sainte-Marie-du-Bois on voudrait voir « dans chaque paroisse... une sage-femme reçue et examinée par des chirurgiens habilles ». Le cahier de Vimarcé répète ce vœu, ajoutant qu' « il faudroit dans chaque capitale ou ville importante de province un cours d'étude d'accouchement. Chaque paroisse y enverroit une élève à ses frais, et lui payeroit à son retour trois livres par accouchement. »

Assez succinctes dans les cahiers de 89, ces réclamations se font plus étendues et plus précises dans les doléances présentées aux Conseils des districts. La pétition générale des municipalités du district de Château-du-Loir soumise le 29 septembre 1790 au conseil de ce district, demande en son article 9 la continuation des cours d'obstétrique précédemment établis. Elle propose « qu'il y ait en conséquence un maître chirurgien professeur en chaque chef-lieu de District, qui soit chargé d'enseigner l'art des accouchemens pendant trois mois par année aux sujets qui lui seront adressés par les municipalités du District. Il serait à désirer que le cours fût public » (2).

contre nature ; que je vous avertirai de bonne heure, Monsieur, ou vos successeurs, de la naissance des enfans, que je n'en baptiserai aucun hors le cas de nécessité et que je procurerai de tout mon pouvoir le salut corporel et spirituel tant de la mère que de l'enfant.

Le Rituel du Diocèse de Séez (*Rituale Sagiense*. Paris 1744) prescrit à peu près la même formule (Cf. L. Bénard, *Un cours provincial d'accouchement dans la Généralité d'Alençon au XVIII^e siècle*, Paris 1909, in-8°, p. 65-66).

(1) Bellée, Duchemin, Brindeau, *Cahiers de plaintes et doléances des paroisses du Maine en 1789*, Le Mans, 1881-83, *passim*.

(2) A. S., L 413.

Le 23 avril 1791, le docteur Moreau du Boulay, dans un très intéressant rapport au Conseil du district de Fresnay sur l'état actuel de l'art de guérir, s'élève avec force contre des « abus énormes et meutriers », et dit, en particulier, à propos des sages-femmes.

« Nous n'avons pas ou presque pas de femmes dans notre District qui soient assés instruites pour exercer avec succès cette utile et délicatte fonction ; la plus part de nos sages-femmes sont d'une ignorance et d'une témérité qui..... occasionne [la mort] d'un grand nombre de mères. Nous avons quelques chirurgiens fort expérimentés et très habiles dans l'art des accouchemens, mais pas en nombre suffisant pour secourir toutes les femmes en couches dont le plus grand nombre n'est pas assé fortuné pour payer un accoucheur. Elles sont par conséquent nécessités d'avoir recours à la sage-femme du village ; il est donc bien intéressant pour l'état que ces femmes soient instruites. Pour ce faire nous croyons qu'il est indispensable d'établir dans chaque département une école d'accouchement ou une ou deux femmes de chaque canton seroient reçue et défrayées par le District ; qu'aucune femme ne peut être admise à exercer l'art d'accoucher qu'au préalable elle n'eût étudié le tems preserit, subie les examins ordonnés, et ne fut brestées par les professeurs de l'école » (1).

II

Les autorités ne pouvaient rester sourdes à des sollicitations si pressantes : l'assemblée administrative du département de la Sarthe réunie le 10 décembre 1791, adopta sur le champ le projet de cours gratuit d'accouchements élaboré par son Comité du bien public, afin d' « arracher des mains de l'impéritie les malheureuses victimes qu'elle précipite souvent dans le tombeau » (2). D'après cet exposé, on formerait au total 25 élèves, à répartir entre les districts en raison de leur population.

(1) A. S. L 462, f° 64.

(2) *Arrêté de l'Assemblée administrative du Département de la Sarthe*, séance du 10 décembre 1791, au Mans, s. d. Impr. Pivron, 4 pp. in-4°, pièce. Signé : Menard v. pr. Gaudin secr. (A. S., M 113 2). — Cf. A. S., L 28.

Agées de 30 ans au minimum, à moins qu'elles ne fussent mariées, elles ne seraient admises, en outre, que sur la présentation d'un certificat de bonnes vie et mœurs, et d'attachement à la Constitution, délivré par le conseil général de leur commune et visé par le directoire du district. On leur allouerait pour leur subsistance une somme de 100 livres pendant la durée du cours. Les leçons, d'une durée de trois mois, — mars, avril et mai, les moins occupés par les travaux des champs — devaient être confiées à un professeur nommé pour deux ans, avec 500 livres d'appointements annuels ; et terminées par la remise à chaque élève, selon ses mérites, d'un certificat signé par le maître et estampillé par le directoire du département.

Restait à choisir le démonstrateur parmi les chirurgiens manœuvres. Une nouvelle recrue était venue grossir leur groupe, d'ailleurs pour peu de temps, et l'*Almanach* de 1791 annonçait à l'univers, que « M. Dauplé maître en chirurgie, accoucheur, exerce toutes les parties de cet art dans lesquelles il a une pratique consommée et va en campagne par tout où on le requiert. Il demeure rue Saint-Vincent, n° 102 » (1). L'annonce de si brillants talents ne suffit pas à lui attirer les suffrages, et René Levasseur, nommé professeur, à la majorité des voix, eut enfin les « moyens de perfectionner un établissement [qu'il n'avoit] pu faire sous le despotisme, et qui attendoit, dit-il aux administrateurs, le règne de la liberté, votre sagesse et votre humanité. » (2)

Le 19 janvier 1792, le Directoire du département arrêta la répartition des élèves-sages-femmes ainsi qu'il suit :

District du Mans.....	4
— La Flèche	3
— Saint-Calais.....	3
— La Ferté Bernard.....	3
— Château du Loir.....	3

(1) *Almanach du Dép. de la Sarthe*, p. l'an de grâce, 1791, p. 129.

(2) A. S., M 113, 2.

District de Mamers.....	2
— Fresnay	3
— Sillé-le-Guillaume.....	2
— Sablé.....	2

Les cadres ne se remplirent qu'incomplètement. Les premières venues purent répéter deux fois le cours et les manœuvres (1). Mais plusieurs retardataires n'eurent que deux mois de présence. Levasseur demanda que ces dernières fussent admises à compléter leur stage ; que les élèves désireuses de prolonger quelque peu leur instruction fussent également défrayées pendant ce temps ; et qu'enfin, par mesure de perfectionnement, on imposât à toutes l'obligation de suivre une deuxième série de leçons de six semaines pour les plus instruites, et de trois mois pour les autres, les nouvelles comblant seulement les cadres vacants, par roulement.

Ces mesures répondaient à de pressantes nécessités : « Quelles circonstances, écrivait le chirurgien au Directoire de la Sarthe, commandent plus impérieusement de s'en occuper que celles où nous nous trouvons ? La guerre la plus injuste que l'on puisse faire à un peuple, puisqu'on l'attaque parce qu'il veut être libre, va moissonner au printemps de leur âge beaucoup de nos concitoyens. Occupons nous des moyens de réparer cette perte si toutefois l'on peut la réparer. Hâtons la génération future, allons chercher dans le sein de la nature les hommes qui les vengeront ou auront le même sort. La France sera libre, dût-il en coûter la moitié des générations ! » (2).

(1) Levasseur avait demandé aux administrateurs de l'hôpital les cadavres des enfants abandonnés âgés de moins de 8 à 10 jours, qui décéderaient dans cet établissement ; il comptait les utiliser pour initier les femmes aux manœuvres sur le mannequin, « s'obligeant led. Sr Le Vasseur de les rendre à l'hôpital pour y être inhumés. » Ces Messieurs, reconnaissant « qu'un établissement de cette nature rendait trop de service à l'humanité pour ne pas accueillir favorablement la demande de M. Le Vasseur » accordèrent le 26 avril 1792 l'autorisation nécessaire, et chargèrent l'administrateur en mois de prévenir la Supérieure ; celle-ci donna des ordres conformes aux femmes du dépôt (Délib. du Bureau de l'Hôpital général, A. H. M. F 9/18, f° 11, r°.)

(2) Levasseur au Directoire, s. d. (A. S. M 113 2).

Je doute que tous les vœux du professeur aient été exaucés, en particulier pour l'obligation d'une deuxième scolarité. En tout cas, lors de la clôture des cours (1), plusieurs élèves reçurent des certificats d'assiduité de la main de Levasseur ; témoignages d'un enseignement qui ne devait point avoir de lendemain.

En effet, René Levasseur s'était lancé avec enthousiasme et non sans courage (2), dans le mouvement politique. Son fils fut un des premiers qui arborèrent au Mans le 18 juillet 1789 la cocarde bleue et rouge, et prit part aux désordres du lendemain où le malheureux lieutenant de maréchaussée, coupable d'avoir jugé cet emblème séditionnel fut bâtonné par les jeunes gens patriotes (3).

Levasseur père fait partie du Comité permanent formé dans ces conjonctures par l'Hôtel-de-ville. Il est du Comité général du 17 août 1789 et du Comité des subsistances. Les élections de février 1790 en font un officier municipal ; mais son écharpe tricolore frangée d'argent ne le met pas toujours à l'abri des pierres, ou des menaces de la lanterne, par quoi la populace affirme la régénération nationale et le retour de la liberté. Deux clubs, celui des Minimes et celui d'Outre-Pont sont ouverts au Mans : il se fait inscrire à l'un et à l'autre. De passagères espérances sur le parti d'Orléans l'entraînent même à la présidence du premier, dit *Société des amis de la Constitution du Mans* (20 mars 1790) qu'inspirent MM. de Valence et d'Ermenonville (4). Il trouve encore le temps, entre deux harangues,

(1) La plupart de ces certificats sont datés des 11 et 12 juin 1792.

(2) Voy. *Notice hist. sur René Levasseur* en tête de ses *Mémoires*, t. I, p. 8-12.

(3) Il s'agit probablement du fils aîné de Levasseur, René Gabriel, alors âgé de 17 ans. — Cf. R. Triger, *L'année 1789 au Mans*, Mamers 1889, in-8°, p. 224. — G. Esnault, *Mémoires de Népveu de la Manouillère*, T. II, Le Mans, 1878, in-8°, p. 193.

(4) D'après H. Chardon, *Les députés de la Sarthe à la Convention jusqu'au 31 mai 1793*, *Bull. de la Soc. d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, 2^e série, tome XI (XX^e de la collection), 1^{er} trimestre de 1869, p. 32. — Encore un point à éclaircir. Dans son introuvable pamphlet contre Philippeaux, le chirurgien conventionnel se défend énergiquement d'avoir jamais

de soigner, en qualité de chirurgien-major, les ampoules de la 4^e compagnie de l'infanterie de la garde nationale mancelle, surmenée par les factions, parades et défilés patriotiques.

Au mois de mai suivant, une mission dans la capitale (1) retrempe son enthousiasme au fraternel enthousiasme des Parisiens. Levasseur entendit, à la Constituante, les éclats d'éloquence de Mirabeau ; il mania la pelle et poussa la brouette, au Champ-de-Mars, dans les joyeux préparatifs de la fête de la Fédération. Vinrent les jours plus sombres de la Législative, le 20 juin, le 10 août ; son ardeur ne se démentit pas : le 28 août 1792, escorté de 200 miliciens et de deux canons, mèches allumées, Levasseur, alors membre suppléant du Directoire du district du Mans, présidait à l'embarquement pour l'exil des prêtres insermentés, détenus à la Mission (2).

Le 2 septembre 1792, s'ouvrit à St-Calais l'assemblée électorale chargée de nommer les députés à la Convention. Levasseur en fut secrétaire ; et les voix des électeurs de l'arrondissement de St-Calais firent du chirurgien-accoucheur un conventionnel. Levasseur alla prendre place à la Montagne. Il s'est suffisamment étendu, dans ses *Mémoires*, sur les phases de sa vie politique, pour que nous n'ayons pas à l'y suivre. On y trouvera une

courtisè M. de Valence ; il déclare s'être opposé à ce que la garde nationale mancelle allât en armes rendre les honneurs à M^{me} de Valence, arrivant au Mans, honneurs dignes du temps de l'Aristocratie, et non de l'Ere de la Liberté ; enfin, ce serait à lui, Levasseur, que le peuple, qui réclamait au Mans, à la comédie, le chant du *Ça ira*, aurait dû de n'être point égorgé par les officiers et dragons du Régiment de Chartres, aux ordres de Valence. — Mais que croire d'un plaidoyer politique, et *pro domo* ?

Cf. MA PREMIÈRE ET DERNIÈRE RÉPONSE A PHILIPPEAUX, datée de Paris, 15 nivose an II, signée *Levasseur député de la Sarthe*, Imprimerie de la Rue Neuve de l'Egalité, 8 pp. in-12. — (Se trouve aux A. N., F 7.4774.21.) — Voy. aussi *Le Théâtre au Mans au XVIII^e siècle*, par R. Deschamps La Rivière, Le Mans 1900, in-8°, pp. 86-93.

(1) Il s'agissait, dit Levasseur (*Mém.*, I, 28), d'obtenir l'autorisation de diverses aliénations de propriétés municipales, en vue de travaux de charité. — Sur le vrai rôle de Levasseur dans les travaux publics au Mans à cette époque, cf. R. Triger, *Les travaux publics au Mans à l'époque de la Révolution et l'ingénieur Bruyère*, Le Mans et Mamers, 1896, in-8°, pp. 30-41.

(2) Relation de M. Courte, in *L'Eglise du Mans durant la Révolution*, par D. Prolin, Le Mans, 1868, in-8°, T. II, p. 11.

page glorieuse : Hondschoote. Il en eut de moins honorables : elles sont dans le *Philippeaux* de M. Mautouchet (1).

(1) Les *Mémoires de R. Levasseur (de la Sarthe) ex-conventionnel, ornés du portrait de l'auteur*, forment 4 vol. in-8°, les T. I et II ont paru en 1829 à Paris, chez Rapilly; ils ont été rédigés par Achille Roche, sur un manuscrit de Francis Levasseur fils, revu ou dicté par son père, ou tiré d'une première rédaction due au conventionnel. Roche, Rapilly et l'imprimeur furent poursuivis en police correctionnelle, les *Mémoires* avant paru présenter le délit d'outrage à la morale publique, à la dignité royale et à la religion de l'état; Roche fut condamné à 4 mois de prison, et solidairement avec Rapilly, à une amende et aux dépens; les volumes furent saisis et détruits. — Les T. III et IV, édités par Francis Levasseur, parurent à Paris, chez Levasseur en 1831. — Ces *Mémoires*, d'un intérêt fort inégal, présentent des inversions chronologiques et des erreurs matérielles, dues aux rédacteurs, et probablement aussi aux défaillances d'une mémoire d'octogénaire. Ils sont à vérifier systématiquement.

Cf. le pamphlet précité de Levasseur (*Ma première et dernière réponse à Philippeaux*) et cet autre libelle également lancé par lui contre Philippeaux, mais anonyme : PHILIPPEAUX, DÉPUTÉ A LA CONVENTION NATIONALE JUGÉ PAR LUI-MÊME. Dans son numéro 43 intitulé : *Le défenseur de la Liberté ou l'Ami du genre humain*, décembre 1792 (vieux stile), Paris, Impr. de Momoro, s. d. 12 p. in-8°, les deux premières, non numérotées, les sept suivantes paginées 422 à 428, les trois dernières 2, 3, 4 (Bibl. Nat. Lb 41, 932). Fouquier-Tinville fit rechercher ce factum plus remarquable par la méchanceté de l'intention que par l'abondance et la clarté des arguments, pour le joindre au dossier de mort de Philippeaux.

. Voy. encore sur la carrière politique de Levasseur la collection des Procès-verbaux des séances de la Convention. — *Souvenirs de la Révolution dans les Départements de l'Ouest, Conspiration des Bazinistes, Episode de la lutte entre la Gironde et la Montagne*, par Dom Piolin, Paris 1870, 102 pp. in-12. — *Etudes biographiques sur la Révolution, un Maratiste peint par lui-même*, par H. Chardon, in *Bull. de la Soc. d'agric. Sc. et Arts de la Sarthe*, T. XXI, 1871-72, pp. 80-85, et *passim*, (Affaire de la réquisition chevaline, et relations de Levasseur avec Valframbert.) — Dufort de Cheverny, *Mém. sur les règnes de Louis XV et Louis XVI et sur la Révolution*, publiés par R. de Crèvecœur, Paris 1886, in-8° T. II, *passim* (Relations de Levasseur avec le téroce Lepetit). — Robert, Bourlonton et Congny, *Dictionnaire des parlementaires français*, Paris 1891, in-8°, T. IV, art. Levasseur, p. 143-144. — F. A. Aulard, *La Société des Jacobins, Recueil de documents pour l'histoire du Club des Jacobins de Paris*, T. IV-VI, Paris 1892-97, in-8°, *passim*. — Ch. L. Chassin, *La Vendée patriote; 1793-1800*, Paris 1893-94, in-8°, T. I, II, III, *passim*, et surtout T. III, p. 349 sqq. — Quelques mentions indécises de Levasseur, sans lien ni conclusion, in Bonnal de Ganges, *Les Représentants du peuple en mission près les armées, 1791-1797*, Paris 1898, in-8°, T. II, chap. XLVI, p. 265-281, T. III, chap. LXXXII, p. 438 et sqq.; T. I et IV, *passim*. — *Le Conventionnel Philippeaux*, par P. Mautouchet, Paris 1900, XLII-408 pp. in-8°. — V. Dupuis, *La Campagne de 1793 à l'Armée du Nord et des Ardennes*, T. II, D'Hondschoote à Wattignies, Paris 1909 in-8°. — Une lettre des Membres du Comité de Salut public à Levasseur, du 17 floréal an II, relative à cette campagne, est encadrée au Musée de la Préfecture au Mans, dans la Salle de Conchyliologie, (Don de M. A. Trollé.)

La biographie précise, complète et impartiale de Levasseur reste à faire.

III

La place de professeur départemental d'accouchements était donc vacante. Un arrêté du Directoire de la Sarthe du 19 avril 1793 la confia au chirurgien Jélin, en lui allouant 600 livres d'appointements annuels sur les 4.000 livres votées pour les frais de cette institution (1).

Jean Jélin était un jeune praticien. Reçu maître devant la communauté des chirurgiens du Mans le 22 juin 1789, il s'était élevé d'une condition obscure au prix de louables efforts. Contrarié par l'insuffisance de ses premières études qui l'avait privé du secours des langues anciennes, par les soucis matériels de la lutte contre la gêne, il avait fait ses premières armes chirurgicales à Parigné-l'Évêque avant de venir s'installer au Mans, pour ses débuts, dans la rue Bouquet. Quelques mois après, l'organisation de la milice citoyenne lui permettait de parader, aux revues, en qualité de chirurgien-major de la 3^e compagnie d'infanterie de la garde nationale. Je ne sais si Jélin fut un guerrier valeureux. Il apporta, du moins, à sa tâche professorale, un zèle que les circonstances auraient pu décourager.

Les événements des derniers mois de 1793, la prise du Mans par les Vendéens, leur débandade, les ravages de la contagion pestilentielle qu'il apportèrent dans la ville, les premiers désordres de la chouannerie, troublèrent profondément la vie municipale. Jélin, membre comme tous ses confrères, du Comité de santé constitué dans ces conjonctures, se dévoua aux malades atteints par l'épidémie, dont il faillit lui-même être victime. Après quoi il retourna à ses chères études. Le 24 ventôse an II (14 mars 1794) le Directoire du département (soucieux de conserver éventuellement la place à Levasseur) confirma sa nomi-

(1) Le 11 avril 1793 un membre proposa au Conseil général du département de fixer la date d'ouverture du cours. L'Assemblée décida d'en laisser le soin au Directoire (A. S., L 30, 1^o 19). — Le cours de 1793 dut finir vers le 14 août.

nation *pour cette année seulement*, et fixa l'ouverture des leçons an 1^{er} floréal an II (1).

Des circulaires analogues à la circonstance, comme on disait en ce temps là, furent adressées aux districts pour recruter des élèves. « Votre Republicanisme et votre amour de l'humanité, écrivit-on aux administrateurs de Mamers, nous sont de surs garans que vous ne négligerez point de faire avertir les élèves qui se trouvent dans votre territoire ; que vous les engagerez même à venir puiser ici des leçons si importantes pour la conservation de l'espèce humaine et par conséquent pour le bien de notre commune patrie. » (2).

Il y avait 25 places d'aspirantes disponibles :

4			pour le district du Mans.
3	—	—	La Flèche.
3	—	—	La Ferté.
3	—	—	Mont-sur-Loir [Château du Loir].
3	—	—	Fresnay.
3	—	—	Calais-sur-Anille [Saint-Calais].
2	—	—	Mamers.
2	—	—	Sillé-la-Montagne.
2	—	—	Sablé.

Les femmes ayant déjà suivi le cours de 1793 furent invitées à venir parfaire leurs connaissances, les nouvelles ne bénéficiant que des places laissées vacantes par leur refus. Elles reçurent une indemnité de 120 livres pour leur voyage et trois mois de séjour, sommes à prendre sur les 4.000 livres non épuisées, déjà votées pour 1793. Le cours se termina le 3 thermidor an II.

Le 21 ventôse an III (11 mars 1795) l'administration départementale poursuivant son œuvre avec une ténacité méritoire « pour prévenir les malheurs que produit l'impéritie des chirurgiens et des sages-femmes », vota un crédit de 6.000 liv. pour

(1) A. S., L 43.

(2) A. S., L 125.

un nouveau cours du 1^{er} floréal au 1^{er} messidor an III. Elle insista vivement pour en assurer le succès auprès des districts de Calais sur Anille, Mont-sur-Loir, La Flèche, Mamers, Sillé, La Ferté et Fresnay. Elle réclama encore de préférence, les élèves ayant déjà suivi un cours, et, devant la cherté croissante de la vie, porta le taux de leur indemnité trimestrielle à 240 liv. D'ailleurs on prit la précaution de spécifier que cette somme ne leur serait payée que par fractions mensuelles, sous le contrôle du professeur, et sur présentation d'un certificat d'assiduité. On les menaça de retenues proportionnelles aux absences, et même, en cas d'incapacité ou de négligence, d'une radiation définitive pour les cours présents et futurs (1).

De son côté, le citoyen Jélin reçut le 28 ventôse (18 mars 1795) la lettre suivante, et l'annonce de 1200 livres d'appointements y compris, il est vrai, les frais de local et de matériel :

« Nous t'adressons, citoyen, l'arrêté que nous avons pris le 21 de ce mois relativement à l'ouverture du cours d'accouchement. L'administration en te continuant indéfiniment dans ta qualité de professeur a cru rendre justice à ton patriotisme et à tes talents nous te prions de vouloir bien entrer dans l'esprit de cet arrêté, de seconder son exécution en ce qui te concerne et de nous en accuser la réception.

Salut et fraternité ».

Quelle que fût l'utilité de cette institution, son essor ne fut guère moins éphémère que celui des tentatives précédentes. Il faut dire aussi que la misère générale, la chouannerie, les troubles politiques rendaient les circonstances plus défavorables que jamais. Le nombre d'aspirantes fixé par les arrêtés départementaux ne fut jamais atteint; les districts ne remplissaient pas leurs cadres; certains même n'envoyèrent aucune élève. En ventôse an III, l'administration centrale prit, à son corps défendant, le parti de réduire les bourses à 20, non sans faire entendre quelques reproches aux directoires intéressés.

(1) A. S., L 37 et L 133.

Comme on eut encore plus de peine à trouver des fonds que des élèves, les cours furent totalement interrompus après celui de l'an III ; et le professeur Jélin ayant acquis le ci-devant presbytère de Gourdain, consacra ses loisirs à la direction d'un établissement balnéaire. Convaincu de l'efficacité thérapeutique, hygiénique et prophylactique des bains de Sarthe il offrait à ses concitoyens « à toutes les heures du jour » un local commode, une onde pure (?) courant sur un beau sable, à la chute des moulins, aux conditions exceptionnelles de 1 l. 10 s. par séance, ou 24 sous seulement par abonnement (1). Il y joignait, en outre, les douches et bains chauds et froids, émollients, aromatiques ; on y vendait du petit lait, des bouillons, apozèmes, syrops et ptisannes ; des lits étaient offerts aux personnes faibles, désireuses de se reposer après la séance. Et Jélin annonce en l'an VIII que cet asile enchanteur, nouvellement agrandi et « joliment décoré dans le goût chinois » ne laisse « rien à désirer tant pour les agrémens dans l'état de santé que pour les ressources de l'art dans l'état de maladie ». Il y annexe un dépôt d'eaux minérales, et s'adonne au surplus, à des exercices de philanthropie appliquée en qualité de membre du Bureau de bienfaisance (2) et de médecin des épidémies. Le 1^{er} jour complémentaire an VI l'administration départementale le désigna, en compagnie du D^r Liberge et du chirurgien de l'hôpital militaire Fiory, pour aller combattre une épidémie de dysentérie qui ravageait le canton de Savigné (3).

IV.

Jélin n'était plus alors qu'un démonstrateur adjoint : le ci-

(1) *Affiches* du Mans, 20 fruct. an IV. — 15 flor. an VI. — 30 prairial an VII.

(2) Jélin était membre du Bureau de Charité depuis le mois de prairial an VI. (1^{er} Reg. des délib. du Bureau de Bienfaisance, 22 prairial an VI, f^o 23, v^o Arch. du Bureau de bienfaisance du Mans.)

(3) A. S., L 149, f^o 26. — M 114, 1.

devant conventionnel Levasseur était de retour. Incarcéré à la citadelle de Besançon après l'insurrection du 12 germinal an III (1^{er} avril 1795) (1) « comme assassin [*sic*] de Philippeaux et chef de révolte aux Jacobins » (2), libéré seulement après les événements du 13 vendémiaire (5 octobre 1795) il avait trouvé asile à Dijon : l'Hôpital militaire Jean Jacques ayant été rétabli dans cette ville le 15 nivôse an IV, il en fut nommé médecin en chef.

(1) La Convention décréta Levasseur d'arrestation le 16 germinal an III, il se cacha. Elle rendit le 29 germinal un décret lui intimant l'ordre de se constituer prisonnier dans les 24 heures, ce qu'il fit probablement ; elle le décréta d'accusation le 2 prairial à la demande de Gouly et renvoya ce décret le 12 prairial au Comité de législation. (Voy. le procès-verbal des séances de la Convention, à ces dates.)

(2) Ce sont les propres expressions de Levasseur. Dans un mémoire mss. de 4 pp. in-8°, adressé probablement à l'un des Comités de la Convention, il essaie de se disculper d'avoir pris aucune part à la mort de Philippeaux, et au soulèvement des Jacobins, principal grief allégué contre lui par Legendre et Tallien : il se défend d'avoir tenu au club des discours séditieux, et se dit victime de la vengeance de Tallien et de Fréron dont il a voté la radiation aux Jacobins. Il se déclare également innocent de la mort des officiers municipaux de Sedan, et ajoute qu'il a fait tout son possible pour faciliter leur justification : « Me traitera-t-on aussi, écrit-il, de buveur de sang ? Je n'ai jamais envoyé personne au tribunal révolutionnaire ni à aucun autre tribunal. » — Pour clore ce long plaidoyer, il réclame, pour raisons de santé, sa mise en liberté provisoire ou son arrestation à domicile : « Le mauvais état de ma santé me force à faire cette demande. Depuis plusieurs années je suis tourmenté au printemps par une humeur de dartre. Un cautère s'est arrêté faute de soins et l'humeur se jette sur ma poitrine. Ce qui a le plus altéré ma santé sont deux campagnes de suite et un voyage à la Vendée où peut-être j'ai été assez heureux pour rendre quelques services à ma patrie, surtout à Hondscotte. » Encore longtemps après, il ne pouvait se piquer sans éprouver des accidents de suppuration prolongée.

Le 17 fructidor an III (3 sept. 1795), la Convention renvoya à son Comité de Sûreté générale pour y faire droit une pétition formulée à sa barre par la fille de Levasseur, tendant à ce qu'il fut transféré chez lui, sous bonne garde, et pourvu de son indemnité parlementaire. Le 21 fructidor (7 septembre) le Comité de Sûreté générale décrète que « les autorités constituées de Besançon donneront un logement sain et comode [*sic*] au Représentant dont s'agit, dans une maison de la ville... il sera sous la garde d'un gendarme aux frais de la République, sa fille pourra lui donner ses soins. » Ordre conforme, signé Rovère, Thibaudeau, etc., est donné au Commandant des gendarmes de la Convention. (Voy. A. N., F 7, 4774, 21.) Le mois suivant, le conventionnel était débarrassé de son infirmier à bicorne, et libéré par les événements de vendémiaire au moment même où il profitait de sa demi liberté pour conspirer en faveur d'une révolution jacobine à Besançon (Du moins d'après les propos que lui prête le rédacteur de ses Mémoires).

Il y était encore en vendémiaire an V ; mais dès le mois de ventôse, il avait regagné Le Mans.

Il y rentrait en deuil (1) et pauvre, et vécut, le front haut, de son travail, bravant les insultes qui, derrière lui, partaient des ruelles (2). Ce revenant ravivait bien des haines. Bientôt, il vit luire des jours meilleurs avec le régime jacobin de fructidor.

Dans les derniers jours de l'an VI sur invitation à elle adressée le 27 fructidor par l'administration départementale, la municipalité décidait de nommer d'office un chirurgien adjoint de de l'hôpital. Le titulaire Laroche était âgé, infirme, et l'évacuation de l'hôpital militaire de l'Espérance sur l'hôpital civil (3), prescrite par le ministre de la guerre pour le 1^{er} vendémiaire, allait apporter un surcroît de besogne. Levasseur fut élu (4) et sa nomination approuvée et confirmée par le département le 3^e jour complémentaire an VI (19 septembre 1798).

Les administrateurs de l'hôpital furent avisés, le jour même, de cette mesure sur laquelle on n'avait pas daigné les consulter. « Les vrais républicains aimant la dépendance des loix », ils s'inclinèrent, tout en faisant remarquer, pour le principe, que la nomination des officiers de santé était de leur ressort, et soumise à la loi du concours (5). Cependant ils ne gardèrent pas rancune au chirurgien : le 2^e jour complémentaire an VII (18 septembre 1799), considérant le précaire état de santé de Laroche, tout « en [lui] rendant avec plaisir... le tribut d'éloges qu'il n'a point cessé de mériter de ses concitoyens par le zèle constant qu'il a montré dans ses fonctions », la commission des hospices

(1) Son père, Gabriel Levasseur, veuf de Marie-Anne David, fils de Joseph Levasseur et d'Anne Hervé, était mort au Mans, Section de la Liberté, le 11 ventôse an II, âgé de 74 ans.

(2) *Chronique de la Sarthe*, par J.-R. Bazin, 16 ventôse an V, n° 70, p. 341.

(3) Cette évacuation, contrariée par des difficultés financières, la pénurie de matériel, et l'opposition des administrateurs de l'hôpital civil donna lieu en fructidor à de nombreux pourparlers entre le département et le Ministère. Cf. A. S. L. 149, f° 12 et sqq.

(4) *Ibid.*, f° 23 et 29.

(5) Reg. des Délib. du Bureau de l'Hôpital général du Mans, 2 vendémiaire an VII, f° 101, r° et v° (A. H. M.)

arrête que Levasseur « est nommé deffinitivement chirrurgien ou officier de santé en chef desdits hospices à la survivance du Citoyen Laroche pour en exercer les fonctions concurremment avec ce dernier et à l'exclusion de tous autres sur lesquels l'administration lui accorde une survivance immédiate ». Laroche conservait donc sa place et les avantages pécuniaires personnels qu'elle comportait, (1), ne laissant à Levasseur, en fait d'honoraires, que la satisfaction du devoir accompli. Cependant, l'administration, généreuse, fit à son coadjuteur un cadeau de « deux chartées de gros bois », pour avoir offert aux malades de l'hospice quelques médicaments que l'apothicairerie de la maison n'avait pu leur fournir (18 vendémiaire an VIII).

Sur ces entrefaites, la suspension déjà ancienne des cours d'accouchements provoquait de nouvelles réclamations : « Faute de chirurgiens et médecins trop éloignés, ou qui se font payer trop chèrement de leur peine, une foule d'habitans de ces campagnes éprouvent des malheurs et se récrient contre les abus qui existent à cet égard » (2). Le département, ému de ces plaintes en fit part au Ministre de l'Intérieur et lui demanda, le 4 nivôse an VII, l'autorisation de prendre sur les sols additionnels les 3000 francs nécessaires à la restauration des cours. Cette somme parut sans doute exorbitante, et le 18 floréal an VII le département ne sollicitait plus que 1700 francs de la bienveillance ministérielle, en la mettant d'ailleurs en présence du fait accompli : car la veille, 17 floréal an VII (6 mai 1799) l'administration sarthoise avait rétabli le cours d'obstétrique. Le même arrêté considérant « que le Citoyen Levasseur officier de santé des hospices civils du Mans, avait été nommé professeur des cours d'accouchement avant sa promotion à la Convention nationale ; que, suivant la loi du 30 germinal an V les citoyens qui exercent des fonctions pour un tems limité ne perdent point leur place par l'acceptation de fonctions législatives, que leur

(1) *Ibid.*, f° 143, r°.

(2) A. S., L 149, f° 73-74, 125 et 128.

remplacement dans ce cas n'est que provisoire, qu'en conséquence le dit Citoyen Levasseur doit de droit reprendre ses fonctions dévolues pendant son absence au citoyen Geslin, officier de santé par arrêtés de cette administration des 24 ventôse an II et 24 ventôse an III, » (1) cet arrêté, dis-je, réintégra Levasseur dans sa chaire professorale, avec 500 francs d'appointements, les fournitures à sa charge.

Les *Affiches* répandirent la nouvelle en ces termes :

L'Administration centrale du département de la Sarthe vu les diverses délibérations qui lui ont été adressées par les administrations municipales de l'arrondissement portant demande de rétablir le cours d'accouchement autrefois en vigueur au chef lieu de ce département à l'effet de former à l'art des accouchemens des sages-femmes qui seraient distribuées dans les cantons et suppléeroient aux officiers de santé accoucheurs qui y manquent.

Considérant qu'il est instant de rétablir le cours d'accouchement autrefois créé au Mans par la ci-devant commission intermédiaire, lequel a procuré à ce département un grand nombre de sages-femmes très habiles et qui ont rendu les plus grands services dans les cantons où elles ont fixé leur résidence.

Qu'il importe d'autant plus de rétablir ce cours qu'il existe au Mans et dans différens cantons de l'arrondissement des élèves en chirurgie et même des officiers de santé avoués qui attendent avec impatience le moment où ils en pourront suivre les exercices...

Le cours d'accouchement ci-devant en vigueur au chef-lieu de département est et demeure rétabli et commencera le 1^{er} messidor de cette année pour être suivi jusqu'au 1^{er} vendémiaire suivant.

En cas de maladie ou pour autre cause le citoyen Levasseur sera suppléé par le citoyen Geslin chirurgien-accoucheur.

Seront admises pour suivre les exercices des cours et provisoirement cette année, douze élèves-femmes, prises exclusivement hors le chef-lieu, lesquelles jouiront à titre d'indemnité d'entretien d'un traitement de 25 francs par mois.

Ces élèves femmes seront présentées par les administrations municipales de leurs cantons respectifs, lesquelles leur délivreront des certificats de bonnes mœurs et d'aptitudes à suivre les cours d'accouchement.

(1) A. S. — M 113. 2.

Seront également admis à suivre les susdits cours les « élèves en chirurgie et chirurgiens avoués qui voudront s'y présenter ainsi que les autres femmes tant du chef-lieu que des autres communes de l'arrondissement qui seront nanties des certificats susdits et voudront le faire à leurs frais » (1).

Les municipalités ne secondèrent pas beaucoup les efforts de l'administration centrale pour raviver cet enseignement. Une nouvelle circulaire du 17 prairial an VII, leur reprocha leur peu d'empressement à accuser réception de la première, à envoyer des élèves, et les invita à y tenir la main. Mais on ne parvint qu'à grand peine à réunir la douzaine d'auditrices demandée (2).

Le cours de l'an VIII fut suivi d'un intermède qui faillit tourner au tragique. Dans la nuit du 14 au 15 octobre 1799 (22-23 vendémiaire an VIII), les Chouans s'emparèrent du Mans. Levasseur habitait alors l'hôpital. Réveillé par la fusillade, il s'arme, et sort dans l'espoir de rejoindre la garde nationale. Sa servante le suit, il la renvoie; elle s'attache obstinément à ses pas. Il court par la rue du Vert-Galant jusqu'à la Place des Halles. Une troupe en armes s'y masse à ce moment : *Qui vive? — Républicains!* Une décharge salue cette réponse. La compagne de Levasseur se jette devant lui, lui fait un rempart de son corps et ils parviennent à se réfugier sains et saufs, dans l'ancien couvent de la Visitation.

La maison était pleine de royalistes, détenus en vertu de la loi des otages; ils donnèrent asile aux fugitifs et les déroberent aux investigations des chouans; ceux-ci se vengèrent sur le logis du ci-devant conventionnel, qui fut pillé. Après le départ des troupes de Bourmont, Levasseur sut user de retour vis-à-vis de ceux qui l'avaient généreusement assisté dans sa détresse (3).

Sa servante, Anne Cosnard, avait voulu partager ses périls.

(1) *Affiches du Mans*, 30 floréal an VII, pp. 190-191.

(2) A. S. M 113 2.

(3) *Mémoires de R. Levasseur*, T. IV, pp. 284-287. — Renouard, *Essais hist. et littéraires sur la ci-devant province du Maine*, Le Mans, 1811, in-12, pp. 312-314. — R. Triger, *Un épisode de la chouannerie, la prise du Mans par les chouans le 15 octobre 1799*, Le Mans, Mamers, 1899, in-8°, p. 38-39.

Quinze jours après, elle rentrait en maîtresse dans la maison dévastée : le 10 brumaire an VIII, à l'Hôtel-de-ville du Mans, l'officier de l'état civil déclarait unis par les liens de l'Hyménée, le citoyen Levasseur, divorcé, et la citoyenne Cosnard, en présence de Michel Lebrun, économe et de Louis Pissot, receveur de l'hôpital; d'Etienne Martin, commis de la municipalité, et du cordonnier François Gasse, témoins des deux époux (1).

(1) A. Cosnard, ou Conard, fille de feu Michel C. et d'Anne Foulard, était née à Maresché le 16 juin 1767. Elle eut, de cette union, une fille *Anne-Adélaïde*, née au Mans le 7 messidor an X, qui épousa Eugène Daumont, propriétaire à Paris, rue Saint-Jacques. Levasseur avait eu de sa première femme, Reine Lafosse, qui mourut à Anthon le 17 nov. 1829, une fille, *Reine*, épouse (contrat du 19 frim. an VII) d'Edme-Marin Lemaitre, employé à l'Administration centrale de la Sarthe, et deux fils : *Laurent-François* et *René-Gabriel*.

Laurent-François, dit Francis; né au Mans le 4 octobre 1776, y fut baptisé le 5 octobre en l'église Saint-Pierre-le-Réitéré (parrain : Laurent Toutain, libraire au Mans; marraine, Anne David, femme Levasseur, grand'mère de l'enfant. Francis Levasseur fut employé divisionnaire de l'Administration de la poste aux lettres à l'Armée du Nord (1793) et à celle de Sambre-et-Meuse (1794), puis Maréchal des Logis au 13^e dragons. Libéré, il entra dans l'enseignement comme professeur élémentaire au Collège de Bernay (Eure) (1806) puis comme directeur nommé provisoirement par le Préfet de la Sarthe à l'Ecole élémentaire de Sillé-le-Guillaume (1807). Il devint par la suite régent de 6^e et 5^e au Collège de Fontainebleau (29 décembre 1809). Régent élémentaire au Collège de Bergues (20 novembre 1810) puis régent de grammaire (21 décembre 1810), il passa à Loches comme régent de la 1^{re} de grammaire (9 novembre 1813), puis comme principal au Collège de Saint-Amour (Jura), et comme maître d'études au Lycée d'Orléans. Nommé provisoirement par le Recteur de l'Académie de Bourges, Poulet de Lisle, maître de pension à Dun-le-Roi (8 février 1816), il devint principal provisoire (7 octobre 1817) puis titulaire (23 octobre 1817) du Collège de Montluçon, et enfin secrétaire de l'Académie de Limoges (20 novembre 1830). Il occupa ces fonctions jusqu'au 30 novembre 1837.

F. Levasseur a, selon Desportes, rédigé le 3^e et le 4^e vol. des mémoires publiés sous le nom de son père; on lui doit quelques ouvrages d'enseignement élémentaire classique, des romans, des travaux historico-géographiques sur la Dalmatie, et une édition de Publius Syrus dans la collection Panckoucke. Il a beaucoup écrit pour le théâtre, entre autres : *Hortense et Séligny ou le Mariage en plein vent*, comédie en 1 acte en prose jouée pour la première fois à Paris, théâtre du Marais, en 1806. Paris, M^{me} Masson, 1806, IV-36 pp. in-8°. — *Le Scénomane*, comédie en un acte en prose jouée pour la première fois à Paris en 1806, Paris, M^{me} Masson, 1803, IV-36 pp. in-8°. — Levasseur est mort célibataire à Château-du-Loir, rue du Grand Douai, le 16 novembre 1872, âgé de 96 ans. Il avait habité quelque temps aux environs de cette ville, chez son cousin M. A. Trolle, au château de la Chevalerie, sur le coteau de Sainte-Cécile, commune de Flée.

(Cf. Legeay, *Nécrol. et Bibliogr. contemp. de la Sarthe*, 1881, in-8°. pp. 278-280. — Desportes, *Bibliographie du Maine*, Le Mans 1844, p. 377-378. — Etat-civil de Château-du-Loir. — Etat-civil du Mans, Reg. de Saint-

Ainsi débarrassé des soucis de la solitude, Levasseur se remit à préparer son cours de l'an VIII. Un arrêté du 8 germinal en

Pierre-le-Réitéré, 1776, n° 803). — Arch. de l'Acad. de Limoges, Comm. de M. Ch. Le Gendre.)

René Gabriel, né au Mans le 29 novembre 1772 et baptisé le lendemain à Saint-Pierre-la-Cour, fut d'abord (d'après son père) incorporé au 1^{er} Bataillon de la Sarthe et au 5^e Régiment ci-devant Navarre, puis (d'après ses états de services) successivement cavalier, brigadier et maréchal des logis au 6^e hussards depuis le 16 novembre 1792. Il fut nommé sous-lieutenant au 14^e chasseurs à cheval le 30 mai 1793, après une campagne de mer et trois sur terre, dit son père qui se défend énergiquement, dans une réponse aux diatribes de Philippeaux, d'avoir aucunement contribué par pression politique à cet avancement (René Levasseur, *Ma première et dernière Réponse à Philippeaux*). Grâce à la recommandation du Général Vachot (dont la stratégie ne valait guère mieux que l'orthographe) auprès du Ministre de la Guerre, ce « brave républicain » fut adjoint à l'adjudant général Regnault le 5 ventôse an II; il passa à l'Etat-major de l'armée de la Moselle par ordre du Comité de Salut public du 21 floréal an II. Aide de camp de Jourdan le 21 prairial an II, capitaine au 2^e chasseurs par décret de la Convention du 22 fruct. an II, chef d'escadron par arrêté du Directoire du 29 vendémiaire an VI, il fut attaché en cette qualité au 13^e dragons par Augereau, conformément à une lettre du Ministre de la Guerre du 7 brumaire an VI. Nommé par Masséna chef de brigade provisoire de ce régiment le 12 mess. an VII, et confirmé dans son grade le 29 vendémiaire an IX, il se montra très brave, mais, au rapport de ses supérieurs, dénué d'instruction, de maturité et d'esprit d'autorité; la division se mit dans son régiment, et l'inspecteur général Laboissière en ayant fait un rapport peu satisfait (an X) on finit par lui retirer son commandement en le nommant adjudant commandant le 27 vendémiaire an XIII. Employé dans la 8^e division le 10 brum. an XIII, dans la 26^e le 29 ventôse an XIII, au 3^e corps d'armée de réserve sous Kellermann le 2 vendémiaire an XIV, au 2^e corps de réserve sous Lefebvre le 1^{er} brumaire an XIV, il rentra le 4 juin 1806 dans la 26^e division. Employé à la Grande Armée le 26 septembre 1806, aide de camp de Murat le 5 octobre 1806, disponible dans ses foyers le 22 septembre 1807, employé à la 5^e division le 10 novembre 1807, à la 3^e div. du corps des Pyrénées-Orientales le 9 juillet 1808, de nouveau à la 5^e div. le 15 août 1808, il prit sa retraite le 1^{er} juillet 1809, rendu impotent par ses blessures. Il avait reçu un coup de sabre à la main droite à Saint-Amand (1792), une balle à l'attaque de Liège en l'an II sous Jourdan, un biscaïen à l'attaque de Neuwied sous Hoche, un coup de feu à Feldkirch, une blessure à « Frauvelt » (Frauenfeld?), et une balle de cosaque le 4 vendémiaire an VIII; il avait fait, aux armées du Nord et de la Moselle, les campagnes de 1792 à l'an IX; à la Grande Armée celles de l'an XIV à 1807.

Guéri néanmoins de ces avaries et de ces fatigues, il demanda à rentrer en activité en 1811, ne put obtenir un régiment (juin 1811) mais fut nommé aide de camp de Jourdan le 22 août 1811, et chef d'état major de la 21^e div. militaire le 31 août 1813. Mis en non activité le 28 janvier 1815, en demi solde le 20 mars 1815, il retrouva le 17 juin 1815, pendant les Cent jours, un emploi provisoire à la 5^e division, dans l'état-major du Général Desbureaux. Remis en non activité le 1^{er} août 1815, il fut retraité le 1^{er} juillet 1817, portant sur ses états de service 16 campagnes et 6 blessures. Il

fixa le début au 1^{er} prairial an VIII : il dura jusqu'au 1^{er} fructidor, et eut lieu dans les mêmes conditions que le précédent, « tous les jours à 4 heures dans une des salles de l'Administration centrale » (1).

Le grand défaut de cet enseignement, comme d'ailleurs de toutes les tentatives précédentes était l'absence presque complète ou l'impossibilité d'instruction pratique (2). Nous avons dit ailleurs à quels scandaleux et coupables procédés les professeurs particuliers d'accouchements étaient forcés de recourir, même à Paris pour se procurer des sujets (3). Levasseur, désireux d'y porter remède, s'ingénia à perfectionner les *phantômes* déjà employés par Levret et par M^{me} du Coudray pour la répétition des manœuvres obstétricales. Il inventa un mannequin composé d'un pelvis osseux, d'une matrice de gomme élastique renfermant un fœtus dans une poche pleine d'eau ; un diaphragme élastique représentait le col, un autre le détroit périnéovulvaire ; et l'on pouvait reproduire, fort exactement avec cet appareil, tous les stades de l'accouchement. Levasseur présenta son invention à l'Institut, qui ratifia le 26 vendémiaire an IX les éloges de ses deux rapporteurs, Tenon et Pelletan (4).

était officier de la Légion d'honneur. Il mourut le 26 septembre 1830 à Molamboz, canton d'Arbois (Jura). Sa femme, Sophie-Amélie Widz ou Wilt, née à Strasbourg le 12 août 1775, et qu'il avait épousée le 16 septembre 1798, se retira à Ribauvillé. De ce mariage naquit une fille, Emilie, épouse de Balthazard Haussmann, manufacturier à Logelback près Colmar. (Cf. Arch. adm. du Minist. de la Guerre, Dossier *Levasseur*). — Etat civil du Mans, paroisse St-Pierre-la-Cour, année 1772, n° 966. — A. S. Fonds municipal, 1008 ; lettre de Levasseur aux « frères et amis » de la « Société populaire régénérée du Mans », qui le félicitaient de son avancement ; de Cologne, 28 vend. an III.

(1) *Annuaire du Dép. de la Sarthe pour l'année VIII*, Le Mans, an VII, p. 171. — L'Administration départementale occupait l'ancienne abbaye de la Couture. Un arrêté de l'administration centrale du 27 prairial an VII avait affecté au cours d'accouchement la salle servant jadis de prétoire au tribunal militaire.

(2) Cf. Auvray, *Statistique du Dép. de la Sarthe*, Paris, an X, p. 96.

(3) Dr Delaunay, *La Maternité de Paris*, Paris 1909, in-8°, chap. XIII.

(4) Le rapport de Tenon et Pelletan à l'Institut national des Sciences et des Arts (Classe des Sciences phys. et mathém.) est reproduit dans les *Affiches du Mans* du 5 brumaire an IX, pp. 26-27. — « Nous croyons, écrivent-ils, qu'il serait à désirer que l'usage de ces fantômes fut généralement adopté : il dispenserait même nos professeurs de Paris de rassembler dans

« Nous concluons, disaient-ils, à ce que l'invention du citoyen Levasseur soit consignée dans le premier volume des Mémoires des savans étrangers, et qu'il lui soit délivré un extrait du présent rapport pour lui servir auprès du Ministre de l'intérieur à obtenir des secours que réclament également la justice qui lui est due et l'avantage que l'humanité doit retirer de son invention surtout pour l'instruction des sages-femmes qui habitent les campagnes. »

Au moment précis où l'Institut national honorait de son approbation les longues recherches de Levasseur, un arrêté du préfet Auvray destitua brutalement l'inventeur de ses fonctions professorales et le remplaça par Jélin que protégeait Cornilleau (1) Levasseur alla réclamer contre cette mesure auprès du ministre de l'Intérieur, mais ses plaintes ne furent point écoutées (2).

Notre Jacobin n'avait pas encore quitté Paris que l'attentat de la rue Saint-Nicaise (3 nivôse an IX) mit la capitale en émoi (3) et toute la police sur pied. Il jugea prudent de ne pas insister, fit prévenir Fouché de son départ et regagna le Mans. D'ailleurs son successeur ne put profiter de cette éviction. Faute de ressources financières, les cours ne furent restaurés que longtemps après (4).

leurs amphithéâtres et de prostituer pour ainsi dire aux regards et aux attouchements d'une foule d'élèves des femmes qui font métier de ce genre de prostitution ». — Cf. Lebrun, *Essai de topographie médicale de la ville du Mans*, Le Mans, Fleuriot, 1812, in-8°, pp. 69-72, note.

(1) Jélin, dit Pl. Vallée, avait couru de grands « dangers pour arracher son beau-père, M. Cornilleau, à l'échafaud que lui préparaient les anarchistes ». Ancien Constituant, député suppléant de la Sarthe à la Convention, puis membre du Conseil des Anciens, Cornilleau fut nommé le 1^{er} floréal an VI, par l'assemblée électorale, accusateur public du département. Le 19 floréal, le Conseil des Cinq cents invalida cette élection, destitution confirmée le 22 floréal an VI par le Conseil des Anciens. (Cf. *L'Abeille* [de la Sarthe] du 22 floréal an VI.) Ainsi victime du coup d'Etat, Cornilleau se retira chez Jélin, et exerça les fonctions de défenseur officieux. (*Affiches du Mans*, 23 prairial an VI.) Rallié à Bonaparte, il rentra en l'an VIII au Corps législatif, et y siégea jusqu'en l'an XI.

(2) Levasseur, *Mémoires*, T. IV, p. 276-278.

(3) Levasseur dit par erreur dans ses Mémoires (IV, p. 279) l'attentat de Mallet.

(4) Les résultats pratiques des cours donnés pendant toute la période révolutionnaire, semblent fort médiocres. Sur une liste des s. f. ayant fait

D'autres déboires attendaient Levasseur.

Le 22 messidor an VIII, le préfet Auvray avait remplacé l'ancienne commission hospitalière, composée de « vrais républicains » par de nouveaux membres dont les sympathies n'allaient pas précisément aux Montagnards. Installés le 24 messidor an VIII par arrêté préfectoral du 22, ils firent savoir à Levasseur dès le 29 messidor que le citoyen Fiory (1) était adjoint au citoyen Laroche sur la demande de ce dernier, et désormais chargé de l'hôpital civil. Qu'au reste, les malades militaires de-

la déclaration prescrite par la loi de ventôse, liste qui semble arrêtée à 1809 ou 1810, je ne relève que neuf élèves, exerçant encore à cette date, et diplômées au Mans de 1792 à l'an IX. Même en tenant compte des omissions, des non-déclarations et des élèves refusées, on peut juger que leur nombre fut peu considérable (A. N., BB 1 209, Sarthe).

(1) Fiory, Joseph-Hercule-Blaise, né à Monaco le 6 février 1765, de Jean-Baptiste Fiory, chirurgien, et de Louise Rey di Rocco Coningati, fut successivement chirurgien surnuméraire à l'hôpital militaire de Monaco (juillet 1778 à juillet 1780), chirurgien appointé à l'hôpital militaire de Douai et au Camp de Saint-Omer (septembre 1783 à janvier 1789), chirurgien premier élève à l'hôpital militaire auxiliaire de Lille (janvier 1789 au 20 juillet 1791), chirurgien aide-major à l'hôpital régimentaire de Condé du 20 juillet 1791 au 17 mai 1793, chirurgien-major au 12^e d'infanterie (17 mai 1793 au 9 mess. an II), chirurgien de 2^e classe au même corps, devenu 23^e demi-brigade, jusqu'au 15 ventôse an IV, chirurgien de 1^{re} classe à l'armée des Côtes de Cherbourg du 15 ventôse an IV au 1^{er} vendémiaire an VII, époque où la suppression de l'hôpital militaire du Mans auquel il était attaché interrompit son service. Il demeura néanmoins en fonctions à l'Hôtel-Dieu du Mans, et se fit diplômer le 20 messidor an XI devant l'Ecole de Santé de Paris (*Dissertation sur les fistules de l'anus*, Paris, Valade, an XI-1803, 24 pp., in-4^e). Il dédia sa thèse au préfet Auvray, au Général de brigade Delarue, du Mans, à Rey commissaire des guerres et à Rostaing inspecteur aux revues, au Mans. Il fut un des membres fondateurs (an XIII) de la Société de médecine du Mans, et fit partie du Comité central de vaccine du Mans dès sa création. Chirurgien-major des hôpitaux militaires de la 5^e division (11 novembre 1805 au 15 mai 1806), à l'armée d'Italie (15 mai 1806 au 4 septembre 1807), à la 3^e Légion de réserve (4 septembre 1807 au 7 mars 1809), il fut mis à la retraite par décision du 28 décembre 1809, mais attaché à partir du 11 juillet 1812 au Prytanée militaire de la Flèche. Il mourut à la Massonnière, commune de La Flèche, le 11 mai 1829, âgé de 64 ans et 3 mois.

Fiory avait fait les campagnes de 1793 et de l'an II, III et IV à l'armée du Nord, celles de l'an IV, V, VI, à l'armée des Côtes de Cherbourg, la campagne d'Italie en 1806 et celle d'Allemagne en 1809.

Fiory avait épousé à La Flèche, le 4^e jour compl. an X, Eulalie-Emilie Lespine, fille de feu Louis-René L., chirurgien, et de Charlotte Labourde; sœur du Dr Victor-Timothée Lespine, qui exerça avec honneur à La Flèche.

(Arch. adm. du Minist. de la Guerre, Dossier Fiory. — Etat-civil de La Flèche.)

meuraient confiés à ses bons soins, selon les pouvoirs que lui avait antérieurement conférés l'administration centrale (1).

Levasseur protesta sans succès, auprès du ministre de l'Intérieur; il s'éleva contre les allégations tendancieuses qui trouvaient dans ses salles un surcroît de mortalité; (2) et n'ayant assuré le service sans honoraires (3) qu'avec l'espoir de succéder à Laroche, il crut devoir adresser aux administrateurs des réclamations — que le mauvais état de sa fortune rendait sans doute plus pressantes — et qui amenèrent un échange de lettres assez rogues. Il écrivait le 14 prairial an IX : « Vous refusez, citoyens, de me reconnaître pour chirurgien en chef de l'hôpital, vous ne voulez pas m'assurer la place de M. La Roche après sa mort. Eh ! bien, payez-moi ! Vos prédécesseurs n'ont pas eu le droit, ni l'intention de me faire travailler pour rien. » Et il menaçait de se retirer, si on ne lui donnait 1° : 1.200 francs par an à dater du 1^{er} vendémiaire an VII, pour avoir soigné jusqu'au 1^{er} thermidor an VIII les blessés de l'hôpital militaire et civil; 2° de nouveaux appointements pour les soins donnés aux blessés militaires dont il avait été chargé exclusivement depuis le 29 mesidor an VIII.

(1) Reg. des délib., 29 mess. au VIII, n° 180, r° A. H. M.

(2) *Affiches du Mans*, 10 therm. an VIII, p. 247.

(3) On n'avait même pu le loger sans difficultés. Le 24 vendémiaire an VII, le Département, considérant que le domicile de Levasseur rue du Pré, était trop éloigné de l'hôpital pour la rapidité des secours aux malades, et qu'il convenait aussi de le dédommager de ses peines, invita l'Administration des hospices à lui fournir un logement dans la maison du ci-devant chapelain, que le locataire actuel allait prochainement quitter. Les administrateurs de l'hôpital objectèrent d'abord que la perte de ce loyer grèverait leur budget, et ensuite qu'une décision du 23 floréal an VI, avait destiné cet immeuble à l'installation de loges pour les femmes folles (26 vend. an VII). Le 28 vend., le Département réfuta ces arguments contradictoires, et insista pour qu'on y mit Levasseur. Il est probable que l'ex-conventionnel eut finalement gain de cause, car l'*Annuaire du Dép. de la Sarthe* pour l'an IX et l'an X lui donne comme domicile : l'*Hôpital*. De fait, lors de l'invasion des chouans, Levasseur habitait non loin de la place de l'Eperon dans les dépendances de l'Hôtel-Dieu, encore que ses *Mémoires* (IV, p. 284) ne s'en expliquent pas clairement. On verra d'ailleurs ci-dessous que l'Administration hospitalière avait toléré cet hébergement, sous la pression du Département, sans le ratifier officiellement (A. S., L 149, f° 43 et sqq.).

Mais l'hôpital discutait, objectait que les honoraires dus aux officiers de santé civils pour soins aux militaires étaient à la charge du ministère de la guerre. Le 11 messidor an IX, on n'avait pas encore soldé à l'irascible chirurgien ses honoraires de l'an VII et de l'an VIII, et on lui proposait de le payer sur le même pied que Laroche : 500 francs par an ; à quoi Levasseur répliquait que ce dernier avait droit, en sus, au logement, à 200 fagots et 4 charretées de gros bois. L'administration finit par délier les cordons de sa bourse le 19 messidor an IX (8 juillet 1801), mais destitua le plaignant du même coup, avec des considérants plutôt blessants.

« L'Administration, dit le Registre des délibérations, voulant mettre fin aux difficultés sans cesse renaissantes entre le citoyen Levasseur chirurgien des salles des militaires malades et les personnes chargées par elle du service de la maison de santé et désirant rappeler dans le gouvernement des malades des deux hospices un meilleur ordre, une économie mieux entendue et une uniformité à la fois plus régulière et plus salutaire, arrête qu'à partir du 11 brumaire prochain il n'y aura plus pour le traitement chirurgical des hospices qu'un seul chirurgien en chef, que le Bureau se propose de nommer incessamment et en conséquence la lettre dont la teneur suit sera adressée au citoyen Levasseur pour l'informer : 1° des sacrifices pécuniaires que fait l'administration en sa faveur 2° de l'époque à laquelle doit cesser l'exercice de ses fonctions dans les salles des militaires malades et discontinuer d'habiter la maison appartenant à l'hôpital qu'il occupe sans qu'il se trouve dans nos registres aucune délibération administrative qui lui en ait accordé la jouissance (1). »

Ces messieurs ajoutaient qu'ils ne « trouver [aient] pas mauvais » que Levasseur y demeurât jusqu'au 11 brumaire, le temps de chercher un autre gîte ; et après quelques considérations sur la détresse de l'hôpital, déclarèrent qu'ils voulaient néanmoins « condescendre aux conditions rigoureuses [qu'il faisait] à la Caisse des pauvres ». Ils lui abandonnèrent la somme de 916

(1) A. H. M., Reg. des délib., 19 mess. an IX, f° 11 v° et 12 r°.

liv. 8 s. 4 d. pour les honoraires, plus 256 liv. 13 s. 4 d. en compensation du bois non livré, soit au total 1173 liv. 1 s. 8 d.

Enfin, le 2 thermidor an IX, Legoux était nommé, à la survivance de l'impérissable Laroche (1), chirurgien en chef de l'hôpital civil et militaire, et logé dans la maison abandonnée par Levasseur. Fiory reprit le service des salles de militaires (2).

Levasseur ainsi dépouillé, ne gardait plus que le poste de chirurgien des prisons.

Le 24 vendémiaire an X un arrêté du maire Négrier de la Crochardière approuvé le 28 par le préfet, le releva de ces fonctions (3), au profit de son confrère Jean-Louis Coupvent Desgravières, praticien sans diplôme, légitimé par la loi de ventôse, mais que recommandait sans doute, avec l'appui du maire sa personnelle expérience des lieux de détention du Mans. Quelques années auparavant, le citoyen Coupvent, encore étudiant

(1) *L'Annuaire du Dép. de la Sarthe pour l'année IX* déclare p. 140 que le C. Faribault a la survivance du C. Laroche ; Faribault céda probablement son tour à Legoux.

(2) Fiory ayant été appelé aux armées, la Commission des hospices proposa Legoux au préfet le 2 frimaire an XIV pour le remplacer à l'hôpital militaire ; le préfet y donna son approbation le 20 frimaire an XIV.

Jean-François Laroche ne mourut que le 24 frimaire an XI, et Legoux fut enfin titularisé le 2 nivôse an XI. La veuve Laroche, née François Huard, mourut deux ans après, laissant à l'hôpital, pour acheter des ornements pour la chapelle, quelques libéralités testamentaires, qui furent acceptées le 21 floréal an XIII.

(3) « Le maire considérant que le Citoyen Levasseur officier de santé ne peut faire son service en personne dans les différentes prisons de cette commune et notamment dans la maison d'arrêt dite des Ursulines où sont détenues nombre de femmes atteintes du mal vénérien ou que ses occupations de la ville concernant son état se sont trop multipliées.

Considérant de plus qu'il est contre les bonnes mœurs de laisser à des élèves le soin de traiter de telles femmes, »

Proposa au chef de brigade, préfet, de remplacer Levasseur par Coupvent à dater du 1^{er} vendémiaire, à charge pour ce dernier de payer à Levasseur ses émoluments dudit mois, de faire son service « en personne », sans pouvoir sous aucun prétexte s'en dispenser, » et de se faire remplacer, en cas de maladie, par un de ses confrères (24 vendémiaire an X, 16 octobre 1801). — (A. S. fonds municipal, 1489.)

Le 26 vendémiaire an X le général Delarue, commandant la subdivision de la Sarthe, écrit au citoyen maire La Crochardière pour le féliciter du choix par lui du fait du Citoyen Desgravières pour remplacer dans ses fonctions le Citoyen Levasseur (*Ibid.*).

en chirurgie, s'était vu appréhender sur l'ordre du Comité de surveillance, et conduire à la Tour Vineuse. Cette affaire — quelque inculpation de propos inciviques ? — n'eut d'ailleurs pas de suites sérieuses, et le carabin fut relaxé (1). Il consentit néanmoins à retourner en prison, quand ce fut à titre de fonctionnaire, et par la grâce du Colonel préfet.

(1) Le Comité de surveillance et de sûreté générale (renouvelé par délibération du Conseil général du département du 7 avril 1793) proposa le 25 avril 1793 au Conseil général la mise en liberté du Citoyen Coupvent. Un membre du Conseil demanda et obtint qu'il fût sursis 24 heures à cette mesure, à la condition qu'aucune déclaration ne fût faite d'ici là à la charge du jeune chirurgien (A. S. L 30). — Coupvent Desgraviers fils de François Coupvent D. et d'Anne Fouquerav, fut autorisé à pratiquer sans diplôme, sur certificat du 21 thermidor an XI constatant 7 années de notoriété d'exercice (A.N. BB 1 209, Sarthe). Mais dans ces conditions, aux termes de l'art. 27 de la loi du 19 ventôse an XI, il ne pouvait conserver le poste de chirurgien des prisons ; il ne fut néanmoins révoqué que le 21 septembre 1807, par arrêté du préfet Auvray (A. S., fonds municipal, 1489). Il fut nommé en 1816 chirurgien de la Société de Charité maternelle.

CHAPITRE III

Le deuxième cours départemental d'obstétrique

(1808-1821)

- I. — Etat de l'obstétrique dans la Sarthe sous le Consulat, plaintes d'Auvray, projets de Jélin. — Chaptal crée l'Ecole des sages-femmes à la Maternité de Paris. Cours de sages-femmes à l'Ecole de Santé de Paris. — La loi de ventôse an XI règle l'enseignement obstétrical. — Projet d'Auvray pour une école départementale. Opposition du Ministre de l'Intérieur en faveur de la Maternité de Paris; ses sollicitations infructueuses auprès de la Commission des hospices du Mans. — Le Conseil général vote le projet de cours départemental (1806). — Difficultés budgétaires (1807-1808).
- II. — § 1. Ouverture de la Maternité du Mans (25 floréal an XIII). Ouverture des cours (1^{er} septembre 1808).
§ 2. Le local : son insalubrité; infructueuse tentative de transfert dans la maison des Maillets (1814).
§ 3. Le professeur Jélin. — Le ci-devant professeur Levasseur. Ses mésaventures; son séjour à Louvain.
§ 4. Les maîtresses sages-femmes.
§ 5. Les élèves sages-femmes : conditions d'admission; nombre; durée des études. L'enseignement théorique et pratique. — Surveillance et discipline. — Examens de fin d'études et certificats d'exercice provisoire. — Distribution des prix.
§ 6. Examens officiels devant le Jury médical.
- III. — Décadence du cours départemental. — Ses causes. — Concurrence de l'Ecole de la Maternité de Paris; des cours de l'Ecole de Médecine de Paris. — Mauvaise installation de la Maternité du Mans. Hostilité des administrateurs de l'hospice. Insuffisante instruction des élèves. Abus des certificats d'exercice provisoire. — Concurrence des matrones empiriques. — Avilissement de la profession de sage-femme dans les campagnes: le scandale de Malicorne.
- IV. — Suppression du cours (19 janvier 1821). — Demande de fermeture de la Maternité (1824). — Mort de Jélin (1825).

I

« On se fait à peine idée des meurtres journaliers qu'occasionne l'ignorance de ces femmes routinières qui s'ingèrent dans l'art des accouchements; sous leur main lourde et inexpérimentée

tée, les mères et les enfants sont autant de victimes. Il est d'une bonne administration de remédier à cet abus, et le meilleur moyen serait de placer dans toutes les communes, au moins dans les principales, une sage-femme jurée dans laquelle les gens de campagne puissent mettre leur confiance, et d'interdire cette profession à celles qui ne pourraient produire un titre d'admission. On sait de quel secours sont, dans leurs cantons, celles de ces accoucheuses qui sont sorties de l'école du Mans. Mais elles sont en trop petit nombre. Il est donc urgent d'y suppléer. » (1).

C'est en ces termes que le citoyen Auvray, préfet de la Sarthe, exposait la situation de l'art obstétrical dans son département, en la dixième année républicaine. Les leçons jadis données au Mans, par M^{me} du Coudray, dans les principales villes du Maine, par les démonstrateurs formés à son école; les cours faits jusqu'en 1787 par le démonstrateur royal Goutard, dans la communauté des chirurgiens du Mans; ceux qu'avaient repris, pendant les années troublées, de 1792 à l'an IX, Levasseur ou Jélin, ce long effort avait abouti à ce piètre résultat. A la faveur de l'anarchie révolutionnaire, le recrutement des sages femmes avait périclité; les matrones regagnant le terrain perdu, pullulaient au fond des campagnes, malgré les unanimes réclamations des gens de l'art et des bons citoyens.

En l'an X, le citoyen Jean Jélin, officier de santé, « dépose au sein de la philanthropie » et confie à l'attention du citoyen Auvray, préfet « quelques idées générales sur l'organisation de l'Hôpital du Mans ». Il réclame en particulier pour les femmes en couches « un azile au sein des hospices », asile depuis si longtemps réclamé. « Huit ou dix lits et une chambre pourraient suffire à cet accroissement d'utilité ». Cette fondation permettrait en outre d'adjoindre à un cours théorique sur les accouchements et les maladies des femmes, des manœuvres obstétricales

(1) Auvray, *Statistique du Dép. de la Sarthe*, Paris, an X, in-8°, p. 96.

et une instruction pratique pour le plus grand bénéfice des sages-femmes et des élèves en chirurgie. « Il n'est pas rare de voir l'inexpérience faire des victimes en pareil cas : ces grands maux deviendraient rares si les étudiants avaient les occasions favorables de cultiver leurs talents » (1).

Devant l'unanime concert des plaintes, Chaptal, ministre de l'Intérieur, dut parer au plus pressé ; et il créa, par son arrêté du 11 messidor an X (30 juin 1802), un internat de sages-femmes dans l'ancienne maison de l'Oratoire, rattachée à l'Hospice de la Maternité de Paris, de façon à fournir aux départements les accoucheuses tant demandées (2). Soucieux d'assurer la prospérité de son institution, il exhorta tous les préfets à y envoyer des boursières.

De son côté, l'Ecole de Santé de Paris avait commencé dès l'an V (1797) un cours annuel et gratuit à l'usage des sages-femmes, — élèves externes, celles-là, — et le directeur Thouret en avisait régulièrement les provinces (3). Mais à la restauration du cours départemental, l'administration sarthoise avait répondu, avec beaucoup de remerciements, par une fin de non-recevoir » (4).

« L'éloignement, les frais de voyage et de séjour dans la capitale effrayaient nécessairement ces élèves souvent mères de famille, qui sont, pour la plupart, peu aisées », observait le préfet Auvray (5). Cependant le département de la Sarthe envoya une aspirante à Paris à l'Ecole de Médecine, pour le cours du

(1) *Observations générales sur l'organisation relative aux officiers de santé de l'hôpital du Mans* proposées par le Citoyen Jélin, datées du 8 frimaire an X. Le Mans, Impr. Mounoyer, an X, 8 pp. in-4°.

(2) Cette école continuait d'ailleurs l'enseignement antérieurement donné à quelques élèves sages-femmes à l'office des accouchées de l'Hôtel-Dieu, qui fut définitivement remplacé par la Maternité le 19 frimaire an VI (9 décembre 1797). Marguerite Fautrac, femme Romet, sage-femme à Sablé, avait suivi pendant trois mois à l'Hôtel-Dieu les leçons de M^{me} Dugès, s. f. en chef, qui lui en délivra une attestation le 19 germinal an IV.

(3) Voy. A. Prévost, *L'Ecole de Santé de Paris, 1794-1809*, Paris, 1901, in-8°, p. 28. — A. S. Fonds munic., 1481.

(4) A. S., L 149, f° 129, 29 floréal an VII.

(5) *Statistique du Dep. de la Sarthe*, par Auvray, p. 97.

1^{er} messidor, an X. D'autre part, sans doute pour satisfaire tout le monde, Auvray demandait le 14 fructidor, an X au médecin Liberge s'il ne connaîtrait pas, dans la ville ou aux environs, deux ou trois bonnes recrues pour la Maternité de Paris. Je ne sais si l'on tint compte des indications du docteur; en tout cas, la Sarthe fut représentée dans les premières promotions de la Maternité et assez honorablement pour que la femme Bénard, veuve Louaron, obtint, au concours final du 6 messidor, an XI, un troisième accessit (1).

Cependant, le corps législatif avait à grand peine élaboré et voté la loi du 19 ventôse, an XI, premier essai de réorganisation de la police médicale. Quant à l'appliquer, c'était une autre affaire. Mal conçue, passant avec l'empirisme de regrettables compromis, incorporant au corps de santé des gens sans diplômes réguliers, sans études, sans autre garantie qu'une possession qui valait titre, elle avait soulevé d'emblée de sévères et justes critiques.

Mieux inspirée dans son projet d'enseignement obstétrical, elle ordonnait, par son article 30, titre V, qu'il fût « établi dans l'hospice le plus fréquenté de chaque département un cours annuel et gratuit d'accouchement théorique et pratique, destiné particulièrement à l'instruction des sages-femmes; le traitement du professeur et les frais du cours [étant] pris sur la rétribution payée pour la réception des officiers de santé ».

Mais le ministre Chaptal se souciait assez peu de voir appliquer cet article qui menaçait son Ecole de la Maternité de Paris d'une formidable concurrence, et s'attacha à l'éluder de son mieux. D'autre part, Auvray qui tenait au rétablissement du

(1) Parmi les élèves sages-femmes de la promotion de l'an XI, je relève encore les noms de Louise-Amable Lemaire veuve Lapotère, qui exerça à Mamers, et de Marguerite Poisson veuve Berthelot qui exerça à Marolles, toutes deux diplômées à la Maternité de Paris les 18 et 21 messidor an XI. — Ajoutons que M^{me} Fillion, déjà établie comme s. f. au Mans, quitta pendant quelque temps sa clientèle de la rue Saint-Hilaire pour aller suivre à la Maternité de Paris le 2^e cours de l'an XI. (*Affiches du Mans*, 5 vendémiaire an XII).

cours départemental insistait. Le 16 thermidor, an X, le ministre avait répondu, à une première tentative, que la création de la Maternité rendait inutile toute institution locale; mais depuis la loi de l'an XI, le colonel préfet ne se tenait plus pour battu et reprenait son projet, insistant de tout son pouvoir auprès de la commission administrative des hospices du Mans (1). Celle-ci lui proposait, le 30 nivôse, an XII, d'approprier un local à cette intention. Et la demoiselle Durfort, antérieurement nommée boursière du département de la Sarthe, à la Maternité de Paris (2), ayant demandé à redoubler son cours, Auveray refusa tout net, invoquant le manque d'argent et aussi la prochaine ouverture d'un cours départemental au Mans. La chose parvint aux oreilles de Chaptal, qui écrivit assez sèchement à son subordonné, le 13 thermidor, an XII : « Je vous ai fait connaître par ma lettre du 15 dudit mois de messidor, l'inutilité des cours d'accouchement dans les villes qui offrent aussi peu de ressources pour l'instruction que celle du Mans. Les circonstances ne permettent d'ailleurs point de s'occuper en ce moment de ces cours particuliers ». Devant deux lettres impératives de Chaptal, Auveray s'inclina, mais de mauvaise grâce; et, en adressant les fonds nécessaires à la nouvelle scolarité de Mlle Durfort, il tint à justifier, aux yeux du ministre, le zèle et les talents des accoucheurs du Mans : « Nous sommes fondés à penser, lui dit-il, que les grands maîtres de Paris ont, dans les départements, des émules qu'ils ne désavoueraient pas » (3).

Cependant, devant la marée montante de pétitions, objurgations et sollicitations des Conseils généraux et des préfets, en faveur des cours provinciaux d'obstétrique, Chaptal avait dû se

(1) La commission administrative regimbait un peu, tremblant pour l'équilibre de son budget, et demandait au préfet, avant de s'engager, des promesses formelles de subvention. (Voy. délib. du 30 germinal an XIII.) A. H. M.

(2) Sur la recommandation d'Alhoy, membre de la Commission administrative des hospices de Paris.

(3) Auveray à Chaptal, 23 therm. an XII. A. S. M 113 2.

relâcher de ses rigueurs et adoucir la rudesse de ses refus. Et il prit, pour décourager les quémandeurs, la forme plus polie et non moins efficace, des enquêtes administratives. Sans dire non, sans dire oui, il adressait aux postulants de minutieux questionnaires sur la situation matérielle et morale de l'hôpital et du personnel hospitalier, destinés à éclairer sa religion sur l'opportunité de l'établissement projeté. Enfin, il demandait l'avis d'une commission de l'Ecole de médecine de Paris, sur le choix des villes où il conviendrait d'établir ces cours, sur le mode d'enseignement à adopter (20 pluviôse, an XIII) et sur le moyen de concilier la prospérité de ces écoles avec celle de la Maternité (22 nivôse an XIII) (1).

M. de Champagny, successeur de Chaptal au ministère, ne se montrait pas moins favorable à la Maternité de Paris et le 18 vendémiaire, an XIV, (10 octobre 1805), Auvray fut soumis par son ministre, au supplice de la question. Il put répliquer victorieusement qu'on venait de disposer récemment à l'Hopital du Mans, des salles pour les femmes en couches, dans un bâtiment isolé, contenant sept lits, cinq d'expectantes, un de parturiente et un pour la garde; qu'une sage-femme en chef était désignée pour aider le chirurgien et qu'il n'y manquait plus que des élèves sages-femmes.

Ainsi renseigné, le ministère ne se hâta pas de répondre, et il continua à adresser chaque année à Auvray un avis sur la date d'ouverture des cours de l'Ecole de la Maternité, avis que le préfet faisait invariablement insérer dans la *Correspondance administrative*, invitant les maires à en donner connaissance à leurs concitoyens et à recruter, si possible, des adhérentes. Mais il fallait bien reconnaître « la répugnance invincible » que témoignaient « la plupart des aspirantes » à s'expatrier, même avec l'appât d'une bourse départementale; et, depuis le 1^{er} nivôse an XI jusqu'au 1^{er} janvier 1808, la Maternité de Paris ne

(1) Ce rapport a été publié dans *La France médicale*, 10 et 25 janvier 1903, pp. 14-15 et 30-31.

reçut que six élèves sages-femmes de la Sarthe. Pour lui assurer un complément de recrues, M. de Champagny, ministre de l'Intérieur, décida le 17 janvier 1807, dans l'art. 3 du nouveau règlement qu'il élaborait pour l'Ecole de la Maternité, que « les commissions administratives des Hospices civils dont les ressources annuelles s'élèvent à 20.000 fr. entretiendr[aient] également, chaque année, sur leurs revenus, à l'Ecole de la Maternité, une élève accoucheuse choisie de préférence parmi les filles élevées dans ces établissements ». Mais la Commission des hospices du Mans répondit, le 13 avril 1807, qu'elle n'avait personne à envoyer. Et le Conseil général, entraîné par le préfet, affirmait de nouveau ses intentions, en votant, dans sa session de 1806, une somme de 2.000 fr. pour la création du cours départemental.

Enfin, le 27 mai 1808, Auvray reçut du ministre Crétet, l'autorisation si longtemps attendue, et d'ailleurs non sans conditions : il était recommandé d'adjoindre au cours un service de femmes enceintes de dix lits, afin que l'enseignement eût un côté pratique ; de loger les élèves dans l'hospice ; de leur imposer deux cours, de six mois chacun ; enfin de prendre les fonds tant sur le budget voté par le Conseil général que sur le produit de la réception des officiers de santé par le Jury médical.

Les obstacles paraissaient donc levés quand des difficultés pécuniaires vinrent tout remettre en question. On avait consacré aux frais de première installation les 2.000 fr. de 1806 ; le budget de 1807, comptant sur cette réserve alors inemployée, ne renouvela pas la subvention. Le Conseil général avait inscrit derechef les fonds nécessaires au budget de 1808, lorsque l'Empereur refusa d'en ratifier l'allocation. On ne pouvait plus compter que sur les droits d'examen des officiers de santé et cette somme était dérisoire. Le préfet, fort embarrassé, en rétéra au ministre de l'Intérieur Crétet, qui lui permit de prendre les 2000 francs réclamés, — mais pour cette fois, seulement

— sur le chapitre des dépenses imprévues de 1808 (18 octobre 1808) (1).

Les années suivantes, on n'eut plus de surprises financières ; Auvray exposa au Conseil général, en 1809, l'heureuse réussite et l'utilité de cette institution (2) ; il fit remarquer, en 1810, qu'avec la somme consacrée jadis à l'envoi d'élèves sages-femmes à la Maternité de Paris, on parvenait maintenant à en former au moins le double dans la ville du Mans et les conseillers votèrent régulièrement chaque année les 2.400 fr. nécessaires au fonctionnement de l'Ecole du Mans (3). A un moment donné, lorsqu'on parla de restaurer au Mans la Société de charité maternelle, un pétitionnaire — probablement Jélin — proposa d'en affecter les subventions à l'agrandissement de la Maternité et à l'extension de ses bienfaits, les secours ainsi administrés sous la surveillance médicale devant être infiniment plus efficaces que des allocations disséminées à domicile, dans des conditions peu fructueuses. Mais le ministère maintint la destination primitive de ses fonds et de la Société maternelle enfin constituée, la Maternité ne reçut jamais rien (4).

II

§ 1. — Le préfet Auvray, dans sa hâte philanthropique, n'avait point attendu, pour ouvrir la Maternité, la fin des pourparlers relatifs à l'école des sages-femmes. Il ne fallait pas, disait-il, que le désespoir pût porter les filles-mères « à quelque excès ou sur elles-mêmes ou sur leur fruit ». Il exigeait seulement qu'elles fussent présentées comme indigentes avérées par le maire et la Commission hospitalière.

(1) A. S. M 113 2.

(2) A. S. — N 36 2.

(3) A. S. — N 1, 2.

(4) Cf. A. S. — X 18, 1^{re} liasse. Un mémoire mss. ni daté ni signé sur cette question.

On commença à en recevoir dès le 25 floréal, an XIII : six furent hospitalisées en l'an XIII (1805), cinq en l'an XIV (1805-1806) et l'on continua les années suivantes ; *la Maternité fonctionna donc bien avant l'ouverture de l'Ecole* (1).

Pour l'inauguration de cette dernière, Auvray devança également, dans son impatience, les allocations budgétaires. Dès le 13 juin 1808, il élaborait le règlement du cours d'accouchement, et l'ayant fait approuver par le ministre de l'Intérieur, il s'empressait de le promulguer par arrêté du 1^{er} août (2). Une circulaire du 4 août en donna connaissance aux maires du département, les invitant à envoyer des élèves au cours qui devait s'ouvrir le 1^{er} septembre 1808 à l'hôpital du Mans.

§ 2. **Le local.** — La première question litigieuse avait été celle du local. Le 30 nivôse an XII, la Commission des hospices proposa à Auvray, à cet effet, l'appropriation de la vacherie. Après réflexion, le préfet arrêta, le 3 germinal an XII, que le cours serait installé dans ces bâtiments ; que les frais d'aménagement seraient pris sur le produit de l'octroi municipal ; et qu'enfin, l'administration hospitalière ferait élever un mur de séparation entre la Maternité et le quartier des malades. L'entrepreneur Lechêne se mit à la besogne et la réunion de la vacherie de l'Hôpital général à celle de l'Hôtel-Dieu donna un édifice à peine suffisant, mais dont il fallut bien se contenter. L'endroit était d'ailleurs, d'une insalubrité regrettable, resserré entre les salles et les latrines des malades, à proximité du

(1) Voy. *Registre destiné à écrire les noms, surnoms, âge, qualités, domicile des personnes qui seront reçues à la Salle de la Maternité de l'Hôpital du Mans commencé le vingt-cinq floréal an XIII*. Ce Reg. in-f° non coté commence à la date du 25 floréal an XIII et est clos à celle du 27 juillet 1836 ; 996 femmes y sont inscrites. — Ce registre renferme, à la fin, la liste d'inscription des élèves sages-femmes, arrêtée à l'année 1854 (A. H. M.). — Cf. la lettre du préfet au maire (2 germ. an XIII) in *Journal, Affiches, annonces du Dép. de la Sarthe*, 15 germ. an XIII.

(2) Voy. l'important n° 26, août 1808, pp. 171-177, de la *Correspondance administrative de la Préfecture* (Règlements et considérations préliminaires).

cimetière et du canal qui servait d'égoût tant à l'hôpital qu'à une tuerie voisine. L'exiguïté du lieu forçait de confondre les accouchées mariées (1) avec les filles-mères; l'absence de cour augmentait la réclusion, déjà malsaine, des élèves sages-femmes et des hospitalisées. La commission administrative gémit longtemps de cet état de choses, et le vicomte d'Osmond, commissaire extraordinaire de S. M., en mission dans la Sarthe, ayant visité les hospices du Mans, le 30 mai 1814, reconnut, à son tour, l'insuffisance de la Maternité et l'urgence de son transfert (2). On hésitait sur le choix d'un nouvel emplacement, lorsqu'une proposition du Docteur Jélin, professeur du cours d'accouchement, vint mettre tout le monde d'accord.

Jélin s'étant rendu acquéreur de l'ancien monastère des Maillets (3), offrit au préfet d'y installer son service de la Maternité; à charge, pour le département, d'en rembourser la valeur, à lui ou à ses héritiers, dans le délai de deux ans après sa démission ou sa mort en fonctions. Quant au présent, moyennant le versement des 2.400 fr., annuellement votés pour le cours d'accouchement et une indemnité de 72 fr. par accouchée indigente, soignée dans la maison, Jélin s'engageait à assurer le fonctionnement de l'établissement comme jadis, tous frais à sa charge.

Le conseiller Espaulart transmit ces propositions au préfet, alors absent; elles furent bien accueillies, au moins en substance : mais, on crut devoir écarter, des offres de Jélin, des conditions trop personnelles et, par conséquent, d'avenir incertain, pour n'en retenir que le principe : l'achat de la maison des Maillets et la continuation au postulant de ses appointements professoraux (4). De son côté, le 10 mai 1814, la Commission des

(1) Extrêmement rares sur le Registre d'admission.

(2) *Journal politique et littéraire du Dép. de la Sarthe*, 2 juin 1814, p. 287.

(3) Cette maison avait été vendue sous la Révolution, pour 55.400 l., aux citoyens Michel Rouillard, Jacques Sargeuil et Jean Clein (F. Legeay, *Docum. hist. sur la vente des biens nationaux dans le Dép. de la Sarthe*, Le Mans, 1886, T. I, p. 14.)

(4) A. S. — M 113 1, M 113 2, et N 36 2.

hospices appuyait auprès de Pasquier ce projet qui assurait enfin à la Maternité, un local vaste, salubre et convenablement isolé. Le Conseil général vota, en 1814, la somme demandée par Jélin, soit 18.000 fr. pour l'immeuble et 3.000 fr. pour l'ameublement. Le Ministère de l'Intérieur avisé, se montrait favorable aux vœux du préfet et du Conseil, lorsque subitement, tout fut rompu : la maison des Maillets était louée pour caserner la gendarmerie. Cependant, on n'abandonna pas un dessein si nécessaire. Il était question de renvoyer à Coëffort, les troupes alors cantonnées à l'abbaye Saint-Vincent et d'affecter cette dernière aux séminaristes actuellement logés à l'Hôtel de Tessé. En février 1815, le préfet annonçait au ministre de l'Intérieur, son désir d'établir la Maternité dans les bâtiments de Tessé, dès qu'ils seraient libres (1). Mais les années suivantes, on eut d'autres compétiteurs à satisfaire, et l'installation de la Maternité, à titre provisoire, dura.

§ 3. **Le professeur.** — Un arrêté préfectoral du 8 août 1808, ratifié le 23 août par le ministre Cretet, avait réintégré

(1) Les bâtiments de l'Hôtel de Tessé, sis au Mans, Section de la Liberté, et composés de deux corps de logis nommés l'Hôtel de Chavagnac et le Grand Tessé, avec cour et jardin attenants, avaient été vendus (Acte du 6 juillet 1810 devant Drouard et Faribault, notaires au Mans) par G.-J.-F. Martigné, notaire au Mans, agissant au nom de René Mans Froulay de Tessé, ancien lieutenant général des armées, et de Adrienne-Catherine Nouailles (*sic*) son épouse, a Louis-Marie Auvray, préfet, stipulant pour les habitants de la Sarthe et de la Mayenne en vertu du décret impérial rendu aux Tuileries le 6 février 1810. Le prix fut de 64.000 fr. — « Et comme, dit l'acte, l'intention de M. et Madame Tessé en vendant leur hôtel n'est que de seconder les vœux des habitants des départements de la Sarthe et de la Mayenne pour l'établissement d'un séminaire, mond. Sieur le Préfet oblige les habitants de faire célébrer chaque année du vivant de M. et Mad. Tessé jour de une grande messe pour la conservation de leurs jours, et après leur mort un service solennel à leur intention, auquel service les séminaristes assisteront. » M. de Tessé tenait cet immeuble de la succession de René Mans Froulay de Tessé, son grand-père, décédé le 22 septembre 1746 au Mans, paroisse Saint-Vincent. — Après de nombreuses difficultés, une ordonnance royale du 6 mai 1816 permit enfin le transfert du séminaire à Saint-Vincent, et des casernes à La Mission. Mais la maison de Tessé demeura occupée par les séminaristes du cours de philosophie. Voy. F. Pichon, *Essai hist. sur les séminaires du Mans*, Le Mans 1879, in-8°, Ch. IX et XII.)

M. Jélin, docteur en chirurgie (1), chirurgien des prisons (2), membre du comité central de vaccine et membre fondateur de la Société de Médecine du Mans (3), dans la chaire professorale qu'il avait jadis occupée; on lui alloua 800 francs d'appointements annuels (4). Il ne s'en montra point indigne.

M. Jélin était homme de bien, bon médecin, et bon citoyen; il manifesta toujours une grande déférence envers l'Administration, et un vif amour du progrès, encouragé tant par les bienfaits de la Révolution qui lui procura quelques biens nationaux, que par les livres du « philosophe de Genève » qu'il pratiquait assidûment. C'est pourquoi il louait « l'auteur d'Emile » d'avoir rappelé aux mères le doux devoir imposé par la Nature, et aux nourrices l'utilité de laisser les enfants se développer librement au lieu de les ligotter et de les contraindre, « momies vivantes », dans les liens affreux du maillot. Frappé des fautes journalièrement commises au préjudice de l'enfance, dans l'allaitement artificiel, des inconvénients de la bouillie grossière dont on gorgeait les nourrissons, concurremment avec des biberons d'indigeste lait de vache, il invoquait les analyses de MM. Deyeux et Parmentier en faveur du lait de chèvre, d'ânesse ou de jument; demandant qu'à tout le moins, et faute de mieux, le lait de vache ne fût administré que coupé. Il recommandait pour cet usage l'infusion de capillaire, d'orge ou de guimauve, ou l'émulsion d'amandes douces, ou enfin, sur le conseil de MM. Andry, médecin de la Maternité de Paris, et Thouret, « le petit lait fait sans acide à la manière des Anglais ». M. Jélin se proposait de faire, à la Maternité du Mans, des expériences sur

(1) Jélin prit ou se fit donner ce titre; nous ne savons s'il fit réellement transformer en doctorat son ancien grade de maître en chirurgie. Aucune thèse à son nom ne figure au Catalogue de la Faculté de médecine de Paris.

(2) Par arrêté préfectoral du 21 septembre 1807. (A. S. — Fonds municipal, 1489.)

(3) En l'an XIII.

(4) En outre, un décret impérial du 25 thermidor an XIII exemptait de la patente « les professeurs d'accouchement dans les hospices. »

la substitution aux vaches, comme laitières des ânesses et des chèvres avec tétée au pis. L'occasion s'étant présentée d'en discourir lors de la distribution des prix aux élèves sages-femmes, il loua « la philanthropie de cette famille auguste à qui la France doit son lustre et son repos, sous qui ont fleuri à la fois la philosophie, les sciences et les arts » ; et il proposa la création dans quelques cantons, « sous les auspices augustes d'un monarque plein d'humanité », de maisons d'allaitement destinées à balancer ou à réformer les pratiques néfastes des nourrices. Trois des quatre gardiennes y administreraient, à une trentaine de bébés, du lait de vache, convenablement étendu, d'anesse, de jument ou de chèvre, sous la surveillance officielle (1).

Les vues de M. Jélin parurent au préfet Pasquier louables et dignes d'attention ; il en demanda le texte, et le fit parvenir à la Commission administrative des hospices, qui le communiqua pour avis, aux officiers de santé de l'établissement ; et il n'en advint pas davantage.

M. Jélin demeura professeur du cours d'accouchement jusqu'à sa suppression, cumulant ces occupations avec celles d'administrateur du Bureau de charité dans lesquelles il fut maintenu jusqu'en 1820 (2) et l'élaboration de divers projets en vue du bien public, tel que la construction d'un quai le long de la rive gauche de la Sarthe, et la jonction terminale avec la route de Ballon.

Quant à son prédécesseur, le ci-devant conventionnel, il s'adonnait à l'exercice de son art (3) et au perfectionnement de

(1) A. S. M 413, 1. — Jélin développa ces vues principalement dans le discours qu'il prononça le 9 juin 1814, à la distribution des prix aux élèves sages-femmes.

(2) Membre sortant en 1820, et représenté en première ligne au choix du ministre, par le Bureau de bienfaisance, Jélin ne fut pas réélu. Le Ministre de l'Intérieur nomma le 3 mars 1820 Bélin de Bérus. (2^e Reg. des délib. du Bureau de Bienfaisance, 18 janvier 1820, f^o 117 r^o et 118 r^o).

(3) Il fut, en l'an XIII, au nombre des membres fondateurs de la première et éphémère *Société de médecine du Mans*. Il propagea également la vaccine au Mans et la défendit en l'an XII contre les attaques de son confrère Couriot : il paya d'exemple en inoculant sa femme et sa fille.

l'agriculture, sous l'œil vigilant de la police et la surveillance de son ex-collègue Fouché. La Société d'Agriculture du département de la Seine ayant ouvert un concours de charrues, et primé en 1807, la charrue modèle Guillaume, Levasseur apporta à ce dernier type quelques améliorations et expédia son œuvre, encore imparfaite, pour le concours de 1808. Ce concours ayant été ajourné, notre homme eut le temps de parfaire son modèle, en modifiant « le versoir ou l'épaule de sa première charrue. Une petite barre de fer fixée par une mortaise à la perche rapproche ou écarte à volonté cette pièce importante ce qui donne au laboureur la facilité de rejeter convenablement sur le sillon les terres soulevées par le soc. »

Une commission de la Société libre des Arts de la Sarthe se transporta le 8 septembre 1808 sur l'indication du préfet Auvray, sur les domaines de Levasseur, à la terre de l'Epine (1), pour voir fonctionner son instrument et ceux de Cellier et de Guillaume. Le rapporteur Le Dru donna lecture de ses conclusions le 8 novembre 1808, et renouvela ses éloges à l'inventeur dans la séance publique tenue par la compagnie le 20 novembre 1809 (2). La Société de Paris fut d'ailleurs moins favorable, et

(1) Cette terre appartenait jadis à l'abbaye du Pré. Levasseur l'avait acquise comme bien national au prix de 22.100 livres. (Legeay, *Doc. hist. sur la vente des biens nat. dans le dép. de la Sarthe*, T. I, p. 73.) D'après une déclaration de Levasseur en l'an II, elle était affermée 380 livres.

(2) Cf. Reg. des *Deliberations de la Société libre des Arts*, 8 novembre 1808, f^o 331-332, Arch. de la Soc. d'Agric. Sc. et Arts de la Sarthe, 926 γ. — *Séance publique de la Société libre des Arts du Dép. de la Sarthe étant au Mans*, du 20 novembre 1809. Le Mans, Monnoyer, 1810, 27 pp. in-8°, p. 7. — Le rapport de Ledru est conservé dans les Archives de la Soc. d'Agriculture, Sc. et Arts, Mss. du carton *Instruments aratoires*, en 8 pp. in-f^o. Il déclare la charrue Levasseur préférable au modèle Sarthois courant, supérieure à la charrue Guillaume par la diminution des frottements, très recommandable par le mécanisme du versoir, et par l'adaptation d'une 3^e roue; il indique en outre quelques perfectionnements de détail à ajouter. — Le rapport de Ledru fut transmis à la Société d'Agriculture de la Seine après l'expiration des délais; néanmoins le Secrétaire Silvestre fit inviter Levasseur, le 3 janvier 1809, à envoyer son nouveau modèle en remplacement du précédent, en promettant de l'admettre néanmoins aux essais. (Cf. Arch. de la Soc. d'Agric. Sc. et Arts, *ibid.*)

Levasseur avait également inventé « une charrue à deux socs, dont chacun trace une raie de 2 pouces de large sur 6 pouces de profondeur ». Il

le nom de l'ancien conventionnel ne figura pas sur la liste des lauréats.

Réné Levasseur garda-t-il toujours, en sa retraite, des préoccupations exclusivement bucoliques ? « Avait-il, dit le Dr Hervé, au milieu de ses malades, renoncé aux luttes politiques ? Sous l'Empire et plus tard sous la Restauration n'a-t-il pas eu l'espérance de voir de nouveau la République triomphante ? N'a-t-il jamais, pendant cette période pris part à aucun complot dans le but de rétablir le régime qui lui était si cher ? » Officiellement, il n'était rien en politique, pas même électeur (1). Mais au mois de novembre 1814, on l'avait dénoncé « comme devant faire partie à Lausanne d'une sorte de Comité très suspect. » Surviennent les Cent-Jours, et l'Empire, jacobin par nécessité, fait appel aux suspects de jadis. L'ancien sénateur, comte Chasset, commissaire extraordinaire de S. M. l'Empereur dans la 22^e division militaire, peuple le nouveau Conseil général de la Sarthe de revenants des clubs révolutionnaires et de vieux débris de la Convention : Levasseur y voisine avec Juteau ; BOUTROU, exhumé de la Ferté-Bernard, y coudoie François Primaudière (2). Mais le nouveau préfet impérial baron de Lagarde, est moins éclectique que Chasset, et regarde Levasseur d'un aussi mauvais œil que son prédécesseur de la première Restauration. Levasseur s'étant absenté du Mans pendant la période troublée où la France qui n'avait plus d'empereur et pas encore de roi, attendait un maître des intrigues de Fouché, on répan-

Invita la Société des Arts du Mans (L. a. s. du 18 octobre 1809) à envoyer une commission à l'Epine pour en apprécier les essais, avant l'expédition de son modèle à Paris.

(1) Ni en 1809 ni en 1815 il ne figure sur la liste des électeurs, ou le tableau du Collège électoral.

(2) BOUTROU, frappé d'exil par la loi d'amnistie de janvier 1816, s'éteignit à Cherré, le 26 février 1816. Le clergé refusa d'assister aux obsèques. Quelques adversaires féroces, en dépit de son état désespéré, avaient demandé son expulsion d'office. L'agonisant et sa famille durent implorer un sursis ; la préfecture délégua les Dr Ménard et Legoux du Mans pour s'assurer de son état, le 13 février 1816 ; et le vieux régicide eut enfin le droit de mourir en France.

dit dans la ville, d'ailleurs sans aucun fondement, le bruit que l'ancien conventionnel était allé solliciter à Paris la préfecture de la Sarthe. Rentrant de la capitale le 7 juillet 1815, il descendait de la diligence, dédaignant les questions des curieux en quête de nouvelles, lorsqu'une maîtresse d'hôtel, royaliste fervente, le reconnut et lui chanta pouille, l'appelant régicide, guillotineur, boucher de Sedan, brigand, etc. : La foule s'ameuta. Levasseur, adossé à la voiture, tira ses pistolets et promit de brûler la cervelle au premier agresseur. Un officier de la garde nationale le désarma, un caporal et quatre hommes d'infanterie, accourus du poste des Halles, le dégagèrent et le menèrent sain et sauf chez un de ses amis (1). Mandé le lendemain à la préfecture, il semble avoir atténué les choses; il déclara qu'il n'avait subi ni menaces, ni voies de fait, mais seulement quelques plaisanteries; il apprit en même temps à Lagarde l'entrée à Paris des Allemands de Zieten, la veille, dans le menaçant appareil de la conquête.

Levasseur n'était pas au bout de ses mésaventures: le 12 août 1815, une note appelant l'attention du duc d'Otrante devenu ministre de la police de S. M. Louis XVIII sur l'homme de loi Goyet, agréé près le Tribunal de commerce du Mans, et sur le ci-devant conventionnel déclarait que « la présence de ces deux hommes dans un département où les esprits sont aussi animés, peut dans les circonstances actuelles avoir de graves inconvénients »; elle suggérait « que ce serait rendre service à eux-mêmes que de trouver moyen de les en éloigner. » Le 19 et le 23 août, une note du ministère demandait à Espaulart, conseiller de préfecture, administrateur provisoire de la Sarthe, des renseignements sur les deux suspects les croyant « eux-mêmes

(1) Il y a quelques légères différences entre le rapport officiel dressé sur cette affaire et le récit de L. Guyon. (L. Guyon, *A la mémoire de René Levasseur de la Sarthe, membre de la Convention nationale et de la R. L. des Trinosophes et Moria Cénomans O. du Mans (en sommeil) Réponse à M. Lepelletier de la Sarthe*, Le Mans. s. d. [1862] Imprimerie Loger, 8 p in-8°, p. 2.) — Cf. lettre de Lagarde, préfet de la Sarthe, à Pelet de la Lozère, ministre de la police, 8 juillet 1815. (A. N. F 7, 6833.)

intéressés à en être éloignés ». Le duc d'Otrante allait être satisfait.

Depuis le 3 août 1815 (1), les Prussiens étaient cantonnés au Mans, et veillaient à ce que l'ordre y régnât. Le 5 août 1815, un arrêté de M. Werkmeister, Intendant de S. M. Frédéric Guillaume III dans le département de la Sarthe prescrivit « à tous les fonctionnaires des administrations civiles et de l'ordre judiciaire de s'engager par écrit et sous la foi du serment à ne rien entreprendre contre les intérêts des hautes puissances alliées » (2), et aux autorités locales de dresser un état des noms et domiciles des anciens militaires ayant servi sous Bonaparte et rentrés dans leurs foyers (3). Enfin, dans la nuit du 19 août, un détachement des troupes du général Thielmann se saisit du républicain Goyet et du républicain Levasseur, et les dirigea sur l'Allemagne, en promettant de les rendre à la liberté lorsque les alliés évacueraient la France (4).

(1) Dès le 19 juillet, des hussards prussiens, de passage au Mans, avaient été recus par la garde nationale, musique en tête et accueillis par les habitants aux cris de : *Vive le Roi*.

(2) *Hist. complète de la province du Maine*, par Lepelletier de la Sarthe, Paris, 1861, in-8°, T. II, p. 570.

(3) Lepelletier, *ibid.* — A. S., Z 2, 2. Le préfet refusa d'ailleurs de transmettre cet arrêté et en obtint la suspension.

(4) Cette mésaventure demeure obscure sur plus d'un point. Négrier de la Crochardière (Mss. de la B.bl. munic. du Mans, Mss. Négrier, A 24, t. V, f° 89-91) dit que Levasseur « sourdement conspirait contre le gouvernement » et que ce dernier « instruit de ses menées, l'a fait arrêter », les Prussiens s'étant « chargés de l'exécution. » Or, les notes administratives adressées à Espaulart montrent que le gouvernement réprouva l'initiative et l'excès de zèle des alliés, du moins officiellement. Levasseur fut-il donc dénoncé aux Prussiens par quelque adversaire ? ou y eut-il là un *coup de Fouché*, une combinaison pour soustraire Levasseur à quelque vengeance politique ? — D'autre part, Négrier dit que les ennemis procédèrent à l'arrestation de Levasseur, du républicain Moulinneuf, maître de dessin, d'un tambour de la garde nationale, « mauvais sujet » nommé Guinoiseau, et d'un cabaretier-perruquier. Si les Prussiens ont incarcéré les susdits citoyens, les notes officielles que nous avons pu consulter ne concernent que Goyet et Levasseur. Goyet, emmené à Chartres devant la haute police prussienne, fut relâché le 29 août, puis repris par Thielmann à Bouloire, renvoyé à Alençon, au jugement de Blücher, remis en prison et libéré définitivement à la fin de septembre par le préfet de l'Orne ; mais cet homme que le général Thielmann regardait comme « perturbateur de la tranquillité publique et comme factieux tenant des conciliabules nocturnes pour la

Espaulart s'empessa d'aviser le gouvernement de cette arrestation, en se félicitant d'ailleurs d'être délivré d'hommes qu'il jugeait « exaltés et dangereux ». C'est ainsi que les coalisés se chargeaient de faire la police de S. M. Louis XVIII, qui n'ailleurs ne les en avait point priés; et Espaulart reçut de Paris une forte semonce, lui enjoignant de s'informer du sort des disparus, de demander leur réintégration et de s'opposer au retour de pareils faits; le devoir des fonctionnaires était d'empêcher l'étranger de s'immiscer dans les affaires intérieures, car « il n'appartient qu'à l'autorité agissant au nom du Roi de punir ou de réprimer ceux de ses sujets qui sont reconnus coupables ou dangereux ».

J'ignore si les protestations adressées par le gouvernement à M. Espaulart furent transmises au général Thielmann, ou si elles eurent quelque effet. La chose est au moins douteuse : il est probable que, de Cologne où il séjourna quelque temps, assez mal en point (1), Levasseur gagna directement Bruxelles sans repasser par la France (2); en tout cas, il était en Belgique avant la fin de 1815, et la loi dite d'amnistie, promulguée le 12 janvier 1816, lui interdit définitivement, comme régicide et comme signataire de l'*Acte additionnel*, le retour dans sa patrie. Sa femme, ayant peut-être ajourné pour des réglemens d'intérêt, un départ projeté dès le mois de novembre 1815, n'alla le rejoindre à Bruxelles qu'au mois de mai 1816 (3).

cause de Bonaparte », devait avoir sous la Restauration d'autres mésaventures politiques. — Enfin l'heure et la date exactes de ces arrestations sont incertaines. Goyet fut arrêté le 19 août; Levasseur dans la nuit du 18 au 19 août au plus tard, car la lettre d'Espaulart relatant ces faits est du 19 août.

Voy. sur cette affaire A^c N., F 7 6853.

(1) Je ne sais si cette résidence lui fut assignée par l'autorité prussienne ou si Levasseur la choisit de son gré. On disait alors au Mans qu'il allait s'y établir en qualité de chirurgien.

(2) Dès le 28 août 1815, Espaulart demandait que, si les Prussiens libéraient Levasseur, on lui imposât une résidence en dehors de la Sarthe, pour prévenir une explosion politique possible après le départ des alliés.

(3) Le 18 mai 1816, Pasquier préfet de la Sarthe, avertit le ministre de la police qu'il a visé la veille le passeport pour Bruxelles, du la dame Cos-

Pour occuper les loisirs de l'exil, Levasseur reprit de 1815 à 1819, ses recherches sur les *mannequins* tocologiques, perfectionna son invention de l'an IX, et le jury médical, présidé par le professeur d'Harbaur, médecin de S. M. le Roi des Pays-Bas, inspecteur général du service de santé sur terre et sur mer, recteur de l'Université de Louvain, applaudit à ses efforts. Levasseur obtint une commande de *fantômes* pour les principales villes de Belgique et pour l'Université de Louvain. D'Harbaur s'intéressa plus activement encore au sort précaire du vieux conventionnel, et lui procura un poste modeste à Louvain.

Un arrêté royal du 25 septembre 1816 ayant rétabli l'Université de cette ville, on s'occupa d'y créer un service obstétrical pour l'instruction des étudiants. Néanmoins, la Maternité, annexée à l'hospice civil, ne fut organisée qu'en 1819, en vertu d'un arrêté de la Commission des hospices, en date du 2 juin, approuvé le 29 du même mois, par la députation des Etats de la province. La salle de la Maternité, qui ne contenait que 4 ou 5 lits (1), était mise sous la surveillance d'une directrice garde-couches, et les accouchements étaient confiés à un professeur de l'Université, assisté d'un élève interne, tous deux salariés par les hospices (2). L'administration voulait organiser ce département de façon économique, et d'Harbaur, qui s'en était porté garant auprès du président de l'Hôtel-de-Ville, eut fort à faire pour y parvenir « à moins de frais » et recruter le personnel su-

nard, épouse de Levasseur, et qui va le rejoindre avec sa fille âgée de 14 ans

« La dame Levasseur était munie d'un passe-port délivré le 13 novembre 1815 par M. le Préfet de police de Paris et visé le même jour au Ministère des affaires étrangères pour se rendre à Cologne par Lille ou Valenciennes. Aucun visa n'indiquait qu'elle fut sortie de France » (A. N. F 7 6713). — Cf. A. S., M 77 13.

(1) Ce nombre restreint s'explique par l'existence, dans la ville, de trois accoucheurs des pauvres qui suffisaient à assurer le plus grand nombre des accouchements. Institués le 4 mess. an XII (23 juin 1804) et payés 3 fr. par accouchement, ces 3 accoucheurs fonctionnaires furent maintenus jusqu'en 1825.

(2) *Mém. historique et statist. sur les hospices civils... de la ville de Louvain*, par G.-J. Servranckx, Louvain, 1843 (Dusart et Vandenbrœck in-8°, p. 79-80).

balterne. C'est alors qu'il mit la main sur le ménage Levasseur, et offrit au mari les fonctions d'aide résidant, à la femme, la place de directrice. On promettait à celle-ci 150 florins d'appointements, la nourriture, le logement et 60 florins pour les gages d'une servante à son choix. Les exilés acceptèrent, et Mme Levasseur prit son poste le 1^{er} juin 1819 (1).

Levasseur profita de la situation pour se replonger dans l'étude de l'obstétrique et principalement l'application de la symphyséotomie aux bassins viciés. Il inventa deux leviers, dont il préconisa l'usage en cas d'enclavement de la tête fœtale.

Ayant découvert au musée de l'Ecole un bassin curieusement vicié, il se le fit prêter par le professeur Baud, l'étudia longuement et rédigea, à cette occasion, une assez longue étude où il se montre surtout préoccupé de défendre la symphyséotomie contre les attaques de Baudeloque. Ce travail ne parut qu'en 1822 (2).

(1) « Vous aviez fixé, Messieurs, la somme de f. 150 pour la ménagère, ouïre une certaine somme pour la servante, mais vous ne pouviez trouver une pareille femme tandis que de mon côté, j'étais embarrassé pour le choix d'un aide sûr et convenable par son âge. Des circonstances particulières amenées comme exprès, et le hasard, viennent de me procurer l'un et l'autre. M. Levasseur, officier de santé de la province de Namur, ancien chirurgien accoucheur, d'un grand mérite, convient sous tous les rapports, et sa femme ayant voulu se charger du ménage au prix que vous aviez offert, Messieurs, je n'ai pas cru devoir balancer plus longtemps. Je les y ai installés aujourd'hui. Ils ont leurs meubles, etc., de manière que bien des frais ont été épargnés par là. » (D'Harbaur à l'Administration Louvain, 1^{er} juin 1819. Arch. des hospices civils de Louvain. Communication due au bienveillant accueil de M. le Secrétaire des hospices de Louvain.)

(Cf. *Sommier des comptes* des hospices civils de Louvain. Exercice 1820, p. 102. v°. M^{me} Levasseur y figure, dans un rappel de l'exercice 1819, à dater du 2 juin 1819. (Arch. des hospices civils de Louvain.)

(2) *Dissertation sur la symphyséotomie et sur l'enclavement*. Avec quatre figures en grandeur naturelle, d'un bassin très défiguré. La femme est accouchée trois fois à terme et d'enfant vivant au moyen d'un écartement spontané des pubis porté à trois pouces six lignes. On y a joint treize figures pour l'explication et pour la démonstration de la Symphyséotomie, par René Levasseur, ci-devant médecin de l'hôpital militaire de Dijon, ancien chirurgien en chef de l'hôpital civil et militaire du Mans, ancien professeur d'accouchement. Bruxelles, chez l'auteur, rue Namur, n° 964 et Berthot, libraire, 1822, 20 pp. in-8° et 9 pl. lith. — Je dois la communication de cette brochure rarissime — qui n'existe ni à la Bibliothèque nationale, ni à celle de la Faculté de médecine de Paris, ni à la Bibliothèque municipale du Mans, et qui contient de précieux détails autobiographiques — à

Entre temps, Levasseur prêtait son assistance au professeur d'obstétrique; il dit avoir fait en 1819, sous les auspices de d'Harbaux, aux étudiants de l'Université de Louvain, un cours (ou plutôt des démonstrations) sur la symphyséotomie et l'enclavement (1).

Il ne devait pas rester longtemps le collaborateur du professeur Baud (2). La santé chancelante de Mme Levasseur ne lui permit pas de demeurer directrice de la Maternité; elle démissionna, une première fois, à la fin de mai 1820 et, définitivement, le 12 juin 1820. Levasseur la suivit dans sa retraite, car, dès le 14 juillet de la même année, Jacotot exerçait, à la Maternité, les fonctions d'aide-accoucheur provisoire. Ils regagnèrent probablement Bruxelles, où nous les retrouvons en 1822. Le conventionnel devait y trainer encore huit longues années d'exil et de misère (3). Nous l'y laisserons, pour revenir, avant lui, dans sa patrie (4).

l'obligeance de M. le Dr Paul Hervé du Mans. Ce côté tout spécial de la vie de Levasseur, envisagé comme accoucheur, a été bien mis en lumière par M. le Dr Hervé. (*René Levasseur, chirurgien accoucheur au Mans, Ancien Conventionnel, 1747-1834*, Angers, Germain et Grassin, 1899, 40 pp. in-8°, 2 pl. h. t., extr. des *Archives médicales d'Angers*).

(1) Quoique Levasseur se donne à ce propos, dans la *Dissertation* précitée (p. 6) des allures professorales, il semble n'avoir jamais fait à Louvain œuvre d'enseignement officiel: une obligeante communication de M. Wils, bibliothécaire de l'Université de Louvain, m'apprend que le nom de Levasseur ne figure sur aucun des programmes des cours de 1817 à 1825. — D'autre part, son nom est absent du *Leuvense Studenten Almanak voor het Schrikkeljaar, 1828, eerste jaar* (Louvain W. Cuelens, s. d. 174 p. in-12) qui donne rétrospectivement le tableau du personnel enseignant et des cours depuis 1819. Le chirurgien Sarthois ne fut donc à Louvain qu'un répétiteur officieux.

(2) Voy. sur Baud l'art. Baud, par Quetelet, in *Biographie nationale* publ. par l'Acad. Roy. des Sciences, Lettres et B. A. de Belgique, T. I. Bruxelles, 1866, in-8°, p. 781-785. — Le *Leuvense Studenten Almanak* de 1828, — et *La Faculté de médecine à l'Ancienne et à la Nouvelle Université de Louvain, coup d'œil sur son histoire*, Disc. pron. le 9 mai 1909 à l'Institut Vesale par le Prof. Masoin (*Revue médicale*, n° jubilaire, et Louvain, Ch. Peeters, s. d., 22 p. in-8°, pp. 13-14.)

(3) Cette misère n'est pas, quoi qu'en dise D. Piolin (*Eglise du Mans durant la Révolution*, T. II, p. 398) « du roman historique. » Quoi qu'on puisse penser du rôle de Levasseur, son indépendance et son désintéressement ne sauraient être mis en doute.

(4) Je n'ai pu retrouver depuis lors aucune trace scientifique de sa présence en Belgique, aucun article signé de lui dans les journaux médicaux

§ 4. — *Les maîtresses sages-femmes.* — Le professeur Jélin avait besoin, en sa mission délicate, d'une coadjutrice. Une sage-femme en chef logée et nourrie dans l'hôpital, lui fut adjointe, avec 150 fr. d'émoluments (1); émoluments qui faillirent être problématiques : car le 19 avril 1816, la maîtresse sage-femme adressait au préfet une réclamation justifiée, se plaignant de n'avoir rien reçu de la somme promise, depuis 18 mois. Satisfaction lui fut donnée quelques jours après. On avait alors porté son traitement à 200 fr. (2).

Ce poste était confié en 1810 à M^{me} V^{ve} Richard ; le 17 juin 1813, une délibération de l'Administration des hospices donna sa succession à M^{me} Jeanne Remard (3), native de Solesmes, veuve de Julien David Le Maure ou Lemore, ancienne élève du cours départemental d'octobre 1812 et qui dès décembre 1812 ou janvier 1813, avait fait fonction de s. f. en chef. L'intelligence, le zèle et la bonne conduite de cette dame furent appréciés, et lors de la suppression du cours, le préfet la recommanda au maire de Montfort pour lui faire obtenir la place de sage-femme en cette commune (1822) (4).

belges de l'époque. Il n'est ni de la *Société des Sciences médicales et naturelles* de Bruxelles, ni de la *Société de médecine* de Louvain fondée par arrêté du Roi Guillaume du 13 février 1821. Respectons cette obscurité : *Res sacra miser.*

Quant à son rôle politique pendant l'exil, il n'est pas déterminable. Il semble cependant que les régicides et réfugiés de Belgique ne demeurèrent pas inactifs : voy. Ern. Daudet, *Les débuts de la seconde Restauration (1816-1820) racontés par des témoins*, Le Correspondant du 25 août 1909, p. 668-669.

(1) Règlement de 1808.

(2) Comme sage-femme en chef surveillante et répétitrice des élèves. M^{me} Le More reçut de plus des administrateurs de l'hôpital une allocation de 3 fr. par mois ou 36 fr. par an pour soigner les accouchées.

(3) A. S. M., 113 1. Remard ou Remars. Sa sœur, Rose Remard élève du cours départemental du 1^{er} octobre 1815 au 4 juillet 1816, s'établit par la suite à Sablé.

(4) Ce fut probablement sans succès, car nous la trouvons les années suivantes établie à Solesmes ; elle demanda même par la suite à exercer à Mayet.

§ 5. — *Les élèves sages-femmes. — Conditions d'admission.* — Le Règlement de 1808 portait que les candidates ne seraient admises qu'entre 18 et 40 ans, sur présentation d'un certificat de bonne vie et mœurs délivré par le maire de leur commune ; elles devaient « savoir lire et un peu écrire », formalité qui fut sans doute éludée, car à partir de 1811 on leur fit subir à la Préfecture, avant de les inscrire, un examen de lecture et d'écriture. Elles étaient présentées par le professeur, et choisies par le préfet, d'accord avec ce dernier, sur le vu des dossiers. Le cours étant gratuit, on accepta également des élèves *externes*, vivant à leurs frais, et en nombre illimité (1) ; quant aux *internes*, elles étaient réduites au nombre des *bourses* annuellement disponibles.

Nombre. — On avait prévu 15 places pour le 1^{er} cours, ouvert le 1^{er} septembre 1808 : 4 pour les arrondissements du Mans, de Mamers et de La Flèche, 3 pour Saint-Calais ; il n'y eut que 14 admissions. Au cours de 1809, on eut encore 14 auditrices ; en 1810, 3 seulement, faute de fonds ; en 1811, 7 ; en 1812, 8 ; en 1813, 12 ; en 1814, 12 ; en 1815, 11 ; en 1816, 10 ; en 1817, 9 ; en 1818, 9 ; en 1819, 8 ; et autant en 1820.

Durée des études. — Il y avait par année scolaire deux séries de cours, de trois mois chacune. « Les élèves sages-femmes, disait la loi de ventôse (art. 31) devront avoir suivi au moins deux de ces cours, et vu pratiquer pendant 9 mois ou pratiqué elles-mêmes les accouchements pendant 6 mois dans un hospice ou sous la surveillance du professeur avant de se présenter à l'examen (2) ». Le préfet permettait d'ailleurs aux postulantes

(1) S'il en vint jamais, ce fut en fort petit nombre.

(2) Il n'est pas très facile de décider si la présence effective des élèves à la Maternité fut de 9 mois, ou limitée aux 6 mois du cours théorique. Le *Registre* cité plus haut (A. H. M.) donne les dates d'entrée et de sortie des élèves, qui présentent entre elles un écart de 9 mois ; mais il ne dit pas si ces demoiselles étaient renvoyées dans leurs foyers entre les deux trimestres de cours, ou conservées à l'hôpital pendant la période intercalaire. En tout cas, le recul progressif de la date d'ouverture des leçons à partir de 1811 réduisit de plus en plus cette phase intercalaire, et l'eût même supprimée

insuffisamment instruites à la fin de l'année scolaire de recommencer un nouveau cours, sur demande à lui adressée un mois d'avance par le professeur.

Initialement, les cours commençaient le 1^{er} septembre et le 1^{er} mars. Mais dès 1811 on reportait la rentrée au mois d'octobre, en 1816, au 1^{er} novembre, et en 1820 au 1^{er} décembre. On s'arrangeait pour rendre les élèves aux travaux des champs pour juin ou juillet, de bon ou de mauvais gré : car en juin 1816 une élève ayant demandé à rester à l'hospice pendant les vacances, la Commission administrative répondit au préfet qu'elle ne pouvait garder personne dans ces conditions vu l'inutile dépense de bouche et de linge qu'entraînerait cette tolérance.

L'enseignement. — L'enseignement était théorique, et pratique.

Les leçons théoriques duraient une heure et demie, dont une demi-heure consacrée à des interrogations et à la révision du cours précédent. On imposait aux auditrices comme manuel les *Principes sur l'Art des accouchements* de Baudelocque, très répandus et plus connus sous le nom de *Catéchisme* de Baudelocque. L'horaire des cours et des études était dressé par le professeur.

Jélin ajouta probablement au programme quelques démonstrations anatomiques, et non sans peine : la Commission dut intervenir pour mettre l'accord dans le corps enseignant. Depuis longtemps, le chirurgien en chef de l'hôpital, Legoux, donnait des leçons d'anatomie, et il accaparait l'amphithéâtre ; Jélin et Lepelletier y prétendirent de leur côté. Il fut décidé le 5 août 1820, que ces derniers avaient la libre disposition de la Morgue, pour eux et leurs élèves, du 1^{er} décembre au 1^{er} avril, « seule saison convenable pour ne point nuire à la salubrité », tous les

si le cours avait été maintenu après 1820. — Le règlement du 13 juin 1808 semble imposer 9 mois de cours aux élèves novices, et 6 mois seulement aux élèves déjà instruites (Art. VII), mais il présente un fâcheux manque de précision.

jours jusqu'à midi précis. Et Legoux put disposer de l'après-midi. Il fut stipulé que les orateurs se concerteraient, pour le choix des cadavres, de façon à éviter des « conflits de prétentions sur un même corps » (1).

A l'appui des démonstrations opératoires un *mannequin* était nécessaire. Au moment de la création du cours, on s'avisa de rechercher l'antique *phantôme* légué jadis à la ville par feu M^{me} du Coudray. Jélin s'en était dessaisi au moment où il avait dû remettre à Levasseur, en l'an VII, ses fonctions professorales ; mannequin et poupée, déposés dans la salle des cours, à l'Administration départementale, avaient été quelque peu avariés par les Chouans dans le pillage de 1799. Depuis la suspension des cours, Levasseur avait gardé tout le matériel dans un coin de sa maison. On le lui réclama, et il restitua le 16 août 1808, au bureau des travaux publics, le *phantôme* historique et le fœtus de peau ; le reste des instruments lui appartenait, mais il proposa de les prêter. « J'offre encore, écrivait l'ancien conventionnel à Auvray le 16 août 1808, d'aller faire quelques démonstrations aux sages-femmes sur mon phantôme en gomme élastique, machine approuvée par l'Institut national de manière si flatteuse pour moi. » Mais les ci-devant Jacobins n'avaient point alors les sympathies du Pouvoir, et le préfet déclina ces obligeantes propositions, avec des remerciements évasifs et le conseil de les adresser à Jélin. (26 août 1808).

Les élèves étaient initiées à la pratique sous la direction du professeur et la surveillance de la sage-femme en chef. On en affectait deux à chaque parturiente : une instruite et une débutante ; les anciennes exécutaient l'accouchement à tour de rôle, et ne pouvaient quitter la patiente que deux heures après sa délivrance ; les nouvelles s'occupaient de l'enfant et des menus soins. En cas difficile, les élèves pouvaient être appelées à opérer, en présence du professeur ou de la sage-femme. Les malades

(1) A. H. M. Délib. de la Comm. adm. 5 août 1820.

étaient visitées et soignées deux fois par jour ; en outre, il y avait en permanence une élève de garde. On tenait note de tous les accouchements sur un registre spécial. Toutes ces prescriptions du règlement préfectoral de 1808 sont calquées sur les dispositions alors en usage à la Maternité de Paris.

Pour complément d'instruction, un maître de lecture et d'écriture désigné par la Supérieure de l'Hôpital donnait aux plus arriérées et à leurs frais, les leçons indispensables.

Discipline. — Les élèves étaient logées fort à l'étroit, dans un dortoir de 10 lits ; elles étaient nourries gratuitement (1) à charge pour elles d'assurer, outre le service obstétrical, le nettoyage et la propreté de la Maternité. La sage-femme en chef avait mission de les surveiller, et de recourir, en cas de plainte, à l'autorité de la Supérieure, qui avisait au besoin la Commission administrative.

Elles avaient licence de sortir, sur autorisation de la Supérieure, le vendredi jusqu'à midi, et le dimanche.

« Les chefs de boutique et ateliers, les élèves sages-femmes et autres membres de l'Ecole de Maternité, dit le Règlement (2), pourront sortir avec l'agrément de Madame la Supérieure ou des sœurs chargées de leurs offices respectifs si les causes ou objets de sortir sont jugés utiles ou nécessaires, à la charge de se conformer exactement aux dispositions... sur les heures et mode de sortie et de rentrée. » Notons qu'il était interdit de sortir à l'heure des repas, ou à l'heure des offices religieux, et par une autre issue que la grande porte ; et que toute rentrée après la limite fixée, 5 heures, (novembre, décembre, janvier) 6 heures (février, octobre), 7 heures (mars, avril, août, septembre) 8 heures (mai, juin, juillet), était punie de privation de sortie, voire d'expulsion en cas de récidive. Si l'absence de l'élève

(1) D'après le marché passé avec l'hospice, il en coûtait au département 12 sous par tête et par jour. (Lettre du préfet à la Commission, 8 juillet 1808. Acceptation de la Commission, 23 juillet).

(2) *Règlement des hospices civils du Mans*, Le Mans, Impr. Monnoyer, 1812, 8 pp. in-4°, art. 42.

coïncidait avec quelque exercice obstétrical, il y fallait en outre l'agrément du professeur et de la sage-femme.

Les parents des élèves pouvaient leur rendre visite à l'hôpital, mais seulement dans les cours en dehors de la Maternité, et entre les heures d'exercice.

Examens et récompenses. — Les exercices scolaires comportaient deux sortes de sanctions : un examen officieux, passé, à la fin d'un semestre d'études, devant le professeur du cours, les médecins et chirurgiens de l'hospice et deux commissaires, hommes de l'art, désignés par le préfet. — Et un examen officiel, prescrit par la loi de ventôse, subi devant le jury médical réuni en session annuelle, lui seul ayant le pouvoir de conférer le droit d'exercer, avec le diplôme légal.

Malheureusement, le jury médical sarthois ne tarda pas à se réunir très irrégulièrement.

Même en cas de session annuelle, il pouvait s'écouler plusieurs mois entre la fin des cours et la réunion du jury. C'est pour éviter que, dans ces intervalles, les élèves n'oubliaient les notions apprises ou ne fussent découragées par l'interdiction de les utiliser avant leur tardive consécration légale qu'on prit le parti de décerner, à la suite des examens de fin d'études, des certificats d'exercice provisoire. Ces certificats étaient visés par le préfet et les examinateurs, et valables seulement jusqu'à la prochaine session du jury médical ; les élèves étaient averties d'avoir à s'y présenter, sous peine d'interdiction (1).

(1) L'exercice de l'art obstétrical n'était donc permis aux élèves que par simple tolérance. Au mois de juillet 1809, le ministre de l'Intérieur fit remarquer à Auvray ce que ce certificat d'exercice provisoire, délivré au bout de six mois de cours, avait d'illégal et de contraire à la loi de ventôse. Le préfet s'excusa de son mieux et fit observer que ces diplômes « ne peuvent être considérés que comme des certificats de capacité ; qu'il y est formellement exprimé que pour se donner le titre de sage-femme les élèves sont tenues de se faire recevoir en cette qualité par le jury de médecine à sa prochaine session. Il y aurait de quoi décourager les élèves et il ne s'en présenterait désormais aucune pour suivre nos cours si au sortir de ces cours étant reconnues capables d'exercer, elles ne le pouvaient faire même provisoirement en attendant la session du jury qui peut être quelques années à se réunir ; elles perdraient même pendant ce tems le

Les examens de fin d'études comportaient, outre la délivrance ou le refus du certificat provisoire, un classement ; des prix étaient attribués aux plus méritantes, et décernés, à grand renfort de discours, à la suite de ces épreuves.

La distribution des prix aux auditrices du premier cours d'accouchement eut lieu le 15 mai 1809, à l'hospice, sous la présidence du Colonel préfet, baron de l'Empire, et membre de la Légion d'honneur.

Les 12 élèves ayant été jugées par MM. les membres du jury, dignes de recevoir un diplôme provisoire pour exercer leur profession, le Colonel préfet se déclara satisfait ; il exposa « avec cet accent de sensibilité qui distingue tout ce qu'il dit, que l'humanité et la bienfaisance sont les premières vertus qui honorent l'homme, qui lui donnent les droits les plus sûrs et les plus saints à l'estime, à l'attachement et à la reconnaissance de ses semblables... » Il dit « que l'établissement d'une école gratuite pour l'instruction des sages-femmes était un bienfait du gouvernement » et fit des vœux « pour que cet établissement anéantît l'ignorance meurtrière dans celles qui exercent cette profession, pour qu'il fixât la confiance des mères dans les femmes choisies dont l'autorité garantit les mœurs, la conduite et l'instruction. » M. Drouard, médecin, prit de son côté, la parole, et aussi M. Jélin, professeur, lequel ne manqua pas de marquer aux élèves « l'étendue de la reconnaissance qu'elles devaient au gouvernement qui avait eu une idée aussi philanthropique, au magistrat éclairé et sensible aux soins duquel le département devait un établissement si précieux. » Après un dernier discours du D^r Ménard, examinateur, Auvray remit le premier prix — un gobelet d'argent — à M^{lle} Edet ; le premier accessit — une croix d'or — à M^{me} Ragot ; le 2^e, — une croix d'or — à M^{me} Bizard, et des diplômes aux autres. Deux élèves, malgré cette

fruit de leurs études. » (A. S., M 113 4) — On verra plus loin les abus auxquels donnèrent lieu ces permis provisoires. — On en trouvera quelques modèles aux Arch. de la Sarthe, M 113 1.

concession, furent invitées à suivre un cours ultérieur pour leur nécessaire perfectionnement. Après quelques paroles émues de M^{lle} Edet, reconnaissante et confuse, la séance fut levée (1).

Le préfet Auvray tenait au faste, et même en son absence. Parti en congé en 1810, et remplacé par le conseiller de préfecture Contencin, il voulut que les examens et la fête des prix se déroulassent néanmoins en grande pompe. Contencin arriva pour présider les épreuves, en compagnie du maire, du jury provisoire et de quelques autorités ; MM. les administrateurs des hospices les vinrent recevoir à la porte, les menèrent à la salle d'étude, et les reconduisirent en cérémonie. Le surlendemain, on distribua les récompenses dans la *Salle de la Dentelle*, où les administrateurs accueillirent Contencin, le maire, les médecins du jury, les fonctionnaires convoqués ; une nombreuse assistance de citoyens se pressait au pied de l'estrade ; on pérorait ; Jélin cita les livres saints, Hippocrate et Galien, et la musique de la garde nationale fit entendre ses accents (2).

Les années suivantes (3), examens et distributions des prix eurent lieu le plus souvent sous le haut patronage du conseiller de préfecture Chesneau-Desportes, ancien président de la Société des Arts et gastronome réputé. Les discours rendent d'invariables hommages à la « sollicitude » du préfet, et au « zèle soutenu du professeur. » Le 6 juin 1814, un préfet — Pasquier, — remonte au fauteuil afin de louer congrument, non plus S. M. Impériale et Royale, mais « la douceur du gouvernement paternel que nous assure le retour des Bourbons. Déjà la Paix, cette fille du Ciel, a couronné leurs vœux et les nôtres. Louis le Désiré a oublié tous les torts de ses enfants, rien désormais ne pourra briser les liens qui doivent unir les sujets au Monarque et les descendants du Bon Henry réaliseront le vœu de leur

(1) *Corresp. adm. du Dép. de la Sarthe*, 1809, T. V. n° 23, p. 237-240.

(2) A. S., M 113 2.

(3) En 1811, vu le petit nombre des élèves, il n'y eut pas de distribution solennelle des prix.

ayeul en procurant au Peuple l'aisance nécessaire à son bonheur. Vive le Roy, vivent les Bourbons ! »

Tel fut le discours de M. Pasquier, « dont l'éloquente simplicité fut encore relevée par ce ton de douceur et de paternité qui convient si bien à la magistrature qu'il exerçait. »

M. Jelin, professeur, prenant ensuite la parole « avec onction et modestie », donna à sa harangue un tour « plain de raison, de sensibilité et d'érudition », défendit la Maternité contre de fâcheuses préventions, et s'éclaira « de raisonnements tirés des passions inhérentes à la nature humaine, germes des vertus comme des vices, et de faits recueillis de l'histoire ancienne et moderne, des peuples payens et chrétiens ». A son tour, M. Chesneau-Desportes prononça quelques mots émus ; M^{lle} Coutard, élève sage-femme, exprima d'une voix tremblante la gratitude de ses compagnes tant pour le professeur que pour l'administration ; et la séance fut levée aux cris de *Vive Louis XVIII*, cependant que l'harmonieux tintamarre de la musique de la ville se mêlait au bruit des acclamations des fonctionnaires (1).

Le 31 mai 1815, le préfet Pasquier s'est éclipsé, et pour cause ; c'est l'inamovible Chesneau-Desportes qui préside le jury d'examen formé par MM. Liberge, Drouard, Jeslin, Legoux et Ménard, et la remise des trois prix décernés ; remise que « la sagesse des administrateurs de l'hôpital n'a pas cru devoir faire en séance publique vu les circonstances présentes » (2).

En 1816, Chesneau-Desportes reparait et proclame « le zèle de M. Jules Pasquier, son amour du bien public, sa tendre sollicitude pour ses administrés et par dessus tout son attachement bien prononcé au plus chéri des monarques, Louis XVIII que la Providence nous a rendu » (3).

(1) A. S., M 113 1. — *Journal polit. et litt. du Dép. de la Sarthe*, 20 juin 1814, pp. 334-335. — A. H. M., reg. des délib. de la Comm. adm., F 9/22, 9 juin 1814, f. 68-70.

(2) A. S., M 113 1.

(3) A. S., M 113 1.

§ 6. — Nous avons vu qu'en dépit des examens de la commission, les élèves devaient se présenter ultérieurement devant le jury médical de la Sarthe. Chaque année le *Mémorial administratif* annonçait le lieu et la date de sa réunion, rappelant aux sages-femmes pourvues d'un certificat provisoire d'avoir à se faire examiner et recevoir définitivement. Lorsqu'il y avait trop peu de candidats inscrits, le commissaire de l'Ecole de médecine de Paris, président, convoquait les postulants au chef-lieu d'un département voisin. C'est ainsi qu'en 1815, le Jury de la Sarthe ne fut pas assemblé, et les aspirantes durent aller chercher des juges à Rouen, Evreux ou Versailles, à leur choix ; en 1816, à Chartres ou à Angers.

Les élèves sages-femmes devaient déposer, en se faisant inscrire, leur certificat provisoire, leur acte de naissance et une attestation de bonnes vie et mœurs. Inutile d'ajouter que le jury se montra parfois plus sévère que la commission d'examen de l'hôpital ; et que plusieurs élèves qui avaient obtenu un certificat provisoire ne se montrèrent pas dignes d'un diplôme définitif. On pourra juger du niveau de la plupart des candidates de cette époque en examinant les opérations du jury médical de la Sarthe, présidé en octobre 1822 par Béclard, assisté des docteurs Lepelletier de la Sarthe et Gendron : 13 aspirantes sages-femmes s'étaient fait inscrire : 5 ne purent être admises à l'examen, n'ayant suivi aucun cours, sauf une qui présentait un vague certificat d'un chirurgien de Brûlon ; 5 autres eurent peur et s'éclipsèrent ; 2 furent refusées, quoiqu'anciennes élèves du cours du Mans, pourvues d'un diplôme provisoire ; une seule fut reçue. Or bon nombre de ces femmes exerçaient déjà leur art, sans autorisation (1).

(1) A. S., M 113 1.

III

L'école des sages-femmes du Mans, ainsi organisée, traina pendant quelques années une existence assez languissante ; surtout lorsque son fondateur Auvray ne fut plus là pour lui continuer sa protection et son énergique impulsion. Les causes de cette décadence sont assez complexes, et communes d'ailleurs, sauf dans les grandes villes universitaires, à toutes les fondations analogues instituées à cette époque.

Signalons d'abord la concurrence des écoles parisiennes. Sous le premier Empire, Chaptal, fondateur de l'Ecole de la Maternité de Paris, et ses successeurs au Ministère de l'Intérieur, avaient exercé sur les préfets une pression permanente pour assurer la suprématie et maintenir le recrutement de la Maternité de Paris, nonobstant toute institution locale (1). Chaque année, le préfet de la Sarthe rappelait aux maires, dans le *Mémorial administratif*, l'ouverture des cours de la Maternité de l'Oratoire, et les invitait à y envoyer des élèves. Mais à la Restauration, le vent tourne : la Maternité ne jouit plus de la faveur officielle ; à partir de 1817, c'est l'annonce des cours de sages-femmes donnés par la Faculté de médecine de Paris que l'on insère annuellement dans le *Mémorial*.

Il faut reconnaître cependant que ni la Faculté de Médecine, ni la Maternité ne firent au cours du Mans, une fois établi, une concurrence bien considérable ; les élèves devant s'y rendre à leurs frais (2) hésitent devant la dépense. Tout au plus envoyait-on à l'Ecole de l'Oratoire, sur la demande du Ministre de l'Intérieur (3) quelques lauréates du cours du Mans, à titre de récompense. M^{lle} Marie-Anne-Perrine Edet, premier prix de 1809.

(1) A. S., M 113 4.

(2) En 1823, le préfet refuse, faute de fonds, à une ancienne élève du cours du Mans pressée de se faire diplômer, l'argent nécessaire pour aller se faire instruire et examiner à Paris.

(3) Le ministre au préfet, 15 juillet 1809. — A. S., M 113 4 et M 113 1.

fut pourvue la même année d'une bourse de perfectionnement à la Maternité de Paris. Elle y fut une des meilleures élèves de M^{me} Lachapelle, et reçut brillamment en 1811 avec un 2^e prix (médaillon d'argent) et les félicitations du P^r Dubois. M^{lle} Anne-Pauline Filion, élève du cours de 1812, parut mériter la même faveur, et le préfet de la Seine Frochot donna en 1812, des ordres pour son admission à la Maternité. Elle y fut diplômée à la session de mai 1813 (1).

D'autres causes d'insuccès, plus profondes, tenaient à la constitution même de l'école du Mans, à son installation, au mode de recrutement de ses malades et de ses élèves, et au régime scolaire.

L'insalubrité absolue et l'étroitesse du local, la pénible et malsaine réclusion qu'elles comportaient étaient peu propres à attirer les élèves et les parturientes.

D'autre part, l'admission des filles-mères qu'il fallait bien tolérer dans la maison, froissait les principes de la morale administrative. La Commission des hospices qui applaudissait aux services de la Maternité, quand on parlait de la transférer aux Maillets, la considéra comme une grande gêne, du jour où elle se vit condamnée à la garder. Elle était incitée à cette malveillance par les incessantes réclamations des Hospitalières. « L'assujettissement qu' [elle] imposait aux dames religieuses, peut-être le désagrément d'un semblable voisinage que réprouvaient les statuts et la chaste austérité de ces dames, ont beaucoup contribué, dit Jélin, à [la] faire frapper de réprobation ». — La salle d'accouchement, avoue Mallet, « blessait les bienséances par sa position et ses accessoires, ce qui n'a pas peu contribué à son abolition ».

Des reproches du même ordre pouvaient s'adresser aux élèves

(1) A. A. P. Procès-verbaux de la distr. des prix de l'Ecole de la Maternité de Paris. — M^{me} Edet-Leroy revint au Mans se fixer chez sa mère, elle-même sage-femme « dans les dehors du Pré ». (*Journal du Mans et du département de la Sarthe*, 15 juillet 1811). Elle exerçait encore au Mans en 1833, de même que M^{me} Filion-Leblanc.

sages-femmes ; chez plusieurs, le niveau moral était très bas, et leur « conduite équivoque » scandalisait le personnel congréganiste de la maison ; parfois non sans raison : le 29 mars 1816, une élève sage-femme s'évade de l'hospice ; connaissant la valeur du sujet, l'administration se garde bien de courir après elle, et déclare qu'elle a seulement devancé son renvoi. Le 14 novembre 1817, c'est l'élève sage-femme de Vallon qui s'échappe ; et l'on avise de cette fâcheuse disparition le maire de sa commune (1).

Indépendamment du mauvais vouloir de l'administration hospitalière et des sœurs, on avait en haut lieu de plus graves motifs de plaintes. Les conditions d'admission des élèves étant trop anodines, leur instruction primaire insuffisante ou nulle, ne leur permettait guère de bénéficier de l'enseignement donné. Aussi les examinateurs se trouvaient-ils contraints, à la fin du cours, à une excessive indulgence, et ces épreuves étaient devenues, pour ainsi dire de pure forme. Il y avait bien, sans doute, le contrôle ultérieur du jury médical, mais une fois pourvues de leur certificat provisoire, les élèves ne s'empressaient pas de l'échanger contre le diplôme légal, malgré les avertissements officiels, soit que le jury ne se réunît pas cette année là, soit que les bénéficiaires négligeassent de se présenter devant lui ; elles continuaient, avec cette demi autorisation à exercer leur art, en contravention avec la loi, et grossissaient le nombre des empiriques.

Enfin les matrones qui pullulaient dans les campagnes, faisaient aux diplômées de l'Ecole du Mans une concurrence des plus décourageantes, et qui motivait de la part de ces dernières des plaintes aussi incessantes que justifiées (2).

En vain, en 1809, en 1813, en 1818, sur de nombreuses doléances, des circulaires préfectorales stigmatisent la témérité,

(1) A. S., M 113 3.

(2) A. S., M 113 bis.

la maladresse et l'inexpérience des commères, prescrivent aux municipalités d'interdire l'exercice illégal, menacent les contrevenantes de poursuites en correctionnelle, avec amende de 100 francs, voire amende double et prison en cas de récidive ; ces recommandations sont éludées ou ajournées : à Cérans, en 1816, une sage-femme exerce sans diplôme depuis 15 ans, et ne se décide que cette année là, à se rendre aux cours du Mans, pour obéir aux ordres supérieurs. Les maires soucieux de leur popularité, ne comprennent pas ces rigueurs : et beaucoup après avoir intimé aux empiriques des défenses probablement sans conviction, répondent au préfet que les accusées n'ont jamais, à leur connaissance causé d'accidents. L'opinion publique, mal éclairée, routinière, partage leur indulgence : bon nombre de matrones ainsi mandées devant l'officier municipal, s'étonnent qu'on leur reproche d'avoir accouché une voisine indigente, par obligeance pure, et sans salaire. Et si le chirurgien Galpin, du Grand Lucé, déplore leurs méfaits (1), à Yvré-le-Pölin, au contraire, une empirique, pauvre et mère de famille, exerce avec la complicité « de la bienveillance du S^r Cottereau, chirurgien et accoucheur de ladite commune ». Au mois de juin 1816, un de ses protecteurs demande au préfet de la faire admettre au cours du Mans, uniquement pour obéir aux ordonnances, car, dit-il, elle est adroite en sa partie et n'a jamais eu de malheurs.

Toutes ces femmes défendaient leur situation contre les élèves de Jélin, et leur rendaient la vie difficile ou impossible. Pour assurer aux graduées quelques ressources, le préfet Pasquier demanda aux maires le 28 juin 1816, de faire voter par leur

(1) Moi Galpin, chirurgien au Grand Lucé, soussigne et certifie que la nommée Heusard, se permet de continuer de faire des accouchements, sans non seulement en avoir le droit, mais encore parce qu'elle n'en a pas les connaissances, et sous ce rapport n'est qu'un être nuisible à l'humanité souffrante.

Fait à Lucé, ce 17 mai 1817.

GALPIN, chirurgien à Lucé.

(A. S., M 113, 3).

(Légalisé).

conseil municipal une rétribution annuelle aux anciennes élèves du cours départemental, installées dans leur ressort, à charge pour elles d'accoucher gratuitement les indigentes (1). Mais ces subventions furent très irrégulièrement votées ou allouées, ce qui provoqua de la part des intéressées, de nombreuses réclamations. D'autre part, les coteries locales, les cancans de village entraient en jeu. En 1823, le curé de Saint-Célerin dénonce nommément en chaire la sage-femme de Beaufay, comme le « bourreau » des femmes, l'accusant d'avoir occis une de ses paroissiennes par une intempestive purgation au « sel d'obus ». La sage-femme, avait au contraire conseillé, sa prescription faite, d'appeler un chirurgien, mais les parents firent la sourde oreille et laissèrent mourir la malade sans le secours d'un officier de santé; l'accoucheuse porta plainte en diffamation contre le curé, auprès du procureur du Roi près le tribunal du Mans (3 février 1823) (2).

Il faut avouer que les sages-femmes n'étaient pas toujours à l'abri de tout reproche. Au bout de quelques années, le cours de la Sarthe avait jeté dans les campagnes un assez grand nombre de diplômées pour que, ne trouvant pas toujours de quoi subsister honnêtement, elles cherchassent un autre genre d'occupations.

La ville de Malicorne ayant besoin d'une sage-femme active, les autorités civiles et ecclésiastiques de l'endroit firent venir M^{lle} X... élève du Docteur Jélin; et le curé la logea dans une maison à lui, où habitait déjà son filleul. C'est pourquoi le Malin induisit les jeunes gens en tentation et en donna bientôt des preuves non équivoques. Le pasteur indigné les expulsa tous deux, et le séducteur ayant manifesté le désir d'accorder à la demoiselle, réparation matrimoniale et sacramentelle, il lui défendit d'en rien faire sous peine de se voir deshériter. Enfin, il crut devoir fulminer en chaire contre le scandale, et se déclara chargé

(1) *Mémorial administratif de la Préfecture.*

(2) A. S., M 443 bis.

d'annoncer la mise en interdit de la coupable et son remplacement par une nouvelle sage-femme.

Cependant M^{lle} X... était forcée de se cacher, pour échapper aux avanies journalières que lui valait sa mésaventure, et vivait dans la misère. Le maire, M. Le Monnier de Malicorne, brouillé avec le curé, et rempli d'une mansuétude plus évangélique à l'égard des pécheresses, fit protéger la pauvre fille par le garde-champêtre; le tambour de ville, publia, le 2 septembre 1821, une proclamation démentant formellement les assertions du curé. Le magistrat déclarait que M^{lle} X... demeurait sage-femme de la commune, qu'elle « y restera [it] sous la protection des Lois tant qu'elle voudra [it], » ; qu'une allocation annuelle de 50 fr. lui avait été accordée pour accoucher gratuitement les indigentes; et qu'il ne doutait pas que ses talents distingués ne lui méritassent la confiance générale.

Dès lors, la guerre est déclarée entre la mairie et le presbytère; l'abbé retire sa clientèle au savetier qui a fait une paire de souliers à la D^{lle} X...; et au garde-champêtre, ses fonctions de chantré au lutrin, pour avoir assuré à la délinquante la protection municipale. Par l'intermédiaire du vicaire général, il fait venir de Torcé une nouvelle sage-femme — mariée, celle-là, — et fait promettre à confesse à ses pénitentes de ne pas s'adresser à l'autre. Mais l'arrivante s'effraye de la situation et part; le curé la ramène, par de belles promesses et l'annonce à son prône. Son époux, demeuré seul, ennuyé du ménage, des marmots, des bestiaux, et de la récolte, vient la chercher le 20 septembre à Malicorne. Elle refuse de le suivre, l'abbé accourt, prend son parti; un attroupement se forme; l'homme se fâche, jure, se fait tapage, insulte sa femme, insulte l'ecclésiastique, court se plaindre au maire et repart sans plus de succès. Des chansons ordurières courent la ville, contre le pasteur; le maire menace la femme L... de la faire reconduire à son mari par les gendarmes et lui interdit tout exercice, si elle ne lui présente une autorisation en bonne forme du préfet. Epouvantée, elle

regagne Torcé. Le curé, tenace, la fait revenir encore une fois et la loge en secret chez un agent à lui, ci-devant bonapartiste notoire. Cependant la demoiselle X..., qui se trouvait représenter en l'occurrence le parti des lys, était hébergée par le maire dans un local lui appartenant. D'ailleurs, elle n'osait guère pratiquer, que clandestinement. Un jour, — le 23 mars 1822 — elle se risque à présenter au baptême l'enfant d'une de ses clientes; mais le prêtre lui crie *Vade retro*, et déclare au père qu'il ne conférera le sacrement que si le marmot est tenu par la dame B... Le père se fâche et va protester à la mairie; la demoiselle X..., (à qui le curé de Mézeray, a récemment opposé le même refus, à la suggestion de son confrère) porte plainte à son tour; la commune est en feu; les bleus et les blancs, les bonapartistes et les royalistes se rejettent injurieusement le bonnet que la sage-femme a laissé s'envoler par dessus le... clocher. Le parquet de La Flèche est pour le curé; la préfecture, contre; l'évêché s'émue, et aussi la cour d'Angers; et le maire de Malicorne en appelle au ministre des cultes (31 mars 1822) (1). Finalement, les deux rivales quittèrent la place; et la commune de Malicorne en fut réduite aux lumières de la doyenne de ses accoucheuses M^{me} Vve Maignan, diplômée de 1778!

IV

C'est sans doute en considération de la pléthore obstétricale et de plaintes justifiées, que le préfet demanda au ministre de l'intérieur, la suppression du cours d'accouchements de la Sarthe, les fonds déjà votés par le Conseil général devant être affectés à l'envoi de deux élèves à la Maternité de Paris. Le 7 novembre 1820, le ministre autorisa le comte de Breteuil à tolérer l'achè-

(1) A. S. M 113 bis.

vement du cours déjà commencé, moyennant une surveillance rigoureuse des élèves, une grande sévérité aux examens, une prudente réserve dans l'octroi des certificats provisoires, et un contrôle exact de leur échange, dans le courant de l'année, par devant le jury départemental (1). Mais le 13 décembre 1820, Siméon prescrivit à son subordonné de *suspendre* le cours actuel, — le dernier — à la date du 1^{er} janvier 1821, laissant au Conseil général, dispensateur des fonds déjà votés, le soin de décider dans sa prochaine session la suppression des leçons, et l'affectation de la somme disponible à des bourses pour Paris. Le délai fut d'ailleurs légèrement reculé, beaucoup d'élèves sages-femmes se trouvant sans argent ou sans moyens de transport pour rentrer chez elles; la Commission des hospices leur permit de rester à l'Ecole jusqu'au 19 janvier, jour de marché; et le préfet accepta de faire jusque-là les frais de leur entretien.

Le 20 janvier 1821, le Receveur des hospices fut chargé de procéder, en présence de M^{me} Lemoire, dépositaire, à l'inventaire des meubles, livres et instruments du cours.

L'administration préfectorale avait prévu, lors de la suppression du cours, le maintien de la maison de refuge pour les femmes enceintes, avec l'aide d'une ou deux sages-femmes. Mais bientôt un administrateur des hospices, soucieux de poursuivre l'épuration morale de la maison, démontrait à ses collègues et au préfet l'inutilité du service de la Maternité : pour les accouchées pauvres de la ville, la Société de charité maternelle, restaurée en 1816, devait suffire; quant aux filles-mères de la campagne, non payantes, elles n'étaient plus pour l'hospice qu'une dépense inutile. Depuis la fermeture du cours, la sage-femme en chef, non rétribuée, s'était retirée, et en cas d'accouchement à la Maternité, la Commission était forcée de mander et de payer une sage-femme de la ville. Elle proposait donc catégoriquement, le 7 février 1824, de supprimer ces charges en désaf-

(1) A. S. M 113, 2.

fectant le service (1). D'ailleurs, dès le 17 mars 1821, la Commission avait autorisé la supérieure de l'Hôpital à placer dans l'ancien local des élèves sages-femmes, l'excédent des enfants du dépôt et ceux qui devaient être vaccinés. La Maternité et l'Ecole du Mans n'allaient plus être qu'un souvenir.

Le professeur Jélin ne survécut pas longtemps à son œuvre : après une dernière protestation en faveur du maintien et du rétablissement de l'école des sages-femmes, il mourut le 16 janvier 1827 « avec le calme du sage, entre les bras de sa femme et de ses enfants ». La Société royale des Arts, dont il était membre résident, entendit son éloge en séance publique. Le docteur Platon-Vallée le montra tour à tour déployant dans les devoirs du père de famille « toute l'activité de son âme, élevant ses enfants avec une tendre vigilance, leur associant des neveux et des parents peu fortunés, et faisant participer à son aisance tout ce qui lui est uni par les liens du sang ou de l'amitié » ; ou bien associant « à l'habileté du chirurgien et de l'expérience qui l'avait rendu l'oracle des accoucheurs du département, le talent du médecin chez lequel l'observation jointe à une sorte d'instinct avait suppléé aux leçons des maîtres. On le [vit...] pressentir la révolution médicale récemment opérée et arriver seul à des résultats voisins de la doctrine du célèbre réformateur M. Broussais. » Jélin avait le noble désintéressement qui conduit « près du grabat du pauvre ; l'amour de la justice et de la vérité », un aimable et profond attachement pour ses malades ; et une grande bienveillance pour les débutants en quête d'un conseil et d'un appui (2). La reconnaissance publique lui fut acquise, et s'exhala dans ces vers qui furent gravés sur son tombeau :

(1) A. S. M 113, 2 — A. H. M. Délib. Com. adm. F 9/23.

(2) Il aida les débuts du jeune Louis Guyon (Plus tard médecin à Bonnétable) en le faisant admettre comme interne à l'Hôpital du Mans. (Léon Guyon, *Un médecin de campagne d'autrefois, notes et souvenirs, 1795-1865*. Le Mans, 1903, p. 25.

Le flambeau du génie en lui toujours brilla ;
Patriote zélé, philanthrope modeste,
Pour le bien général sans cesse il travailla.
La mort nous l'a ravi ; son exemple nous reste (1).

(1) Etoc Demazy, *Essai sur les sépultures du Mans et de ses environs*, Le Mans, 1836, in-12, p. 29. — Jean Jélin époux de Françoise Cureau mourut le 16 janvier 1827, à l'âge de 63 ans, rue de Gourdain, section de l'ouest au Mans, selon la déclaration de Pierre Toussaint Barbou propriétaire à Saint-Georges-du-Plain, et d'Alexandre Leroux, géomètre à Savigny-sur-Braye (Loir-et-Cher), ses gendres. (Etat-civil de l'Hôtel de ville du Mans). *Décès*. Année 1827.

Jélin semble n'avoir rien publié. Verdier a résumé fort succinctement une observation de bronchotomie pour phénomènes asphyxiques au cours d'un érysipèle (?), et communiquée par lui. (Jean Verdier, *Calendrier des amateurs de la vie et de l'humanité ou avis sur l'asphyxiatrique*, Paris, 1816, in-12, p. 128).

Jélin a également modifié et simplifié l'instrumentation de son Maître Desault pour la ligature des polypes utérins. On trouvera la description de son procédé dans la thèse doctorale de son gendre, Thomas Lecornué (de Bernay-en-Champagne), *Essai sur un nouvel instrument pour la ligature des polypes utérins*, Thèse du 8 janvier 1825, Paris, Didot jeune, 1825, 28 pp. in-4°.

L'éloge de Jélin, prononcé par le Dr Pl. Vallée à la Séance publique de la Société royale d'Agriculture, Sciences et Arts du Mans, le 27 décembre 1827, est analysé dans *L'Echo, Journal du Dép. de la Sarthe*, n° 10, 23 janvier 1828.

LES TROIS PERLES

Madrigal

Par M. EDELINE, Membre titulaire

On admire, toujours, vos mignonnes oreilles
Où l'artiste en bijoux suspendit son bel art ;
Et, dans les charmants plis de courbes sans pareilles,
L'or, la nacre et l'amour se mirent au regard.

Mais la perle qui brille à l'écrin des cheveux,
L'ange serti que l'inspiration médite,
Mais la perle-support objet de nos aveux,
On vous le dit toujours... n'est pas la plus petite...

Car le profil, la voix, les grâces d'une fée,
La distinction simple, atour du charme exquis,
Vous sont insoupçonnés... mais tout vous est acquis !
Et vous proclame en cour nouvelle sœur d'Orphée.

Juin 1910.

Ouvrages offerts à la Bibliothèque en 1910.

De nombreux ouvrages ont été offerts à notre bibliothèque pendant le premier semestre de 1910. La place manque ici pour en donner l'énumération détaillée.

La Société présente tous ses remerciements aux donateurs :

Mmes

Bourdy. — 85 volumes de médecine, provenant de la bibliothèque de feu M. le Dr Bourdy.

Marres. — Opuscules relatifs à l'œuvre de La goutte de lait du Mans.

MM.

Bellanger. — 20 volumes de médecine, particulièrement du xvii^e siècle.

Delagenière. — Chirurgie de l'utérus et opuscules sur la chirurgie.

Delaunay. — Mémoires de Levasseur, t. I et II.

Léveillé. — Opuscules de botanique.

Monnoyer. — Collection de Grand Almanach manceau.

Mordret. — Opuscules de chirurgie.

Reichert. — Pro Alesia, t. II et III.

Roulleau. — L'office forestier du centre et de l'ouest (janv. 1908-mai 1910).

TABLE DES MATIÈRES

DU 3^e FASCICULE (1909 et 1910)

	Pages
Notice sur le Musée archéologique du Mans, par M. J. MORANCÉ, membre titulaire.....	249
Histoire des Epilobes sarthois, par Mgr H. LÉVEILLÉ, membre titulaire.....	261
De la Préfiltration des eaux de rivière destinées à la consommation publique, par M. MARCHADIER, membre titulaire.....	297
Note sur un Nandou mort accidentellement au jardin d'horticulture, par M. LEMOINE, membre titulaire.....	305
Quelques documents relatifs à l'Art vétérinaire au temps de la Révolution, par M. DUPAS, membre associé.....	311
L'Obstétrique dans le Maine aux XVIII ^e et XIX ^e siècles (<i>suite</i>), par M. le D ^r DELAUNAY, membre titulaire.....	324
Les trois perles (madrigal), par M. EDELINE, membre titulaire....	392

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS
DE LA SARTHE
FONDÉE EN 1764

II^e SÉRIE — TOME XXXIV
LXII^e TOME DE LA COLLECTION

ANNÉES 1909 et 1910 — 4^e FASCICULE



LE MANS
IMPRIMERIE MONNOYER

1910

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS

DE LA SARTHE

Boulevard René-Levasseur, 13, au 2^e étage.

CONDITIONS D'ABONNEMENT ET DE SOUSCRIPTION

Le *Bulletin* paraît par tomes, renfermant chacun les Mémoires de deux années, la liste des membres et le compte rendu de leurs travaux.

Chaque tome est publié par fascicules, en nombre indéterminé, contenant, outre les mémoires publiés *in extenso*, une analyse des procès-verbaux des séances.

Le prix de l'abonnement annuel est de 5 fr., payables à l'avance.

La souscription doit être faite, au plus tard, pendant les mois de janvier et de février de chaque année.

La cession des volumes entiers est seule autorisée, celle des livraisons séparées est interdite.

S'adresser, *franco*, soit pour avoir les volumes complets, soit pour souscrire et retirer les livraisons dues aux abonnés, à M. CH. MONNOYER, place des Jacobins, au Mans.

MM. les membres titulaires et associés sont priés de remettre à M. le Trésorier le montant de leur cotisation annuelle, au commencement de chaque année, avant la fin de février ; passé ce délai, M. le Trésorier fera toucher la cotisation à leur domicile.

NOTA. — La Bibliothèque est ouverte aux Sociétaires deux fois par semaine, le Dimanche et le Mercredi, de 9 heures à midi.

LES STATIONS PRÉHISTORIQUES

DES ENVIRONS DE SABLÉ (SARTHE)

Par Le Baron de LA BOUILLERIE, membre titulaire.

I

M. Triger, à la fin de 1908, dans la *Revue Historique et Archéologique du Maine* (1), consacrait une note aux découvertes préhistoriques faites, autour de Sablé, par M. Marcel Dolbeau; il félicitait cet ardent collectionneur de son zèle; mais il s'abstenait d'aborder à fond le sujet, alléguant, avec trop de modestie sans doute, son incompétence.

A vrai dire les découvertes de M. Dolbeau appartiennent moins à l'archéologie qu'à la paléontologie qui embrasse l'étude des terrains quaternaires et des premiers vestiges de l'homme. La Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe paraît donc bien qualifiée pour recevoir la communication que j'ai l'honneur de lui faire.

Les origines de l'homme sont aujourd'hui l'objet d'investigations du plus haut intérêt. Rien ne saurait nous toucher davantage. La science s'efforce de lever le voile qui s'étend sur les conditions de nos premiers pas dans le monde. Elle nous propose une origine dérivée par enchaînements successifs, d'un animal supérieur à une ébauche d'homme, puis à un homme plus parfait, finalement à notre état actuel.

C'est une hypothèse. Ce n'est pas autre chose. On peut en effet combattre scientifiquement tous les arguments fournis pour

(1) Tome LXIV, pages 333 et ss.

appuyer une telle opinion. Beaucoup de preuves n'ont pas résisté à la critique; aucune ne se présente avec les garanties de certitude nécessaire en un sujet si grave.

Les Eolithes, ces prétendus travaux de l'homme soi-disant tertiaire, bien qu'elles aient encore quelques rares partisans, rencontrent d'éminents adversaires parmi les maîtres de nos chaires publiques. Le fameux Pithécanthrope appartient à un terrain qui a été reconnu, non de l'extrême base du quaternaire mais de son milieu; donc, même sans tenir compte des autres discussions auxquelles a donné lieu cet être, il ne saurait avoir été le précurseur de l'homme puisqu'il est son contemporain.

L'authenticité de certains ossements, à commencer par ceux qui ont fourni leur nom à la race de Néanderthal, est fortement combattue (1). Enfin le squelette de la Chapelle aux Saints ne tranche pas la question, car M. Boule, son savant observateur, après avoir noté ses caractères d'infériorité, déclare néanmoins qu'il s'agit d'un homme dans toute l'acception du terme (2).

Le problème scientifique reste entier. Chacun peut l'interpréter à sa manière, selon le penchant de son opinion ou de sa conscience, sans être accusé d'ignorance. Je n'ai du reste pas la pensée d'entrer ici dans le vif des choses. Cela nécessiterait l'exposé et la discussion de la théorie évolutionniste. Ma communication ne comporte pas un pareil développement.

Mais si les découvertes de M. Dolbeau passent à côté de ce sujet capital, elles sont cependant d'un grand intérêt, comme part contributive de notre région à l'histoire humaine.

Les localités dont j'ai à vous entretenir sont au nombre de quatre, toutes situées dans un faible rayon autour de Sablé. L'une dans les faubourgs mêmes de la ville. L'autre à Juigné, primitivement fouillée par le D^r Dufossé et par M. Dolbeau. Les deux dernières, au bord de la Sarthe et à Vion, appartiennent exclusivement aux soins de M. Dolbeau.

(1) Tomes XVI et XVII de L'Anthropologie, 1903 et 1906.

(2) Compte rendu à l'Académie des Sciences, 1908.

II

Bien qu'elle soit la dernière connue, je parlerai d'abord de la station de Vion, parce qu'elle fournit les outils considérés comme constituant la forme la plus ancienne, la forme *chelléenne*, ou *acheuléenne*. Ces dénominations varient selon les auteurs et la classification ; elles sont à peu près synonymes ; toutefois l'Acheuléen marque un stade légèrement supérieur et c'est à lui que se rapportent plus particulièrement les pierres de Vion.

A 5 kilomètres sud-est de Sablé, occupant le sommet d'un triangle dont la Chapelle-du-Chêne et Vion seraient la base, sur un terrain jadis couvert de bruyères et d'ajoncs, lande défrichée depuis 60 ans seulement, se montre une éminence très faible, mais suffisante à dominer l'ensemble du pays plat. La tradition impose à cet endroit le nom de CAMP DE CÉSAR, reproduit sur toutes les cartes.

Pesche, dans son *Dictionnaire* (1), décrit ainsi le lieu :
« Dans la partie la plus élevée de la lande de Vion existent
« deux enceintes contiguës, demi-circulaires, séparées par un
« large fossé, qui paraissent appartenir à un ancien camp. La
« longueur de ces deux enceintes est de 70 mètres, et leur largeur de 43. Les talus ont un mètre d'élévation et les fossés
« 8 mètres de largeur. On distingue parfaitement la principale
« entrée qui est à l'est et qui était défendue par des parapets
« beaucoup plus élevés dont les talus et les fossés sont encore
« bien conservés. »

L'abbé Voisin ne paraît pas avoir attaché une grande importance au camp de Vion et il se borne sur ce sujet à ce laconique énoncé. « Deux enceintes, dit-il, placées l'une à la suite de l'autre se montrent aux Défais à l'entrée de la lande de Vion.
« Elles se nomment le camp (2). »

Il est aujourd'hui difficile de distinguer ce que pouvaient être

(1) Tome VI publié en 1842, p. 548.

(2) *Les Cénomans anciens et modernes*, t. I^{er}, p. 79, 1852.

les enceintes où l'on ne reconnaît plus trace d'ouvrages défensifs. La culture a nivelé le sol, et les talus d'aspect très moderne qui frappent l'œil ne semblent guère autre chose que l'encadrement débonnaire des champs. D'autre part cet emplacement n'a livré ni monnaies, ni poteries, ni armes, ni vestiges quelconques d'habitat. Le camp romain n'aurait donc aucun lien avec la station préhistorique, distante de quelques centaines de mètres, si l'on n'était pas en droit de voir, dans ce voisinage, une coïncidence voulue, résultant de la disposition favorable du terrain.

Sur une vaste étendue, le sol d'alluvions qui repose sur des formations jurassiques, dont les affleurements se voient en plusieurs places, est semé de silex. Au pourtour de l'éminence dont j'ai parlé, leur fréquence augmente et à son sommet la terre en est, pour ainsi dire, entièrement recouverte.

M. Dolbeau, qui avait inutilement exploré l'intérieur du camp, se mit à en visiter l'extérieur, méthodiquement; sa patience fut récompensée; un beau jour il tomba dans un champ littéralement semé de pierres taillées. Tous les savants et tous les collectionneurs comprendront l'émotion de M. Dolbeau lorsqu'il se vit, ainsi, foulant, lui le premier, ce lieu jusqu'alors vierge d'investigations. Dès le début, il fit une ample moisson. Par la suite, chaque fois qu'il y est retourné seul ou avec des amis, il n'en est jamais revenu les mains vides. A mon tour, j'y ai puisé abondamment et j'ai reconnu des gisements contigus qui étendent la surface utile. Il semble que la localité soit inépuisable. En tout cas les récoltes effectuées permettent d'établir l'état de l'industrie en présence de laquelle on se trouve.

L'outil principal est un instrument massif de forme amygdaloïde, c'est-à-dire plus large à la base qu'au sommet, appelé par les auteurs *hache* ou *coup de poing*, analogue comme faciès général à la figure 38 de la planche VI du *Musée préhistorique* de Mortillet, nouvelle édition.

Le nom de *coup de poing* me paraît impropre et celui de

hache préférable ; car si l'outil avait été destiné à être tenu à la main, il n'aurait pas manqué d'être fort incommode et de blesser la paume sous l'effort et le choc, puisqu'il est taillé sur tout le pourtour ; il devait plutôt servir au bout d'un manche fixé d'une manière quelconque.

Le type du camp de César à Vion peut être représenté par des pierres mesurant de 15 à 18 c. de longueur, de 8 à 10 c. en largeur, de 4 à 5 en épaisseur.

Il comporte, d'ailleurs, de nombreuses modifications :

1° Forme plus allongée, plus légère, plus élégante, mieux ouvree ; parfois très grande (1) je possède un magnifique spécimen de $21 \times 8 \frac{1}{2}$ avec 4 d'épaisseur, plus souvent petite, variant de 10 à 12 en longueur de 5 à 6 en largeur ;

2° Forme avec le sommet assez en pointe, mesurant généralement 12×6 .

3° Forme effilée, longue, étroite, épaisse, variant de 16 à 18 c. sur 6 à 7, atteignant une épaisseur de 4 à 5 (2).

4° Forme courte, trapue, ovoïde, rappelant la figure 43 de la planche VII du *musée préhistorique*. Mais alors que M. de Mortillet la cite comme petite ($7 \frac{1}{2} \times 6 \frac{1}{2}$ environ), à Vion elle va jusqu'à 13×10 et 11×11 avec 6 c. d'épaisseur, et ne descend guère au-dessous de 11×8 .

Le camp de César fournit aussi avec fréquence des silex affectant la même forme que les haches ci-dessus, mais tronqués. J'ai cru d'abord qu'il s'agissait d'une forme intentionnelle, spéciale, représentant celle-là, un coup de poing destiné à être tenu à la main. Un examen plus approfondi m'a fait reconnaître qu'il s'agit de haches cassées, car pour quelques-uns des échantillons la brisure est évidente ; et pour les autres on ne voit pas nettement que la partie tronquée soit une face naturelle du silex.

A côté du type de la hache s'en présente un autre, outil assez fruste. Il comporte des pierres longues de 13 à 16 c., hautes de

(1) N° 151 de la planche.

(2) N° 190 de la planche.

7 à 8, à section triangulaire, par conséquent présentant un bord épais et une sorte de tranchant, seul retouché, en forme légèrement circulaire. On pourrait attribuer à ces outils le rôle de racloirs ou de tranchets. Ils sont d'ailleurs fort grossiers et je ne les signalerais pas, si leur répétition identique, assez fréquente, ne dénotait que leur présence n'est pas due au hasard, mais à une intention.

La station du camp de César a encore fourni plusieurs percuteurs dont quelques-uns très beaux mesurant $8 \times 7 \times 7$ ou $7 \times 7 \times 6$, par conséquent d'un aspect un peu allongé — et deux ou trois nuclei. La présence des nuclei est assez étonnante, car cette localité ne donne aucun outil obtenu par éclat ; elle est franchement acheuléenne.

Au camp de César des anciennes landes de Vion, nous nous trouvons en face d'un atelier. Le grand nombre des pierres taillées l'indique ; le grand nombre aussi des pierres inachevées, ébauchées. Les ouvriers, en s'installant là n'avaient qu'à se baisser pour rencontrer la matière première, les rognons de silex épars à la surface du sol, provenant de la désagrégation des couches jurassiques sous jacentes, dans lesquelles ils étaient enfermés avant qu'une cause dynamique, un phénomène géologique immédiatement antérieur à l'homme, les ait rendus libres. Quelques haches portent l'empreinte de polypiers et de pélicypodes fossiles.

III

La station de SABLÉ est située à droite de la grande route de La Flèche au sortir de la ville, à l'intersection du chemin de Pincé. Elle a donc pour emplacement un espace restreint sur la rive gauche de la Sarthe qu'elle domine.

Elle fut mise à jour par des ouvriers qui creusaient les fondations de maisons neuves et qui traçaient des jardins. Les pièces en ont été dispersées au hasard et perdues. M. Dolbeau qui ne s'occupait pas encore de recherches préhistoriques, sut

en recueillir cependant quelques-unes et il se félicite aujourd'hui de les avoir conservées, car sa collection d'une vingtaine d'échantillons constitue à présent tout ce qui est connu de cette station. L'endroit recouvert aujourd'hui d'habitations ne laisse plus de place aux fouilles ; il faudrait une circonstance heureuse pour remettre la main sur d'autres objets.

Ces pierres d'un silex noir, dont l'analogue ne se rencontre pas aux environs, à grain très fin, se composent de pointes moustériennes d'assez faibles dimensions. Un seul spécimen, affectant la forme d'un racloir, sort des tailles restreintes et mesure 15 X 3.

Il est permis de supposer qu'on se trouve ici devant un lieu de domicile, mais le peu de connaissance que l'on a sur ce gisement ne permet pas d'avoir une opinion certaine. Il convient d'attendre le moment où s'offrira, nous l'espérons, l'occasion d'études plus approfondies.

IV

La station de JUIGNÉ ou de la CROIX-SAINTÉ-ANNE diffère complètement des précédentes par la variété de ses produits. On y rencontre presque toute la gamme de l'industrie. L'Acheuléen et le Moustérien y sont très nettement représentés. La présence du Solutréen ou du Magdalénien, ou des deux ensemble y est indiquée par les grattoirs et les perçoirs. Il est impossible de préciser, car l'identification ne saurait être faite que par la stratigraphie ; or dans un gisement de surface comme celui-ci, il n'y a pas de stratification. Enfin les haches polies nous transportent jusqu'à la période Néolithique.

Le Docteur Dufossé dans une communication qu'il fit à la *Société Historique et Archéologique du Maine*, le 13 novembre 1896 (1), décrit ainsi le lieu : « Beaucoup d'entre vous con-

(1) Tome XLI, pages 42 et ss.

« face de l'Usine. D'une hauteur de 15 à 20 mètres, il présente
« sur chacun de ses trois côtés une longueur de 100 mètres à
« peine. Le plateau qui le couronne est donc de très petite di-
« mension. Dans le champ il y a une croix, la croix Sainte-
« Anne. »

J'ajouterai que le promontoire ainsi formé domine le cours de la Sarthe depuis les campagnes situées à 3 ou 4 kilomètres en amont jusqu'à Sablé en aval, avec l'abbaye de Solesme en face. Le site est splendide au point de vue esthétique. Sous le rapport habitat il était bien choisi pour voir de loin et se garder. Autrement, son sous-sol primaire rendait la surface pauvre en silex et ceux qui servirent à l'ouvrage durent nécessairement y être importés.

Le Dr Dufossé raconte la découverte de la station. Il s'en donne tout le bénéfice et ne prononce même pas le nom de M. Dolbeau. Or, s'il est vrai que le Dr Dufossé, grand chasseur durant le peu de loisirs que lui laissait sa profession, fut le premier à s'apercevoir que les alentours de la Croix-Sainte-Anne étaient jonchés de pierres travaillées, ce fut M. Dolbeau, mis au courant, qui lui donna l'idée de les recueillir en l'accompagnant sur le terrain et en faisant de nombreuses récoltes.

Le Dr Dufossé est mort, sa collection a été dispersée sans profit pour la science et sans qu'il en reste trace sérieuse. La communication faite à la *Société Historique et archéologique du Maine*, conçue en termes vagues, ne contient aucun renseignement documentaire. C'est donc ailleurs, en particulier chez M. Dolbeau, qu'il faut se renseigner.

Le matériel acheuléen de Juigné se compose de haches offrant les mêmes mesures proportionnelles que les haches de Vion, mais de taille beaucoup moindre. Les plus grandes à Juigné équivalent aux plus petites de Vion. Les mesures oscillent entre 14×5 . 50×3 et $9 \times 6 \times 2.50$.

Quelques-unes de ces hachettes atteignent une finesse de travail extrême, par exemple celle très remarquable qui figure

EXPLICATION DE LA PLANCHE

Deux pièces sans N° appartenant à M. Dolbeau : Lames de Sable.
 306. — Rasoir à encoche de laigne.
 372. — Grattoir de laigne.
 328 - 341 - 347. — Lames de laigne.
 199 - 307. — Hachettes de laigne.
 314 - 330. — Percoirs de laigne.
 163. — Percuteur du Camp de César.
 131 - 160 - 173 - 190. — Haches du Camp de César.

EXPLICATION DE LA PLANCHE

- 131 - 160 - 172 - 190. — Haches du Camp de César.
163. — Percuteur du Camp de César.
214 - 230. — Perçoirs de Juigné.
199 - 307. — Hachettes de Juigné.
228 - 241 - 247. — Lames de Juigné.
272. — Grattoir de Juigné.
306. — Racleur à encoche de Juigné.
Deux pièces sans N° appartenant à M. Dolbeau : Lames de Sablé.



Phototypie Berthand

LES STATIONS PRÉHISTORIQUES DES ENVIRONS DE SABLÉ

1/2 grandeur

Digitized by Google

dans la collection de M. Dolbeau et celle que je représente (1).

Le type est susceptible des variations de formes dont j'ai signalé l'existence au camp de César. Mais ici la quatrième variation, courte, trapue, ovoïde ou discoïde, prend par suite de sa fréquence, une place digne d'être signalée; je lui ai trouvé, assez régulièrement les mesures suivantes $6 \times 5.50 \times 2$; on peut la comparer avec des documents provenant des Côtes-du-Nord que j'ai eu l'occasion de voir et qui ont avec elle beaucoup d'analogie; peut-être possède-t-elle d'autres similaires dans nos régions de l'Ouest (2).

Juigné offre en abondance de belles pointes *Moustériennes* des racloirs et des lames diverses. Tout ce mobilier est absolument caractéristique comme nature de taille, et mesures.

Parmi les formes de racloirs on peut en signaler une, dont le dessin général figure à la planche XIII du *Musée Préhistorique* et qui n'est pas très fréquente. Il s'agit d'une pierre courte et large taillée en arc de cercle, au lieu de présenter l'aspect allongé d'une lame retouchée sur les côtés.

Il importe de noter aussi les *racloirs concaves*, sortes de pierres pourvues d'une coche arrondie, dont Juigné a livré plusieurs échantillons aux collectionneurs (3).

Nous avons auprès de cette forme spéciale, une grande quantité de grattoirs ordinaires, constitués par la retouche, en biseau circulaire, sur une seule face, de pierres étroites et longues.

Les grattoirs annoncent le *Solutréen* pour se continuer ensuite dans le *Magdalénien*. Bien que nous ne possédions ici, ni les pointes en feuilles de laurier, ni les pointes à cran, nous devons considérer que les grattoirs dont nous avons recueilli de nombreux échantillons annoncent le passage à Juigné des formes solutréennes ou magdaléniennes, peut-être des deux.

(1) N° 199 de la planche.

(2) N° 307 de la planche.

(3) N° 306 de la planche.

L'existence des perçoirs ne peut que confirmer cette hypothèse. Ces outils ne sont pas rares autour de la Croix Sainte-Anne, tantôt affilés en pointe aiguë, tantôt évidés à leur sommet de manière à isoler une proéminence capable de creuser un trou par frottement.

Les haches polies montrent enfin que la station de Juigné s'est poursuivie durant le néolithique. Si l'on veut donc admettre avec M. de Mortillet et son école, que toutes ces formes sont successives, on est amené à reconnaître une immense durée à la période d'activité industrielle de cette localité. Je ne partage pas une pareille opinion que les faits ne démontrent pas suffisamment. Je préfère croire que les diverses formes de pierre taillée, tout en signifiant un progrès dans le travail, se sont pénétrées et ont existé ensemble. Il est sage de ne garder aucune foi dans l'incommensurable durée qu'une certaine école assigne aux temps quaternaires. La station de Juigné, probablement atelier, est fort intéressante par la diversité de ses produits.

J'achèverai d'exposer sa physionomie en disant que les haches polies n'y ont encore jamais été rencontrées intactes ; elles sont toujours plus ou moins brisées.

Enfin j'y signalerai l'abondance des percuteurs et l'existence de deux petits objets dont le but ne saurait être bien défini.

L'un d'eux figure quelque espèce de marteau en pointe, avec manche. L'autre affecte l'apparence grossièrement indiquée d'un coq. Est-ce bien un coq que l'ouvrier a voulu faire ? Je me garde bien de l'affirmer. Mais enfin cette pierre, incontestablement pourvue d'une taille intentionnelle, éveille l'idée du roi des basses-cours. Cette pièce a 6 1/2 de hauteur. La figuration d'un pareil objet n'aurait du reste rien d'invraisemblable. La collection Godefroy de Neuillé (Indre-et-Loire) qui va être transférée à la Société archéologique de Tours, par suite du décès de son auteur, renferme plusieurs figurines très délicatement taillées où l'on peut reconnaître la silhouette du coq d'une manière assez nette.

V

La station la plus récente, chronologiquement parlant, est située sur la rive gauche de la Sarthe à 1500 mètres environ en aval de Sablé, devant la ferme de la BOUVERIE.

Il y a quelques années on retirait à cet endroit de la rivière fort ensablée vers la rive, à la hauteur d'une petite île, des matériaux pour les routes et les bâtiments. M. Dolbeau eut l'attention stimulée par la grande quantité d'ossements mêlés aux sables extraits. C'étaient paraît-il des débris de solipèdes. Il fouilla les tas de terre ainsi que les bords de la rivière et fut, après plusieurs investigations, en possession de crânes ou de fragments de crânes, de dents et de cornes, parmi lesquels étaient représentés le sanglier, le cerf, le chevreuil, la chèvre et le *Bos longifrons* (Owen), par synonymie *Bos brachyceros* (Rûtim).

Au même endroit se trouvaient des pierres percées ou entaillées, deux grosses masses de grès dont je parlerai tout à l'heure, et des morceaux de poteries grossières.

Tels sont les faits. Quelle valeur peut-on leur attribuer ?

On a discuté les trouvailles de M. Dolbeau à la Bouverie et refusé même d'y reconnaître le moindre intérêt.

Assurément la Bouverie ne saurait être mise au rang de cité lacustre ; elle n'en offre aucun des caractères essentiels. D'ailleurs il ne semble pas que nos régions de l'ouest en aient donné d'exemples. L'absence de grands cours d'eau et de vastes nappes liquides, à partir du quaternaire, se prêtaient mal au genre de vie spécial que les fleuves et les lacs facilitaient au contraire ailleurs.

Néanmoins la Bouverie est bien réellement une station ; une station contemporaine des cités lacustres de Suisse et des Palafittes d'Italie, c'est-à-dire ayant l'âge des dernières périodes du quaternaire actuel qui précédèrent les Mégalithes et l'ère historique.

Je ne m'arrête pas aux ossements qui auraient appartenu à

des solipèdes. Je ne les ai pas vus et M. Dolbeau n'en a pas conservé. Étaient-ce bien des chevaux ? Et si c'étaient des chevaux quels caractères présentaient-ils ? Les données que l'examen aurait pu procurer font défaut.

Je laisse aux détracteurs la critique des crânes de sangliers, des bois de cervidés, des cornes de chèvre. Ces débris n'ont pas un mérite particulier et ne sont probablement pas quaternaires.

Mais je retiens avec soin la présence de deux échantillons de *Bos longifrons* (1).

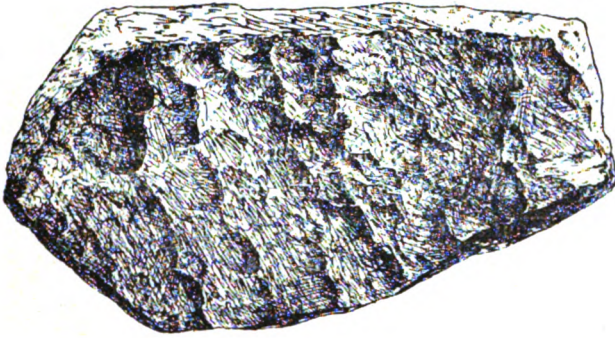


Ces deux échantillons, constitués par l'os frontal et par la base des cornes ont passé inaperçus. Ceci est fort étonnant, car le *Bos longifrons*, espèce aujourd'hui éteinte, est absolument typique. Il se rencontre dans les cités lacustres, dans les tourbières ; il est caractéristique de l'âge auquel appartiennent ces manifestations ; il nous donne ici un point de repaire indiscutable ; il nous permet de faire état de la localité de la Bouverie comme station et de situer son âge.

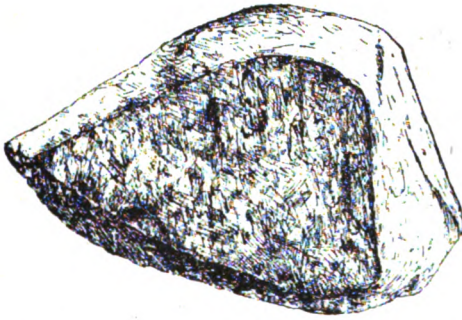
D'autant plus qu'en compagnie du *Bos longifrons* les pierres percées ou entaillées circulairement indiquent la présence de l'homme. Ces pierres servaient à envoyer les filets au fond de l'eau. La corde passait par le trou, ou bien se fixait dans l'encoche.

On n'a pas rencontré de haches, mais il est possible que si l'extraction des sables est reprise, ceux-ci en livrent quelques-unes.

(1) Dessin du Baron E. de La Bouillerie ainsi que les deux suivants.



Les deux masses de grès méritent d'arrêter l'attention. La première, tronquée à l'une des extrémités, mesure 0.26 de longueur; vers sa plus grande largeur, qui est située un peu avant l'autre extrémité, elle a 0.15; son épaisseur est de 5 à 6 c. La seconde, triangulaire, mesure 0.18×0.14 . Ces deux masses représentent des meules mobiles pour écraser le blé, elles étaient mises en mouvement, à la main, au-dessus des masses semblables mais beaucoup plus grandes qui demeuraient fixes (1).



Je laisse de côté les fragments de poterie que je n'ai pas eu la facilité d'étudier sérieusement; d'ailleurs ma compétence est fort limitée à cet égard. Avant de se prononcer sur leur intérêt il conviendrait de les soumettre à une bonne étude.

Les pièces convaincantes sont assez bien définies pour don-

(1) Planche 66 de Mortille.

ner à la station de la Bouverie son authenticité. Dans l'état actuel cette station est encore assurément mal définie, mais elle existe; telle est la conclusion que je voulais établir. Je crains que ses détracteurs n'aient agi un peu légèrement ou ne se soient laissés influencer par un examen trop superficiel de certains documents véritablement typiques.

VI

Les pierres provenant de la surface du sol n'ont pas la valeur documentaire de celles qui gisent dans les cavernes ou les abris sous roche, au sein de couches stratifiées en compagnie de la faune contemporaine.

Néanmoins les stations des environs de Sablé sont intéressantes en elles-mêmes et plus encore peut-être au point de vue de notre préhistoire locale.

J'ai cherché dans les tables du Bulletin de la *Société des Sciences et Arts du Mans*, ainsi que dans les catalogues de la Bibliothèque de la ville. Je n'ai pas trouvé qu'il ait été fait de communication sur ce sujet, ni qu'il ait été écrit quelque notice par les auteurs Manceaux. Ce serait donc la première fois qu'on attire l'attention sur l'existence de la pierre taillée dans la Sarthe.

Je note que le canton de Sablé appartenait à l'Anjou comme celui de La Flèche. Je ne prétends pas que les différences de climat et de mœurs qui distinguent encore aujourd'hui ces deux cantons des autres parties du département de la Sarthe et qui les rattachent physiquement et moralement au *modus vivendi* du grand courant de la Loire, existassent déjà ou de la même manière, lors des temps quaternaires. Il serait néanmoins intéressant de savoir si des stations analogues ont existé dans le nord du département. Je me plais à rappeler, en terminant, que je n'ai pas d'autre mérite en la circonstance que celui d'avoir condensé et coordonné les éléments de cette communication. Tout l'honneur des découvertes revient à M. Marcel Dolbeau.

NOTE SUR LE GUI DE CHÊNE

• *Trouvé à Oisseau-le-Petit (Sarthe)*

Par M. l'abbé LETACQ, membre associé.

Pendant longtemps les botanistes ont nié l'existence du Gui de chêne; ils le regardaient comme une légende et pour beaucoup d'entre eux les prétendues cérémonies faites par les Druides lors de la cueillette du parasite devaient être reléguées parmi les fables. Pline sur ce sujet, comme sur beaucoup d'autres, n'avait été qu'un compilateur sans critique (1). « Le Gui

(1) Voici le passage de Pline: « Non est omittenda in ea re (à propos du Gui) et Galliarum admiratio. Nihil habent Druides (ita suos appellant Magos) visco et arbore, in quo gignitur, sacratius. Jam per se roborum eligunt lucos, nec ulla sacra sine ea fronde conficiunt. ut inde appellati quoque interpretatione græca possint druides videri. Enim vero quidquid adnascatur illis, e cælo missum putant, signumque esse electæ ab ipso deo arboris. Est autem id rarum admodum inventu, et repertum magna religione petitur: et ante omnia sextâ lunâ, quæ principia mensium annorumque his facit, et sæculi post tricesimum annum quia jam virium abunde habeat, nec sit sibi dimidia. Omnia sanantem appellantes suo vocabulo, sacrificiis epulisque rite sub arbore preparatis, duos admodum candidi coloris tauros, quorum cornua tunc primum vinciantur. Sacerdos candidâ veste cultus arborem scandit; falce aurâ demetit; candido id excipitur sago. Tum deinde victimas immolant precantes ut suum donum deus prosperum faciat his quibus dederit. Fecunditatem eos potō dari cuique animalium sterili arbitrantur, contra venena omnia esse remedio. Tanta gentium in rebus frivolis plerumque religio est. » *Hist. nat.* Edit. Littré, T. I, p. 906. — Cfr. Amédée THIERRY, *Histoire des Gaulois*, T. I, p. 490-493; — *La Gaule et les Gaulois d'après les écrivains grecs et latins*, Paris, Hachette, 1876, in-12, 160 p. (sans nom d'auteur); V. Chap. XII: Forêts Druidiques, cueillette du Gui.

Au commencement de l'année, les Druides distribuaient le Gui comme étrennes en criant *au gui l'an neuf*. Nos pères au moyen âge gardaient encore les vestiges de cette antique coutume; c'est de là qu'est venue chez nos paysans des campagnes d'Alençon et de Mamers, l'usage d'appeler *aguilan* le premier jour de l'année et *aglanleu*, *aianleu* les présents qui se font alors.

« se trouve sur presque tous les arbres excepté le chêne », écrivait Thuillier dans sa *Flore des environs de Paris* (1799). De Candolle (*Flore française*, 1815) et Boreau (*Flore du Centre*, 1857), n'indiquent pas le Gui de chêne. M. Chatin, qui fut président de l'Académie des Sciences en 1897, affirmait autrefois dans son cours de Botanique à l'Ecole de pharmacie de Paris, que le Gui de chêne n'existe pas. On dit même que Napoléon III, travaillant à son *Histoire de Jules César*, avait demandé du Gui de chêne à l'administration des forêts et qu'elle n'avait pu en rencontrer.

Cependant des découvertes authentiques et dûment constatées, il y a une quarantaine d'années, aux environs de Gray (Haute-Saône), d'Orléans, dans la forêt de Puisaye (Yonne), le chêne druidique d'Isigny-le-Buat (Manche) (1) appelèrent l'attention des botanistes ; on fit des recherches plus minutieuses, on multiplia les observations, et le Gui de chêne a été constaté dans un certain nombre de localités. Ainsi dans l'Orne on a signalé neuf chênes porte-Gui (2). Le premier, trouvé durant l'été de 1866 dans le taillis de la Grossinière à Courgeout, fut décrit par un botaniste manceau, Anjubault, dont le nom est cher à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe. Il écrivit à ce sujet dans un journal imprimé au Mans, *La Chronique de l'Ouest*,

(1) Ce chêne situé sur la ferme du Bois à 17 kilomètres à l'ouest de Mortain, croît isolément dans un herbage connu sous le nom de Pré du Chêne; il mesure près de 6 mètres de tour et environ 18 mètres de hauteur. C'est probablement le plus curieux chêne porte-Gui qu'il y ait en France. « Les touffes du parasite y sont tellement nombreuses que nous avons renoncé à les compter » dit M. Ch. Guérin, qui a fait de cet arbre une description minutieuse : *Un Chêne druidique*, Journal de l'Agriculture, Paris, 1878, t. IV, p. 614. — M. Henri Gadeau de Kerville dans sa belle publication *Les Vieux arbres de la Normandie*, fasc. IV, p. 271 donne deux excellentes photographies du Chêne d'Isigny-le-Buat.

(2) Cfr. L. DE LA SICOTIÈRE, *Notes pour servir à l'Histoire des jardins et de l'arboriculture dans le département de l'Orne*, Alençon, E. de Broise, 1865, in-8°, p. 64, et *Lettre à M. Eugène Vimont sur le Gui du chêne*. Bulletin de la Société scientifique Flammarion d'Argentan, 1884, p. 32. — A.-L. LETACQ, *Note sur le Gui de chêne et sur quelques stations du Gui dans le dépt. de l'Orne*. B. S. L. N., Caen, 1888-1889, p. 171; *Le Gui de chêne dans le dépt. de l'Orne : Notes historiques et bibliographiques*, Alençon, E. Renaut-de Broise, 1900, in-8°, 11 p. Extrait du Bull. Soc. d'Horticulture de l'Orne, 1899, 2^e semestre p. 58-64. — H. GADEAU DE KERVILLE, *loc. cit.*

n° du 5 octobre 1866, un article dont plusieurs passages me paraissent intéressants à reproduire dans notre *Bulletin*.

« Si la Loranthacée historique, dit-il, ne croît pas sur les
« chênes de notre département, nous sommes parvenus après de
« nombreuses sollicitations à acquérir une forte présomption
« qu'elle se rencontre près de nous sur ceux de l'Orne. Il y a
« environ un mois, M. de la Vingtrie, chef de cabinet de M. le
« Préfet (de la Sarthe), nous a remis obligeamment un rameau
« de Gui implanté sur une petite branche que de concert avec
« notre savant confrère M. Manceau, nous avons reconnue pour
« provenir d'un Chêne. L'honorable donateur l'avait reçue,
« cinq à six semaines auparavant, d'un marchand de bois, qui
« affirme l'avoir pris sur un chêne de la commune de Cour-
« geot (Orne), près Mortagne; il est donc probable qu'on fera
« une trouvaille analogue aux environs de Mamers et sur le ter-
« ritoire de notre belle forêt de Perseigne.

« Notre échantillon de l'Orne, qui nous est arrivé desséché,
« est dépourvu de baies et de fleurs..... Il sera déposé au
« Musée communal du Mans, afin d'y contribuer à éclaircir les
« doutes, qui pourraient naitre sur sa détermination (1). »

Anjubaut espérait que l'observation faite aux environs de Mortagne attirerait l'attention des chercheurs sur le Gui de chêne, et qu'ils ne tarderaient pas à le découvrir au moins dans la région mamertine, voisine de notre Perche. Cet espoir ne devait pas se réaliser de sitôt; il a fallu attendre plus de 40 ans ! c'est seulement, en effet, ces jours derniers que le Gui a été reconnu pour la première fois sur le chêne dans le département de la Sarthe (2). M. Paul Gauclin, jardinier à Alençon, l'a dé-

(1) Sous le même titre *Le Gui du chêne*, Anjubaut a publié un article plus étendu dans le *Bulletin de la Société Botanique de France*, Paris, t. XIII, 1868, p. XCII.

(2) Le Gui de chêne paraît également très rare dans la Mayenne. Mgr Léveillé (*Flore de la Mayenne*, p. 92) l'indique à Jublains sur une espèce américaine. Mais la seule observation du parasite sur notre espèce indigène est due au Dr Prévost, qui le trouva à Sainte-Suzanne, au mois de septembre 1874. La touffe avec la branche fut apportée à Alençon et

couvert dans le bois de Touche-Bœuf, situé sur le territoire d'Oisseau-le-Petit, entre le hameau de Livet et la route d'Alençon, à 300 mètres à peine des limites de Bérus. Le bois de Touche-Bœuf, qui ne figure pas sur les cartes, est compris dans la série à peu près ininterrompue de futaies et de taillis connus sous le nom de *Bois-de-Vaux*, qui s'étendent sur Oisseau, Bérus et Gesnes-le-Gandelin. Une bonne partie des Bois-de-Vaux dépend du domaine de Bois-d'Effre.

Le chêne, que j'ai visité avec M. Gauclin le 28 février dernier, est isolé dans un taillis ou au moins très distant d'autres grands arbres. Sa hauteur totale est de 10 mètres environ; son tronc très droit mesure 1^m25 de circonférence et 4 mètres sous branches. Les branches elles-mêmes presque parallèles au sol, très régulières, bien fournies, diminuant progressivement de longueur à mesure qu'elles s'approchent de la cime, donnent au dôme de ce chêne une forme très élégante. La touffe de Gui, tournée vers le nord, se trouve à 1 mètre du tronc sur une des basses branches; elle s'y implante comme une greffe et l'écorce forme un rebord autour du point d'insertion; la branche porte-Gui mesure 0^m15 de tour. La touffe elle-même est formée de rameaux nombreux, mais dont les tiges et les feuilles restent assez maigres, car le Gui se nourrit difficilement sur un bois dur comme le chêne; les rameaux les plus longs ont 0^m70 de longueur et 17 ans d'âge, ce dont il est facile de s'assurer en comptant les nœuds; c'est la plante femelle chargée de baies arrivées à la maturité. M. Gauclin avait remarquée cette touffe, il y a plus de 10 ans.

Elle vient d'être enlevée avec la branche et offerte à M. Lemée, horticulteur-paysagiste à Alençon, qui a réuni dans sa collection, exclusivement régionale, plus de 40 arbres porte-Gui (1).

offerte, au Musée où on la voit encore. Cfr. A.-L. LETACQ, *Lettre à M. H. Léveillé, auteur de la FLORE DE LA MAYENNE, sur le Gui de chêne*. Bulletin de l'Association française de Botanique, Le Mans, n° du 1^{er} mars 1900, p. 71.

(1) A Arçonnay, dans le parc d'Hauteclair, j'ai vu le Gui sur le Tilleul, le Saule blanc, le Cerisier, et tout près de là sur le Bouleau.

Notice sur quelques simplifications dans la graphie française

Par M. LAVOPIÈRE, membre titulaire.

« S'il est un fait que la philologie historique et comparative
« ait mis hors de doute, dit un éminent philologue (1), c'est
« que les différences orthographiques à l'origine correspondent
« toujours à des différences phoniques, en d'autres termes, que
« tout caractère distinct a d'abord représenté un son distinct. »

Un autre savant (2) exprime la même pensée, le même fait :
« A peu près partout, la conception originelle a été que l'ortho-
« graphe devait refléter le mieux possible la prononciation ; la
« tendance phonétique est prédominante... Il s'agit de figurer
« les sons de façon à maintenir le rapport entre la langue parlée.
« et sa représentation par l'écriture, entre la prononciation
« et la graphie. » Mais ce rapport ne s'est pas maintenu faute
d'avoir « modifié graduellement la manière de figurer les
sons » et « l'orthographe conserve l'empreinte d'une pronon-
ciation disparue ». Elle était toute phonétique à l'origine, elle
est dans bien des cas devenue purement conventionnelle ; des
sons originellement distincts s'écrivent encore différemment,
quoi qu'ils soient devenus semblables, des sons originellement
semblables continuent à s'écrire de même, malgré qu'ils soient
devenus distincts, etc.

(1) G. Paris. Collection philologique, 5^e fascicule, p. 35.

(2) P. Mayer. Membre de l'Institut. Pour la simplification de notre orthographe. Rapport au Ministre sur les travaux de la commission chargée de préparer la simplification de l'orthographe française.

L'une des plus fâcheuses conséquences de ce défaut d'accord entre le phonème et la graphie, c'est de rendre l'étude de notre orthographe inutilement compliquée » (1), et il n'est pas étonnant que la nécessité se soit fait sentir de la simplifier, de la reformer. La question de cette réforme a été très étudiée dans ces dernières années surtout, elle a son apôtre (2), sa presse, elle compte de nombreux partisans convaincus parmi les hautes sommités littéraires; le Conseil supérieur de l'Instruction publique lui est acquis en grande majorité, les ministres compétents ont dû compter avec elle et s'en préoccuper, des Commissions ont déposé des rapports qui lui sont favorables, les commissions d'examens sanctionnent par anticipation plusieurs points de cette réforme; bref son heure est venue, car l'Académie compte un certain nombre de membres qui lui sont favorables, et toutes les compétences sont d'accord maintenant, non pas pour établir l'orthographe sur une base phonétique (3), — il faudra du temps avant d'y arriver! — mais pour en « supprimer les irrégularités les plus choquantes. ».

Toutefois tout le monde n'est pas rallié à l'idée de la réforme : on compte un grand nombre de récalcitrants et d'hésitants. Et pourtant les raisons à faire valoir à l'appui, des desiderata formulés par les réformistes ne manquent pas. Je vous demande la permission de vous en exposer rapidement quelques-unes sur

(1) T. Mayer, de l'Institut : « les raisons à invoquer en faveur d'une réforme partielle de notre orthographe sont de trois ordres : 1° Raison esthétique; 2° Raison conservatrice; 3° Raison pratique. Les irrégularités rendent l'étude de l'orthographe inutilement compliquée. » *Revue pédagogique*, t. XLVI, n° 2.

(2) M. Jean Barès, qui poursuit cette œuvre depuis plus de trente années, lui consacre son temps et consent des sacrifices considérables de dons généreux destinés à encourager et à soutenir les individus, les sociétés, publications, etc., qui l'aident dans cette œuvre. M. J. Barès a fondé le journal *Le Réformiste* dans lequel des professeurs des trois ordres d'enseignement écrivent en orthographe simplifiée des articles de propagande en faveur de cette réforme, laquelle a compté ou compte parmi ses partisans des auteurs comme MM. Gréard, Thurot, Littré, G. Paris, P. Mayer, Havet de l'Institut, Croiset, Brunot et Thomas, professeurs à l'Université de Paris, et combien d'autres sans compter Ambroise Firmin Didot (voir ses cahiers sur l'orthographe 1868 et ses remarques 1872.)

(3) P. Mayer. Déjà cité (V. *supra*).

l'un des points discutés, par exemple sur celui de la suppression des « lettres grecques ». Les réformistes demandent :

1. La suppression des géminées.

ph, th, ch, rh et l'y
qui représentent le φ le θ le χ, le ρ et l'υ (upsilon),
et leur remplacement par f t c r et l'i

On écrirait phénomène, Atalie, Crist, réteur, fisque.

Si le ch tenant lieu de χ précède un e ou un i on le remplacerait par le K ; Kirographaire, Kersonèse (comme kilogramme).

2. L'y restera employé comme deux i entre deux voyelles comme royal.

Comme pronom : je m'y applique

Comme adverbe : J'y vais.

et dans les noms propres : Cayenne.

Examinons chaque point séparément :

Ph = Φ.

La double consonne — ou, si l'on préfère, la géminée Ph a la même valeur phonétique que notre f. Deux graphies pour le même phonème. Laquelle choisir ? De nombreuses discussions se sont élevées au sujet du choix à faire. Déjà, en 1664, Frémont d'Ablancourt (1) faisait paraître ses dialogues des lettres de l'alphabet où parlent aussi la Grammaire et l'Usage ; ce dernier décide, en Président. Le f se plaint du sort qui lui est fait : « Comme je suis la première (lettre) en fidélité, je trouve fort « étrange qu'on m'oste les clefs et qu'on me veuille couper les « nerfs ; car, après cela, comment pourrais-je atteindre les

(1) 1664. « Dialogue des lettres de l'Alphabet où l'Usage et la Grammaire parlent » par M. de Frémont, neveu du traducteur de Lucien. — Ce traducteur n'est autre que Nicolas Perrot, sieur d'Ablancourt. Le Dialogue est placé à la suite de ceux de Lucien, à la bibliothèque de la ville du Mans. Cet ouvrage (n° 168, 2^e Supp.), offre plusieurs satisfactions à nos amis réformistes : en ce qu'on y lit les mots théâtre, philosophe, éléphant, Philippe (voir la pièce qui a pour titre l'Invective contre un ignorant qui faisait une bibliothèque) ; par contre, les y pullulent. C'était la mode !

« cerfs (1) à la course? Cela est bien éloigné de la promesse
« qu'on m'avait faite de bannir le ph, afin d'étendre les bornes
« de mon empire. Jusqu'ici il m'a toujours défendu l'abord des
« prophètes et des philosophes, et il ne veut pas même que
« j'aspire à Philis, quoiqu'elle n'ait que moy à la bouche. Si
« j'avais été aussi sévère, jamais le v ne se serait mis en pos-
« session de toutes les vefves (veuves), tant récréatives que ré-
« barbatives. Cependant comme j'ai vu qu'elles l'aimaient plus
« que moy, je lui ay cédé tout ce que j'y pouvais prétendre. »

Le ph répond avec non moins d'esprit :

« Quand une longue possession ne serait pas un juste titre,
« après nous avoir fait traverser tant de terres et de mers, dé-
« bité tant d'apophtegmes et enrichy ce pays de tant de phrases
« et de paraphrases, il semble qu'il y aurait de l'inhumanité à
« nous séparer de la compagnie de Philis et de Philomèle, puis-
« que nous sommes de même contrée, et que nous avons jus-
« qu'icy couru les mêmes aventures. »

Sur ce l'Usage tranche net sans s'embarrasser dans le maquis
des longues procédures : « J'ordonne que l'on conserve le ph
le plus qu'on pourra. » De quelle ancienneté faire état? Sans
« doute le φ était grec, on le voyait bien à sa forme — j'allais
dire à sa figure — Mais le f aussi, puisque c'est une transfor-
mation du digamma éolien venu du *vau* phénicien ; de plus il
a subi bien des transformations pour prendre rang dans notre

(1) Cerfs. — Dans tout le poème de la chanson de Roland, M. Gaston Paris n'a relevé qu'une seule comparaison, qu'une seule image :

« Si comme li cers s'en vait devant les chiens,
« Devant Roland si s'en fuient païens.

On y trouve cers (sans f). Certains auteurs ont vu dans cette suppression de l'f une exagération de la loi de contraction ; mais si l'on remarque que le « Roland » n'est pas une œuvre littéraire écrite par son auteur même, mais qu'elle a été longtemps chantée avant d'être écrite, on pourra admettre que le parchemin qui l'a reçue de mains diverses porte la forme graphique, non la plus archaïque, mais la plus récente, non celle de la prononciation du ix^e siècle, mais celle du xii^e ou xiii^e, qui « contractait ». Aujourd'hui encore les dictionnaires indiquent au mot cerf la prononciation sansf, qui imposerait la graphie cer, si la règle de l'orthographe phonétique était suivie.

graphie : par le f latin, facilis, facile — par le v, cerf, cervus — par le p, caput, chef — par le b, sebum, suif — par l'u, viduus, veuf — même par le ph, phasianus, faisan, réalisant ainsi une première simplification sans souci de l'étymologie!... Quoi qu'il en soit, le f était débouté par un ordre arbitraire qui fut si arbitrairement suivi que l'on aurait quelque raison de penser, avec un honorable et fort savant Inspecteur Général (1), que « l'emploi du ph et du f dans les mots a été décidé à pile ou face ». C'est ainsi que nous écrivons faisan, fantaisie, félonie, flacon, fenêtre, frénésie, soufre, qui s'écrivaient avec ph il y a un siècle encore, et coffre — avec deux f sans raison d'étymologie, puisque le grec *κοφινος* (panier, mannequin) nous l'a transmis par le latin *cophinus* (coffre, corbeille). Sans plus de raison nous avons encore d'un même nom de localité Nidalfé, tantôt Naufles (dans l'Eure), tantôt N(e)auphle-le-Vieux ainsi que N(e)auphlette et N(e)auphle-le-Château (dans Seine-et-Oise).

Serions-nous plus étonnés que nos pères en lisant asfodèle au lieu de lire asphodèle? Ils ont bien lu sans surprise au xviii^e siècle : Trofée, triomfer, ninfes (2).

Il y a longtemps que les Bretons ont chassé tous ces phantômes et se sont éloignés de ces phantaisies ; imitons-les : ils écrivent fantôme, fantaisie, Jozef (et non pas Joseph), Filip (et non pas Philip) (3).

Th — Θ

Au dire des meilleurs professeurs de langues, la Grèce et l'Angleterre sont les deux seuls pays d'Europe où le th = θ garde sa prononciation la plus pure, à la fois dentale et légèrement sifflante, qui conserve quelque affinité avec celle du σ sigma, et

(1) Cocheris (Hippolyte). Inspecteur général de l'Instruction publique, cours de langue française.

(2) Voir les œuvres de L. Labbé (dite la Belle-Cordière). Entre autres, *Débat de Folie et d'Amour* (Edition de 1762) où se rencontrent ces trois mots, et d'autres du même genre.

(3) Dictionnaire Breton-Français et Français-Breton par le Colonel Troude. — On y trouve aussi Rodolphe (en français) rendu par Raoul (en breton).

qui s'obtient par un coup de langue donné sur les dents supérieures, comme si pour exprimer thêta on voulait prononcer shita. Un jardin des Racines grecques, édité en 1807 donne un exemple duquel il résulte que les Lacédémoniens disaient :

Ναι τὸ σιὼ

au lieu de Ναι τὸ θεὸν per duo Deos (Castorem et Pollucem).

Que la Grèce moderne ait conservé, et que l'Angleterre ait acquis l'exacte prononciation du θ (1), cela peut avoir des conséquences heureuses pour l'étude de la langue de ces deux pays, mais en France, nous n'avons pas différencié la prononciation de la notation θ de celle de la notation τ, nous avons donc deux graphies du même phonème. Et pourquoi, puisqu'une seule nous suffit dans tous les cas? La simplification s'impose donc logiquement — et alors c'est la plus compliquée des deux notations qui doit disparaître — à moins que des raisons d'étymologie ne s'imposent. Or elles ne peuvent s'imposer après la substitution du t au th dans auteur, trésor, trône, etc., qui sont devenus auteurs, trésor, trône; son maintien est donc illogique dans méthode, théâtre, théurgie, et combien d'autres encore.

Dans sa dernière édition l'Académie a opéré quelques unes de ces simplifications en supprimant l'h — c'est-à-dire en remplaçant le θ par le τ — dans certains mots d'origine grecque, quand cette (h) ne se prononce pas, et elle écrit : phtisie et non phthisie. Mais elle n'a pas cru devoir s'en faire une règle générale (2), en sorte que nous nous trouvons en retard sur les deux autres grandes contrées de l'Europe, l'Italie et l'Espagne, nos sœurs latines, qui écrivent depuis longtemps le t simple dans les mots venant du grec :

(1) Encore faudrait-il distinguer entre les deux sons du th anglais, le doux (comme dans the) et le fort (comme dans think).

(2) Voir la préface de son Dictionnaire (p. XI) où il est dit : « elle supprime presque toujours une des lettres étymologiques quand cette lettre ne se prononce pas. — On se demande pourquoi pas *toujours* au lieu de *presque toujours*, car si la lettre ne se prononce pas, la règle est de toujours la conserver ou de toujours la supprimer.

	EN FRANÇAIS	EN ITALIEN	EN ESPAGNOL
θ Lettre initiale	Thé	Té	Té
	Théâtre	Téatro	Téatro
	Thermes	Terme	Termas
	Thècles	Técla	Teclo
	Thérèse	Téreza	Teresa
	Thessalie	Tessalia	Tessalia
	etc.		
θ Lettre médiale	Anthologie	Antologia	Antologia
	Apothéose	Apotéosi	Apotéosis
	Anthropologie	Antropologia	Antropologia
	Athanase	Atanasis	Atanasia
	Bathilde	Batilde	Batilda
	Lituanie	Lituania	Lituania
	Athénée	Ateneo (1)	Ateneo
	etc.		
θ Lettre finale	Elisabeth	Elisabetta	Isabela
	Goth	Goto (2)	Goto
	etc.		

D'ailleurs les auteurs français n'employaient pas le θ avant le xvi-xvii^e siècle et se contentaient du T (3) sans que les contemporains aient jamais réclamé une graphie différente du mot.

(1) Ateneo est le mot masculin, son féminin se rend par Accademia.

(2) Pris en mauvaise part en Italie. En France également, des collines du Nivernais aux Alpes, le mot se dit des « gens » de mauvaise mine « portant bâtons, et mendiants » ou ignorant des us et coutumes du jour.

(3) Voir entre autres les poésies de Louise Charly (15-26-66), surnommée la Sapho française. Ses sonnets portent le mot lut (pour luth) : « le lut pleinfif » sonnet II, 1^{er} tercet — « Quand j'aperçoy ton blond chef couronné — D'un laurier verd, faire un lut si bien pleindre » sonnet X, 1^{er} quatrain — « Lut, compagnon de ma calamité » sonnet XII, 1^{er} quatrain — « Mi-guart lut » sonnet XIV, 2^e quatrain, etc.

Ajoutons enfin que la Bretagne nous a précédés dans la simplification désirée ; probablement parce que cette province française a échappé aux innovations graphiques parfois trop osées du xvi^e siècle (1).

Ch.

Le Ch d'après Burguy (2) n'appartient pas en propre à la langue latine, dans laquelle il se prononçait K ; pourtant il nous vient d'elle :

1^o par le c dur latin : capra, chèvre.

2^o par le g dur : pergamenum, parchemin.

3^o par l'i : apium, ache.

3^o par le x : laxare, lâche et il se prononce en chuintant. Mais ce n'est pas lui qui nous occupe essentiellement ici, c'est celui qui représente le χ dans les mots français d'origine hellénique. Tantôt on le prononce en chuintant comme dans Achille, catéchisme, schisme, tantôt dur comme dans anachronisme, chronique, archéologue, archiépiscopal, chrétien, etc. L'h est déjà tombé dans un certain nombre de mots tels que caractère, colère, école, ocre, mélancolie, Caron, simulacre, etc., qu'on écrivait jadis caractère, cholère, échole, ochre, mélancholie, Charon (3), simulachre (4), pourquoi ne tomberait-il pas dans tous les mots d'origine grecque où il rappelle la présence du χ et se prononce comme le k ou le c dur ? L'étymologie ne perdrait rien à cette chute de l'h dans ces derniers, de même qu'elle n'y a rien perdu dans les premiers. Ce serait une simplification dont bénéficierait

(1) Le dictionnaire breton de Troude donne Agata pour Agathe, Bartele pour Barthelemy, Catel pour Catherine, Izabel pour Elisabeth, Tekla pour Thècle.

(2) Auteur de la Grammaire de la Langue d'Oïl, cité par Cocheris. Le ch aurait son origine dans les langues celtiques dont l'influence a été si considérable dans les débuts de la formation de notre langue.

(3) Nocher des entiers.

(4) « Simulachre » se trouve ainsi orthographié, avec l'h, dans la lettre qu'adressait El. Pasquier à Ramus au sujet de la réforme orthographique tentée par ce dernier : Ramus proposait de ne donner aux lettres qu'une valeur unique et constante.

notre langue, rendue ainsi plus facile à apprendre. Seulement il faudrait compléter cette simplification : quand le *ch* tenant lieu du *χ* précède immédiatement les voyelles *e* ou *i*, on le remplacerait par un *k* pour lui conserver le son propre qu'il doit avoir et empêcher la confusion avec le *ch* chuinté. Ainsi on écrirait :

Devant un *e* (au lieu de *ch* = *k*) Kélidoine (1) — Kélonès, (niens, onite, onographie) — Kénipodes — Kéops — Kéronée — Keiroptères — Kérubini — Kersonèse — Kétodon — Ketopodes, — etc. devant un *i* (au lieu de *ch* = *k*) Kianti — Kiasma — Kiliade — Kiliarchie — Kilognates (ou kilognathes — Kiragre — Kirographaire (nologie — omancie) — Kiron — Kitine — Karybde — Klamyde, etc.

Il existe, d'ailleurs, des exemples très connus de la substitution déjà opérée (en français) du Kappa grec, soit au Kappa lui-même, soit au *ch* = *K* = *c* dur.

Kilogramme au lieu de chiliogramme.

Kilomètre chiliomètre (2).

Kyrielle Kappa conservé

Kyste id.

Enkylose id. (3)

Le pays natal de la Tour d'Auvergne prononce aussi le *ch* dur (sous la forme *c'h*) du gosier; cette double consonne a la valeur du *ch* allemand et du *j* (r'hota espagnol (4)).

Sous la forme *ch* sans interposition de signe diacritique, il se prononce tantôt dur, tantôt en chuintant. Mais le *ch* chuinté

(1) V. Hugo a écrit « Calidoine » (Le Rhin — Légende du beau Pécopin et de la belle Bauldour, chap. VII : «... si l'hirondelle guérit les ophthalmies de ses petits avec la pierre Calidoine qu'elle va chercher au delà des mers — » ce passage prouve qu'il s'agit bien de l'espèce d'agathe connue communément sous le nom de chéloine = kélidoine. — La prononciation *k* donnée par V. Hugo est à retenir.

(2) Régulièrement on devrait prononcer et écrire kilomètre à cause de *χιλίοι* qui « mille au nombre fait » (Jardin des Rac. grecq). Remarquons aussi que *χιλίοι* se prononce aussi bien *ch* chuinté que dur. —

(3) Dictionnaire breton par le colonel Troude, édition de 1869.

(4) En Italie *ch* est la notation régulière du son *K*.

français y est parfois remplacé par le K : on dit Mikaël au lieu de Michel.

Une règle générale simplifierait logiquement la graphie, rendrait la langue moins compliquée, et en faciliterait l'extension.

Rh = ρ = rho

Comme bien d'autres lettres, le r nous vient du latin soit par métathèse en arrière (pauvre, de pauper), en avant (pour, de pro); ou par épenthèse (funda, fronde); soit directement, du r (roi, de regem); du l (orme de ulmus), du n (offre, de cophinus); du s (Marseille, de Massilia). Cette dernière transformation est d'ailleurs réciproque, puisque le changement de r en s était aussi fréquent que celui de s en r chez les Grecs et les Latins. Chez nous aussi au xvii^e siècle, à en croire les grammairiens de l'époque, et aujourd'hui encore dans le Berry où l'on trouve chaire, chemire, courin, rairon, urage pour chaise, chemise, cousin, raison, usage.

Dans son Mascurat, page 382, Naudé (1) s'exprime ainsi à ce sujet : « Nos femmes de Paris, au lieu de *mon mari*, disent

(1) Naudé (Gabriel) 1600-1653, né à Paris, mort à Abbeville. Fini à l'Université de Padoue ses études médicales et fut nommé à 33 ans médecin honoraire de Louis XIII. S'absorba si complètement dans l'étude des Lettres qu'il renonça à sa première vocation, accepta l'emploi de bibliothécaire que lui offrit le cardinal Barberini et s'y fit une réputation méritée d'érudit. Richelieu chargea Naudé d'examiner les quatre manuscrits de l'imitation de J.-C., afin de l'attribuer avec quelque certitude à l'un des auteurs présumés. L'opinion de Naudé étant contraire à celle de Dom Grégoire de Tassis qui, général des Bénédictins de Saint-Maur, l'attribuait à J. Gerson religieux de cet ordre, il s'attira par là tant d'injures et de calomnies que son adversaire alla jusqu'à l'accuser d'avoir falsifié les manuscrits qu'il avait entre les mains. Richelieu, avec cette rectitude d'idées et ce ferme bon sens qui le caractérisaient, donna gain de cause à Naudé qu'il fit venir à Paris dans l'intention de le nommer son bibliothécaire. La mort en disposa autrement et ce fut Mazarin qui lui donna cet emploi (à la Bibliothèque Mazarine). Entre autres ouvrages de Naudé on cite précisément son « Juge-
« ment sur tout ce qui a été imprimé contre le cardinal Mazarin de-
« puis le 6 janvier jusqu'à la déclaration du 6 avril 1650. C'est cet ouvrage
« que l'on désigna aussi sous le nom de *Mascurat*, qui est celui de l'un
« des personnages du dialogue. » Voir Portraits littéraires de Sainte-Beuve, et Histoire de la Bibliothèque Mazarine, de M. H.-S. Franklin.

mon masi et cela les pourrait à un « besoin justifier de ce que
« l'on dit qu'elles ont la langue trop longue, car au contraire,
« cet accident n'arrive qu'à ceux qui l'ont si courte, qu'ils ne
« peuvent pas la joindre aux dents de devant pour former, et
« comme disent les Italiens, *scolpire bene* cette lettre ».

Ce *r* se double du *h* pour remplacer dans un mot qui vient du grec le ρ = *rh* ou *rho* grec marqué de l'esprit rude; la lettre *h* remplace le signe caractéristique au moyen duquel on indiquait la présence de l'aspiration.

Ici encore nous n'avons suivi aucune règle : nous avons conservé le ρ dans *arrhes*, *catarrhes* (et mots de la même famille), *rhéteur* (et mots de la même fam.), *rombe*, *rhubarbe*, *rhumatisme* (et mots de la m. f.), à *Rhin*, etc., alors que nous l'avons remplacé par le *r* français dans *rapisode* et *cataracte* qui nous viennent du grec; il y a mieux encore : nous écrivons *Rhône*, alors que depuis plus de cent ans nous avons un exemple de *Rône* donné par un savant helléniste (1); nous écrivons *rose* (*r* français) et *rhododendron* (*rh*) qui viennent tous les deux de la même racine grecque. (Voir $\rho\delta\delta\omega$ *rose*; et $\rho\delta\delta\eta$, *rosier*).

Nous avons remplacé le ρ grec par le *r* français dans plusieurs mots sans que les intellectuels réfléchis aient perdu de vue l'étymologie de ces mots, en quoi ce remplacement pourrait-il détruire l'étymologie dans ceux où il reste à faire?

Nos frères latins écrivent, les Italiens : *Reno* le (*Rhin*), *Rodano* (le *Rhône*).

Les Espagnols : *Reno* (le *Rhin*), *Ròdano* (le *Rhône*).

« Si cette réforme — des mots venus du grec — était admise,
« l'orthographe française arriverait, pour tous ces mots, à un
« degré de simplicité que l'italien et l'espagnol ont atteint de-
« puis des siècles, sans que la clarté ait eu à en souffrir » (2).

(1) Jannet, éditeur du dictionnaire grec-latin de Schrévéliaus, dans le *Jardin des Rac. grecques* de Lancelot. (Édition de 1807, à Paris, chez Colas, place de Sorbonne, n° 4, au coin de la rue des Mâçons.

(2) P. Mayer de l'Institut. Rapport au ministre de l'Instruction publique sur les travaux de la commission chargée de préparer la simplification de l'orthographe française.

Υ — upsilon

Deux voyelles se partagent la faveur de représenter le son aigu de notre langue :

— l'i de l'iota grec que le latin nous a transmis par les permutations connues,

— et la forme y, improprement nommée i grec, et qui n'est autre que l'u grec ou υ upsilon.

Dès l'aube de notre langue l'i prédomine ; l'y absolument rare n'apparaît pas une fois dans certains poèmes des ^x^e et ^{xii}^e siècles. C'est à cette époque que l'i est surmonté du point — à la présence duquel A. de Musset a pu chanter de nos jours sa balade à la lune :

« C'était dans la nuit brune,

« Sur le clocher jauni,

« La lune

« Comme un point sur un i ».

En même temps que la consonne ramiste j a enlevé cette fonction de consonne à l'i pour ne lui laisser que celle de voyelle, l'y est venu se multiplier aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles dans notre langue, et à son tour il accuse la prédominance de l'upsilon sur le iota. C'est un abus dont se plaignent les grammairiens de l'époque (1). Les éditions successives du dictionnaire de l'Académie indiquent les phases diverses de la lutte entre les deux lettres rivales : la deuxième pullule d'y, — à la troisième, l'étymologie reprend un peu de ses droits, — à la cinquième, l'y est poursuivi à outrance, — à la sixième l'usage s'est adouci à son égard, il regagne du terrain, — et depuis, nulle règle n'est suivie et nulle règle n'est indiquée (2). Aussi certains mots sont-ils écrits dans les dictionnaires, à telle page avec un i, à telle

(1) Dictionnaire des Précieuses ridicules, article orthographe, par So-maize. Édition de Livet cité par Cocheris.

(2) J'ai sous les yeux la copie d'un acte de remise des objets du culte, d'une congrégation à un ordre religieux par devant Maître Boutel, notaire royal. On ne trouve pas moins de trente y dans une dizaine de lignes

En voici un court extrait qui donnera une idée de la profusion de cette

autre avec un **y** ; — il en est même au moins un dans lequel l'**y** est remplacé par l'**e** : érisipèle (et mots de la même famille) et érysipèle se trouvent ainsi différemment orthographiés dans presque tous les dictionnaires mis entre les mains des élèves et des familles. Sans aucun souci de l'étymologie nous avons donc gardé l'**y** dans certains mots comme anonyme, chyle, gymnase, mystère, oxyde, syllabe, tyran, après l'avoir supprimé dans abyme, amydon, anévrysme, chymie et alchymie, cygne, colysée, crystal, satyrique, etc. Nous avons conservé Henriette et Henry...

Nos voisins d'Italie écrivent abisso, acolito, analisi, anonimo azzimo, pour abyme, acolyte, azyme, etc., et leurs noms propres Carridi, Caienna, Cipriano, Egitto, Giacinto, Lione, Misora, Silvano, Siria; Ivone pour Charybde, Cayenne, Cyprien, Egypte, Hyacinthe, Lyon, Mysore, Sylvain, Syrie, Ivone. Quant à nos autres frères latinisants d'Espagne, il y a longtemps que l'Académie de Madrid a rejeté définitivement l'**y** au profit de l'iota. Que n'imitons-nous ces exemples de simplification facile et logique à la fois!

Les partisans de la simplification proposent une réforme moins radicale que celle qui s'est opérée outre ments, puisqu'ils conserveraient l'**y** dans les noms propres même, sans doute, lorsque cette lettre s'y trouve employée comme suffixe : Antony, Aulnoy, Champigny, Châtenoy, Gerberoy, Jouy, Liazzy, Noisy, Preny, Rouy, Savigny, etc.

Le breton se passe de l'**y** : Yvonne se traduit par Ivona.

En résumé de tout ce qui précède il ressort que le respect, ou le simple souci de l'étymologie n'a jamais préoccupé personne pour l'orthographe des mots français tirés du grec. De là un retard considérable dans le travail de mise au point de la graphie avec la phonétique. Les « réformistes » demandent que ce travail réponde au besoin de simplification qui s'impose dans

lettre — qui date du **xvii^e** siècle, et dont j'ai pris connaissance par le Bulletin archéologique de Touraine, 2^e et 3^e trimestres 1909. — ... « Une petite buye d'étain, troys tournoirs ou essui-mains — troys chazubles avec leurs estolles, ung tapy de Turquye, troys missels plus que my usez, — etc.

une société surmenée, dont les Ecoles suivent des programmes surchargés. Leur demande est justifiée.

Le fait est que la signification des mots, leur capacité de synonymie s'est restreinte ou développée suivant le nombre et la nature des idées qu'ils ont véhiculés, si l'on peut dire, ces idées se modifiant d'après l'état social du milieu où elles naissent et se développent. La forme aussi se ressent de la nature du milieu social. A la Renaissance des Lettres et des Arts, époque de renouveau dans la floraison esthétique où tout est calme et joie paisible, au milieu d'occupations attrayantes, il appartient de vêtir les mots, de les embellir en les parant des formes graphiques gracieuses qu'a vues naître la patrie d'Homère et de Périclès et que Ramus a tenté de fixer dans notre alphabet. Mais quand la machine-motrice et la machine-outil marquent dans le milieu social une activité qui donne un prix énorme au temps, la nécessité s'impose, impérieuse, d'économiser les minutes même dans la graphie des mots — dans l'étude des langues. — Or nous en sommes arrivés là ; il est revenu l'âge de fer (d'acier, plutôt). Nous n'avons plus assez de loisirs pour nous couvrir de la chlamyde — avec le χ et l'upsilon pythagoricien, ni de nous chauffer du cothurne — avec le Θ ; encore pour aller plus vite en besogne nous nous entretenons, non plus en nous servant du $\rho\mu\psi\alpha\iota\alpha$ (avec un ρ et un ψ), mais au moyen du fusil avec un f, tout simplement : nous simplifions la mort comme la vie. Il nous reste à simplifier l'orthographe. Savants et humanistes conserveront sans doute les formes anciennes qui ont le charme attaché à tout souvenir de la jeunesse ou des chères heures d'études ? Qu'importe ? Sans doute encore cette simplification ne sera pas parfaite ; mais chaque jour viendra l'amender et la continuer puisque c'est le rôle des heures à venir de corriger et de parachever l'œuvre des heures écoulées. Et n'en sera-t-il pas ainsi pour toutes choses jusqu'au jour éloigné prédit par le poète où « le temps dormira immobile sur les mondes détruits » — et l'orthographe avec eux.

La Nuit du 29 Décembre 1869

(NOUVELLE SARTHOISE)

Par **M. R. DESCHAMPS LA RIVIÈRE**,
membre titulaire.

I

Assistant, en 1886, à une battue au sanglier dans la forêt de Vibraye, je renouvelai connaissance avec un vieux chasseur qui, ce jour-là, se couvrit de lauriers. Il abattit, à Château-Vert, un solitaire dépassant 285 livres. Ce triomphateur, dont la modestie égalait l'adresse, s'appelait M. Beaumartin. C'était un de mes voisins que mes rares séjours dans le pays m'avaient jusqu'ici empêché de fréquenter. Séance tenante, nous nous donnâmes un sûr témoignage de notre estime réciproque en nous autorisant à passer l'un sur l'autre en action de chasse. Un mois plus tard nous étions devenus intimes, quasi-inséparables en dépit de la différence d'âge.

M. Beaumartin habitait avec une sœur cadette un petit pavillon construit avec la pittoresque irrégularité d'autrefois, drapé de lierre sur la verdure sombre duquel tranchaient, au printemps et à l'automne, les grappes mauves d'une glycine. Adossé aux bâtiments d'exploitation d'une ferme, ce pavillon est enfoui dans l'étroit vallon de Villée. Au devant s'étendent des prairies coupées par une haie touffue au pied de laquelle une fontaine donne naissance à un ruisseau qui serpente en passant entre la double rangée des aulnes et des peupliers élancés et va se perdre dans un limpide réservoir, bassin naturel que bordent les

glâieuls des marais et les menthes. De toute part l'horizon est extrêmement resserré; c'est partout une ceinture de bois et de collines. En face soi, le promontoire du Petit-Bray émerge de la plaine la masse de ses taillis et, par une suite d'ondulations couvertes de bouquets de haute futaie où de ténébreuses sapinières, rejoint le mamelon toujours vert du Montloué. Derrière soi, le coteau escarpé des Bordes étage ses champs de seigle, où passent des courants et des remous argentés, ses friches broussailleuses que couronnent, se découpant sur l'azur du ciel en formes bizarres et tourmentées, les grosses têtes chenues des souches séculaires. On est à l'écart des grandes routes et la sinuosité des reliefs du terrain dissimule le village de St-Michel tapi dans une gorge. Seule, dans cette solitude, la voix du clocher vous rattache à la vie sociale; elle épand ses notes joyeuses ou mélancoliques que la brise apporte dans la vallée en berçant les cimes des sapinières de son chant rythmé, monotone et plaintif.

C'est bien là la retraite modeste et paisible du vieux chasseur incapable de perdre de vue le théâtre de son sport favori; du philosophe qui sait quelle vérité se cache sous la fable d'Antée, combien l'âme et le corps acquièrent d'énergie et de santé dans une communion constante avec la nature.

II

De haute taille, droit comme un vieux chêne dont il rappelait la large carrure, des bras musculeux et des poignets qui servaient comme un étau, M. Beaumartin avait dû dans sa jeunesse, jouir d'une vigueur exceptionnelle. Malgré ses 73 ans sonnés, il n'avait rien perdu de son activité. Marcheur intrépide, il n'était pas un boqueteau, pas une forêt d'alentour qu'il n'explorât au temps des mousserons et des cèpes; il passait des nuits blanches à pêcher des écrevisses au fagot; il parcourait trois lieues avant le lever du jour afin d'amorcer, où son œil pé-

nétrant les avait reconnues, les truites saumonées de la Nogue ou de la Longuève. A la chasse, en battue, il se réservait le poste le plus fatigant, ne laissant à personne le soin de ramener les chiens tournés au change.

Avec ses traits réguliers et sévères, son visage hâlé, son maintien rigide, sa moustache et son impériale blanches et cirées, son accueil réservé, ce fanatique du plein air évoquait un peu le souvenir de ces vieux officiers du Second Empire dont l'attitude hautaine épouvantait le naïf bourgeois. Aussi de prime abord, sans déplaire, tenait-il son monde à distance. L'aviez-vous fréquenté quelques jours, vous reconnaissiez quel homme affable, bienveillant, dévoué, d'une cordiale simplicité, d'un caractère droit, uni et gai se dissimulait sous cette physionomie presque inquiétante. Toutefois son regard vous étonnait encore sans vous choquer. A de certains moments, ses gros sourcils se fronçaient, ses yeux passaient du bleu pâle au gris acier et subitement devenaient aigus, soupçonneux, fouilleurs. Ils se posaient sur vous comme pour vous sonder jusqu'aux replis du cœur. En même temps que cette étrange particularité, j'en observai une autre : M. Beaumartin paraissait toujours sur ses gardes comme s'il était entouré de pièges et de périls innombrables et qu'il ne dut compter que sur lui seul pour les éviter et les conjurer. Bref, doué d'une intelligence vive et perspicace, appréciant hommes et choses avec un flair rarement en défaut, s'énonçant dans une langue aisée et correcte, M. Beaumartin, simple petit bourgeois rural en apparence, portait en lui de quoi aiguïser la curiosité. Quelle profession avait-il exercée ? Je crus bientôt l'avoir devinée ; mais je n'osai pas y faire allusion. Elle rentrait dans celles que la ruine de l'Empire avait singulièrement discréditées. D'ailleurs, s'il abordait avec plaisir tous les sujets de conversation, il demeurait sur son passé bouche close.

Enfin, un beau jour, par le plus grand des hasards, il m'avoua avoir débuté dans la carrière militaire, d'où il était passé dans l'administration de la police, et avoir rempli pendant 16

ans, à Paris, les fonctions d'inspecteur de la sûreté. Depuis lors, quand nous étions dans la stricte intimité, je m'évertuais à le provoquer aux confidences et notamment à lui faire lever sur certains événements et sur certaines personnalités un coin de ce voile épais que la police de tous les régimes a trop souvent déployé alternativement sur les uns et sur les autres. Mais, sans se dérober à mes instances, il répondait toujours avec un laconisme, une discrétion professionnelle dont ma curiosité enrageait.

III

Un soir d'hiver, j'avais dîné chez lui et nous nous reposions en nous chauffant devant un clair feu pétillant de bûches de sapin. Le nez rougi par le reflet des fourneaux de nos bonnes pipes, commentant avec verve les péripéties de la chasse du jour, — particulièrement pénible et fructueuse, — nous savourions cette plénitude de santé qu'apporte tout exercice viril accompli avec mesure et cette impression de bien être qui suit un repas assaisonné par un vigoureux appétit. Au dehors le vent, qui s'était subitement levé, hurlait, sifflait en tempête et la pluie fouettait les vitres.

La sœur de mon hôte entra, déposa sur un guéridon la tasse de moka, qui m'était destinée ainsi que le flacon de chartreuse verte; puis, plaçant devant M. Beaumartin, une bouteille poudreuse, elle dit : — Encore une de ton vieil armagnac, mon ami; mais c'est l'avant dernière.

Jamais M. Beaumartin n'acceptait de liqueur et je lui avais assez souvent chez moi reproché sa sobriété. J'eus un mouvement de surprise et, déjà, je m'apprêtais à le féliciter du changement apporté dans ses habitudes en regrettant qu'il ne l'eût pas inauguré à ma table, quand je l'entendis s'écrier :

— De l'Armagnac ! Alors nous sommes au 29 décembre ! Ma foi ! ajouta-t-il en prêtant l'oreille au fracas de la bourrasque, il fait un temps de circonstance. Bah ! nous n'en célébrerons que

plus joyeusement, en sirotant ce nectar — dont je ne bois jamais qu'à cet anniversaire — la mémoire de l'homme généreux qui m'en fit don, voilà juste 17 ans, à la suite d'un événement.

Devant mon attention subitement éveillée, mon regard interrogateur, M. Beaumartin s'interrompit et se prit à rire de ce rire franc et sonore avant coureur d'une confidence.

— Ah ! Ah ! fit-il sur un ton d'aimable raillerie, vous aimez les contes, mon cher voisin ? Sans reproche, vous n'avez rien épargné pour m'inciter au péché de bavardage. J'ai dû opposer à tous vos assauts une défense.... héroïque. Que voulez-vous ? Il s'agissait des secrets des autres. Aujourd'hui, il s'agit des miens et je puis en disposer. Eh bien ! J'espère pour une fois, vous dédommager de vos peines.

IV

Il se recueillit un instant et poursuivit en ces termes :

Sans doute, j'ai assisté à de poignants spectacles, couru d'étranges hasards, risqué plus d'une fois ma peau au cours de ma longue carrière dans l'administration. Toutefois, c'est après en être sorti que m'est survenue la mésaventure où je me suis vu le plus pris de court ; où j'ai senti, dans des instants d'une inoubliable angoisse, planer sur moi le spectre d'une mort mystérieuse et violente. Cela s'est passé à peine à deux lieues d'ici.

J'avais quitté le service en 1868, à 55 ans, relativement jeune. Le travail du bureau trop prolongé me causait une fatigue cérébrale qui m'appesantissait. Je me flattais d'ailleurs que ma pension de retraite me suffirait pour vivre largement en province dans un petit trou pas cher. Né dans une humble bourgade en Bretagne, j'ai toujours adoré le séjour à la campagne et j'exultais à la pensée de finir mes jours, tranquille et indépendant, au milieu des travaux et des distractions champêtres. Mais, voyez le guignon ! Juste à ce moment ma sœur perdit son mari, architecte estimé, mais dont les honoraires représentaient l'unique ressource de sa famille. Elle restait sans aucune fortune

avec ses beaux parents vieux et infirmes, et trois fillettes de 11, 12 et 13 ans. Je fis mon devoir. Je recueillis la maisonnée, et, afin d'augmenter mon modeste avoir, je fondai au Mans, une agence de renseignements et de recherches de toute nature. *Ma probité, ma célérité, ma discrétion*, pour vous parler le langage de ma réclame, m'assurèrent tôt des clients. Tout de même, malgré ces succès, l'entreprise végéta ; et je songeais déjà, dans le courant de l'été 1869, à solliciter une inspection dans un grand magasin, quand je reçus une visite qui décida de mon avenir. Mon visiteur fort inattendu, M. le baron C., petit vieillard encore très vert, était un ancien banquier parisien, alors vice-président de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Mêlé intimement à toutes les grandes campagnes financières du règne, il passait à juste titre, pour un des gros millionnaires de la capitale ; on ne disait pas encore milliardaires.

— M. Beaumartin, me dit-il, en me tendant la main, j'ai gardé de nos relations un si précieux souvenir, que je viens vous offrir une mission de confiance dont seul peut s'acquitter un ami tel que vous.

— Je suis tout à vos ordres, M. le baron, répondis-je, flatté de cet exorde insinuant et plein de promesse. Que puis-je faire pour vous témoigner mon zèle et mon dévouement ?

Pour résumer en quelques mots les explications assez prolixes dans lesquelles entra M. C..., voici de quoi il retournait :

M. C... venait d'acquérir, presque au centre d'un pantagone, dont les bourgs de Dollon, de Saint-Michel, Bouloire, Coudrecieux et Semur formaient les angles, un domaine composé de bois de rapport et de fermes importantes, mais surtout d'une immense étendue de terrains incultes, abandonnés, où, à côté de quelques sapinières clairsemées, ne poussaient que des genêts, des fougères et de maigres bruyères, dans la région des *Marconnières* et de l'Oie-qui-Couve, confinant le massif forestier de *la Pierre* et des *Loges*. Or, il avait conçu le dessein, en dépit des obstacles, de vivifier cette lande aride, de l'environner de

murs afin d'y conserver toutes sortes de gibier et d'y organiser de royales battues. Et la transformation des lieux avait été étudiée, projetée, discutée, arrêtée par d'habiles architectes paysagistes qui avaient, sur des cartes soigneusement lavées, rétabli la nature telle que le Créateur eut dû la comprendre, pour les seuls usage et plaisir de M. C... Ici, jaillirait une source d'où naîtrait une rivière, répandant partout la fraîcheur et la fertilité; là, s'étendraient des pampas où paîtraient chevreuils, cerfs et daims. Ailleurs, des montagnes élèveraient leurs masses sourcilleuses; à leurs pieds, des ravins couverts de bois sombres, un lac, dont les eaux réfléchiraient les chênes majestueux, les pins échevelés, plantés sur leurs versants. Au centre d'une épaisse forêt sillonnée de routes aboutissant toutes à de larges carrefours, un château dans le style gothique flamboyant, dresserait ses façades altières et monumentales. Partout, des postes de garde, chalets suisses, cottages anglais, isbas russes, suspendus aux flancs des collines ou couronnant les hauteurs.

— Tout cela, mon cher Beaumartin, acheva M. C..., qui s'exprimait avec la conviction et la gravité d'un potentat refondant son Empire, est en voie de réalisation. Malheureusement, l'exécution d'une entreprise aussi gigantesque que compliquée réclame impérieusement l'œil du maître et je ne puis consentir à l'ouvrir là-bas. M'exiler; quitter Paris; non, en vérité, je ne m'en sens pas le courage. A mon âge, mon cher Beaumartin, on ne peut rompre avec ses habitudes : son cercle, son boulevard, ses relations... Vous me comprenez?

— Comment donc, Monsieur le Baron ! Mais c'est le contraire que je ne m'expliquerais pas. Monsieur le Baron doit arriver seulement quand tout sera prêt, la clef en poche, et pénétrer dans le château de la Belle au Bois dormant pour y réveiller le monde qu'il aura façonné... à distance !

— Parfaitement, répondit-il en souriant. Il me faut donc un surveillant sur la probité et la capacité duquel je puisse entièrement me reposer. Voilà, mon cher Beaumartin, la mission que

je vous ai destinée. Ta... Ta... Ta... Ne vous dérobez pas sous prétexte que vous n'êtes pas préparé à cette tâche. Je vous ai vu à l'œuvre ; j'ai admiré la fermeté et l'adresse avec lesquelles vous aplanissiez les difficultés les plus inattendues et réduisiez les volontés les plus rebelles. Vous savez manier les hommes, tout est là ! Je ne me borne point à vous offrir comme mon fondé de pouvoir, un traitement mensuel, si élevé soit-il. J'ai appris — ne faut-il pas que je m'initie aux aspirations de mes amis afin de mieux les satisfaire ? — que vous idolâtriez la campagne ; que votre intention était de vous y fixer quand un deuil de famille vous a fait ajourner.....

— Ajourner, Monsieur le Baron, c'est renoncer à ce rêve, interrompis-je assez mélancoliquement.

— Eh bien ! reprit-il avec une joyeuse vivacité, la matérialisation à court terme de ce rêve, ne dépend plus que de vous. En d'autres termes, si vous acceptez ma proposition, je m'engage, votre mission remplie, à vous délivrer, à titre de prime, en toute et pleine propriété, une jolie terre entre Dollon et Saint-Michel ; ce qui me vaudra encore par-dessus le marché, l'avantage de votre voisinage.

Je savais M. C... loyal, généreux, prodigue même, quand son intérêt l'y portait. Je consentis.

V

Dès le lendemain, je me rendis sur place et débutai dans mes nouvelles fonctions.

Je m'aperçus bientôt qu'elles étaient autrement lourdes que je ne l'avais supposé. Messieurs les architectes ou entrepreneurs en tous genres imitaient le patron ; ils restaient chez eux. Heureux si, une fois par quinzaine, ils daignaient quitter la ville pour visiter les chantiers. A regret, ils aventuraient un pied dans notre thébaïde ; et, à peine l'avaient-ils posé, qu'ils s'envolaient avec ce soupir de soulagement d'un prisonnier rendu

à la liberté. Naturellement, les sous-entrepreneurs ne savaient où donner de la tête en l'absence de leurs guides et les ouvriers en profitaient pour s'accorder des loisirs dont on était mal venu de les tirer trop tôt. Il me fallait alors, m'inspirant des plans et devis, lever les difficultés tout comme si j'eusse été du métier. Encore si j'avais été armé, contre les ouvriers, de ces pouvoirs conférés à tous les surveillants ! Mais, ces ouvriers appartenaient tous au pays à cinq lieues à la ronde, et, en cette qualité, ils étaient privilégiés et sacrés. Non seulement, ils gagnaient des salaires doubles de ceux pratiqués d'ordinaire, mais j'avais ordre d'épuiser vis à vis d'eux les voies de douceur, de patience, de tolérance. On devait, sans craindre de paraître leur dupe, leur témoigner une bienveillance paternelle afin que le paysan put me décerner ce bel éloge ; le seul qu'il est susceptible d'accorder à un bourgeois : « M. Beaumartin ! il n'est point haï — prononcez hégui ! »

Un autre ennui, c'était mon isolement qui ne peut se décrire. A la nuit tombée, seul, vous entendez bien, seul, j'habitais ce pays perdu, cette lande immense et déserte. Pour tous voisins, à deux lieues à la ronde, de misérables hères, rebuts des villages d'alentour, vivant de maraude et de braconnage, campés sous des huttes de terre et de feuillage, soit à l'Oie-qui-couve, soit sur la lisière des grands bois, quand la Justice ne s'était pas chargée de leur logement. Pas un ouvrier, pas même un cabaretier n'avait consenti à planter sa tente sur le chantier. La raison ? Elle était décisive auprès d'une population illettrée, assez arriérée pour ajouter foi encore aux superstitions du vieux temps. Aux yeux de tout le pays, la lande passait pour maudite, hantée, *ensabbattée*. *Il y revenait* depuis qu'une fameuse sorcière, la Chantalivert, y avait séjourné et y était morte en odeur de roussi. Aussi, avant même que la brune pointât, le travail cessait. C'était alors une débandade, une fuite générale. Redoutant de surprendre le sabbat et d'encourir les pires maléfices, les ouvriers des hameaux les plus proches regagnaient leurs

demeures par petits groupes, forçant le pas, sans jamais détourner la tête. Une tapée de grands chars-à-bancs à deux chevaux qui, le matin, avaient amené les autres domiciliés à cinq lieues à la ronde, les reconduisaient dans un fracas de cris, de rires, de coups de fouet. Le passage de ces voitures bondées de bruyants travailleurs, à travers la campagne morne d'hiver, laissait partout un sillage de curiosité, d'ahurissement qui ne contribuait pas peu à propager le nom de M. C... Accueilli avec défiance et hostilité par les gros fermiers et les propriétaires, qui maintenant ne pouvaient recruter ni domestiques ni journaliers, il était acclamé par le menu peuple.

Était-ce l'effet cherché ?

VI

Dernier débris d'un antique manoir vaguement converti, au début du ^{xviii}^e siècle, en pavillon de chasse et depuis longtemps délaissé, mon habitation, placée au centre de la lande et des chantiers, se composait de deux pièces dallées. L'une, d'une contenance moyenne, me servait de cuisine et de salle à manger, l'autre, de très grande dimension, lambrissée de chêne, très haute de plafond, donnant accès au dehors par une porte sculptée en plein bois, extrêmement épaisse. Elle conservait une cheminée monumentale en pierre écussonnée, aux chambranles délicatement ouvragés, mais usée, noircie et vernissée par les siècles et la fumée, une de ces cheminées dans l'âtre desquelles brûlait une souche entière et dont le vaste manteau en auvent abritait dix personnes debout. Si la chambre y gagnait une décoration d'un imposant effet, elle n'en était pas plus chaude. Par ce trou béant, les coups de vent, descendus en tourbillon, déversaient un air glacial. Aussi, dus-je, pour me protéger contre une congélation nocturne, confectionner à la hâte, un immense et grossier devant de cheminée.

En somme, bien qu'il fallut quelque philosophie pour m'accommoder de mon isolément et de mon *château branlant*, comme

l'appelaient les ouvriers, j'y vécus et y reposai en parfaite sérénité.

Que pouvais-je redouter? Une agression de la part des miséreux de *l'Oie-qui-couve* ou quelque noir complot ourdi par mes hommes? Sans doute on n'ignorait pas que je fusse fréquemment dépositaire de sommes importantes qui devaient tenter la cupidité. Mais les malandrins avoisinant la forêt, connus des gardes et de toutes les brigades de gendarmerie, eussent vainement tenté de leur échapper. D'autre part mon approfondissement du caractère des indigènes me rassurait pleinement. Notre paysan est mou au travail, chicaneur, licheur, sournois, enclin à l'ivrognerie et à la rapine; mais il est timide et nonchalant, incapable, sauf de rares exceptions, de concevoir et d'exécuter un mauvais coup. J'étais d'ailleurs de taille à me défendre hardiment, si la superstition locale et la crainte de la justice n'arrêtaient pas les volontés criminelles. Tenir tête à deux sacripants, face à face, n'était pas pour me déconcerter et on le savait de reste. J'en avais vu d'autres!

VII

Un matin de novembre, en rentrant déjeuner dans ma mesure féodale, je vis venir à ma rencontre un gamin de 16 à 17 ans que j'e jugeai, au premier coup d'œil, étranger au pays. Il se campa résolument devant moi, me considéra avec une telle insistance que, posant ma main sur son épaule qui plia comme un roseau sous le vent, j'e l'apostrophai vertement :

— Ah ça! petit drôle, faut-il donc que j'allonge ta paire d'oreilles, qui n'en a nul besoin, pour t'apprendre à ne pas dévisager les gens avec cette effronterie?

Rien sur sa figure inquiète et crispée ne dénota la frayeur de cette menace. D'une voix éraillée, avec cet accent gras et trainard des faubourgs de Paris, il répondit :

— Faites excuse, M'sieur, je voulais seulement vous reconnaître.....

— Me reconnaître! fis-je, en admirant son aplomb. Ah vraiment! Eh bien! ai-je eu la faveur de te revenir?

— Pas tout de suite, répliqua-t-il, imperturbable, pendant qu'une détente de ses traits exprimait une sorte de sourire; mais je suis sûr maintenant que vous êtes M. Beaumartin, ancien inspecteur de police à Paris.

— Ah! Ah! Et qu'est-ce que cela te fait? ajoutai-je avec plus de curiosité cette fois que d'ironie.

— J'ai une lettre à vous remettre de la part de M^{me} de L...

Vivement il tira de la poche intérieure de son veston une enveloppe froissée, salie et me la présenta.

Le nom de M^{me} de L... qui était celui d'une personne profondément respectable, avait éveillé mon intérêt. Je reconnus au premier coup d'œil son écriture. C'était une de ces rares patriennes bien françaises de cœur et de relations dont le dévouement accueillait toutes les infortunes. Non seulement elle faisait le bien en contribuant de sa fortune, mais encore en payant de sa personne, et cela simplement, discrètement. Elle s'appliquait à pratiquer obscurément la charité avec cette ardeur que tant d'autres déploient à publier à son de trompe leurs moindres largesses. Elle dirigeait un établissement de refuge des repentis des deux sexes. Fréquemment elle venait me consulter sur l'opportunité d'admettre tel garnement et sur les moyens de le placer plus tard dans un milieu régénérateur; et j'avais été ainsi à même d'apprécier son zèle éclairé et les ressources inépuisables de son grand cœur.

M^{me} de L... m'informait, dans sa lettre, qu'elle avait rencontré ce pauvre enfant à moitié mort de faim et de froid devant la porte de son hôtel où il s'entêtait à séjourner. Elle lui avait donné quelques secours, et, sur sa prière obstinée, elle me l'adressait m'adjurant de l'employer comme je pourrais, autant pour le tirer de misère que pour le soustraire à l'animosité de ses camarades qui menaçaient de l'écharper.

J'aurais dû rechercher comment M^{me} de L... avec laquelle je

n'étais plus resté en relation depuis mon départ de Paris, savait que je me trouvais dans un coin perdu de la Sarthe, préposé à une besogne si peu en rapport avec mon passé. Si elle m'avait perdu de vue, ce qui était bien probable, c'était donc ce gamin qui l'avait renseignée sur ma résidence actuelle. Mais comment en était-il instruit? Mystère!.....

Tant de préoccupations m'assiégeaient en ce moment, que ces questions, très naturelles pourtant, ne se présentèrent pas à mon esprit. D'ailleurs l'examen du pauvre diable, que je surveillais du coin de l'œil tout en parcourant la lettre, me détournait de lui en adresser. Non, il ne payait pas de mine! Petit, gringalet, si chétif que d'un coup de poing un enfant de la campagne l'eût couché à terre, son visage hâve attestait l'habitude des tortures de la faim, et les cicatrices qui le couvraient les brutalités qu'il avait essuyées. Ses yeux — dont l'un était outrageusement poché — rachetaient cette figure pitoyable. Expressifs, intelligents, ils ne reflétaient ni la sournoiserie du paysan manceau, ni la froide méchanceté du voyou parisien. Ils révélaient plutôt la misère nonchalante que le vice, et quelque chose de cette sincérité, de ce loyal attachement que le chasseur lit dans l'œil de son chien. Quand je parus me recueillir avant de me prononcer, la physionomie de cet enfant passa de l'inquiétude vague à une anxiété si poignante et si douloureuse qu'elle me surprit. Il fixait sur moi des regards embués de larmes où se peignait l'angoisse.

J'eus bien un vague soupçon que son émotion revêtait un caractère mélodramatique. Car enfin, si j'eusse repoussé ce gamin, il n'eût pas manqué de gens pour l'accueillir dans un pays qui manquait de bras. Mais la pitié devant cet infortuné endormit ma méfiance, étouffa le naturel policier qui sommeillait en moi.

— C'est bon! dis-je, je te garde. Tu n'as pas l'air sot; tu pourras te rendre utile.

Puis, armant mon regard d'une menaçante sévérité :

— Mais, entends bien, pas de fainéantise et de mauvais esprit et les mains dans tes poches. Tu sais que je ne badine pas et que j'ouvre l'œil. Ainsi, file droit ou gare aux gendarmes !

— Oh ! merci ! merci ! exclama-t-il, dans un accès de joie qui illumina sa pâle figure et en battant des mains avec un enthousiasme qui tenait du délire. Allez ! vous n'aurez pas obligé un ingrat !

Cette exubérance, très rare chez le gamin de Paris, éveilla un vague souvenir dans mon esprit. Il me sembla avoir déjà rencontré cet enfant ! Mais où ? Quand ? Dans quelles circonstances ? Ma mémoire n'avait décidément rien gardé de précis à cet égard, car j'eus beau l'interroger plusieurs fois dans cette journée elle resta muette.

VIII

Mon gamin s'appelait Châlier. Je l'employai à porter mes instructions, à courir à l'eau, aux provisions, à aider dans les soins du ménage ma vieille femme de journée. Il couchait dans une mesure joignant ma chambre à angle droit et que j'avais utilisée comme remise et écurie. Formée de pans de murs écroulés, cette ruine avait dû autrefois dépendre intimement de ma chambre, car il existait entre ces deux corps de logis un passage secret dont je ne me doutais pas encore.

Je n'eus qu'à me louer du service de Châlier. Il était d'esprit délié, comprenant à demi mot, adroit, courageux, résistant, infatigable malgré la débilité de son physique ; d'ailleurs honnête, voire même scrupuleux. Je ne pouvais lui reprocher que cette humeur trop badine et satirique, ce penchant trop prononcé à la mystification qui caractérisent Gavroche. Sa victime habituelle, dont il exploitait la crédulité avec une joie féroce, était ma vieille servante. La pauvre femme concentrait en elle la quintessence de la superstition locale à l'endroit de la Chantallivert, la sorcière de la lande. Dans sa terreur de la voir se dres-

ser devant elle, elle s'enfuyait vers son hameau des Marconnières, dès que le jour faisait mine de baisser, comme si tous les fantômes qui peuplaient son imagination n'attendissent pour envahir ma demeure que le départ des chantiers. Bien entendu, lui, Châlier, l'avait rencontrée cette sorcière et, en rapportant son horrible vision, il simulait si bien l'épouvante, blémissant, claquant des dents, roulant des yeux éperdus, que la bonne femme se pâmait ou poussait des cris affreux en maudissant son triste sort qui l'exposait chaque soir à pareille mésaventure. Trop souvent les contes de Châlier dépassaient les bornes permises, ou bien le narrateur, à bout de sérieux, se tordait dans un fol accès de rire. Comprenant enfin qu'il se jouait d'elle, ma digne gouvernante s'emportait.

— Oh ! L'affrontoux faiseur d'inventions pour attraper le pauvre monde ! As-tu fini de m'abégauder ? Va, si j'avais su ta mauvaiseté, je ne t'aurais point fait réchauffer ta soupe. Demain, tu mangeras ton pain sec pour expier tes menteries.

IX

On était arrivé en fin décembre. Le temps se maintenait brumeux et humide mais à peine froid ; aussi les chantiers conservaient-ils toute leur activité.

Le 28, je reçus avis de l'Intendant de M. C..., qu'il m'adressait en grande vitesse, de Paris, une caisse contenant, entre autres choses précieuses, des tapisseries des Gobelins et d'Aubusson destinées à orner les salons du château, dont le rez-de-chaussée était presque achevé. Je devais la déposer en sûreté dans ma chambre en attendant l'arrivée prochaine des tapissiers.

La réception de ce colis coïncidait avec la date de mon voyage à Sceaux-sur-Huisne, où j'allais recevoir, comme de coutume, les fonds nécessaires au règlement mensuel de mes fournisseurs, entrepreneurs et ouvriers. C'était en effet un nouveau trait d'originalité de M. C..., qu'il avait refusé de déposer aucune somme chez les banquiers du département ou chez les notaires du pays ;

que cet homme enrichi par le crédit qu'on lui avait accordé n'accordait aujourd'hui aux autres aucune confiance. Lui-même, à chaque fin de mois, calculait exactement ma dépense d'après mes états, et en confiait le montant à un employé de chemin de fer, conducteur du train omnibus de Paris au Mans, passant à Sceaux vers 6 heures 1/2 du soir. Cet homme, dont M. C..., avait éprouvé la fidélité et la probité, et que je connaissais particulièrement, me délivrait les fonds sous la forme d'un sac arrondi contenant, tant en billets qu'en or et argent une somme variant entre 30 à 35.000 francs et parfois davantage.

Le lendemain donc, ma journée faite, j'ordonnai à Châlier d'atteler la jument à la grande carriole et d'y monter à mes côtés.

Quand il passa devant moi pour prendre place sur la banquette, je fus frappé de l'altération profonde de ses traits et du tremblement convulsif qui l'agitait. Depuis quelques jours, il paraissait concentré, distrait, préoccupé, si en désaccord avec sa nature éclatante d'entrain, de verve qu'on attribuait cette transformation à la maladie. Avec sa faillie mine, disait-on, le pauvre gars aura gagné les fièvres à courir dans ces terres remuées et ces bourniers. Emu de son état, je l'engageai à rester et à gagner son lit. Il refusa ; protesta qu'il se portait bien, attribuant « sa face de carême » au saisissement dû à une « sacrée chute » qu'il venait de faire à tâtons dans l'écurie. Le grand air et le mouvement dissiperaient son malaise « en lui émouvant le sang ». Sans trop ajouter foi à son explication, je le jugeai, d'après son ton de belle humeur, moins souffrant que je n'avais cru et nous partîmes.

X

Nous étions à peine passés sur le quai de la gare de Sceaux, que le train stoppa. Après avoir lestement monté et descendu le long du convoi, en criant le nom de la station, le conducteur revint à son poste, au wagon d'arrière, près duquel je l'attendais.

Promptement il glissa sous mon bras un sac assez volumineux et murmura à mon oreille à mots précipités.

— C'est le dernier que je vous apporte... Nous sommes trahis... J'ignore par qui le secret de notre trafic a été surpris, mais la mèche est éventée... Pas plus tard que ce matin, en me rendant à Montparnasse pour prendre mon service, j'ai été dévalisé en pleine rue de Rennes. En un clin d'œil, j'ai été enveloppé dans un rassemblement, arrêté, maintenu pendant que des mains agiles se promenaient sur moi, s'emparaient de ma bourse et de mon portefeuille... Le coup était manqué car je n'étais point encore porteur du sac... Sans doute ce finaud de Louis, l'Intendant de Monsieur, avait flairé un danger à Paris... Je ne l'ai rencontré qu'à Versailles et encore déguisé en facteur, ce qui lui a permis de m'aborber et de me livrer le sac sans être remarqué au moment du départ du train.

— Oh ! pour moi, fis-je avec un geste insouciant, il n'y a pas de danger ! Je ne suis pas dans le cas de tomber dans un rassemblement en rentrant aux chantiers.

Le chef de gare donna le signal du départ.

— Allons ! tant mieux, chuchota mon correspondant. Tout de même, ajouta-t-il d'une voix pleine de méfiance avant de grimper dans sa logette, garde à vous !

Je revins vers la sortie au moment où le chef de gare, sa lanterne à la main, recevait les billets de deux voyageurs que la clarté frappa suffisamment pour que leur aspect étranger, leur chapeau enfoncé sur leurs yeux attirât mon attention. En ce moment un cri étouffé jeté derrière moi me fit tressaillir instinctivement et me retourner. Je crus distinguer la silhouette de Châlier qui coupait la ligne et remontait vers le passage à niveau. J'allais le rappeler à tout hasard quand le chef de gare m'interpella :

— M. Beaumartin, il y a un colis pour vous. Tenez le voici... Et il me désignait, sur le quai, une grande caisse haute de près de deux mètres et large de 1^m30, bâtie à claire voie en fortes planches, enfermant une solide enveloppe de carton.

— Bien, répondis-je, heureux de cette diversion à certaines impressions désagréables qui me traversaient l'esprit ; obligez-moi de me donner un coup de main.

Avec l'aide de l'auxillaire nous enlevâmes la caisse, qui me parut fort lourde, et nous la déposâmes dans ma carriole. Vainement, pendant cette opération, j'appelai Châlier et lui commandai de tenir la bride du cheval qui s'agitait un peu. Je ne reçus aucune réponse. J'eus beau, ma lanterne à la main, fouiller du regard la cour et la route, je n'aperçus Châlier nulle part.

C'était bien lui que j'avais surpris s'échappant furtivement. Sa disparition me contraria sans m'inquiéter. En me rappelant son malaise du départ, je me dis :

— Il aura été repris de ses frissons et il a voulu se réchauffer en marchant. Il a le pied leste ; je le retrouverai à mi-route.

XI

Mon retour s'effectua aussi tranquillement que d'ordinaire déroulant de Sceaux au Luart, sous un pâlot clair de lune, le même pays peu vallonné, monotone et silencieux. En quittant le parc du Luart et franchissant le pont sur la Longuève, qui se replie à travers des marais d'où monte une vapeur irisée et diaphane, je dépassai deux piétons qui levèrent à peine la tête à mon passage. Étaient-ce les deux voyageurs entrevus à Sceaux ? Le bourg de Dollon me versa les nappes lumineuses de ses boutiques et de ses cabarets bruyants ; puis je m'enfonçai dans la zone des bois. Je gravis au pas et dévallai au grand trot la côte abrupte du Montloué noyée dans l'ombre de ses épaisses sapinières. Bientôt, abandonnant la route de Semur, j'enfilai un mauvais et sinueux petit chemin, tantôt à peine tracé, tantôt profondément encaissé, creusé d'ornières bourbeuses dans lesquelles les roues de ma carriole enfonçaient presque jusqu'au moyeu. Il descendait dans le vallon des Marconnières et se perdait à travers des sapinières. La lande apparaissait coupée de maigres bouquets de bois et le

pays prenait l'aspect d'une véritable solitude. Je n'apercevais pas une habitation, pas un bûcheron attardé, rangé prestement sur le talus du fossé et me saluant d'un bonsoir sonore.

Enfin j'atteignis les chantiers où, par bonheur, un sous-entrepreneur, qui m'avait attendu pour m'entretenir de son ouvrage du lendemain, m'aida à descendre ma grande caisse et à la placer dans ma chambre, au pied de mon lit.

Châlier ne reparut pas. Je ne m'en souciai guère, me promettant toutefois de le tancer vertement de son incartade.

Je dévorai hâtivement le frugal souper que m'avait préparé ma gouvernante, tout en dégustant les nouvelles du *Petit Journal*. Puis, très fatigué de ma journée, je me couchai. Comme d'habitude, j'avais allumé une veilleuse sur ma table de nuit, vieille pratique contractée au service de l'administration où il faut être prêt à toute heure et du coup à l'heure. Près de ma veilleuse, j'avais posé mon flambeau en cuivre massif, véritable monument du xvi^e siècle, haut comme un candélabre, si pesant que Châlier le portait à deux mains. Mais c'était un des rares meubles que j'eusse déniché dans ce débris de vieux château et il rentrait si bien dans le décor général que j'avais tenu à l'y maintenir.

J'éteignis ma bougie et me disposai à dormir. Depuis une heure environ le vent s'était levé, et soufflait maintenant avec une violence croissante. Il galopait dans les sapinières et à travers la lande avec de lointains mugissements, et de fougueux hurlements ; puis, haletant, il se rapprochait soudain. Avec une nouvelle furie, et, dans un tourbillon, il enveloppait les chantiers, haussant le diapason de son rugissement au point de faire appréhender le moment où il emporterait *mon château branlant* dans les airs comme un fétu de paille. Les vieilles girouettes armoriées grinçaient sur leurs pivots, avec ces sons rauques de ferraille usée ; tandis que la porte de ma chambre, les châssis des fenêtres à meneaux et leurs contrevents extérieurs battaient sans relâche. Parfois on eut dit de l'effort d'un malfaiteur les

soulevant, les secouant, les ébranlant au point de les arracher de leurs pantures.

Malgré mon envie et mon besoin de sommeil, le tumulte de la tempête m'empêchait de m'y livrer. Si je m'assoupissais un instant, éclatait soudain au-dessus de ma tête, au milieu de la tourmente ou dans une de ces accalmies suivies bientôt d'un redoublement de la bourrasque, le hôlement de la chouette ou le glapissement strident et funèbre de l'orfraie, qui me réveillaient en sursaut. Soudain un fracas d'écroulement retentit sur les dalles. Je tressaillis ; je me redressai vivement, promenant mon regard autour de la pièce, afin de reconnaître la nature de cet incident. C'était le devant de cheminée, que j'avais confectionné moi-même pour me défendre contre les rafales glacées, qui venait de s'abattre. Quand je l'eus constaté, je laissai retomber ma tête sur l'oreiller, non sans toutefois, par un mouvement machinal, discontinuer de regarder dans cette direction, flottant même entre la pensée d'aller relever le devant de cheminée, et le désagrément d'abandonner mon lit déjà tiède. Tout à coup, je poussai un cri de stupeur, qui s'étouffa dans ma gorge, et je me levai sur mon séant, les yeux écarquillés vers le fond de la cheminée. Je venais d'y apercevoir une traînée lumineuse d'où se détachaient en lettres flamboyantes ces mots : *Silence ! gare à la caisse !*

Mon impression immédiate — pourquoi ne pas l'avouer ? — avait donc été cette frayeur instinctive qui saisit même les plus exempts des préjugés, en face d'un événement imprévu, étrange. Vous pensez bien que la réflexion corrigea tout de suite cette donnée de la sensation aveugle et fatale par nature. Je n'étais pas homme à reconnaître dans ces caractères phosphorescents un signe alarmant et surnaturel.

— C'est une mystification de ce polisson de Châlier me dis-je ; feignons de ne pas y attacher d'importance afin qu'il ne se donne pas le malin plaisir de la réitérer. Demain, je lui réglerai son compte pour le punir d'avoir osé m'en imposer. Mais, par où diable a-t-il pu s'introduire ici, et où peut-il se tenir ?

Cette question — d'un profond intérêt pour moi puisqu'il s'agissait de ma sécurité — m'obsédant, je rallumai mon flambeau. Je descendis doucement de mon lit, et je visitai sans bruit les coins et recoins de la vaste pièce, n'oubliant aucune retraite obscure, m'attendant à tout instant à mettre la main sur mon drôle; et je me la sentais leste la main! Je ne découvris rien. J'allai à la cheminée où l'odeur du phosphore éclatait à plein nez, et je l'examinai intérieurement avec soin. Je remarquai bien à une certaine hauteur une excavation. A la rigueur, un enfant pouvait s'y blottir; mais je n'y aperçus point Châlier et je ne vis pas où elle aboutissait.

Ma foi! j'étais éreinté; une sorte d'engourdissement s'emparait de moi. Je luttais péniblement contre le sommeil qui, de plus en plus, alourdissait mes paupières. Donc, je retournai me coucher. Après avoir soufflé ma lumière, je jetai un regard furtif sur le fond de la cheminée; et, de rechef, en traits de feu, je lus : « *Silence ! gare à la caisse !* »

— Bon ! Bon ! soupirai-je, continue ta petite drôlerie, mon garçon. Demain, je la battrai, moi, la caisse sur ta vilaine peau sans craindre le tapage et sans crier gare, je t'en réponds.

XII

Ma tête tomba pesamment sur mon oreiller et je m'endormis. Mais je ne goûtai pas un sommeil paisible, réparateur. Ce fut un sommeil léger, agité, coupé de soubresauts. Je dus me tourner et me retourner dans mon lit, en poussant de ces gémissements inarticulés qu'arrache au malade en proie à une fièvre ardente une pénible oppression. Je me débattais en effet contre un cauchemar engendré par l'excès de fatigue, l'énervation et les mystérieuses et flamboyantes menaces. Je voyais le couvercle de la grande caisse se soulever peu à peu, et un géant armé de toutes pièces en jaillir. Un poignard à la main, il se précipitait sur moi et je me sentais lié, enchaîné, incapable de proférer un cri,

de bouger et de fuir. Il me broyait la poitrine sous ses genoux de fer et déjà son poignard me perçait la gorge..... quand un bruit retentissant comme celui de la chute d'une grosse pierre, me réveilla en sursaut. J'étais baigné d'une sueur froide. Mais les vapeurs de la fantasmagorie dont mon cerveau était chargé se dissipèrent presque aussitôt. Et, en état de lucidité complète, je discutai mon rêve, les incidents qui l'avaient préparé, les conséquences qui en découlaient. Je pensai : tout songe n'est pas mensonge et si Châlier avait entendu, non me mystifier mais m'avertir d'un terrible danger. Si un homme enfermé dans cette caisse en était sorti pendant mon sommeil pour introduire ses complices et si, tous trois, cachés dans l'ombre, n'attendaient pour fondre sur moi que le moment où ils me croiraient endormi. Que faire ? comment lutter à demi nu et sans armes contre trois assassins armés jusqu'aux dents ? J'étais perdu, bien perdu et la conviction de ne pouvoir me sauver jointe à l'imprévu de cet affreux guet-apens paralysaient, comme dans mon cauchemar, mon courage, ma combativité, l'instinct de la conservation. Ah ! quels cruels instants j'ai vécu ainsi attendant le coup fatal, sûr de ne pouvoir y échapper, ressentant déjà dans un frissonnement de tout mon être les affres de la mort. Soudain, dans un silence d'autant plus solennel que l'ouragan, venait encore de gronder, j'entendis un bruit tout juste sensible dans la direction de la caisse placée au pied de mon lit. Je dressai avidement l'oreille, retenant mon souffle. C'était comme un frottement régulier sur le bois, un dévissage. Quelque temps encore, encore, et nettement je percevais l'effort d'une pesée sourde mais régulière, qui s'exerçait sur un des côtés de la caisse. Plus de doute ! L'Ennemi était là. Mais il n'était qu'un, et la pensée d'une lutte possible me rendit avec l'espoir, la force et le courage. Après l'angoisse, l'agonie que j'avais traversées, ce fut un soulagement indicible ! Tout de même il n'en fallait pas moins agir sans perdre une seconde. Comment ? Je n'avais pas d'armes sous la main. Mon revolver, admirez ma confiance et mon im-

prudence ! Enfermé soigneusement dans son étui, serré dans mon secrétaire fermé à clef à double tour. Avant de m'en emparer, j'avais dix fois le temps d'être surpris, égorgé. Alors mes yeux tombèrent sur le chandelier massif déposé sur la table de nuit. Dans mes mains c'était une arme ! En ce moment, il se fit un craquement sec de planches qui cèdent enfin sous une pression énergique. Prompt comme l'éclair, je saisis le chandelier et sautai au bas de mon lit. Je n'avais pas fait deux pas que je me trouvai face à face avec l'homme. Il poussa un cri de surprise qui se perdit dans un rugissement de colère.

— Ah ! malheur, vociféra-t-il, en se reculant pour prendre du champ. Tu veillais maudit flic ! Tu veux en découdre. Mais, cette fois ton compte est réglé !

Courtaud, ramassé sur lui-même, mais d'une carrure athlétique, sa face ignoble, bestiale suait la fureur, le crime et le sang.

Et le duel s'ouvrit dans la demie obscurité de l'immense chambre !

Armé d'un long couteau, une sorte de navaja, qu'il avait pres-tement sorti de sa manche, il se rua sur moi. Je n'avais pas bougé ; je l'attendais de pied ferme. Devant le péril à découvert, j'avais recouvré toute ma présence d'esprit. Me servant du pied de mon chandelier comme d'un bouclier, je parai le coup qui glissa, me faisant seulement une longue estafilade au bras. J'avais rompu à droite. Au moment où, de nouveau, brilla la lame du couteau, j'abaissai si à point ma massue improvisée que je brisai le poignet du bandit. Le couteau s'échappa de sa main et un terrible hurlement de douleur et de rage, jaillit de ses lèvres pendant qu'il battait en retraite. Je me crus sauvé. Je voulus foncer sur le malfaiteur, le saisir, le terrasser. Mais je n'avais pas fait un pas qu'il leva sur moi sa main gauche, et qu'un coup de feu éclata, puis deux, puis trois. Je ressentis au bras gauche, à la poitrine, à l'épaule une commotion violente, une douleur atroce. Cependant aucun de mes organes ne suspendit son fonctionnement, et je n'eus l'impression d'aucune déperdition

immédiate de mes forces. Loin de m'arrêter, de songer que je me jetais devant la gueule du revolver, qui retentit encore une fois sans m'atteindre, je me précipitai sur l'assassin, frappant d'estoc et de taille avec une frénétique impétuosité. Avait-il brûlé ses cartouches ? Voulait-il garder les dernières pour tirer à coup sûr ? Il se prit à fuir, renversant tables et chaises afin de retarder ma poursuite, n'échappant que grâce à une souplesse, à une agilité simiesques aux coups que je portais. Bientôt un choc entraîna la chute de la vieilleuse qui s'éteignit. Ce fut alors, au sein d'une obscurité complète, une chasse affolée à travers la chambre, moi cherchant à ne jamais perdre son contact, et à l'acculer dans une encoignure, lui s'efforçant de me faire culbuter pour m'avoir à sa merci. Subitement il tira. Il avait mal calculé ; non seulement je ne fus pas touché mais la lueur du coup me le montra dans l'angle du lit et du mur. Je ne perdis pas un instant, je cognai, je cognai, jusqu'au moment où le son mat d'un écroulement parvint à mon oreille, en même temps que le chandelier roulait à terre.

XIII

Avec la fin de la lutte, l'ardeur qui m'avait animé tomba tout à coup faisant place à une telle faiblesse que je pensai m'évanouir. Je souffrais une intolérable douleur à la poitrine et à l'épaule, et le sang qui ruisselait de mes blessures, m'inondait. J'éprouvais des vertiges et je sentais mon cerveau vaciller, se vider. Dans cet échappement de mes idées et de ma raison, une inspiration à laquelle je m'accrochai avec l'énergie du désespoir me traversa l'esprit : appeler au secours. Trébuchant, chancelant, me trainant plutôt que je ne marchais, je gagnai la porte de ma chambre ouvrant sur le dehors et, de tout ce qui me restait de forces, je criai : A moi ! à moi !

Des voix assourdies par l'épaisseur de la porte répondirent chaleureusement à la mienne. Que disaient ces amis aussi généreux qu'inattendus ? Je ne pouvais l'entendre, mais nul doute

qu'ils avaient grande hâte de me prodiguer leurs soins. En d'autres circonstances, ces amis m'eussent paru à bon droit suspects. Dans ce désert, quelle aide pouvait donc intervenir en ma faveur ? Le malfaiteur, lui, avait des complices faisant sentinelle auxquels son rôle était d'ouvrir ma maison, ce que ma brusque entrée en scène l'avait empêché de faire. Mais les péripéties du combat, l'état d'épuisement qu'occasionnaient la gravité de mes blessures et la perte de mon sang avaient, je le répète, troublé mon esprit, égaré ma raison.

Je me mis donc en devoir de tirer les verrous, non sans m'y reprendre à plusieurs fois, car ma faiblesse était extrême. Restait à tourner l'énorme clef de la vieille serrure, opération qui présentait pour moi plus de difficultés encore ; le mécanisme très rouillé et très dur jouait difficilement et exigeait une certaine dépense de vigueur. Déjà je sentais la poussée extérieure sur la porte exercée par mes prétendus amis. Je posai la main sur la clef et je rassemblai toutes mes forces pour vaincre ce dernier obstacle, quand un cri étouffé de stupeur et d'empchement retentit distinctement à mon oreille en même temps que ces mots hachés par l'émotion :

— Le malheureux !... Il nous perd... Ah mais non ! ..

Au même instant, une main nerveuse s'abattit sur la mienne, me força à lâcher la clef et je fus si rudement rejeté en arrière que, perdant l'équilibre, je tombai la face contre terre. Le bruit de deux verrous qu'on repoussait vivement, une exclamation reflétant la déception et la colère à laquelle répondit un bruyant soupir de soulagement et de triomphe furent les dernières choses que j'entendis et je perdis connaissance.

XIV

Quand je revins à moi, j'étais couché sur mon lit et le docteur Pory, de D..., me prodiguait ses soins. Il avait sondé mes blessures, extrait les projectiles et il achevait un laborieux pansement. Plusieurs de mes ouvriers l'entouraient et l'assistaient,

jetant sur moi des regards effarés, mêlés de pitié et d'épouvante. Le médecin me laissa promener des yeux ahuris autour de moi et, lorsqu'il me vit accuser des signes de ressouvenir, il me dit sur un ton jovial qui, avec sa face velue et grimaçante, le faisait ressembler à un gorille de belle humeur.

— Eh ! Eh ! mon cher monsieur, vous l'avez échappé belle. Le brigand était armé jusqu'aux dents et c'était un rude adversaire. Sans parler de son couteau qui vous a joliment entaillé l'avant-bras, il vous a lardé de trois balles, dont l'une a failli vous faire assigner des droits à la retraite par le Père éternel. Quelques lignes plus bas et le cœur était touché. Autrement, vous n'avez rien de gravement lésé. Six semaines de soins et de repos vous remettront sur pied aussi gaillard qu'avant et tout prêt à jouer de votre masse d'armes nouveau modèle qui a si brusquement interrompu le visiteur dans son tir à la cible. Tenez, voyez-vous la bonne besogne qu'elle a abattue ! Et il me désigna auprès du chandelier, éclaboussé de sang, un amas informe, roulé au fond de la chambre dans une couverture grise. C'était là que gisait, la face à moitié écrasée, le crâne ouvert, le misérable qui, par un traîtreux artifice, avait tenté de m'assassiner pendant mon sommeil. Je détournai les yeux de cet affreux spectacle avec un frissonnement de dégoût et d'horreur.

Dès que je pus parler, je racontai toute l'histoire.

— Il faut rechercher Châlier, s'écria le docteur. Il tient le secret de cette affaire : il doit éclairer la justice et expliquer le rôle louche qu'il a joué ici.

— Mais il m'a sauvé la vie par deux fois !

— Peut-être. Mais pourquoi ne pas vous informer tout de suite du complot tramé contre vous au lieu de vous exposer à une mort certaine si des circonstances providentielles n'étaient venues confirmer, élucider ses avertissements ambigus ?

— J'ai donné des ordres, déclara le brigadier de gendarmerie de Bouloire, pour qu'on m'amènât ce Châlier qui est venu, en quittant la maison du docteur, nous informer de la tentative

d'assassinat commise ici ; mais il a disparu subitement. J'ai détaché à sa poursuite deux hommes qui fouilleront le pays et ne tarderont pas à l'arrêter.

Deux heures plus tard, le juge d'Instruction de Saint-Calais, accompagné de son greffier et du Procureur Impérial, descendaient aux chantiers. A peine ces Messieurs commençaient-ils à m'interroger, qu'un gendarme, porteur d'un pli du parquet au Procureur, accouru à franc-étrier, fut introduit.

— Je vous apporte, dit-il, M. le Procureur, une lettre à votre adresse, remise cet après-midi à la Conciergerie du Palais, on ne sait par qui ni comment, mais qui a semblé à M. le Substitut de nature à vous éclairer sur l'affaire en question.

Le Procureur la parcourut rapidement des yeux ; puis il la lut tout de suite à haute voix. Ecrite par Châlier sur un mauvais papier à chandelle, elle retraçait les motifs de son intervention dans une si correcte orthographe et en termes si nets et si décents que les magistrats n'en croyaient pas leurs yeux. Autant que je puis me la rappeler, voici sa teneur :

« Ne cherchez pas qui a fait le coup, c'est l'Etrangleur qui l'a payé de sa vie. Il y a deux mois, les frères H..., ses complices, me tendirent un piège et m'enrégimentèrent dans leur bande avec l'emploi d'informateur. Les menaces qu'ils me firent, la terreur que m'inspirait l'Etrangleur, qui avait déjà failli me tuer, me retenaient parmi eux. Une nuit, dans notre garni de la rue X..., je les entendis mijoter un coup. Un valet de chambre de M. C... leur avait révélé les envois de fonds adressés à M. Beaumartin, en leur confiant sur lui toutes sortes de renseignements. Malade en ce moment, l'Etrangleur renvoya l'affaire à la fin de décembre. Si l'on ne parvenait pas, à Paris, à dévaliser le vieux Louis, l'intendant de M. C..., ni l'employé de chemin de fer, porteur tous deux du fameux sac aux écus, on recourrait à un truc. L'Etrangleur a joué autrefois les dessossés à la foire de Neuilly. Il proposa de s'introduire dans une caisse, qui serait expédiée à M. Beaumartin, à cette époque, par les

soins du valet de chambre. Il surprendrait M. Beaumartin pendant son sommeil.... ou appellerait à son aide les frères H..., qui se tiendraient aux écoutes. Ce fut à cet expédient que se rallièrent les trois compagnons comme étant le plus sûr : le vieux Louis, l'intendant, était si secret, si habile à se travestir, si adroit à dépister les filateurs que, tout en essayant de le saisir en défaut, il n'y fallait pas compter.

Je pris aussitôt la résolution de faire avorter l'entreprise, sans m'exposer, il est vrai, à la terrible vengeance de l'Etrangleur. Je ne voulais pas qu'il arrivât malheur à M. Beaumartin, car j'avais à m'acquitter envers lui d'une dette de reconnaissance. Lors de l'arrestation de *la bande des Petits Couteaux*, dont je faisais partie, M. Beaumartin, au péril de sa vie, m'avait arraché aux mains de l'Etrangleur qui s'apprêtait à m'étriper, sous prétexte que j'avais vendu les amis.... Je gardai le plus profond silence sur le complot découvert, et, quelques jours plus tard, profitant d'une descente de police dans la maison, qui nous dispersa, je me procurai les moyens de quitter Paris et de rejoindre M. Beaumartin. »

Voilà donc pourquoi les traits de Châlier ne m'avaient pas paru étrangers quand il se présenta aux Chantiers. Oui, je me souvenais maintenant d'avoir, un soir, au moment où à la tête de mes agents je faisais irruption dans un ignoble bouge, désarmé un malfaiteur brandissant un couteau au-dessus d'un misérable enfant, en proférant les plus affreux blasphèmes. J'y avais gagné un coup de tête dans l'estomac qui m'avait envoyé trébucher contre le mur, à moitié assommé, pendant que le scélérat, profitant de la stupeur dans laquelle nous avait plongé son audace, sautait par la fenêtre et s'évadait sous nos yeux. Mon protégé m'avait témoigné une reconnaissance débordante, me baisant les mains, m'appelant son sauveur, son père.... Ce qui ne l'avait pas empêché de me fausser compagnie une heure après, quand j'avais voulu l'emmener à l'établissement de M^{me} de L... Tout de même, vous voyez qu'il ne m'oublia pas et qu'on a

raison de dire : Un bienfait n'est jamais perdu... Si mal placé qu'il paraisse.

Pendant près de trois mois, toutes les brigades de gendarmerie du département furent sur pied employées, d'ailleurs sans succès, à dénicher les frères H... et Châlier. Si, à l'origine, cette affaire avait fait grand bruit, dans nos parages, elle ne tarda pas à tomber dans l'oubli devant le silence de la presse et la gravité des événements qui suivirent. Voilà 17 ans qu'elle s'est déroulée. Eh bien ! qui se souvient aujourd'hui de ce qu'on appela un moment le *Drame de l'oie-qui-couve* ?

..... Mes blessures nécessitant une longue convalescence et la mort de M. C..., survenue au début des hostilités avec la Prusse, suspendirent et arrêtaient complètement les travaux des Chantiers. Les héritiers de M. C..., peu désireux de se lancer dans une aussi folle entreprise, vendirent l'immense domaine à un voisin, M. de P..., qui démolit les constructions commencées, replanta les parties susceptibles de l'être et laissa partout ailleurs reflourir les bruyères roses et les genêts d'or.

Mais, de même que, dans la huitaine de l'assassinat commis sur ma personne, M. C... m'avait adressé 20 bouteilles de ce vieil Armagnac « pour aider, disait-il, à me remonter » ; de même dans son testament, ouvert en août 1871, il tint la promesse qu'il m'avait faite. Il me légua, en toute et pleine propriété, sa ferme de Villée et le pavillon que j'habite.

— Ma foi ! m'écriai-je, en serrant la main de mon vaillant ami, vous les aviez bien gagnés.

Après un sourire d'approbation, M. Beaumartin termina mélancoliquement :

— Dans ce pays, où M. C... a rêvé de fonder un petit royaume à sa taille ; où son nom a été quelques mois si populaire ; où il a tant dépensé, qui donc songe aujourd'hui à lui, pas même pour le considérer comme un utopiste ? En tout cas, tant que je vivrai, son souvenir n'y sera pas éteint. L'homme dont il a exaucé le modeste rêve de devenir un jour un petit propriétaire campagnard, lui conservera au cœur une chaude reconnaissance.

Une Affiche de la Défense nationale

Par M. le D^r PLU, membre titulaire

Lors de la retraite de l'armée française, après la bataille du Mans, je rencontraï à Laval un vieil ami, ancien camarade d'études, qui était à cette époque conseiller de Préfecture.

Pendant les quelques instants que nous pûmes passer ensemble, il m'esbaudit littéralement, avec les prouesses de son chef le préfet de la Mayenne. Et l'affiche que j'ai l'honneur de vous présenter vous montrera qu'il y avait de quoi.

Le Préfet de la Mayenne avait trouvé, tout seul, la cause de nos insuccès; c'était très simple, mais vous savez comme les choses simples sont difficiles à trouver (l'œuf de Christophe Colomb!) et ses méninges étant fatiguées par un tel travail, il avait appelé un collaborateur pour chercher le remède. Quel malheur que cette collaboration n'ait pas eu lieu six mois plus tôt !

Voici le document dont ils accouchèrent, et dans lequel le préfet assuré pour lui-même de l'immortalité (car il pensait comme Horace : *Exegi manumentum aere perennius*) demande également pour son associé le souvenir de la postérité; la gratitude devant être, dit-il, la vertu de la démocratie. Vous y pourrez voir, Messieurs, que la cause de nos défaites, c'est le ceinturon despotique et le piquet paratonnerre. Comme dirait Madame Sans-Gêne : « Ça vous la coupe ! »

Viola scotophylla JORD. *peloria*

Par M. GERBAULT, membre titulaire

Au cours d'une herborisation que je faisais en avril 1907 sur le territoire de la commune de Saint-Ouen-de-Mimbré (Sarthe), j'eus la bonne fortune de rencontrer un plant de violette dont toutes les fleurs sans exception étaient péloriées. Ce plant se trouvait dans une haie et faisait partie d'une station assez abondante d'une violette à fleurs blanches appartenant au groupe linnéen de l'*odorata* et que j'ai cru pouvoir identifier avec *viola scotophylla* Jordan (*viola scotophylla* Lloyd : *Flore de l'Ouest* — *viola alba scotophylla* Camus : *Catalogue des plantes de France, Suisse et Belgique* — *viola alba scotophylla* Rouy et Foucaud : *Flore de France*).

Le pied pélorié, dont l'appareil végétatif paraissait absolument sain et normal, avait essaimé à quelques mètres autour de lui ; je ne saurais dire si ce fut par stolons ou par graines.

Il fut soigneusement transplanté dans un jardin ; en 1908, 1909, 1910 il a continué à produire de nombreuses fleurs également toutes péloriées. En 1908 quelques graines, mûries en 1907, ont levé spontanément et produit neuf jeunes plantes qui ont fleuri depuis et donné, comme la plante initiale, des fleurs toutes péloriées.

La violette recueillie me paraît intéressante à divers points de vue et notamment pour la raison suivante. Les pélories de la violette ont fait à diverses reprises l'objet d'observations (V. O. Penzig. *Pflanzen Teratologie. 1 band. p. 282 et suiv.* Penzig donne la bibliographie du sujet antérieure à 1892. — J.

Camus *Anomalie e varietà nella flora modenese* dans : *Atti della Società dei naturalisti di Modena, 1885, 1887, 1888*). Mais les violettes péloriées étudiées jusqu'à présent étaient, à ma connaissance du moins, des fleurs anormales portées exceptionnellement par des plantes qui fournissaient, en dehors d'elles, une floraison ordinaire. La violette péloriée dont je vous entretiens est, au contraire, le produit d'une variation qui semble avoir une certaine tendance à la fixité, puisque pour une même plante les floraisons successives gardent leur caractère particulier et puisque ce caractère a pu se reproduire de semis. Par analogie avec *Linaria vulgaris peloria* Rudberg nous dirons : *Viola scotophylla peloria*.

Les fleurs très nombreuses que j'ai pu récolter ont toutes porté 2, 3 ou 4 éperons à la corolle. Jamais un seul éperon. Jamais non plus cinq éperons, comme Camus l'a signalé, pour un cas, dans sa communication sus relatée.

CONTRIBUTIONS

A LA FLORE SARTHOISE

Relevé des observations faites en 1909 et 1910 (1).

Anemone Pulsatilla L. — Livet, friches derrière le cimetière, 7 mai 1909; *Mgr. Léveillé*. Grandchamps, friches; *M. Desclos*.

Sinapis alba L. — Cherizay, champ sur la gauche de la ligne d'Alençon, après la gare de Bourg-le-Roi, 20 septembre 1910; *M. Gentil*. — Cultivé comme fourrage vert d'arrière-saison. N'est pas spontané dans la Sarthe.

Nasturtium palustre DC. — Neufchâtel, étang de la Bretèche, 26 septembre 1910; *Mgr. Léveillé*.

Lepidium virginicum L. — Pontlieue, passage à niveau de la ligne de Tours, en face de la poudrière, 26 juillet 1910; *M. Gentil*.

Linum tenuifolium L. — Ancinnes, friches près d'une carrière, aux environs de Champ Charlot, 1^{er} juillet 1909; *M. Letacq*.

Trifolium elegans Savi. — Yvré-l'Evêque, chemin aux bœufs, près de Les Landes, 16 juin 1910; Fresnay, chemin conduisant de la gare à la route de Beaumont, 9 juillet 1910; Saint-Aubin-de-Locquenay, près le bois des Bercons, 19 juillet 1910; Piacé, route de Fresnay, sur la droite, à 1 kilomètre de

(1) Voir, pour les années précédentes, t. XXXV, p. 234 et 441; t. XXXVI, p. 456 et 488; t. XXXVII, p. 222 et 462; t. XXXVIII, p. 148 et 421; t. XXXIX, p. 170 et 361; t. XL, p. 159 et 307, t. XLI, p. 493. — Nous n'enregistrons que les observations nouvelles se rapportant aux espèces indiquées comme rares ou assez rares dans la 3^e édition de notre *Flore mancelle*. — *Amb. Gentil*.

la gare, 31 juillet 1910; *M. Gerbault*. Champagné, bord de la route, en face de Réveillon, 15 août 1910; Saint-Mars-la-Brière, champ en friche sur la droite de la route de Challes, avant les étangs, 3 septembre 1910; *M. Gentil*. — Plante nouvelle pour la Sarthe.

Trifolium strictum Waldst. — Champagné, jeune pineraie sur la droite du petit chemin de Saint-Mars-la-Brière, 5 juillet 1909; *M. Henry*.

Vicia lathyroides L. — Pontlieue, châtaigneraie entre l'Epau et Pourrie, 28 avril 1910; *M. Gerbault*.

Lathyrus tuberosus L. — Auvers-sous-Monfaucon, à la gare, 8 août 1909; *Mgr. Léveillé*.

Selinum Carvifolia L. — Livet, pâtis de la Tuilerie, 18 septembre 1909; Louvigny, bas des friches en face de Valbray, 12 septembre 1910; *Mgr. Léveillé*.

Smyrniolum Olusatrum L. — Sargé, route de Coulaines, en sortant du bourg, 8 mars 1910; *Mgr. Léveillé*. — Adventice.

Senecio viscosus L. — Yvré-l'Evêque, à la gare, talus du chemin de fer, près du refuge, 1^{er} août 1910; *M. Henry*.

Cota tinctoria Gay. — Pontlieue, près des magasins militaires, 25 juillet 1910; *M. Chenon*.

Barkhausia setosa DC. — Challes, ligne du tramway, en montant la première côte vers Volnay, 17 août 1910; *M. Gerbault*.

Scelymus hispanicus L. — Longnes, route d'Amné, près de la Gabelle, 31 août 1910, sur les indications de *M. Chenon*, qui l'y connaît depuis une trentaine d'années. N'existe plus à Mayet, chemin du moulin de Vezins, où il était signalé en 1898; *M. Gentil*.

Pyrola rotundifolia L. — Cherreau, dans les bois de pins, où il est abondant, juin 1909; *M. Monguillon*.

Gentiana amarella L. — Ancinnes, friches près d'une carrière, aux environs de Champ Charlot, 20 septembre 1910; *M. Letacq*.

Cuscuta major DC. — Yvré-l'Evêque, bord de l'Huisne, près de Foucauges, sur le houblon, 25 août 1910; *M. Gentil*.

Limosella aquatica L. — Neufchâtel, étang de la Bretèche, 26 septembre 1910; *Mgr. Léveillé*.

Orobancha epithymum DC. — Livet, friches, 4 juillet 1910; *Mgr Léveillé*.

Salvia verticillata L. — Pontlieue, devant les magasins militaires, en face du portail, 16 juillet 1910; *M. Gentil*. — Adventice.

Pinguicula vulgaris L. — Ancinnes, bords des sources et petit pâtis le long de la petite route de Louvigny, en montant la côte, 9 septembre 1910; *Mgr. Léveillé*. Louvigny, friches en face de Valbray, 12 septembre 1910; *MM. Léveillé et Gerbault*.

Chenopodium rubrum L. — Neufchâtel, étang de la Bretèche, 26 septembre 1910; *Mgr. Léveillé*.

Salix rubra Huds. — Arçonnay, près de Hauteclaire, 4 mai 1909; *M. Letacq*.

Orchis simio-purpurea Wedd. — Le Val à Chaumiton, 8 juin 1909; *M. Gentil*.

Neottia nidus-avis Rich. — Cherré, bois de Jumilhac, 1909; *M. Monguillon*.

Stratiotes aloides L. — Torcé, douve du château de Le Chesnay, 20 mai 1910; *M. Houdayer*.

Juncus anceps La Harpe. — Livet, pâtis près de la Tuilerie, 18 septembre 1910; Ancinnes, parc marécageux sur la route de Louvigny, 20 septembre 1910; *Mgr. Léveillé*.

Eleocharis ovata R. Br. — Neufchâtel, étang de la Bretèche, 26 septembre 1910; *Mgr. Léveillé*.

Aira cæspitosa L. — Ecommoy, bois entre Bezonnais et Moulin-du-Bois, 28 juillet 1910; *M. Gerbault*. Ancinnes, forêt de Perseigne, ligne de Livet, 11 septembre 1910; *Mgr. Léveillé*.

Bromus giganteus L. — Ancinnes, forêt de Perseigne, ligne de Livet, 11 septembre 1910; *Mgr. Léveillé*.

NOTES ET SOUVENIRS

D'UN VOYAGE EN ESPAGNE

Par M. D. REBUT, Membre titulaire.

I

Le départ.

Lorsqu'on se dispose à faire pour la première fois un voyage à l'étranger, on est préoccupé. On se demande ce que l'on va trouver dans le pays, quel accueil vous sera fait par les habitants, quelles habitudes on trouvera, auxquelles il faudra se plier. Une autre question se présente, la plus difficile de toutes à résoudre : comment se faire entendre, comment demander son chemin, se faire servir dans les hôtels, dans les magasins, etc?

Nous autres, Français, nous ne connaissons pas encore suffisamment les langues étrangères ; et s'il est une réforme qui a été bien accueillie, c'est assurément celle qui, dans l'Enseignement, a donné la plus grande extension possible à l'étude de ces langues. Pour ce qui concerne la langue espagnole, il est clair qu'elle est plus étudiée dans les établissements du Midi que dans ceux de nos régions ; mais il est permis d'espérer qu'un jour viendra où la langue castillane obtiendra, elle aussi, ses lettres de naturalisation. Cependant il est une chose que l'on peut affirmer sans craindre d'être considéré comme rétrograde, c'est que la connaissance du latin est et sera toujours utile. On

sait que l'espagnol, comme le français, dérive du latin ; il en est de même du portugais et de l'italien. Avec le latin, on apprendra donc facilement les langues qui en sont formées ; du moins, on pourra en savoir assez pour se faire comprendre, pour se *débrouiller*, selon l'expression un peu vulgaire, mais fort juste.

J'en parle par expérience. Dès que mon voyage fut seulement projeté, je me suis mis à étudier l'espagnol, et je puis dire, sans prétention comme sans fausse modestie, que je suis arrivé à lire assez couramment la langue de Cervantès. Pour la parler, pour soutenir une conversation un peu longue, c'est autre chose, il faut le reconnaître. On n'arrive à ce résultat qu'après un séjour prolongé dans le pays même ; tout le monde sait qu'il en est ainsi. Toutefois, je me suis hasardé, en pénétrant dans le pays, à en parler la langue : si je ne comprenais pas toujours assez vite ce qui m'était dit, je me faisais parfaitement comprendre, et j'ai évité ainsi bien des ennuis. Car il faut dire que les gens du pays, surtout ceux qui habitent près de la frontière, parlent généralement le français, mais ils ont bien soin de ne pas faire voir qu'ils le savent ; c'est pour eux une question d'amour-propre et un moyen de mieux exploiter le voyageur étranger.

On pénètre dans le N.-O. de l'Espagne par la ligne de Paris-Madrid, qui passe à Irun. Des circonstances particulières nous avaient obligés (car je n'étais pas seul) à prendre le train de nuit. Nous sommes arrivés à Irun entre onze heures et minuit, entre vingt-trois et vingt-quatre heures, selon le style espagnol. Notre intention était d'aller coucher à Saint-Sébastien, d'où nous devions repartir le lendemain matin pour atteindre le terme de notre voyage ; nous étions attendus à jour fixe, et le temps nous pressait.

A peine est-on descendu de wagon qu'il faut subir la formalité de la visite des bagages à la Douane. Oh ! la Douane ! qui donc en délivrera les voyageurs ? Tout le monde se plaint de cette inquisition forcée, et personne ne proteste. C'est un mal

nécessaire, dira-t-on, et il faut bien l'accepter, en attendant que les économistes de tous les pays aient trouvé le moyen de le supprimer.

« Por aqui, Señor, por aqui (1) ». C'est le douanier qui m'indique de quel côté je dois passer pour aller présenter ma valise, en attendant que les employés du chemin de fer veuillent bien apporter les gros bagages. Comme on n'est pas pressé, dans le pays, on nous fait attendre un certain temps; enfin, la visite a lieu. Sous prétexte de nous aider, des gamins, plus ou moins déguenillés, sautent sur le comptoir, défont les courroies pendant que j'ouvre les malles. On constate qu'il n'y a point d'objets de contrebande dans nos bagages; mais les préposés à la visite, voyant des costumes à la dernière mode du jour, ont l'air de se concerter entre eux et de se demander s'ils ne doivent pas exiger un droit d'entrée; mais ils se montrent bons princes, et vont nous laisser lorsqu'ils aperçoivent le fourreau de toile dans lequel étaient rangés parapluies et ombrelles; il fallut l'ouvrir et voir les employés sonder de la main tout ce qu'il contenait. Nous voilà donc en règle de ce côté, et nous rétablissons le désordre produit par les fouilles opérées; car la Douane est, de sa nature, peu respectueuse à l'égard des vêtements et du linge, qu'elle soupçonne toujours de receler des objets suspects (2).

Pendant que se déroulaient ces péripéties, nous entendîmes un coup de sifflet, et le bruit d'un train qui partait. Nous eûmes le pressentiment que c'était le train qui devait nous emmener à Saint-Sébastien; en effet, en arrivant à la gare de départ, nous trouvons tous les guichets fermés. Un employé que j'interroge me fait comprendre que le train pour Saint-Sébastien est parti, et qu'il n'y en a pas d'autre avant six heures du matin. On juge de notre déception et de notre embarras. Que faire, grand Dieu! à minuit, dans un pays inconnu, dans une

(1) « Par ici, Monsieur, Par ici ».

(2) Cf. Annales politiques et littéraires, XXVI^e année, n° 1329, 13 X^e 1908, p. 535.

ville mal éclairée, au milieu de gens mal disposés à nous renseigner? En vain je fais appel à toutes les bonnes volontés, je ne reçois pas de réponse, et je dois subir, sans broncher, les regards ironiques braqués sur nous. Un voyageur se trouvait là, qui parlait le français; il s'apitoya sur notre sort, mais il ne pouvait que nous exhorter à la patience, rôle dont il s'acquitta, il faut le dire, avec toute la courtoisie possible.

Le découragement commençait à s'emparer de nous, lorsque nous vîmes arriver un employé de la Compagnie internationale des wagons-lits. L'habitude lui fit comprendre aussitôt de quoi il s'agissait. Il vint à nous et nous demanda où nous allions. Quand il fut renseigné : « Vous n'avez, dit-il, qu'une chose à faire : c'est de prendre, dans quelques instants, le Sud-express, qui ne va pas tarder à arriver. Vous en serez quittes pour des billets de 1^{re} classe; et, comme vous n'allez qu'à Saint-Sébastien, vous monterez dans le wagon-restaurant, moyennant un supplément de 1 fr. 05; car ce train ne comporte que des wagons de luxe. Vous arriverez à Saint-Sébastien à une heure. »

D'Irun à Saint-Sébastien, la distance n'est pas grande; le supplément de frais était donc peu considérable. Après avoir remercié l'employé, dont nous regardions l'intervention comme providentielle, nous nous décidons à suivre ses conseils; en voyage, surtout, il faut se rappeler le proverbe : Plaie d'argent n'est pas mortelle. Au bout de quelques instants, qui nous parurent, malgré tout, assez longs, les guichets sont ouverts; je prends les billets et fais enregistrer les bagages. Nous nous installons dans le wagon-restaurant, où nous sommes bientôt assaillis par les portefaix, qui viennent nous demander *la propina*, c'est-à-dire le pourboire ordinaire. Mais, comme ils s'expriment en espagnol, je fais à mon tour la sourde oreille; et de guerre lasse, ils prennent le parti de nous laisser tranquilles et s'en vont à la recherche d'autres voyageurs.

En effet, l'arrivée du Sud-express, qui était en retard, est

signalée. Bientôt, nous voyons monter dans le wagon où nous étions un assez grand nombre de voyageurs embarrassés de valises de tout genre. Nous reconnaissons le type anglais, américain, allemand, etc., et nos oreilles sont assourdies par les conversations qui se tiennent en différentes langues ; quelques mots que je saisis me font reconnaître la nationalité de ces voyageurs. Je regrette en ce moment de ne pas m'être livré à l'étude des langues étrangères ; mais on ne peut pas tout savoir, et je dois m'estimer heureux de connaître assez d'anglais et d'espagnol pour pouvoir me tirer d'affaire le cas échéant.

Le train se met en marche, et, une demi-heure après, nous descendons à Saint-Sébastien. Sans nous occuper de nos bagages, que nous retrouverions plus tard, nous sortons de la gare. Sur le trottoir extérieur, nous sommes entourés par une foule de cochers, de domestiques en livrée qui nous invitent, toujours en espagnol, à monter dans leur voiture. C'est un véritable assaut, et je n'ai pas besoin de dire si tous ces gens se disputent à qui aura la préférence ; l'occasion est bonne (quatre voyageurs !) et ils ne veulent pas la laisser échapper. Un grand diable d'homme qui nous a devinés, vient à nous et, parlant en français, s'offre à nous conduire dans un hôtel. Alors s'élève entre lui et un autre cocher plus jeune une dispute véritablement homérique, à laquelle nous ne comprenons qu'une chose, c'est que la jalousie les tient l'un et l'autre, et que chacun d'eux veut l'emporter sur son adversaire. Nous nous décidons en faveur du premier ; le second, furieux s'en va, remonte dans sa voiture, et, fouettant son cheval à tour de bras, nous souhaite beaucoup de chance, en accablant son rival d'épithètes plus ou moins choisies. Que l'on juge de notre stupéfaction ; il s'exprimait en français. « Brigand ! voleur ! Ah ! vous êtes bien tombés, allez. Il va vous en faire voir, il va vous trimbaler par toute la ville... » Le reste se perd dans l'éloignement.

Nous voilà donc partis pour l'hôtel. Comme la nuit était noire, nous n'avons pu observer grand'chose ; cependant, à la lueur

des lanternes électriques, nous avons vu que nous franchissions une rivière, ou un bras de mer assez large, sur un pont aux angles duquel se dressent de hautes colonnes ornées d'attributs qu'il était impossible de distinguer pour le moment. Les rues nous paraissent larges et bien percées ; nous sommes, en effet, dans la ville moderne. . . Notre automédon s'arrête enfin et descend.

Il frappe d'une de ses mains dans l'autre. Qu'est-ce que cela veut dire ? L'inquiétude nous prend, où nous conduit-on ? Nous voyons bientôt apparaître un sergent de ville portant une petite lanterne, qu'il élève à la hauteur du visage de l'homme qui l'a appelé. L'ayant reconnu, le sergent prend une clef à un troussseau qui pend à sa ceinture, ouvre la porte, reçoit une pièce de monnaie et s'en va. Le cocher, de son côté, disparaît dans le vestibule, nous l'entendons gravir les premières marches d'un escalier, et nous attendons avec anxiété, nous regardant les uns les autres sans oser proférer la moindre parole. L'homme revient..., mais pour nous dire qu'il n'y a pas de chambres disponibles en ce moment, et qu'il va nous conduire ailleurs. La prédiction de son camarade évincé allait-elle donc se réaliser ? Pour combien de temps en avons-nous avant de trouver un gîte ?

Nous nous abandonnons quand même à notre guide, tout en nous demandant à qui nous avons affaire. A un second arrêt, nouvel appel et nouvelle apparition du sergent de ville, qui ouvre une seconde fois une porte. Décidément, les habitants de Saint-Sébastien sont bien gardés, pensons-nous ; et on peut sortir de chez soi le soir sans se munir de sa clef ; on est toujours sûr de pouvoir rentrer. Là encore, nouvel insuccès : pas de place, tout est occupé. C'était jouer de malheur ; et nous tombions de fatigue, et nous n'étions pas au terme de notre voyage !

On s'arrête pour la troisième fois devant une maison dont le vestibule est éclairé à la lumière électrique. On n'eut pas recours au sergent de ville, on tira le cordon d'une sonnette, ce qui est plus moderne. Au bout d'un certain temps, arriva une personne,

une femme qui nous parut d'un certain âge, et qui, après bien des supplications, consentit à nous recevoir. Ce n'était pas trop tôt, à une heure et demie du matin ! Je règle mon cocher, pendant que ma famille suit la vieille qui la conduit au premier étage ; et pour éviter un dérangement autant que pour prendre des précautions contre le retour inopiné du sergent de ville, je tourne la targe intérieure, de telle sorte qu'il n'était plus possible d'ouvrir la porte du dehors.

Nous allions donc pouvoir prendre un peu de repos. Je dois dire que nous n'étions pas sans appréhension ; mais la bonne volonté, l'empressement que montra l'hôtesse à nous préparer des lits nous ôta toute défiance. Le reste de la nuit se passa tant bien que mal, plutôt bien, pour dire la vérité. Nous étions rassurés et nous pûmes dormir pendant quelques heures.

Comme nous ne devons quitter Saint-Sébastien qu'à 10 h. 30 du matin, nous aurions pu consacrer une heure ou deux à visiter une partie au moins de cette ville cosmopolite, et, en tout cas, aussi française qu'espagnole ; mais, ne sachant pas si nous aurions le temps nécessaire, nous préférâmes nous rendre à la gare de Bilbao. Toutefois, avant de quitter l'hôtel, nous nous fîmes servir à déjeuner, ce dont nous avions grand besoin. Sur notre demande, on nous prépara une tasse de chocolat, qui nous fut servi à l'espagnole. On nous apporta donc du chocolat cuit à l'eau, avec, à part, du lait, de l'eau fraîche, un bâton de sucre, petits pains et des gauffres, ce qui est la manière, dans le pays, de servir à déjeuner. Il y avait de quoi se restaurer, et nous fîmes honneur à ce premier repas.

Avant de partir, il fallait, naturellement, passer par ce qu'on appelle le quart d'heure de Rabelais. Ce ne fut pas sans de nombreux pourparlers, étant donné que je ne savais pas m'exprimer en espagnol assez couramment, et je vis le moment où allait se renouveler la scène de Gil Blas et de Corcuélo, avec cette différence que ces deux personnes se comprenaient parfaitement, tandis que moi... je n'étais pas Bachelier de Salamanque. Je ne fus

pas cependant trop écorché, et je réussis malgré tout à obtenir une légère diminution sur le total de la note que l'on me présentait.

Je n'étais pas encore au bout de mes ennuis. Il fallait aller reprendre nos bagages à la gare de France, et nous rendre à la gare de Bilbao, où nous arrivâmes longtemps avant l'heure de départ du train. C'est là que les choses faillirent se gâter tout à fait. Le cocher me demandait 7 *pesetas*, c'est-à-dire environ 7 fr. Je refusai, et lui en offris cinq, qu'il ne voulut jamais accepter. Il s'en alla, mais pour revenir, comme je le pensais, avec un individu dont je devinai le rôle avant qu'il n'eût ouvert la bouche. Je croyais d'abord que ce second personnage allait me parler en français pour m'expliquer l'exigence du cocher ; mais je me trompais. Le cocher lui dit qu'il nous avait pris à l'hôtel, était allé à la grande gare pour prendre des malles, les monter sur la voiture ; qu'il était venu à la petite gare, avait descendu les malles ; tout cela était dit en espagnol (ou en basque), mais il n'était pas difficile de s'en rendre compte, grâce aux gestes qui accompagnaient ce flux de paroles. Ce n'était plus la scène de Gil Blas et de l'hôtelier, mais celle de je ne sais plus quel duc, à qui un portefaix veut extorquer de l'argent en lui détaillant tout ce qu'il a fait ; le duc, impatienté, lui allonge un coup de pied, que le goujat empoche sans demander son reste. Il ne me venait pas à l'idée, on le pense bien, d'imiter le gentilhomme ; de plus, la scène avait attiré, comme toujours, quelques badauds, et l'argument eût produit le plus fâcheux effet.

Parmi les curieux, se trouvait une dame, que nous reconnûmes de suite pour une française ; elle vit sans peine de quoi il s'agissait, et elle vint s'interposer entre le cocher et moi. Je compris qu'elle n'approuvait pas la prétention de l'irascible espagnol, car celui-ci n'avait pas l'air à son aise ; il se rendait bien compte que sa demande était exagérée, mais il n'en voulait pas démordre pour cela. Je pris alors un parti héroïque : je fis signe au gendarme de service qui se trouvait dans la gare, et lui expli-

quai la cause du différend. Il me comprit, mais ne me donna pas quand même raison. « Es la tarifa », me disait-il. Pour en finir, j'offris 6 pesetas, que le gendarme conseilla au cocher d'accepter ; celui-ci fit la moue, mais prit l'argent et me laissa tranquille.

Avais-je eu raison de discuter avec un cocher d'omnibus ? Voici ma réponse. La dame dont j'ai parlé plus haut s'entre-tenait, pendant l'altercation, avec les personnes de ma famille. « Voyez-vous, Mesdames, disait-elle, en Espagne, c'est partout la même chose : il faut non pas donner, mais jeter l'argent, ou, sans cela, on est mal vu ou mal servi. Les espagnols se figurent que les Français roulent sur l'or, et ils cherchent par tous les moyens à leur soutirer de l'argent. Si on ne se défend pas, on est perdu, mais quand on leur tient tête, ils finissent par baisser pavillon ». Je ne connaissais pas ce trait du caractère espagnol ; mais ce renseignement me paraît typique et propre à justifier la conduite que j'ai tenue. D'un autre côté (je le dis dès maintenant pour ne pas revenir sur cette question), lors de notre retour, le cocher de l'Hôtel International, à qui je m'adressai et qui parlait français, me renseigna parfaitement sur le tarif des transports, lorsque je lui eus raconté ce qui m'était arrivé. « Le tarif, me dit-il, est de 0 fr. 50 par personne, et de 1 fr. (ou *peseta*) par malle ; vous deviez donc, tout au plus, 4 pesetas et le pourboire. En lui donnant 6 pesetas, vous l'avez bien payé ; il n'avait rien à réclamer ; sa demande de 7 pesetas était exagérée. » Voilà, je crois, une déclaration qui justifie pleinement la prétention que j'avais de ne pas donner près de 7 francs pour un parcours insignifiant et pour le transport de quelques malles.

C'est égal, me disais-je, si cela continue ainsi, le voyage ne va pas être drôle ; le plaisir que je me promettais va être joliment gâté par tous ces incidents. Je conçus alors la pensée de rédiger les notes qu'on vient de lire, et celles qui vont suivre, pour renseigner les personnes qui auraient l'intention de faire un voyage en Espagne.

II

Aperçu sur le pays Basque

C'est donc par le pays basque que je connais l'Espagne, c'est-à-dire, une partie seulement de la péninsule ibérique ; cette partie offre néanmoins un certain intérêt, et, si on n'y trouve pas les beautés de Séville ou de Grenade, on peut quand même se faire une idée des beautés naturelles qui se rencontrent dans les pays de montagnes. Il y a trois provinces Basques : la Guipuzcoa, l'Alava et le Vizcaya ; c'est dans cette dernière province que nous devons nous rendre, et dans la petite ville de Guernica. Le magnifique ouvrage d'Elisée Reclus renseigne parfaitement sur cette partie de l'Espagne, et on trouve dans le premier volume de sa géographie tous les détails nécessaires pour une vue d'ensemble. Un guide du pays basque va nous fournir des connaissances plus précises (1).

« Biscaye (Vizcaya) signifie « terre montagneuse ». La Biscaye est comprise entre 42° 57' 45" et 43° 32' 20" de latitude Nord, et entre 0° 14' 15" et 1° 15' de latitude orientale (2) du méridien de l'observatoire astronomique de Madrid. Le point le plus à l'Est se trouve sur la plage de Saturraran. Sur la limite de la Guipuzcoa, et le point le plus à l'Ouest est à une courte distance de la ville de Lanestosa ; au Nord, le point le plus avancé est le cap Machichaco, et l'extrémité méridionale se trouve à deux kilomètres au sud de Ordūña.

« La Biscaye, d'une étendue de 2.108 kilomètres carrés, est bornée au Nord par la mer Cantabrique, au Sud par l'Alava et Burgos, à l'Est par la Guipuzcoa, à l'Ouest par Santander et une partie de Burgos. Sa population est de 299.942 habitants. correspondant au chiffre de 136,51 habitants par kilomètre carré ».

(1) *Guia de Bilbao*, par D. Ramon de Bustinza, Bilbao, 1903.

(2) Les mots *latitud oriental* désignent, je pense, la longitude.

Pour aller de Saint-Sébastien à Guernica, on prend la ligne qui mène à Bilbao par Amorebieta ; à cet endroit, on change de direction et on se rend à Guernica par le chemin de fer de Bilbao à Pedernales. Mais vous ne pouvez pas prendre votre billet directement pour Guernica, ni, par conséquent, faire enregistrer vos bagages pour cette destination. Les deux lignes appartenant à deux Compagnies différentes, vous êtes obligé de passer deux fois au guichet, ce qui complique le voyage. Je ne saurais affirmer que le tarif est le même sur les deux lignes ; je le crois, et s'il y a une différence, elle est peu sensible. On peut regretter seulement que les employés attendent toujours au dernier moment pour permettre aux voyageurs de remplir les formalités ordinaires ; l'Espagnol n'est pas pressé, il faut le reconnaître.

A peine a-t-on quitté Saint-Sébastien, que l'on est charmé par la beauté du pays. Le chemin de fer s'engage à travers les montagnes ; à chaque instant, les points de vue changent : tantôt, c'est une vallée qui, avec ses pommiers, rappelle les plus beaux sites de la Normandie ou de la Bretagne ; tantôt, ce sont des plaines, des côteaux couverts de bois. Les tunnels sont très nombreux, et quelques-uns sont assez longs. Avant de s'engager dessous, il faut gravir une pente parfois assez escarpée ; et, lorsque le jour reparait, on est émerveillé par un nouveau point de vue. Parfois encore, on contourne une montagne : celle-ci se dresse à pic sur l'un des côtés de la ligne ; de l'autre côté, c'est un précipice effrayant, et on se demande avec terreur dans quel état on arriverait au fond si, par malheur, le train venait à dérailler. Par bonheur, la voie est unique ; la nature même du sol ne permet pas d'établir deux lignes parallèles ; les trains ne se croisent donc pas en marche, et il faudrait un concours bien fortuit de circonstances pour qu'une collision pût se produire.

Les points de vue terrestres ne sont pas les seuls qui se présentent à l'admiration du voyageur. A certains endroits, on aperçoit la mer, et alors, par un beau temps, le coup d'œil est féérique. A Deva, principalement, la ligne du chemin de fer et le

quai se confondent, pour ainsi dire ; la gare fait le fond du tableau. La baie où se trouve cette petite localité rappelle celle de Dinard, et en fait une station de bains de mer très fréquentée. C'est un spectacle vraiment curieux et des plus pittoresques que de voir, en passant, les enfants qui prennent leurs ébats sur la plage, tandis que, comme en France, des groupes de personnes respirent, sous des tentes, l'air salin de la brise. Ce spectacle ne dure pas longtemps ; le train repart bien vite pour traverser de nouvelles régions, offrant encore les panoramas les plus variés ; mais dès ce moment, on quitte le littoral, pour gagner, vers le sud, la station de Durango.

Avant d'y arriver, si vous jetez un coup d'œil par la portière, vous voyez se dresser devant vous un pic d'une hauteur vertigineuse, au pied duquel vous apercevez la gare. Vous ressentez une impression indéfinissable : de quel côté le train va-t-il se diriger ? Cette question se pose alors avec d'autant plus de justesse que vous voyez le train s'arrêter au fond d'un véritable cul-de-sac. Comment va-t-on sortir de là ? D'une façon très simple, et que vous ne comprenez que lorsque le train s'est remis en marche. La locomotive est détachée ; elle reste en gare, et une autre machine vient prendre la file des wagons, de sorte que la queue du train en devient la tête. Ce n'est pas plus difficile que cela. Je me disais en moi-même : voilà qui est bien trouvé et notre Compagnie des chemins de fer d'Orléans pourrait prendre modèle là-dessus ; cette combinaison ingénieuse lui permettrait de supprimer les deux gares des Aubrais et de Saint-Pierre-des-Corps ; les grands express pourraient, de cette façon, s'arrêter à Orléans et à Tours : on éviterait ainsi le transbordement, si gênant et si inutile, auquel les voyageurs sont obligés de se soumettre. Si cette courte digression peut amener le changement de l'état actuel, qui n'a que trop duré, je ne regretterai pas de l'avoir faite. Mais hélas ! le provisoire est si souvent ce qu'il y a de plus durable !

La ligne qui conduit de Durango à Amorebieta fait donc un

angle fort aigu avec celle qui vient de Saint-Sébastien; cette construction a permis de tourner la montagne qui domine cette jolie vallée de Durango; on a ainsi évité de creuser un tunnel qui, d'après ce qu'on peut juger, eût été fort long et fort coûteux. Le parcours n'est pas très long de Durango à Amorebieta, mais il est très agréable, c'est-à-dire que cette partie de la route offre de jolis points de vue. Le chemin de fer est établi sur un remblai assez élevé qui domine, sur la droite, une vallée fertile, bien encaissée, au fond de laquelle coule la petite rivière qui porte le nom de *rio de Durango*. Le long de la route, qui suit la rivière en grande partie, circule un tramway à traction électrique qui, de Durango, conduit les voyageurs jusqu'à la station maritime et balnéaire de Lequeitio.

Il faut attendre environ deux heures dans la gare, peu confortable, d'Amorebieta, pour prendre le train qui se dirige vers Guernica. En général, les gares ne sont pas luxueuses en Biscaye; il n'y a pas de salles d'attente, même pour les voyageurs de 1^{re} classe; l'unique appartement qui les constitue est ouvert à tous les vents, ce qui n'est pas toujours fort agréable; sur le quai, aucun refuge, aucun abri, pas la moindre marquise. Mais, en revanche, si vous voulez vous rafraîchir, vous trouvez, à peu près partout, une tente de cantine où l'on vend des boissons: principalement de l'eau fraîche, que les Espagnols apprécient beaucoup. Un autre détail est à signaler, qui est d'un autre ordre, mais que je ne veux pas omettre car il a son importance. Quand le train s'arrête à une station, aucun employé ne vous renseigne sur le nom de la localité; c'est au voyageur, paraît-il, de savoir où il doit descendre, et, s'il se trompe, tant pis pour lui. Passe encore pour les gens du pays, qui connaissent la ligne; mais pour les étrangers, il faut avouer que c'est désagréable et que les Compagnies de chemins de fer pourraient bien donner les renseignements nécessaires. Il y a un contrôleur, dira-t-on, qui fait le service pendant la marche des trains; fort bien, mais si vous ne savez pas la langue du pays, comment vous ferez-

vous comprendre? comment pourrez-vous être renseigné? Il y a là une réforme à faire, une lacune à combler pour nos voisins les Espagnols.

J'ai dit que, d'Amorebieta à Guernica, le voyage en chemin de fer est très pittoresque. A quelque distance de la première de ces stations, il y a une rampe fort longue et fort rapide, que le train ne peut gravir qu'à une allure très lente, ce qui permet d'examiner le pays à loisir. Je recommande cette partie du parcours aux amateurs du pittoresque; ils seront émerveillés des points de vue qu'on peut y contempler. Mais, voici le revers de la médaille : il y a trois tunnels à traverser, assez longs aussi ; on observe sous l'un d'eux des infiltrations, on entend l'eau tomber goutte à goutte sur les wagons et, à l'entrée comme à la sortie, on aperçoit les sillons que l'eau trace dans le rocher ; c'est un phénomène curieux à constater à une pareille hauteur. Bientôt cependant, le train reprend une marche plus rapide pour gagner le fond de la vallée où coule le *rio* de Mundaca, sur les bords duquel se trouve la petite ville de Guernica, terme de notre voyage.

III

La ville de Guernica.

« Guernica et Luno, ville de 3.333 habitants, dit le Guide de Bilbao, chef-lieu de circonscription judiciaire (1), à 33 kilomètres de cette ville ; station du chemin de fer de Bilbao-Guernica-Pedernales, télégraphe, poste. Cette ville, capitale du barreau au temps de la Seigneurie, à laquelle l'infant Don Tello octroya la charte publique, le 28 avril 1366, est située au pied du mont Cosnoaga, dans une belle plaine bien cultivée, arrosée par le ruisseau qui forme la rivière de Mundaca, et dans laquelle on

(1) Je ne trouve pas d'autre expression pour traduire le texte espagnol : *partido judicial*.

récolte du blé, du maïs, des légumes et des plantes potagères (hortalizas). On y élève des troupeaux de bœufs qui ont une grande réputation. Le marché et les foires se tiennent tous les lundis. Ce district se compose de la ville de Guernica et de la paroisse de Luno. La réunion de Luno à Guernica fut effectuée en 1882 ».

Lorsqu'on sort de la gare pour entrer en ville, on croit se trouver dans une petite ville de Bretagne. Aux environs de la gare, on aperçoit des hôtels, des cafés, dont l'aspect est tout à fait moderne; des chaises et des tables encombrant les trottoirs; des omnibus, de vieilles voitures rappelant les antiques diligences, et jusqu'à une automobile, attendent les voyageurs pour les transporter soit en ville, soit aux environs, dans les bourgades qui ne sont pas encore desservies par le chemin de fer. Mais en entrant dans la ville même, on éprouve une impression bien différente. Les maisons sont assez hautes; elles ont trois, quelquefois quatre étages; ce qui donne aux rues un aspect un peu sombre. Celles-ci ne sont pas très larges; elles sont assez mal pavées; il y en a qui ne le sont pas du tout, et je laisse à penser tout ce qu'on y trouve de poussière dans la belle saison. Une assez grande place, plantée d'arbres presque séculaires et entourée de barrières en bois, constitue le marché aux bestiaux; un peu au-dessus, sur le flanc d'une colline, une autre place, plus régulière, bordée d'arbres et ornée d'une fontaine, sert de rendez-vous aux habitants; au milieu se voit un kiosque, où la musique de la ville se fait entendre quelquefois le dimanche. En partant de cette place, on arrive à droite, sur une autre place de peu d'étendue, où se tient le marché ordinaire, et au fond de laquelle s'élève l'*Ayuntamiento*, désigné aussi par le terme *Fueros publicos*; c'est la Mairie ou Hôtel de Ville. Une partie de cet édifice, fort peu luxueux, est occupée par le Bureau de Poste.

Guernica ne possède pas beaucoup de monuments remarquables. On y voit deux églises, dont la principale est celle de

Santa-Maria ; la seconde, plus modeste, est dédiée à saint Jean-Baptiste. L'église de Santa-Maria est bâtie dans la partie haute de la ville ; on commença à la construire en 1418, et elle ne fut achevée qu'au bout de 297 ans, selon le guide que j'ai consulté. Je ne saurais dire à quel style appartient cette église, qui est assez grande, et plus large que longue. D'ailleurs, le plan des édifices religieux que j'ai visités est tout différent de celui de nos églises de France, du moins de celles du centre et du nord, où se trouvent les beaux monuments qui sont une des gloires de notre pays. Le portail de l'église Santa-Maria est placé sur un côté, et orienté au Nord, particularité qui m'a paru digne d'être signalée. Ce portail est assez joli, on y remarque des voussures élégantes, trois rangs de volutes, dont un avec des claveaux. Au milieu, entre les deux battants de la porte, on voit une statue de la Sainte Vierge ; à gauche, une statue de saint Pierre, avec une clef dans une main ; à droite, un saint Paul, autant que l'on peut se le figurer, car cette statue est en assez mauvais état.

La voûte, à l'intérieur, est très élevée ; les piliers qui la soutiennent, au nombre de quatre, sont énormes, mais dépourvus de toute ornementation ; les corniches sont fort simples : pas d'autres sculptures que des figures géométriques ressemblant à des urnes couchées et opposées par leur base, de telle sorte qu'on les dirait soudées ensemble. Le guide mentionne onze autels et deux chapelles ; j'ai vainement cherché les premiers. Le retable du maître-autel, auquel on accède immédiatement, car il n'y a ni transept, ni bas-côtés, le retable, dis-je, est fort élevé et comprend trois étages, ornés de différentes statues, dorées ou coloriées, dans le goût criard du ^{xvii}^e siècle, si vivement critiqué par Huysmans.

En face du portail, à l'intérieur, on voit un autel au-dessus duquel on remarque, dans une vitrine, la figuration en cire du corps du Christ, que l'on porte en procession le jour du Vendredi saint. Les processions sont fréquentes en Espagne ; à la moindre

occasion, pour la plus petite fête, le clergé et le peuple parcourent les rues de la ville. En tête, naturellement, vient la croix portée par un clerc; mais ce qui est curieux, de chaque côté, marchent des hommes portant des cièrges, à bout de bras, et tenus horizontalement, de sorte que la cire, tant que le cierge reste allumé, se répand sur la chaussée. Après le clergé, viennent les fidèles dans un ordre assez confus. A ce propos, on m'a signalé la manière originale dont quelques personnes vénèrent les images ou les reliques : par exemple, elles toucheront la main droite de la sainte Vierge, puis la main gauche, ensuite le pied droit et enfin le pied gauche, en ayant soin de porter, chaque fois, à leur bouche, la main qui a touché la statue ou l'image.

Détail typique : toutes les femmes, de quelque condition qu'elles soient, n'entrent jamais dans une église sans se couvrir la tête d'une mantille ou d'un mouchoir plié d'une certaine façon ; c'est au chapeau que l'on reconnaît une étrangère dans un édifice religieux. Mais, si elles n'ont pas de chapeau, les *señoras* et les *señoritas* ont toutes, grandes ou petites, jeunes ou vieilles, un éventail dont elles se servent à chaque instant, ce qui, il faut l'avouer, devient à la longue passablement agaçant. L'éventail est, à vrai dire, un objet indispensable pour la femme espagnole ; mais il est permis de trouver qu'elle pourrait s'en passer à l'église. Ajoutez à cela les fréquents signes de croix, le baiser répété des images de piété, et vous aurez une idée de la manière dont les dames espagnoles assistent à la messe. Du reste, on n'en finirait pas, si l'on voulait entrer dans tous les détails ; en voici un cependant qui mérite d'être mentionné. Au moment du sermon, après l'Évangile, on tire les rideaux qui garnissent les fenêtres, et l'église est éclairée alors par les lustres dont les bougies sont allumées ; au milieu du jour, cet éclairage produit un singulier effet ; on se figure être en France, le soir, à un sermon de carême..... Mais, comme on prêche en Espagnol ou

en Basque, il n'est guère facile à un étranger de profiter de la parole du prédicateur.

Dans une chapelle latérale, du côté de l'Épître, se trouve le tombeau d'un seigneur du pays. La pierre qui le ferme est en marbre noir, et sur les bords, on lit l'inscription suivante que je transcris ici aussi fidèlement que possible, car elle est en langue basque avec un mélange de quelques mots d'espagnol, et, de plus, certaines lettres sont mutilées. Cette inscription me paraît devoir se lire ainsi, en commençant par la partie supérieure et en continuant à droite, puis en finissant à gauche :

ESA CAPYLIA : Y EN — Terroryo : ES de :
IVAN Martinez de — Luno : Thesoreiro : —
QVE FVE : ESVSMAG : Y sus Herederos y
SVCESORES.

Il est question, je crois, d'un Jean Martinez de Luno, trésorier, de ses héritiers et successeurs ; mais il faudrait être plus au courant que je ne le suis de la langue et de l'histoire du pays pour comprendre cette inscription.

La Antigua y el Arbol de Guernica (1).

Tout près de l'église paroissiale de Santa-Maria, au midi, sur une éminence, se dresse un monument, orgueil des habitants de Guernica : c'est « *la casa de Juntas* », ou maison des Assemblées, qui comprend l'Eglise du serment (*Juradera*) de Santa Maria de la Antigua ; ce dernier mot a donné son nom à l'édifice, que Reclus appelle le palais « foral » (E. Reclus, *Géographie universelle*, tome 1^{er}, l'Europe méridionale.)

La façade de cet édifice est tournée vers l'Est. On accède à l'intérieur par un perron de cinq marches, du haut duquel on a une vue magnifique sur la vallée. Une salle, située à gauche de

(1) L'Ancienne (maison) et l'arbre (le Chêne) de Guernica.

l'entrée, est décorée du portrait de l'impératrice Eugénie, et de drapeaux conquis sur les Maures à une époque reculée ; on y voit aussi un drapeau français offert, dit le cicerone, par M. Déroulède. De cette salle, sorte de vestibule, le guide vous conduit dans une autre, plus grande : c'est la salle du Conseil. Une table immense occupe le milieu, tout autour sont des fauteuils. Les murs de cette salle sont masqués par des vitrines renfermant des livres et des documents historiques, fort curieux, m'a-t-on dit, mais indéchiffrables pour les profanes qui ne connaissent pas la langue basque.

L'église, ou mieux la chapelle du serment, est adossée à cette grande salle ; on y pénètre du côté opposé au perron, c'est-à-dire du côté ouest. Au fond, se trouve un autel, surmonté d'une image de la « *Concepción* », sur lequel on dit la messe les jours de session. Des bancs disposés en gradins forment un hémicycle où prennent place les députés. Au-dessus de ces gradins, à la hauteur des fenêtres en ogive, on remarque les portraits des seigneurs de Biscaye, depuis D. Juan I, et différentes armes arabes, trophées conquis par les Basques pendant la guerre d'Afrique (1).

Le monument de « la Antigua » est au milieu d'un jardin, qui sert de promenade aux Guernicais ; ce jardin est planté d'assez beaux arbres, entre chaque arbre sont disposés des bancs, sur lesquels on goûte une fraîcheur agréable. Derrière l'édifice se dresse l'arbre de Guernica, objet de vénération pour le pays tout entier, et que ceux de Guernica gardent avec un soin jaloux. Cet arbre est un chêne antique, planté je ne sais à quelle époque ; il est le symbole de l'épopée « forale ». L'arbre primitif est mort depuis longtemps ; mais tel est le respect que cet arbre inspire aux habitants que le tronc a été enfermé sous une immense cloche de verre, je veux dire sous une vitrine octogonale soutenue par des montants en fer. Mais ne croyez pas que la vénération basquaise s'adresse à un tronc vermoulu qu'il a fallu

(1) *Guide de Bilbao.*

préserver ainsi des injures du temps, non : l'arbre antique revit dans un de ses rejetons. En effet, tout près de la vitrine, s'élève un jeune chêne, entouré d'une grille qui empêche les promeneurs d'y toucher et d'en cueillir la moindre feuille. On raconte à ce sujet l'anecdote suivante, dont l'authenticité me paraît incontestable, étant donné le caractère de la personne qui me l'a transmise.

Un touriste anglais arrive à Guernica, et se fait aussitôt remarquer par son allure. On le suit discrètement ; bientôt cependant la foule des curieux augmente, mais cela n'inquiète nullement le flegmatique personnage. Il se dirige, comme s'il connaissait la ville, vers l'Antigua, dont il fait le tour, et s'arrête près du chêne. C'est là qu'on l'attendait. L'imprudent s'avise de détacher une feuille de l'arbre. Ce furent alors des cris, des protestations ; peu s'en fallut qu'il ne fût arrêté ; on se contenta de lui faire comprendre qu'il fallait quitter la ville au plus tôt, et il fut obligé de reprendre le train sans s'être arrêté davantage ; la foule ne se dispersa qu'après son départ. Ne touchez pas à l'arbre, au chêne de Guernica.

Autour de ce chêne sacré, mais non encore antique, on entretient une pépinière de jeunes arbustes, issus des glands qui tombent, et dont le plus vigoureux remplacera le chêne actuel, s'il vient à périr. Les Basques émigrants en emportent des rejetons qu'ils plantent en Amérique. Quand les troupes républicaines entrèrent en Espagne, les représentants, envoyés par la Convention, passant à Guernica, firent rendre les honneurs militaires au chêne de Guernica, arbre sacré des Eskualdunak, grand ancêtre des arbres de la liberté (1).

J'ai eu la chance de trouver un document intéressant et curieux ; c'est une poésie basque composée pour célébrer l'arbre

(1) Ces deux détails se trouvent dans la brochure de M. C. R. Jouve, Inspecteur primaire, intitulée : *Lectures du pays Basque français*. (Paris, S. Dupont, 1901).

de Guernica. Je transcris, en regard du texte, les vers espagnols correspondants que je traduis plus loin.

El Arbol de Guernica.

Texte basque	Texte espagnol
Guernikako arbola	El árbol de Guernica
Da bedeincatuba,	Lazo es de benedición.
Euscaldunen artean	Y todo Vascongado
Gutziz maitatuba.	Le ama de corazón :
Eman ta zabaltzazu,	Extiende tu ramaje,
Munduban frutuba,	Arbol de adoracion
Adoratzen zaitugu,	Y propaga en el mundo.
Arbola santuba.	Tu fruto bienhechor.
Milla arte inguru da	Hace sobre mil años
Esaten dutela	Que dicen plantó Dios
Jangoikerak jarrizubela	El árbol de Guernica,
Guernikako arbola.	Donde se encuentra hoy ;
Zande bade Zutican,	Sosten te en pié, árbol santo,
Orain de demhora,	No vayas á caer,
Eroritzen bazera	Que sin tu excelsa sombra
Arras galduguera.	Nos vamos á perder.

(JOSÉ MARIA DE IPARRAGUIRE)

(RAMÉN CORTINA).

Voici la traduction de cette poésie :

L'arbre de Guernica — est un lien de bénédiction, — et tout Basque l'aime de cœur ; — Etends tes branches, — arbre d'adoration — Et répands dans le monde — Ton fruit bienfaisant.

Il y a plus de mille ans — que, dit-on, Dieu planta — l'arbre de Guernica — où on le trouve aujourd'hui ; — Reste debout, arbre saint, — Ne va pas tomber — Car sans ton ombre — Nous irions à notre perte.

Ces strophes se chantent dans le pays, à certains jours sans doute ; mais je n'ai pu me procurer la musique.

Au milieu des arbres, c'est-à-dire près du chêne, on remarque un édifice plus petit, soutenu par 22 colonnes corinthiennes de 10 pieds de hauteur avec frontispice et corniches ; en avant, on observe deux tables de pierre sur lesquelles les représentants des Assemblées générales déposaient leurs pouvoirs (1).

Parmi les autres monuments dignes de mention, le guide signale : un Collège d'enseignement secondaire dépendant de l'Institut de Bilbao, un Asile de Bienfaisance fondé par D. Adolfo de Uriarte, et un joli Cirque-Théâtre ; une seconde église (peu remarquable) et les maisons armoriées de Loyzaga, Lopez de Calle, Montefuerte et Mazanedo.

C'est dans les environs de Guernica que furent battus, en 1813, les Impériaux par 3.500 volontaires commandés par Jaurégui. En 1836, le général Iriarte, du parti de la reine Isabelle, après s'être emparé de Guernica, fut obligé de l'abandonner, ayant été attaqué par les Carlistes, et, grâce au secours que lui prêtèrent les troupes des généraux Dulo et Zavale, il put se retirer à Bermeo, bien qu'avec de grandes pertes.

La question historique des Assemblées générales qui se sont tenues à Guernica n'entre pas dans le plan que je me suis tracé ; elle demanderait des recherches et des développements qu'il m'est impossible de faire, je le dis franchement. Le nombre des représentants de la Province a varié beaucoup, d'après ce que je vois dans le guide de Bilbao. Je me borne à l'indication suivante : la ville de Guernica occupait le 6^e siège et votait la 6^e à l'Assemblée générale. — Cette indication se répète toutes les fois qu'il est question d'une ville ou d'une paroisse représentée à cette Assemblée.

Le séjour que j'ai fait dans cette petite ville basque m'a permis de faire quelques observations intéressantes. En voici une qui est assez curieuse. La nuit, si la chaleur vous empêche de

(1) *Guide de Bilbao.*

dormir, ou si vous avez le sommeil léger, vous entendez, à certaines heures, une voix, une sorte de cri. C'est le *sereno*, ou veilleur de nuit, qui, affublé d'un grand manteau, de la cape espagnole, et portant une épée qui relève le côté gauche de cette cape, annonce aux habitants le temps qu'il fait et l'heure qu'il est. On m'a dit que c'est un avertissement pour les personnes qui sont obligées de se lever de bonne heure pour leurs affaires. On ne distingue pas bien les paroles que le *sereno* fait entendre, surtout quand on les entend pour la première fois ; renseignements pris, voici ce qu'il dit : *Ave Maria purissima ! Son las dos, las cuatro. El tiempo esta bueno, malo.* Les habitants sont ainsi prévenus qu'il est 2 heures, 4 heures du matin, que le temps est beau ou mauvais.

Comme presque toutes les villes du pays, Guernica est éclairé, la nuit, au moyen de la lumière électrique. Deux usines fournissent l'électricité au moyen de chutes d'eau. Pourquoi deux usines, dans une localité relativement peu importante ? Voici l'explication : une de ces usines est chargée de l'éclairage de la ville, l'autre, de celui des maisons particulières. Lorsque le temps est orageux, la première usine ne fonctionne pas, et la ville se trouve plongée dans la plus profonde obscurité ; mais comme on est obligé de s'éclairer chez soi, l'autre usine transmet le courant. Les édifices particuliers ne sont pas plus à l'abri que les autres des coups de la foudre, mais, que voulez-vous ? c'est l'usage du pays, ce qui démontre que l'usage n'est pas seulement le tyran des langues ; sa domination s'étend à peu près sur tout.

Les rues de Guernica sont larges, bien pavées et bien entretenues, dit le guide ; cette affirmation a besoin de correction, à mon avis. Les rues les plus larges ne le sont guère plus que la rue Saint-Vincent, au Mans ; quant au pavage et à l'entretien, cela laisse beaucoup à désirer. Les pavés sont petits, inégaux et rappellent ceux que j'ai vus dans certaines petites villes. Le balayage est, pour ainsi dire, inconnu, et, outre la poussière,

on rencontre sous les pieds des choses que je n'ai pas besoin de désigner autrement ; cela tient à ce que, dans la ville même, il y a de nombreuses étables de bestiaux de tout genre. Le passant doit s'estimer heureux si, en se promenant le soir, il ne se heurte pas à l'un de ces animaux couchés sur la chaussée ou même sur le trottoir. A cela près, l'aspect des rues est assez curieux le soir, entre neuf et onze heures ; c'est le moment où les habitants goûtent un peu de fraîcheur ; les uns, les commerçants, sont assis devant leur magasin et devisent entre eux ; les autres restent dans leur appartement, fenêtres ouvertes, ou encore se tiennent sur le *mirador*, espèce de galerie vitrée qui occupe toute la façade à partir du premier étage. Il n'y a guère de maison qui n'ait son *mirador*, qui sert à deux fins : pendant le jour, et pour éviter que la chaleur ne pénètre dans les appartements, on laisse fermées les fenêtres à guillotine de cette galerie extérieure, et on tire les rideaux qui les garnissent ; les fenêtres de l'appartement qui donne sur le *mirador* sont garnies de volets à l'intérieur ; on ouvre ou on ferme ces volets selon que l'on a besoin de lumière ou de fraîcheur, pendant l'été ; en hiver, le *mirador* constitue une petite serre qui a son avantage. En effet, il n'y a point de cheminée dans les appartements ; si le froid est trop intense, on allume, comme en Italie, des *braseros*, sortes de réchauds bourrés de charbon incandescent. Ce mode de chauffage offre beaucoup d'inconvénients, et, en outre, m'a-t-on dit, il suffit à peine à dégourdir l'air ambiant.

On sait que les Basques aiment les exercices corporels, et qu'ils acquièrent promptement une agilité surprenante. Leur exercice favori est le « Jeu de la Pelote », dont on a parlé déjà avant moi ; aussi je m'excuse d'en dire ici quelques mots ; mais je crois devoir le faire pour relater tout ce que j'ai vu. Les joueurs se divisent en deux camps, qui ont chacun leur chef ou protagoniste. On se rend sur un endroit disposé à cet effet : il faut, d'abord, un sol bien uni, un terrain bien battu pour faci-

liter les évolutions, et d'une certaine étendue ; sur l'un des côtés de ce terrain en forme de quadrilatère, s'élève un mur fort haut. Les joueurs se placent devant ce mur : l'un d'eux lance la balle contre le mur, de façon qu'elle rebondisse sur le sol, et on ne peut y toucher pour la lancer de nouveau que lorsqu'elle a elle-même touché terre. C'est là que se trouve la difficulté ; car tous les joueurs se précipitent à ce moment pour attraper la balle, la saisir au bond, et la renvoyer sur le mur. Si celui qui a joué le premier est assez heureux pour renvoyer la balle au mur, il continue de jouer, jusqu'à ce qu'un autre, plus adroit, plus agile, vienne le supplanter. Si c'est un joueur du même camp, tout va bien ; mais si l'autre camp vient à prendre la balle, ce sont alors des cris de joie d'un côté, de dépit, de l'autre. Ce jeu demande, on le voit, beaucoup de souplesse pour ne pas se laisser prendre par les adversaires, ou pour regagner la place perdue. De plus, il ne faut pas toucher la balle, une fois lancée, avec la main ouverte, mais avec la main fermée ; je me figure qu'il faut avoir une main solide pour jouer à ce jeu, car la balle dont se servaient les joueurs était fort dure, si j'en juge par le bruit sec qu'elle produisait en frappant le mur ou le sol. Tel est ce jeu de la pelote basque, que je décris comme je l'ai vu et compris. C'est un jeu national, et il y a quelquefois, si mes souvenirs ne me trompent pas, des joutes entre équipes de diverses localités.

Une autre coutume, enfin, m'a paru bizarre et je ne saurais la passer sous silence : c'est la manière de sonner les cloches. Les églises, dans ce lieu, ne sont pas surmontées de clochers en flèche ou en pyramide, comme ils le sont en France. Il y a au dessus du portail, à une hauteur plus ou moins grande selon l'importance du monument, un bâti en maçonnerie formé de deux ou de quatre colonnettes : c'est là que se trouvent les cloches, ou la cloche unique. Il n'y a point d'abat-son, ni de galerie quelconque entre les colonnettes. A l'heure fixée pour la sonnerie, on entend les premiers coups, et, en levant les

yeux vers le clocher, on aperçoit un ou deux hommes qui, maniant chacun un ou deux maillets en bois, frappent à coups redoublés la cloche, qui reste immobile. Les sonneries sont différentes, comme partout ; il y en a de joyeuses et de tristes ; mais quelles qu'elles soient, elles se font joliment entendre, et lorsque les clochers des deux églises sonnent en même temps que celles des maisons religieuses établies dans la ville, c'est plutôt un vacarme assourdissant qu'une harmonie sacrée. Un couvent situé derrière l'Antigua se distingue sous ce rapport ; sa cloche est mise en branle au moyen d'un appareil qu'on ne voit pas, mais qui fait que la cloche tourne complètement sur elle-même, au lieu d'exécuter le mouvement ordinaire bien connu de tout le monde. Rien de plus bizarre, je vous assure, que de voir cette cloche faire la roue, ainsi que son battant retomber sur les bords ; je n'avais pas encore vu un pareil système de sonnerie.

IV

Aux environs de Guernica

Dans un pays de montagnes, les promenades s'imposent ; elles sont fatigantes, c'est vrai, mais elles vous dédommagent bien de la peine qu'on se donne. La première de toutes, c'est celle qui se fait sur la petite route conduisant à Luno. On prend un chemin dont l'entrée se trouve près de l'église Santa-Maria ; à peine a-t-on fait une centaine de mètres qu'on découvre une vallée superbe, au S.-O. de Guernica, entre deux montagnes, le Cosnoaga, qui protège la ville à l'O.-S.-O., et une autre dont je ne sais pas le nom ; cette vallée se prolonge à perte de vue, et on peut se rendre compte approximativement qu'elle va très loin au-delà. Le chemin qui conduit à Luno est en lacets, de telle sorte que l'on se figure à chaque instant revenir sur ses pas ; cela permet d'admirer le paysage qui est vraiment magnifique. C'est de là qu'on voit le mieux la petite ville de Guer-

nica : elle s'étend à vos pieds plus longue que large, du sud au nord, et vous pouvez observer, de ce point, tous les détails : à droite, la ligne du chemin de fer qui monte vers Amorebieta, pour aller se perdre de l'autre côté vers Pedernales ; au loin, devant vous, les villages d'Ajanquiz, de Cortezubi, d'Arteaga, et une ligne de montagnes plus hautes, entre lesquelles serpentent des routes, entre autres, celle qui conduit à Lequeitio, vers le nord. Vous apercevez, en outre, la ville avec toutes ses constructions que vous croiriez pouvoir toucher de la main ; vous dominez même du regard dans les jardins des propriétés les plus rapprochées, et si, vous êtes curieux, vous pouvez, avec une lorgnette, commettre bien des indiscretions... Mais je ne veux pas soupçonner la délicatesse des touristes. De ce point, on prendrait un superbe cliché photographique, et je me demande pourquoi on ne trouve pas une carte postale reproduisant ce panorama qui m'a semblé merveilleux.

Après être resté quelques instants à l'endroit où vous avez fait une première halte, sur un banc de pierre disposé tout exprès, vous reprenez votre ascension, car c'en est une véritable. Le paysage change alors un peu brusquement, c'est alors la montagne abrupte, avec ses petits chemins encaissés et ombragés qui conduisent dans les *caserios*, c'est-à-dire dans les fermes. La végétation est superbe, et les arbres sont forts et vigoureux ; ils ne diffèrent guère, quant à l'espèce, de ceux de nos pays, et je n'ai pas remarqué, d'ailleurs, que la flore fût autre que la nôtre. Mais en fait de culture, il n'y en a pas beaucoup : ce qui domine, ce sont les champs de maïs, dans lesquels on sème des haricots, dont la tige vient s'enrouler autour de celle de la céréale ; c'est là une particularité que j'ai observée à peu près partout dans le pays. La récolte du maïs se fait, paraît-il tous les deux ans seulement ; celle des haricots est annuelle, et, en effet, on voit les gens occupés à cette besogne. Pendant que nous gravissions la pente nous avons observé un mode particulier de fumure des terres : une paysanne (dans ce pays, elles

travaillent beaucoup aux champs) prenait avec ses mains une certaine quantité de fumier apporté dans un panier, et l'étalait, sans plus de façon sur la terre labourée. Cette pauvre femme me rappelait la fameuse dulcinée du Toboso, qui, au dire de Sancho Pança, exhalait une autre odeur que celle de la violette ou de l'héliotrope.

Lorsqu'on arrive enfin à Luno, on a hâte de se reposer un peu ; mais c'est en vain que l'on cherche une *posada*. L'église, et tout au plus trois maisons d'un aspect assez pauvre, voilà Luno. Après avoir admiré le point de vue superbe qui s'offre aux yeux du touriste, on entre tout naturellement dans l'église qui ne présente rien de remarquable sous le rapport artistique ou archéologique ; on constate seulement qu'elle est assez mal tenue comme d'ailleurs presque toutes celles de la contrée ; on aperçoit sur le plancher des quantités de taches de cire, ce qui paraît bizarre et s'explique de la façon suivante. Lorsque vous arrivez le dimanche à l'église pour assister à la messe, vous voyez des groupes de personnes agenouillées autour d'un carré d'étoffe noire ; ce carré est maintenu aux quatre angles par des flambeaux en bois ou en métal, dans lesquels brûlent des cierges de dimensions différentes. Après l'office, les prêtres viennent, en surplis et avec l'étole noire, réciter des prières et donner une bénédiction, après laquelle ils reçoivent dans leur barrette les offrandes des fidèles. Vous observerez donc ces taches de cire dans toutes les églises autour de Guernica, et vous en saurez la cause. Ce n'est pas tout. En faisant le tour de l'édifice, on aperçoit tout le long des murs des panneaux de boiserie divisés en compartiments ; la curiosité est alors assez forte ; on se demande ce qui est renfermé là-dedans. Comme la fermeture est tout à fait primitive, et que personne n'est là pour vous voir, vous cédez à la tentation, et... vous voyez, dans une corbeille en osier, les flambeaux munis de leur cierge à demi consumé, le carré d'étoffe, et, parfois, un ou plusieurs livres de piété. Les habitants du pays ont donc une grande confiance dans les per-

sonnes qui peuvent venir visiter leurs églises. C'est dans cette église de Luno que se trouve le tombeau de famille des comtes d'Allendes Alazar, qui ont, dans le pays, une certaine notoriété ; il y a à Guernica une rue qui porte ce nom.

Il est impossible de continuer plus loin la promenade, i n'y a aucun chemin praticable. Ce hameau (car je ne saurais dire autrement) est, en réalité, perché à une grande hauteur, et se trouve sur le bord d'un précipice. On est donc forcé de revenir par le même chemin, et on jouit alors, grâce au soleil couchant, d'un spectacle véritablement féérique.

On m'avait dit que, du sommet de cette montagne, le Cosnoaga, on apercevait l'Océan. J'ai voulu vérifier le fait, et j'ai tenté par deux fois l'ascension, mais en vain. La première fois, le chemin que nous primes (car je n'étais pas seul), nous conduisit trop du côté du nord et nous mena à un endroit où tout sentier faisait défaut ; impossible d'aller plus loin, et comme nous n'avions pas de guide, nous fûmes obligés de nous arrêter. D'autant plus que nous avions devant nous une autre éminence qui nous masquait absolument la vue ; nous dûmes nous contenter de contempler le ravin qui sépare les deux montagnes. Je devrais dire vallée plutôt que ravin, car il y a un intervalle assez grand ; en outre, on aperçoit çà et là quelques habitations, fermes isolées, dont l'accès semble bien difficile ; on cherche en vain les chemins qui peuvent y conduire. Cette promenade, dont le but fut manqué, nous permit toutefois d'admirer une végétation superbe, fort peu différente de celle de nos pays : chênes, bouleaux, sapins, noyers, pommiers, etc. Nous observâmes surtout de fort belles fougères et des touffes de bruyère d'une grosseur inusitée ; l'œillet sauvage abonde aussi sur les flancs de cette montagne.

La seconde ascension fut poussée plus loin, et dans une autre direction, vers le nord-ouest. Nous partîmes encore sans guide, puisqu'il n'y en a pas dans le pays ; mais, comme nous étions un peu mieux renseignés, nous pensions atteindre le sommet du

Cosnoaga. Nous étions pleins de courage ; et lorsque les sentiers nous firent défaut, nous primes à travers champs, car la culture s'étend assez haut, grâce au climat plus que tempéré du pays. Nôs efforts ne furent pas couronnés de succès : il fallut encore renoncer à parvenir jusqu'à la cime. A défaut de l'Océan, que nous ne pûmes apercevoir (et, à vrai dire, je doute fort que, de là, on puisse le découvrir), nous aperçûmes toute une chaîne de montagnes aux pics variés, les uns pointus, les autres arrondis, et nous pûmes nous rendre compte du parallélisme des chaînons qui constituent les monts Cantabriques. Nous acceptâmes philosophiquement cette compensation géographique, et nous revînmes sur nos pas. La descente offrit quelque difficulté, à cause surtout des cailloux qui roulent sous les pieds ; on n'y fait pas assez attention, mais, si on a le malheur de tomber, on ne se fait pas grand mal, on en est quitte pour un *bleu*. Ce que l'on a gagné, par exemple, c'est un formidable appétit et une fatigue éminemment hygiénique.

Tout près de Guernica, se trouvent deux autres petites paroisses (le guide de Bilbao les désigne par le terme *Anteiglesia*). toutes deux peu importantes, mais qui constituent un but de promenade. La première, *Ajanquiz*, a été pour moi, je l'avoue humblement, l'objet d'une méprise que vous allez comprendre. La lettre j, en Espagnol, s'appelle *la rota* ; sa prononciation est des plus difficiles pour un étranger, elle ressemble en cela à celle des ch allemand. Ne la prononcez pas comme notre j, on ne vous comprendrait pas ; faites entendre deux r, avec un son guttural très accentué ; exercez-vous souvent, longtemps, à cette prononciation, et, malgré tous vos efforts, vous ne parviendrez que difficilement à dire : *Arranguiz*, qui s'écrit *Aj...* Aussi, lorsque j'ai voulu me renseigner sur cette localité, j'ai vainement cherché son nom par *Aj...* Un hasard m'a mis sur la bonne voie. En me promenant un matin, je passe devant l'église Santa-Maria ; une petite affiche collée sur la porte attire mon attention, et je vais la lire. Heureusement, elle était écrite en espagnol, car le

basque eut été de l'hébreu pour moi. Je vis alors le nom d'Ajanguiz, et je vous assure que ce fut une véritable joie, bien que je me fisse le reproche de n'avoir pas réfléchi plutôt à cette particularité de prononciation. Qu'il faut de temps et de pratique pour bien connaître une langue étrangère !

Ajanguiz est un nom basque, qui, d'après le guide de Bilbao, signifie *chèvre-feuille* ou *jonc*. C'est une petite paroisse de 812 habitants, dépendant du tribunal de Guernica, dont elle est éloignée de deux kilomètres seulement. La route qui y conduit n'offre pas de points de vue remarquables ; à un endroit, elle traverse un petit bois où l'on trouve un peu de fraîcheur. Ajanguiz est située au pied du mont Burgoa, sur le chemin de Guernica à Ea, et au confluent de deux ruisseaux qui forment la rivière de Guernica. Les céréales, le bétail et des moulins à farine font l'objet du commerce. Il y a, sur cette paroisse un couvent de religieuses de l'ordre de la Merci, fondé en 1623 par D^e Maria Saez de Portuondo (1).

La seconde paroisse est celle de *Forna*, ce qui veut dire en espagnol : Lieu privilégié, auquel on a accordé des privilèges (*lugar aforado*). Elle compte 660 habitants ; elle est située à deux kilomètres de Guernica, sur la route qui mène à Bermeo ; il y a, aussi, à Forua, une station du chemin de fer de Bilbao-Amorebieta-Pedernales, la première après celle de Guernica. Le sol produit des céréales et des légumes ; on y voit aussi des fabriques de chaux et de farine (1).

La proximité de Fornia, en fait, pour les Guernicais, un but de promenade très fréquenté, d'autant plus que la route est dans une vallée des plus pittoresques, et qu'il n'y a pas besoin, pour s'y rendre, de traverser la ville. Aussi, le soir, vers cinq heures, lorsque la chaleur est moins forte, les habitants qui ont des loisirs viennent se promener de ce côté ; ceux qui sont retenus chez eux par leurs occupations y viennent après le dîner. Mais,

(1) *Guide de Bilbao.*

le dimanche, surtout, cette route offre un spectacle assez varié, on y rencontre une foule de gens, et surtout pas mal de dames jouant de l'éventail.

Cette petite localité semble bien déchue de sa splendeur. Voici, en effet, ce qu'on lit dans le Guide : « Forna serait peut-être, sinon la plus ancienne paroisse de Biscaye, du moins une des plus anciennes ; car, au ^{viii}^e siècle, les gentilshommes du pays s'y réunirent pour s'accorder sur quelques points de leur fameux statut de liberté. La tour de Urdaiby a été une de celles dont il fut le plus question dans les luttes des partis. Dans une carrière de Forna, on trouva en 1772 une pièce de monnaie à l'effigie de l'empereur Tibère, et quelques autres qui rappellent la domination romaine. Il y a, dans cette paroisse, un couvent de Franciscains. »

Il faut encore signaler, pour être complet, un très bel établissement d'enseignement secondaire, situé environ à un kilomètre de Guernica. C'est un collège ecclésiastique, tenu par des P. P. Augustins. La construction en est toute moderne. Figurez-vous un immense quadrilatère : au milieu, à quelque distance de la porte d'entrée, se trouve la chapelle, qui a beaucoup de rapport avec celles que l'on voit en France dans les établissements de ce genre. Le bas de la nef est réservé au public ; une grille, qui s'élève environ à moitié de la hauteur des murs, marque la séparation entre les deux parties ; dans le haut, se trouvent des bancs pour les élèves. On a ménagé, de chaque côté, une embrasure, pour figurer le transept. Le chœur est assez grand, et orné avec assez de goût ; on n'y voit rien de criard, comme dans les autres églises de la région.

De chaque côté de la chapelle, sont les classes, vastes et bien éclairées. Elles sont séparées de la chapelle par une cour intérieure, couverte, à une grande hauteur, d'une verrière, en sorte que, s'il fait mauvais temps, les élèves peuvent jouer sans se préoccuper de la pluie. Il y a, d'ailleurs, des cours en plein air, pour les jours de beau temps, et, dans l'une d'elles, un espace

est réservé pour le jeu de la pelote basque; car on se dresse à cet exercice dès l'âge de dix ou douze ans. Derrière la chapelle, on voit les cuisines, et les réfectoires au nombre de deux.

Au premier étage, on peut visiter un très beau cabinet de physique, muni de nombreux appareils, machine électrique, machine d'Atwood, machine pneumatique, instruments d'optique, en un mot, de tout ce qui est nécessaire pour l'enseignement de cette science. Le laboratoire de chimie, qui communique avec le cabinet de physique, est, lui aussi, disposé d'une façon très commode pour le professeur et pour l'élève. Enfin, l'enseignement de l'histoire naturelle, géologie, botanique et minéralogie, dispose de toutes les pièces dont on peut avoir besoin pour les différentes leçons.

Les dortoirs se trouvent aussi au premier étage. Ils sont disposés suivant la méthode, déjà ancienne, que l'on adopte maintenant lorsqu'on construit de nouveaux bâtiments d'instruction. Chaque élève a comme une petite chambre, et ne peut communiquer directement avec son camarade voisin; on connaît, du reste, cette disposition, sur laquelle il est inutile d'insister.

Le cabinet de physique (on va voir pourquoi je reviens sur mes pas) est exposé au midi, ce qui permet de faire les curieuses expériences de la décomposition de la lumière solaire par le prisme, à l'aide d'une fenêtre arrangée convenablement, et toutes celles qui ont trait à cette partie de la physique. De l'autre côté, c'est-à-dire, au nord, on a disposé, à une certaine hauteur, un belvédère auquel on accède par un escalier tournant. Ce belvédère est pourvu d'un paratonnerre, d'une girouette, et il sert, à l'occasion, pour des études de météorologie. On voit, par là, que la petite ville de Guernica, n'a rien à envier à de plus grandes localités. Elle possède aussi des *écoles publiques* (1), que je n'ai pu visiter, et dans lesquelles on enseigne aussi bien l'Espagnol que le Basque.

(1) *Escuelas publicas* correspondant à nos écoles primaires.

On sait qu'il y a, tout le long de la chaîne des Pyrénées, des stations balnéaires de plusieurs sortes, et que cette particularité explique le nom de quelques localités; Bagnères-de-Luchon, Bagnères-de-Bigorre, Eaux-Bonnes, etc. Les monts Cantabriques, prolongement de la chaîne Franco-Espagnole, ont aussi leurs stations de bains, dont l'une se trouve près de Guernica. Je me figure que cette station est peu connue en général; j'avais donc vous en parler un peu longuement.

Cortézubi (ce nom basque se traduit en Espagnol par *apartadero de ganados*, ce qui veut dire: pâtis de troupeaux) est une paroisse située, selon le Guide de Bilbao, à 3 kilomètres de Guernica; mais je crois que l'on peut dire: à 4, ou même à 5 kilom. La route qui y conduit est, d'abord, toute plate, toute semée d'arbres, et fort poussiéreuse dans la belle saison. Puis, le terrain s'élève peu à peu, et, si la marche est plus difficile, on a du moins le plaisir d'être à l'ombre. A mesure que l'on avance, on découvre, sur la droite, des ravins boisés fort pittoresques; enfin, quand on arrive au haut de la côte, on découvre la vallée, et on aperçoit le village; mais où est l'établissement de bains? Une paysanne que j'interroge, me répond qu'elle ne comprend pas ce que je lui demande: *No entiendo*, je ne comprends pas; elle n'avait que cela à me dire. Heureusement, je rencontre d'autres personnes qui me renseignent.

Pour aller au *balneario*, il faut tourner à droite, et prendre, à travers champs, un sentier assez mal entretenu, plein de cailloux et d'ornières; ce n'est pas fort engageant pour les personnes qui viennent faire une saison à Cortézubi. On arrive enfin, après bien des détours, à l'entrée de l'établissement.

J'ai vu bien des sites pittoresques, sauvages même par leur aspect, mais je dois avouer que celui-là les dépasse tous. Figurez-vous une construction isolée, au pied d'une montagne assez haute, couverte de bois magnifiques et d'où se précipite un ruisseau, qui tombe en cascade dans un bassin naturel qui sert de lavoir. L'établissement de bains est élevé sur un des bords de

la cascade; mais il paraît qu'en hiver, les eaux de pluie tombent avec une telle violence qu'elles envahissent toutes les salles de bains, inoccupées, heureusement, dans la mauvaise saison. On vient prendre là des bains d'eaux sulfureuses; une source spéciale, située dans la montagne à quelque distance de la cascade, alimente les bains. On peut visiter les différentes salles; il y en a pour tous les genres de maladies qui réclament le traitement par ces eaux : salles de bains, de douches, salles pour les affections de la gorge, pour les maladies des fosses nasales, etc. Il y a un salon de conversation, une vaste salle à manger, un salon de lecture. Les soins sont donnés aux malades par un personnel assez nombreux; la seule différence qu'il y ait consiste dans le luxe de la chambre. Tout près de l'établissement, à l'entrée même de la propriété, il y a une toute petite chapelle, ce qui permet aux malades, quand ils le désirent, de ne pas être obligé d'aller assez loin pour remplir leurs devoirs religieux. La visite terminée, le patron de l'établissement vous offre gracieusement un verre d'eau sulfureuse, prise à la source même; mais il a généralement peu de succès; toutefois, pour bien montrer l'excellence de l'eau, il en emplit un verre et l'avale d'un trait sans sourciller.

Le village de Cortézubi est à quelque distance du *balneario*. Il est situé sur la route de Guernica à Elanchove, près d'un petit cours d'eau et au pied de la montagne de Gaztiburo. On y récolte des céréales, des haricots, des fruits, particulièrement des griottes et des cerises; on y trouve de beaux pâturages naturels et des prairies artificielles, dans lesquels on nourrit de beaux troupeaux, la principale richesse du pays. Sur le territoire de cette paroisse, dit encore le guide de Bilbao, il y a quatre ermitages, dont l'un est situé sur le mont Ereno; cette montagne renferme, en outre, deux grottes qui méritent d'être visitées, surtout la plus élevée. Je me contente de les signaler aux touristes amateurs, n'ayant pas eu l'occasion de les visiter.

Cortézubi occupait le 15^e siège et votait le 15^e à la Junte générale de Guernica.

Sur la même route d'Elangrove, à un kilomètre de Cortézubi, on aperçoit la paroisse qui porte le nom de *Gauteguiz de Arteaga*, ou plus simplement *Arteaga*. Cette petite paroisse, de 1366 habitants, mérite d'attirer l'attention du voyageur, à cause du château qu'elle possède et dont l'histoire est curieuse.

En 798, Gonzala Fuerte de Norena fit construire une maison seigneuriale, qu'il appela *Gautiguiz*; en 914, Garcia de Norena et Gautiguiz en fit élever une autre, qu'il appela *Arteaga*. Les deux maisons réunies donnèrent naissance à la paroisse. L'édifice fut reconstruit par Fortun Garcia, mort en 1398 (pour des motifs que le Guide n'indique pas), Juan Alonso de Mujica et Pedro de Avendano la renversèrent en 1468, car ils étaient ennemis de ceux d'Artaega; à la fin du xv^e siècle, elle fut reconstruite selon les règles de l'art militaire de cette époque. Comme elle se trouvait en ruines, au mois de mai 1857, l'architecte français, M. Couvrechef éleva le château actuel sur les fondements des anciennes constructions, sur l'ordre de l'Impératrice Eugénie, propriétaire de ce castel (1).

Situé au milieu d'un superbe parc planté de chênes, ce château forme un vaste quadrilatère, de style espagnol; il est bâti en pierre de granit. Il se compose de trois étages surmontés d'une toiture en zinc galvanisé, laquelle est entourée d'une petite muraille crénelée, haute d'un mètre environ. Une des tourelles du château, située au midi, renferme l'escalier unique qui conduit aux différents étages. A chaque étage, il y a un grand vestibule et deux grandes pièces; à l'un d'eux, au premier, on voit un petit oratoire, fermé par des cloisons mobiles, ce qui permet de donner, à l'occasion, un peu plus d'espace. L'autel est là encore, adossé au mur, à l'est; le jour est donné par deux vitraux peints, dont l'un représente une figure allégorique (je n'ai pu savoir laquelle), l'autre un évêque, dont on ne sait pas le nom.

Le mobilier est fort simple et en triste état; il consiste en lits,

(1) Guide de Bilbao.

fauteuils, canapés et chaises, le tout en bois ordinaire, apporté de Biarritz. Le duc d'Albe, le grand régisseur du château, a, nous dit-on, fait transporter à Madrid tout ce qu'il y avait de remarquable.

Du haut des combles, on jouit d'une vue splendide sur la montagne, éclairée au moment de notre visite, par le soleil couchant, et sur la vallée, au milieu de laquelle coule le *rio* de Guernica. On peut se convaincre alors que la marée se fait sentir jusqu'à cet endroit, comme le font voir les ondulations que l'on observe.

Il est triste de constater le lamentable abandon dans lequel on laisse une habitation devenue aujourd'hui historique, et qui mériterait, malgré tout, d'être mieux entretenue. Ce qu'il y a de mieux conservé, ce sont les armes de la famille de Montijo (ce domaine appartenait à la grand-mère de l'Impératrice Eugénie). Détail surprenant : l'Impératrice n'est jamais venue dans ce château édifié à son intention ; la personne qui nous guide, gardienne du château, ne l'a jamais vue. Le beau parc, dont j'ai parlé plus haut, est, lui aussi, abandonné ; le passage des touristes empêche seul l'herbe d'envahir et de cacher les allées ; les anciennes et vastes pelouses servent maintenant de lieux de vaine pâture aux bestiaux. *Sic transit gloria mundi*, c'est la pensée qui s'impose à la vue de cette déchéance !

A la junte générale de Guernica, Arteaga occupait le 14^e siège et avait le 14^e vote.

Dans un pays si pittoresque, où les promenades sont vraiment attrayantes, on rencontre parfois sur les routes bon nombre d'excursionnistes. Tous les moyens de locomotion sont employés, comme partout, d'ailleurs, et les *autos* lancés à toute vitesse, soulèvent des nuages de poussière qui aveuglent les simples piétons. Mais les gens du pays ont à leur usage, surtout dans la campagne, un genre de véhicule tout à fait primitif, et que l'on peut, sans leur faire injure, qualifier de mérovingien. Imaginez une grosse planche, plus ou moins large, posée sur un

essieu, à chaque bout duquel sont adaptés deux roues pleines, en bois, et garnies de clous énormes ; point de jantes, point de rayons, mais seulement un cercle de fer pour protéger contre l'usure cet assemblage de quelques pièces de bois. Ce chariot grossier, presque informe, est traîné par un attelage de bœufs, ou de vaches, de petite taille, comme ceux de race bretonne. Le joug est recouvert d'une peau de mouton, destinée à protéger la tête des animaux contre la piqure des insectes. Lorsque j'habitais la Vendée, j'avais déjà vu des attelages de ce genre, mais moins primitifs ; en passant à Bayonne, j'avais constaté le même fait. Dans cette partie du pays basque, qui est française comme on le sait, les bœufs sont recouverts d'une espèce de housse aux couleurs variées, et l'ensemble de l'attelage dénote une certaine aisance ; tandis que, dans la Biscaye espagnole, l'aspect en est plutôt misérable. D'un autre côté, en Vendée, les roues sont munies, entre le moyeu et le corps du chariot, de deux plaques de fer circulaires et mobiles, que le mouvement du véhicule fait s'entrechoquer l'une l'autre ; cela produit un bruit assourdissant qui empêche, dit-on, les bœufs « au pas tranquille et lent » de s'endormir pendant la marche. Les chariots de la Biscaye n'ont point ces plaques de fer ; mais, en revanche, ils font entendre un grincement formidable qui n'a, je vous assure, rien d'harmonieux : ce sont deux ou trois notes criardes qui finissent par agacer terriblement ; on dirait que les gens du pays ne connaissent pas l'usage de la graisse pour les roues de leurs chars.

La dernière excursion que l'on peut faire aux environs de Guernica consiste en une promenade à Pedernales. Elle se fait en chemin de fer, cette petite paroisse de 349 habitants, étant située à 9 kilomètres ; c'est le point *terminus* du chemin de fer de Bilbao-Guernica-Pedernales. Le bourg est situé dans un endroit pittoresque, sur la route qui se dirige vers Mundaca et Bermeo, situées sur la côte. Pedernales est presque sur la mer, à l'embouchure de la rivière de Guernica. On y vient, dit-on, prendre des bains ; mais je n'y ai rien vu qui permette de lui

donner le nom de station balnéaire. Il y a bien une petite plage, mais elle est plutôt vaseuse, et n'offre aucun des agréments qu'on est en droit d'attendre, même d'un petit trou pas cher. Un îlot granitique, décoré par le guide du nom « d'île de *Chacharramendi* », est relié à la terre ferme par un pont. On a bâti sur cet îlot un hôtel ; c'est tout ce que j'ai remarqué de particulier à Pedernales ; ce n'est pas grand'chose, si l'on veut ; mais on ne regrette pas le temps que l'on a consacré à cette excursion.

Pedernales avait, à la Junte générale, le 2^e siège et le 2^e vote.

Un tramway ordinaire relie Pedernales à Mundaca et à Bermeo. Je n'ai eu ni le temps ni l'occasion d'aller visiter ces deux localités ; il ne m'est donc pas possible de vous en parler. D'ailleurs mon séjour dans le pays basque touche à sa fin, ainsi que cette communication, que je m'excuse de n'avoir pu faire moins longue.

Au retour, nous avons visité la petite ville, ou plutôt le bourg d'*Amorebieta*, pour mettre à profit les deux heures d'attente qu'il faut subir avant de regagner Saint-Sébastien. Amorebieta (en espagnol) *Dos llanurar*, les deux plaines) est une paroisse de 3500 habitants. C'est une localité assez riante, où l'on voit quelques maisons d'une certaine importance, une mairie (casa consistorial), auprès de laquelle sont les écoles et la prison. En face, on a construit un grand bâtiment avec de vastes galeries, qui sert de marché. Une petite place, plantée d'arbres, et garnie de bancs, sert de lieu de récréation aux enfants du pays, qui, pour le moment, se livrent au jeu du diabolito. L'église en belles pierres de taille, est une œuvre du xvi^e siècle (1) ; c'est une des plus belles et des mieux entretenues que nous ayons visitées dans la région.

Amorebieta avait le 29^e siège et le 29^e vote à la Junte générale de Guernica.

Nous reprenons enfin le chemin de la France, heureux d'avoir

(1) Guide de Bilbar.

fait un beau voyage. Le pays basque est vraiment curieux : la nature y est fort belle ; le climat est un peu chaud, surtout pour les gens de nos contrées, mais la température est très supportable. En hiver, le froid n'est pas, en somme, excessif ; s'il tombe de la neige, elle ne se maintient guère que sur les sommets des montagnes, et encore pas très longtemps. Les pluies d'hiver et de printemps sont abondantes et souvent torrentielles, et transforment les routes en véritables cloaques de boue. Les habitants sont de mœurs tranquilles, et ne se montrent exubérants qu'à certains jours de fêtes, mais ils sont défiants à l'égard des étrangers.

Je n'ai pas la prétention de vous avoir fait connaître dans tous les détails la Biscaye et ses habitants ; je n'ai cherché qu'à vous intéresser, en vous racontant, bien simplement, les principaux épisodes de mon voyage ; heureux serai-je d'avoir excité votre bieveillante attention !

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

De l'Année 1910

Séance du 9 janvier 1910.

PRÉSIDENCE DE M. PLU,

Vice-Président.

M. DELAUNAY, SECRÉTAIRE.

M. le Vice-Président transmet les excuses du Président, M. Gentil, empêché d'assister à la séance.

A propos d'un article de *La Nature* sur le métropolitain, M. Leclerc donne des explications sur les divers modes de forage des terrains mouvants.

M. Le Bihan présente une série de timbres de l'ancien royaume des Deux-Siciles, montrant la persistance de l'antique symbole du Svastika, déformé et restreint, dont il a été traité dans un récent article des annales du Musée Guimet.

M. Marchadier fait ensuite une intéressante communication sur le rouissage du chanvre dans la Sarthe et l'historique des divers procédés employés à ce sujet.

Séance du 13 février 1910.

PRÉSIDENCE DE M. GENTIL,

Président.

M. DESCHAMPS LA RIVIÈRE, SECRÉTAIRE.

M. Morancé, membre de la Commission des finances, donne lecture de son rapport sur les comptes de l'exercice 1909, qui sont approuvés.

M. le Président présente, au nom du Bureau, le projet de budget pour 1910, qui est adopté.

M. de la Bouillerie donne lecture de son travail sur les stations préhistoriques des environs de Sablé et met sous les yeux de ses collègues de nombreux spécimens de silex taillés, recueillis dans ces stations.

Séance du 13 mars 1910.

PRÉSIDENCE DE M. GENTIL,

Président.

M. DELAUNAY, SECRÉTAIRE.

Lecture est donnée d'une note de M. l'abbé Letacq sur le gui de chêne, trouvé à Oisseau-le-Petit, M. le Président fait remarquer à ce sujet que la rareté du gui sur les chênes semble due à ce que ses propagateurs ordinaires, merles et grives, ne fréquentent guère ces arbres, ou ils ne trouvent rien à manger.

M. Lavoipière lit une Notice sur quelques simplifications de la graphie française.

Séance du 10 avril 1910.

PRÉSIDENTE DE M. GENTIL,
Président.

M. DÉAN-LAPORTE, SECRÉTAIRE.

M. Deschamps la Rivière donne lecture d'une intéressante Nouvelle, dont il est l'auteur, ayant pour titre : La nuit du 29 décembre 1869.

Séance du 8 mai 1910.

PRÉSIDENTE DE M. GENTIL,
Président.

M. DELAUNAY, SECRÉTAIRE.

M. Gerbault donne lecture d'une note sur une pélorie de la *Viola scotophylla* Jord.

M. le Président communique le supplément au catalogue de notre bibliothèque, dont il vient de terminer la rédaction et fait à cette occasion l'historique de ses origines et de ses accroissements.

M. Le Bihan présente une belle collection de vignettes fiscales des tabacs, avec une notice sur le monopole des tabacs.

Séance du 12 juin 1910.

PRÉSIDENTE DE M. GENTIL,
Président.

M. REBUT, faisant fonctions de SECRÉTAIRE.

M. le Dr Delaunay termine la lecture de son travail sur le Cours d'obstétrique inauguré au Mans par René Levasseur.

M. Edeline lit ensuite un madrigal intitulé : *Les Trois Perles*, dont il est l'auteur.

Séance du 10 juillet 1910.

PRÉSIDENTE DE M. GENTIL,
Président.

M. DÉAN-LAPORTE, SECRÉTAIRE.

M. Marchadier expose rapidement les origines et les conditions actuelles du laboratoire municipal du Mans pour la répression des fraudes, dont il est le directeur. Puis, la Société, levant sa séance, à 10 heures, se rend sous sa conduite au Palais de Justice, où se trouve installé le dit laboratoire, pour le visiter.

Après avoir montré son organisation générale et les principaux instruments dont il dispose, M. Marchadier met sous les yeux de ses collègues, à l'aide d'un puissant microscope, différentes préparations bactériologiques intéressantes.

A 11 h. 1/4, la visite étant terminée, la Société se sépare, en présentant à M. Marchadier tous ses remerciements.

Séance du 16 octobre 1910.

PRÉSIDENTE DE M. GENTIL,
Président.

M. DELAUNAY, SECRÉTAIRE.

M. Déan-Laporte lit une notice sur la collection de ferronnerie et d'objets

anciens léguée à la ville du Mans par M. Liger, dans laquelle se trouve entre autres la porte de la chambre où fut assassiné Marat, recueillie en 1876, lors de la démolition de la maison du tribun.

Puis, la séance étant levée à 10 h. 25, la Société se transporte à l'hôtel Coindon pour visiter, sous la direction de M. Déan, cette intéressante collection, qu'il a mise en ordre, mais qui n'est pas encore accessible au public. Après l'avoir vivement remercié, la Société se sépare à 11 h. 15.

Séance du 13 novembre 1910.

PRÉSIDENCE DE M. GENTIL,

Président.

M. DÉAN-LAPORTE, SECRÉTAIRE.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Préfet l'informant que, dans sa séance du 28 septembre dernier, le Conseil général a inscrit au budget départemental une subvention de 500 francs, pour l'année 1911, en faveur de notre Société.

M. le Dr Delaunay lit une note sur les enceintes vitrifiées et présente des échantillons, qu'il a recueillis, dont l'examen établit que les murs vitrifiés de Sainte-Suzanne (Mayenne) sont une légende et demandent une autre explication. Cette communication donne lieu à un échange d'intéressantes observations, auquel prennent part MM. Leclere, Triger, Fleury et Morancé. Toutefois, la question semble actuellement assez difficile à résoudre, par suite de la disparition complète de ces murs.

M. Gentil communique ensuite le relevé des observations botaniques faites dans la Sarthe en 1910, et signale en particulier la présence sur plusieurs points du *Trifolium elegans* Savi, qui n'avait pas encore été observé dans notre département.

Séance du 11 décembre 1910

PRÉSIDENCE DE M. GENTIL,

Président.

M. DELAUNAY, SECRÉTAIRE.

Après le dépouillement de la correspondance, la Société procède au renouvellement du Bureau pour les années 1911 et 1912. — Sont élus :

Président : M. Gentil;

Vice-Présidents : MM. Leclere et Plu;

Secrétaires : MM. Déan-Laporte, Delaunay et Deschamps la Rivière;

Trésorier : M. Erard;

Archiviste : M. Guérin;

Archiviste-Adjoint : M. Rozé.

M. Le Bihan termine la séance par un intéressant récit de l'excursion qu'il a faite dernièrement aux Etats-Unis et au Canada.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE XLII^e VOLUME DE LA COLLECTION-

XXXIV^e DE LA 2^e SÉRIE. — ANNÉES 1909 ET 1910

	Pages
Contributions à la Flore sarthoise, par M. GENTIL.....	458
De la Préfiltration des eaux de rivière destinées à la consommation publique, par M. MARCHADIER.....	297
Extraits des procès-verbaux des séances.....	245, 501
Histoire des Epilobes sarthois, par Mgr H. LÉVEILLÉ.....	261
Histoire des Timbres Affiches du Mans, par M. LE BIHAN.....	241
Impressions poétiques, par M. DAGUET.....	83
La Nuit du 29 Décembre 1889 (Nouvelle sarthoise), par M. DESCHAMPS LA RIVIÈRE.....	425
Le général François-Roch Ledru, baron des Essarts, par M. REBUT.....	89
Les Stations Préhistoriques des environs de Sablé (Sarthe), par M. DE LA BOUILLERIE.....	393
Les trois perles (madrigal), par M. EDELINE.....	392
Liste des membres de la Société.....	5
L'Obstétrique dans le Maine aux XVIII ^e et XIX ^e siècles, par M. le Dr DE- LAUNAY.....	33, 324
Malacologie de la Sarthe, par M. GENTIL.....	161
Migrations d'une bibliothèque, par M. GENTIL.....	13
Note sur le Gui de Chêne trouvé à Oisseau-le-Petit (Sarthe), par M. l'abbé LETACQ.....	407
Note sur un Nandou mort accidentellement au jardin d'horticulture du Mans, par M. LEMOINE.....	305
Notes et Souvenirs d'un voyage en Espagne, par M. REBUT.....	461
Note sur le Musée Archéologique du Mans, par M. MORANCE.....	249
Notice sur quelques simplifications dans la graphie française, par M. LAVOPIÈRE.....	411
Quelques documents relatifs à l'Art vétérinaire au temps de la Révo- lution, par M. DUPAS.....	311
Une Affiche de la Défense nationale, par M. le Dr PLU.....	454
<i>Viola scotophylla</i> JORD. <i>peloria</i> , par M. GERBAULT.....	456

OUVRAGES OFFERTS A LA BIBLIOTHÈQUE

(2^e SEMESTRE DE 1910).

Capus. — Traitement des maladies de la vigne.

De La Bouillèrie. — Histoire de l'imprimerie de La Flèche, depuis son origine jusqu'à la Révolution (1575-1789).

Fleury. — La cathédrale du Mans.

Grosse-Duperon. — Le collège de Mayenne. Etude historique.

— Le pasteur Elie Benoist et sa famille.

Hamel. — Traitement des syphilides par les injections mercurielles locales.

— Traitement de la tuberculose ganglionnaire cervicale.

Janet. — Sur la morphologie de l'insecte.

— Sur l'ontogénie de l'insecte.

— Sur la phylogénèse de l'insecte.

— Sur la morphologie des membranes basales de l'insecte.

— Sur la parthénogénèse arrhénotique de la fourmi ouvrière.

— Sur un nématode qui se développe dans la tête de la *Formica fusca*.

Legros. — Compte-rendu du fonctionnement du Bureau d'hygiène du Mans.

Léveillé. — Decades plantarum novarum (XXXVIII-XLIV).

Souty. — Un Bossuétiste manceau, Charles Riobé.

La Société présente tous ses remerciements aux donateurs.

TABLE DES MATIÈRES

DU 4^e FASCICULE (1909 et 1910)

	Pages
Les Stations Préhistoriques des environs de Sablé (Sarthe), par Le Baron de LA BOUILLERIE, membre titulaire.....	393
Note sur le Gui de Chêne trouvé à Oisseau-le-Petit (Sarthe), par M. l'abbé LETACQ, membre associé.....	407
Notice sur quelques simplifications dans la graphie française, par M. LAVOPIÈRE, membre titulaire.....	411
La Nuit du 29 Décembre 1869 (Nouvelle sarthoise), par M. R. DES-CHAMPS LA RIVIÈRE, membre titulaire.....	425
Une Affiche de la Défense nationale, par M. le Dr PLU, membre titulaire.....	454
<i>Viola scotophylla</i> JORD. <i>peloria</i> , par M. GERBAULT, membre titulaire.....	456
Contributions à la Flore Sarthoise. — Relevé des observations faites en 1909 et 1910, par M. GENTIL, membre titulaire.....	458
Notes et souvenirs d'un voyage en Espagne, par M. D. REBUT, membre titulaire.....	461
Extrait des Procès-verbaux des séances.....	501
Table des matières contenues dans le 42 ^e volume.....	505

89007710593



b89007710593a

89007710593



b89007710593a